

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 JUIN 1913.

Projet de loi décrétant l'instruction obligatoire et apportant des modifications à la loi organique de l'enseignement primaire.

EXPOSÉ DES MOTIFS

I. — ANALYSE GÉNÉRALE DU PROJET.

MESSIEURS,

Définissant, dans la déclaration du 20 juin 1911, sa politique scolaire, le Gouvernement s'exprimait comme suit : « Un projet de loi a été déposé » dans le but de consacrer l'obligation de l'enseignement, d'améliorer la » situation du personnel enseignant, de perfectionner les conditions péda- » gogiques et professionnelles de l'instruction primaire et, enfin, d'assurer à » tous le bienfait de l'enseignement, sous la garantie du libre choix de » l'école.

« Si des projets de cette nature sont inattaquables dans leur objet, » ils sont assurément susceptibles d'amendements dans leurs formules » d'application. »

Le projet déposé par l'honorable M. Schollaert le 14 mars 1911 étant devenu caduc par la dissolution des Chambres, c'est sous la forme d'un projet nouveau que le Gouvernement croit devoir soumettre aux Chambres les formules d'application annoncées.

Elles sont groupées en quatre titres correspondant aux quatre réformes fondamentales que consacre le projet : l'obligation scolaire; l'institution d'un 4^e degré; l'amélioration de la situation des instituteurs; la généralisation de la gratuité.

Un cinquième titre groupe des dispositions diverses qui, sans se rapporter aux objets précédents, concernent certains articles de la loi organique qu'il a paru utile de modifier à l'occasion de la réforme scolaire.

TITRE I.

L'OBLIGATION SCOLAIRE.

Le principe de l'obligation pour les chefs de famille de procurer l'instruction à leurs enfants est proclamé en tête du projet de loi.

Sans doute, au point de vue de la diffusion de l'enseignement, la Belgique occupe une place honorable parmi les nations les plus avancées. Les statistiques en fournissent la preuve.

D'après le dernier recensement décennal de la population, le nombre des enfants de 6 à 14 ans, au 31 décembre 1910, s'élevait exactement à 4,208,855(1). D'autre part, l'enquête spéciale très complète, que le département des Sciences et des Arts a instituée, parallèlement au recensement général, en vue d'établir avec précision le nombre des enfants d'âge scolaire qui, à la date précitée, ne recevaient aucune instruction, a donné les résultats suivants quant à la répartition des enfants de 6 à 14 ans, inscrits dans les divers établissements d'instruction du pays, au 31 décembre 1910 :

1. Ecoles primaires soumises à l'inspection de l'Etat	911,428
2. Ecoles gardiennes	15,250
3. Ecoles d'adultes	52,660
4. Ecoles d'application annexées aux écoles normales de l'Etat	1,659
5. Ecoles d'application annexées aux écoles normales agréées	1,605
6. Etablissements du degré moyen soumis à l'inspection de l'Etat	25,286
7. Etablissements entièrement libres soumis à l'inspection du clergé séculier ou régulier :	
a) du degré primaire	46,513
b) du degré moyen	56,044
8. Ecoles entièrement libres qui ne sont soumises à aucune inspection	8,261
9. Ecoles ressortissant au Ministère de la Guerre	290
10. Ecoles ressortissant au Ministère des Chemins de fer	54
11. Ecoles ressortissant au Ministère de la Justice	3,465
12. Ecoles ressortissant au Ministère de l'Agriculture	250
13. Ecoles ressortissant au Ministère de l'Industrie et du Travail	7,569
Total pour le Royaume	4,108,072

Ce chiffre, augmenté des 2,047 anormaux, inscrits dans une école, et des 5,455 anormaux physiques ou intellectuels du même âge, incapables de suivre les cours d'une école ordinaire ou d'un établissement spécial et qui ne peuvent donc pas être considérés comme des réfractaires (2), porte le total à 4,115,554.

(1) Ce chiffre comprend tous les enfants qui, au 31 décembre 1910, avaient dépassé l'âge de 6 ans, sans avoir atteint l'âge de 14 ans. Il porte donc sur une période complète de 8 années, correspondante à la durée normale de la scolarité primaire.

(2) Nombre des anormaux physiques ou intellectuels :

légaux	2,527
médicaux	4,955
Total	7,482

Sur ce nombre, il en est 2,047 qui sont inscrits sur les registres d'une école.

Des données qui précèdent, faut-il conclure que le chiffre de 93,281, soit la différence entre ce total et le nombre global des enfants d'âge scolaire, représente le déchet de l'instruction et le stock absolu des illettrés ?

Nullément, car ce chiffre de 93,281 comprend un nombre considérable d'enfants de 6 à 14 ans qui, bien que non recensés au 31 décembre 1910 comme inscrits dans une école, reçoivent néanmoins ou ont reçu une instruction plus ou moins complète. Ces enfants doivent, de toute évidence, venir en déduction du chiffre de 93,281, qui représente un déchet purement apparent.

Or, voici quelles sont les diverses catégories d'enfants qu'il y a lieu de défalquer de la sorte :

1° Les enfants instruits à domicile par des professeurs spéciaux, catégorie dont l'importance est impossible à évaluer.

2° Les enfants inscrits dans un certain nombre d'instituts privés qui se sont abstenus de répondre à l'enquête de l'administration. Cette catégorie ne comprend apparemment que quelques centaines d'élèves.

3° Les enfants qui ont quitté l'école sans avoir parcouru le cycle complet des études. Il est tout à fait vraisemblable que, sauf peut-être quelques anormaux pédagogiques, cette catégorie ne comprend à peu près exclusivement que des enfants de moins de 14 ans ; or, leur nombre peut être évalué à 40,701 (1).

4° Les enfants qui ont quitté l'école après avoir terminé un cours complet à programme minimum. Ici encore, il est raisonnable d'admettre qu'il ne s'agit, en général, comme dans la catégorie précédente, que d'enfants de moins de 14 ans. Or, cette catégorie se chiffrait, au 31 décembre 1910, par 6,988 (2).

5° Les enfants qui ont abandonné les études après avoir terminé le programme maximum. Le nombre total de ces enfants, pour l'année 1910, était approximativement de 68,872 (3). Mais, ici, il convient de reconnaître que ce total comprend un contingent assez important d'enfants qui ont dépassé l'âge de 14 ans et qui ne doivent donc pas, comme ceux des catégories précédentes, être défalqués du déchet primitif de 93,281. Quelle est l'importance

(1) Ce nombre est fixé pour la dernière année de chaque période triennale :

Au 31 décembre 1908, il était de . . . 39,455.

Au 31 décembre 1911, — . . . 41,484.

Pour le 31 décembre 1910, nous pouvons donc nous arrêter au chiffre intermédiaire de 40,701.

(2) Même évaluation que pour la 3° catégorie :

Au 31 décembre 1908, les enfants de cette catégorie étaient au nombre de 6,601 ;

Au " " 1911, " " " " 7,481.

Pour le 31 décembre 1910, nous pouvons donc adopter le chiffre intermédiaire de 6,988.

(3) Même évaluation que pour les 2° et 3° catégories :

En 1908, ce nombre était de 66,889.

En 1911, " 69,775.

Pour 1910, l'on peut donc adopter le chiffre intermédiaire de 68,872.

de ce contingent ? Il n'est pas possible de le déterminer exactement, mais l'on trouvera, à cet égard, une indication dans le nombre des élèves de plus de 14 ans, inscrits dans les écoles primaires au 31 décembre 1910.

Ce nombre était d'environ 10,000 (exactement 9,748 en 1908, et 10.282 en 1911). Il est donc permis de conclure que cette catégorie comprend encore un nombre considérable d'enfants de 6 à 14 ans, non recensés comme fréquentants à la fin de 1910 et qui, loin de pouvoir être classés comme illettrés, ont, au contraire, fait de bonnes études primaires.

Les données qui précèdent ont pour effet de réduire singulièrement le chiffre qui semblait tout d'abord représenter le déficit de la scolarité. En totalisant ces données, on serait même, à première vue, amené à conclure que le nombre des enfants qui reçoivent ou ont reçu l'instruction est supérieur au nombre des enfants d'âge scolaire existant dans le pays : ce qui vient corriger cette apparente absurdité, c'est le fait qu'un certain nombre d'enfants, après avoir quitté les classes primaires avant l'âge de 14 ans (3^e, 4^e et 5^e catégories ci-dessus), se sont fait inscrire, par la suite, dans un autre établissement d'instruction (cours d'adultes, cours professionnels, établissements d'instruction moyenne, etc.), et ont été, par conséquent, recensés, au 31 décembre 1910, comme élèves fréquentants. Il est manifeste que ce contingent de jeunes gens ne doit pas être déduit du chiffre de 93,281 comme celui des élèves dont l'abandon des classes a été complet et définitif.

Il reste donc — et c'est la conclusion finale qu'il importait de mettre en lumière — que, s'il est impossible de chiffrer exactement le nombre des enfants qui échappent encore à toute instruction, ce nombre est, selon toute apparence, extrêmement minime.

*
* *

Si l'on rapproche la situation qui résulte de l'enquête dont il vient d'être question de celle résultant d'une enquête analogue faite en 1897 — en se plaçant au point de vue de la scolarité effective au moment de l'enquête, — la comparaison révèle un progrès notable :

En 1897, le nombre total des enfants d'âge scolaire, fixé d'après la proportion résultant des recensements décennaux, était de	1,055,854
tandis que le nombre des enfants du même âge, inscrits dans une école, s'élevait à	954,566
Déchet	119,288 ou 11.3 p. c.

Et, d'après l'enquête de 1910, le nombre total des enfants d'âge scolaire était de.	1,208,855
alors que le nombre des élèves était de	1,110,119
Déchet	98,716 ou 8.1 p. c.

Il s'agit ici, répétons-le, non pas du déficit effectif de l'instruction, mais simplement du déchet de la scolarité *actuelle*.

Les statistiques fournissent également la preuve d'un progrès véritable dans le sens d'une fréquentation scolaire plus prolongée et d'un meilleur rendement des études :

En 1897, sur un contingent scolaire (écoles primaires) de 764,500 élèves, il y en avait 68,000 — soit 9 p. c., — qui abandonnaient l'école sans avoir fait un cycle complet d'études, tandis qu'en 1910, sur un contingent scolaire de 929,547 élèves, il n'y en avait plus que 40,701, soit 4 p. c.

*
* *

Si l'on examine, d'autre part, les statistiques relatives au degré d'instruction des miliciens, on constate parallèlement une dégression constante du nombre des illettrés. Les tableaux ci-après sont suggestifs à cet égard.

I. — Degré d'instruction des jeunes gens inscrits pour la milice.

Années	sachant lire et écrire.	ne sachant ni lire ni écrire.	sachant lire seulement.	Total des 2 colonnes précédentes.
1897	87.24 p. c.	10.94 p. c.	1.85 p. c.	12.76 p. c.
1900	87.99	10.10	1.91	12.01
1905	90.55	8.12	1.55	9.65
1910	91.02	6.74	2.24	8.98
1911	92.26	6.54	1.40	7.74

II. — Instruction des hommes incorporés.

Années.	Étaient sans instruction.		Savaient lire seulement.		Savaient lire et écrire.		Savaient lire, écrire et calculer.		Avaient une instruction plus complète.	
	fl.	fr.	fl.	fr.	fl.	fr.	fl.	fr.	fl.	fr.
1897	17.01	11.17	7.77	5.26	28.64	21.64	58.78	45.09	7.80	16.84
1900	16.17	10.57	7.26	5.50	27.87	22	40.66	46.29	8.04	15.84
1905	12.95	8.57	4.52	4.02	25.31	19.25	48.85	50.97	8.59	17.59
1910	9.92	5.44	4.74	2.65	21.68	12.78	51.45	51.52	12.23	27.61
1911	10.26	5.66	5.16	2.05	19.65	12.60	52.57	55.47	14.56	24.22

III. — Instruction des hommes congédiés.

1897	8.86	5.71	8.12	6.17	52.49	24.71	42.40	46.95	8.15	16.46
1900	6.06	4.16	8.52	7.28	52.66	24.22	45	48.22	7.96	16.12
1905	5.57	2.88	5.79	5.65	28.06	20.69	52.74	54.74	8.74	18.06
1910	5.16	2.02	5.01	2.20	25.15	14.85	57.75	62.17	8.95	18.76
1911	2.65	1.70	5.50	2.08	25.07	14.05	58.16	59.72	10.82	22.47

*
* *

Si l'on compare la situation que nous venons d'exposer aux résultats obtenus dans certains pays d'obligation, tels que la France, l'Angleterre, l'Italie, le rapprochement est loin d'être au désavantage de la Belgique.

Angleterre. — Malgré les efforts répétés du législateur et les mesures successives, de plus en plus strictes, édictées depuis plus de quarante ans pour arriver à une fréquentation générale et régulière des écoles, les documents publiés par le *Board of Education* paraissent encore accuser un déficit assez notable (1).

(1) Les données ci-dessus sont empruntées à la publication officielle : *Statistics of Public Education in England and Wales. Part. 1. Educational Statistics, 1910-1911.*

Il résulte de ces tableaux que le pourcentage du nombre moyen des élèves fréquentants sur le nombre des inscrits est de :

a) Pour les élèves de 5 à 5 ans.	76.50 p. c.
b) — de 5 ans et au delà.	89.98 p. c.
Sur l'ensemble	89.16 p. c.

Italie. — En Italie, le principe de la scolarité obligatoire, déjà consacré par la loi Casati de 1859, fut appliqué, par la loi du 15 juillet 1877, à tous les enfants de 6 à 9 ans (cours élémentaire inférieur), puis étendu par la loi du 8 juillet 1904, aux enfants de 9 à 12 ans, dans les communes où le cours élémentaire supérieur est organisé.

Or, quels sont, dans ce pays, les résultats officiellement constatés ?

Le volumineux rapport publié, en 1910, par la Direction générale de l'enseignement primaire, sous le titre : *L'Istruzione primaria e popolare in Italia con speciale riguardo all'anno scolastico 1907-08* (1) donne à cet égard certains renseignements très précis :

Nombre d'enfants soumis à l'obligation.	3,949,141
Nombre d'enfants inscrits dans les écoles	3,002,168
Déchet.	946,973

Et ce déchet ne provient pas uniquement, comme on pourrait le supposer, des régions placées dans des conditions particulièrement défavorables, telles que les Abruzzes ou la Calabre ; il se révèle aussi dans les provinces les plus avancées, notamment en Lombardie, où le déficit est de 41,962 sur 530,352 enfants, et dans le Piémont où il est de 20,999 sur 401,949 enfants soumis à l'obligation.

Le rapport tend, il est vrai, à atténuer ces constatations peu encourageantes, en alléguant que les relevés, dressés par les autorités locales, accusent un nombre d'enfants sensiblement supérieur à la réalité ; mais il n'en reconnaît pas moins, en s'appuyant sur des éléments certains, que le déficit scolaire se chiffre encore par plusieurs centaines de mille « *parecchie centinaia di migliaia* ».

France. — Les statistiques françaises ne fournissent pas de données complètes quant aux réfractaires absolus, c'est-à-dire les enfants qui ne se font inscrire dans aucune école. Par contre, elles contiennent des renseignements précis touchant le déchet scolaire relatif, c'est-à-dire la fréquentation irrégulières des inscrits.

En 1908, le Ministre de l'Instruction publique a fait ouvrir une enquête sur ce point, en ce qui concerne les écoles publiques, et voici quels en furent les résultats :

Total des enfants d'âge scolaire (6 à 15 ans) d'après le dernier recensement	4,416,170
Total des élèves inscrits dans les écoles publiques au 1 ^{er} décembre 1907	3,603,264

(1) Vol. I, pp. 100 à 116.

Combien d'élèves inscrits ont manqué durant l'année scolaire 1907-1908, sans excuse valable pendant :

1 mois	440,656
2 mois	252,846
3 mois	165,419
4 mois	107,140
5 mois	68,560
Plus de la moitié de l'année scolaire	111,759

Commentant ces constatations, voici comment s'exprimait M. F. Buisson, dans le *Manuel général de l'instruction primaire* du 26 décembre 1908 :

« Nous ne voulons nous faire aucune illusion sur la portée de ce premier « sondage », comme on dit aujourd'hui. Il est manifeste, — et n'y eût-il que cette leçon à tirer du tableau, elle mériterait d'être recueillie, — il est manifeste que ce qui nous manque, c'est la base. On a bien, d'après le recensement, tous les cinq ans, le chiffre de la population en âge scolaire. Mais en raison des déplacements de la population, ce serait année par année, commune par commune, et dans les grandes villes, quartier par quartier, qu'il faudrait savoir le nombre de garçons et de filles de six à treize ans, pour pouvoir vérifier combien manquent à l'école.

» Il y a deux manières d'y manquer : l'une, s'ils n'y sont pas inscrits; l'autre si, inscrits, ils ne la fréquentent pas.

» C'est seulement la seconde de ces deux formes de déficit scolaire que nous permet de mesurer la statistique ministérielle.

» Quant à la première, nous ne pouvons rien conjecturer. Entre le chiffre de 4,416,170 enfants en âge d'aller à l'école et celui de 3,605,264, il y a un écart de plus de 800,000 qui contient : 1° les élèves inscrits dans les écoles privées; 2° les élèves instruits dans les lycées et collèges, ou à la maison; 3° les élèves qui ne sont inscrits ni instruits nulle part. Nous ne pouvons avoir à cet égard que des données très incomplètes.

» Sur le second ordre de renseignements, pour ne prendre que le dernier chiffre de la dernière colonne (*inscrits ayant manqué plus de la moitié de l'année scolaire*), on voit qu'il suffirait à expliquer la persistance de la proportion d'illettrés à l'entrée au régiment. Un pays, où plus de cent mille enfants, garçons et filles, manquent à l'école *plus de la moitié de l'année*, sans compter ceux qui n'y sont même pas inscrits, ne peut s'étonner d'avoir une vingtaine de mille conscrits ne sachant ni lire, ni écrire. L'urgence d'agir est donc, une fois de plus, démontrée. »

Plus récemment, M. Guist'hau, en déposant, après M. Briand et après M. Buisson lui-même, un nouveau projet de loi tendant à assurer la fréquentation régulière des écoles publiques ou privées, concluait de même : « Une expérience de trente années a montré que, sauf les résultats obtenus dans certaines régions, grâce au zèle des autorités locales, le régime prévu par le

législateur de 1882 a été impuissant à assurer la régularité de la fréquentation scolaire (1). »

Il faut reconnaître cependant que certains pays ont obtenu des résultats plus complets.

Il en est ainsi de la Hollande, où le dernier rapport officiel ne relève, pour l'année 1909, que 754 réfractaires absolus (enfants soumis à l'obligation qui ne se sont pas fait inscrire) et 5,575,584 absences non autorisées sur un total de 403,594,536 temps scolaires (*schooltijden*), soit 0.84 o/o. (2).

Il en est ainsi de la Suisse, où, pendant l'année scolaire 1910, sur un nombre total de 558,286 écoliers, il n'est signalé que 712,523 absences irrégulières d'un demi-jour, soit 1,5 absence par enfant (3).

Il en est ainsi des Etats allemands et des pays scandinaves, où le déficit de l'instruction populaire est également descendu à des proportions fort minimes.

Mais la leçon à tirer de ces chiffres et de ce rapprochement de situations diverses, n'est-elle pas précisément que la contrainte légale n'a pas par elle-même une vertu magique et que d'autres facteurs essentiels entrent en jeu : la multiplicité des institutions scolaires, l'adaptation des programmes aux besoins d'ordre moral et matériel, etc. ?

Est-ce à dire que chez nous rien ne soit à faire, que nul effort nouveau ne doive être tenté ?

Nullement, et s'il faudra toujours et malgré tout se résigner à voir un certain nombre d'enfants échapper à la fréquentation de l'école, on peut néanmoins espérer de l'instauration du principe de l'obligation un nouveau progrès. Celui, d'abord, d'apprendre le chemin de l'école aux quelques milliers de petits malheureux qui n'y sont pas inscrits aujourd'hui ou qui n'y sont inscrits que nominalelement.

Mais l'utilité principale qu'on peut en attendre sera de rendre la fréquentation actuelle plus intense, plus régulière, plus homogène, dans un cadre d'études plus ferme et plus serré. Nos ouvriers, nos cultivateurs se trouveront ainsi placés dans des conditions meilleures et le pays pourra, une fois de plus, nourrir l'ambition de s'élever encore parmi les puissances qui sont à la tête du développement économique.

TITRE II.

DE L'ENSEIGNEMENT DU QUATRIÈME DEGRÉ.

Dans son organisation actuelle, l'instruction élémentaire se compose de trois degrés, formant six années d'études, de sorte qu'au bout de sa douzième

(1) Exposé des motifs du Projet de loi déposé à la Chambre des Députés, le 26 février 1912.

(2) Verslag van den Staat van het onderwijs in de Nederlanden 1909-1910.

(3) *Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz*, 1910, p. 219.

année l'élève a normalement parcouru le cycle complet de l'école primaire.

Arrivé à cet âge, si l'enfant continue à fréquenter les classes primaires, il n'y trouve plus qu'un enseignement de répétition ; s'il passe dans un cours industriel ou professionnel, il est aussitôt absorbé par la spécialisation, sans aucune préparation adéquate ; enfin, s'il est, dès cet âge précoce, dirigé vers l'apprentissage et le travail, il n'acquiert, le plus souvent, de son métier que la connaissance ébauchée par une routine étroite, pour devenir, en fin de compte, un ouvrier médiocre ou un artisan incomplet.

Il y a donc, dans l'ensemble de l'éducation scolaire, une lacune.

Le remède à cette situation paraît tout indiqué. Il résultera efficacement d'une double mesure combinée : Interdiction du travail des enfants de moins de 14 ans et institution d'un quatrième degré d'études primaires à tendances professionnelles générales.

L'interdiction du travail des enfants fait l'objet d'un projet de loi modificatif, déposé par le gouvernement, dans la séance de la Chambre des Représentants du 12 novembre 1912 (1).

En ce qui concerne l'institution du quatrième degré à l'école primaire, il convient d'entrer ici dans quelques développements.

Le 4^e degré ou cours primaire supérieur n'empiète en aucune façon sur le domaine de l'enseignement technique ou professionnel proprement dit, qui est une *spécialisation*. Il ne s'agit pas d'y former des menuisiers plutôt que des forgerons, des cordonniers plutôt que des tailleurs, des commis plutôt que des comptables. L'enseignement d'une profession ou d'un métier déterminés est l'objet propre de l'école professionnelle, tandis que le 4^e degré primaire vise seulement à donner aux jeunes gens une éducation manuelle et pratique préparatoire à tous les métiers et à toutes les professions.

Son but est donc de retenir pendant deux années de plus, dans la saine atmosphère de l'école, les enfants de la classe ouvrière ou rurale ; d'associer davantage l'éducation technique préparatoire et le travail manuel à l'instruction générale et scientifique ; de donner aux aptitudes naturelles et aux vocations l'occasion de se dévoiler et de s'affirmer ; de ménager ainsi la transition entre l'école et l'atelier ou entre l'école primaire et l'école professionnelle ; enfin de tourner la prolongation de la scolarité au profit d'une formation plus intégrale de l'homme et de l'artisan.

Plusieurs communes, et il convient de rendre ici hommage à leur initiative, sont déjà entrées dans cette voie.

Dès l'année 1902, Saint-Gilles décida l'institution d'un 4^e degré à tendance technique dans certaines de ses écoles, et, cinq ans plus tard, elle inaugura l'école primaire supérieure, destinée à donner aux futurs ouvriers une éducation manuelle intégrale. Bruxelles a organisé, depuis 1906, des classes complémentaires à tendances commerciale et administrative (rue des Sols et rue des Six-Jetons) et des classes à tendance technique (rue du Miroir et rue de Schaerbeek). Ixelles et Louvain possèdent, depuis plusieurs années, une école du 4^e degré, desservie par un personnel spécial. A Liège

(1) Document 17. Session 1912-1913.

une 7^e année d'études est établie, depuis 1907, dans plusieurs écoles primaires. Enfin, bon nombre d'autres communes, ainsi que certaines directions d'écoles adoptées ou adoptables, ont fait preuve d'une initiative analogue.

*
* * *

Envisagée dans ses modalités de réalisation, l'institution du 4^e degré se présente pour les écoles de garçons sous trois aspects différents : le type industriel technique, le type commercial et le type rural ou agricole.

Le type industriel technique s'adresse surtout au futur ouvrier manuel ; le type commercial à ceux qui se destinent aux petits emplois de l'administration, du commerce et de l'industrie.

Même dans le type commercial, une place est faite aux travaux manuels ; car ils constituent un excellent moyen d'éducation générale. Ces travaux contribuent, en effet, à développer l'habileté générale, l'agilité, la dextérité des deux mains, la promptitude et la sûreté des mouvements, qualités dont l'importance ne saurait être contestée et qui trouvent leur application dans les diverses circonstances de la vie et dans toutes les professions. Ils donnent aux enfants des habitudes d'ordre et de correction ; ils développent les qualités d'attention et de perception. Les occupations manuelles tendent même à rendre plus fécond l'enseignement reçu dans les cours généraux : elles constituent le prolongement naturel des cours de dessin, et elles fournissent l'intuition plus complète et plus profonde des notions de formes géométriques, de calcul et de système métrique, par l'application à la réalité des choses.

Dans le type rural, les occupations manuelles se rapporteront avant tout aux nécessités de la vie rurale. Si l'on voulait donner au 4^e degré dans les écoles rurales des tendances industrielles ou commerciales trop accentuées, l'institution nouvelle contribuerait à promouvoir l'exode rural vers les villes. En détournant la jeunesse des campagnes de la profession agricole, le 4^e degré travaillerait contre son but même, qui est de donner aux enfants l'éducation générale la plus appropriée à leur vocation. Dans les écoles rurales, le programme du 4^e degré s'attachera avant tout aux sciences naturelles, aux notions pratiques d'agriculture, à la comptabilité agricole et au jardinage. La prolongation de la scolarité jusqu'à l'âge de 14 ans permettra de réaliser dans toute son ampleur l'instruction du 15 février 1890 relative à l'enseignement agricole primaire (1).

Le quatrième degré pour les écoles de filles visera avant tout les travaux de la femme : il apprendra l'économie domestique, les travaux de coupe et de couture, les soins de l'hygiène ; dans les villes il se complétera par des leçons de floriculture ; dans les campagnes, par des notions d'horticulture et des travaux de jardinage, etc.

En d'autres mots, l'établissement du 4^e degré généralisera dans nos

(1) *Bulletin du département, Documents divers*, p. 3.

écoles de filles l'enseignement ménager, qui est si apprécié là où il est organisé (1).

Ici aussi, il importera de distinguer essentiellement les régions industrielles et urbaines des régions agricoles et d'adapter l'enseignement ménager dans les écoles des campagnes aux connaissances que réclame la direction d'une exploitation rurale, si petite soit-elle. Les soins à donner aux animaux, l'entretien de la basse-cour, la manière de traiter le lait, la fabrication du beurre et du fromage, etc., seront au nombre des notions à développer.

Il doit être bien entendu que, si nous ramenons le 4^e degré à trois conceptions fondamentales — le type technique, le type commercial, le type rural — nous n'entendons pas exclure, dans la réalisation de chacune d'elles, les différenciations locales ou régionales. Bien au contraire. Tout le succès de la réforme dépendra d'une grande souplesse d'adaptation et d'application aux nécessités du milieu. Le degré complémentaire ne sera pas au littoral ce qu'il sera sur les plateaux ou dans les forêts de l'Ardenne; le 4^e degré rural sera différent dans un pays de grande culture et dans une région où domine la culture maraîchère ou l'horticulture; le type industriel ou technique ne sera pas le même dans le pays de la houille et de la métallurgie, d'une part, dans une région de petite industrie ou d'industrie textile, d'autre part.

Dans les grandes agglomérations, les différentes conceptions pourront même se réaliser simultanément. On verra, comme à Bruxelles, une école à tendances techniques à côté d'une école à tendances commerciales; dans les localités semi-industrielles, semi-rurales, le 4^e degré industriel fonctionnera à côté du 4^e degré rural.

*
* * *

Pratiquement, l'instauration idéale du 4^e degré suppose, pour les écoles de garçons, du type technique, la construction d'un atelier *ad hoc*, et pour les écoles de filles, celle d'un local comprenant au moins une cuisine et une buanderie.

On ne peut évidemment escompter une semblable réalisation immédiate et générale : l'œuvre est vaste et coûteuse. Mais chaque jour verra s'accomplir un effort, et, chacun apportant sa pierre, l'édifice surgira peu à peu.

En attendant, la mise en œuvre devra débiter dans des conditions plus modestes : dans les écoles de garçons on commencera par les occupations manuelles qui pourront avoir lieu dans une salle de classe aménagée à cette fin; dans les écoles de filles, on utilisera provisoirement, et en cas de nécessité, la maison de l'institutrice pour l'enseignement ménager.

Dans les campagnes, il y aura lieu de veiller à ce que les instructions ministérielles relatives à l'existence d'un jardin d'expériences, de 40 ares au moins, soient partout observées. Il est essentiel que la méthode intuitive, expérimentale

(1) L'application administrative de ces mesures, disons-le en passant, nécessitera un transfert d'attributions du ministère de l'industrie et du travail à celui des sciences et des arts : les écoles et classes ménagères relèveront désormais de ce dernier département.

et pratique inspire et domine l'enseignement agricole. Mais cette méthode suppose que l'instituteur donne un certain nombre de ces leçons dans un jardin bien aménagé, au cours de promenades à la campagne, de visites aux fermes les mieux tenues de la localité et des environs. Il convient aussi que l'instituteur associe les élèves aux travaux manuels du jardinage.

Les communes seront donc appelées à agrandir les jardins de moins de 10 ares, ou à mettre à la disposition de l'instituteur une parcelle supplémentaire de quelques ares prise dans un endroit aussi rapproché que possible de l'école.

D'après les explications qui précèdent, l'institution du 4^e degré n'a pas pour objet immédiat d'introduire dans le programme de l'enseignement primaire un ensemble de branches nouvelles : il vise plutôt à orienter dans une direction professionnelle plus accentuée l'enseignement des branches obligatoires aujourd'hui.

C'est qu'au jugement des inspecteurs le programme actuel, quand il doit, comme c'est le cas aujourd'hui, être développé dans un cycle de six ans, est plutôt surchargé. La scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans permettra d'en répartir l'enseignement sur sept ou sur huit années, tout en y ajoutant les sciences naturelles et travaux manuels pour garçons et l'enseignement ménager pour les filles. La distinction entre écoles à programme minimum (les deux premiers degrés) et à programme maximum (les trois degrés) disparaîtra de même avec la fréquentation irrégulière qui la fit naître.

*
* * *

En ce qui concerne le personnel enseignant, il ne sera autre que celui de l'école primaire, assisté, le cas échéant, de maîtres spéciaux. La formation professionnelle des instituteurs est déjà, dans une certaine mesure, orientée vers les nécessités nouvelles par le programme des écoles normales de l'État, du 3 septembre 1896, qui prescrit, comme matières obligatoires, le travail du papier, du carton, de l'argile, du verre, du bois (pour les instituteurs) et les travaux de jardinage, de ménage et de couture (pour les institutrices), ainsi que par les cours temporaires organisés depuis plusieurs années par le Gouvernement : *cours d'agriculture et de travail manuel*, pour les instituteurs, *cours d'économie domestique et de travaux ménagers* pour les institutrices.

Le règlement organique des écoles normales est actuellement soumis à révision ; dans cette révision, il sera tenu compte des nécessités nouvelles auxquelles le corps enseignant devra pouvoir faire face, en suite de l'établissement de 4^e degré. Le programme des certificats spéciaux devra être revu également. Il conviendra même de créer un certificat particulier pour l'enseignement ménager agricole.

Comme il ne peut être question d'ajourner l'introduction du travail manuel et de l'enseignement ménager jusqu'à ce que le personnel diplômé avant 1896 ait acquis les diplômes spéciaux *ad hoc*, il conviendra de pourvoir à la situation présente par des mesures provisoires analogues à celles qui

furent décrétées précédemment lors de l'introduction de branches nouvelles dans le programme. C'est ainsi que l'initiation du personnel diplômé avant 1896, soit à l'enseignement des travaux manuels, soit à l'enseignement ménager, pourra se faire par des cours temporaires confiés, dans chaque ressort d'inspection cantonale, à des instituteurs et à des institutrices ayant reçu, à cette fin, sur la désignation des inspecteurs cantonaux, une préparation spéciale.

*
* * *

L'application progressive des mesures que nous venons d'exposer marquera une étape importante vers l'organisation intégrale d'un enseignement primaire et professionnel de l'enfance et de l'adolescence. Elle tendra efficacement à renforcer la valeur particulière, technique et sociale, de l'individu, à donner au travailleur le goût intelligent de ses occupations, à relever la qualité et le rendement économique, en même temps que la noblesse du travail. Elle répond ainsi à des nécessités de jour en jour plus pressantes.

TITRE III.

LES TRAITEMENTS DES INSTITUTEURS.

Il suffira, dans la partie générale de cet exposé, de mettre en lumière les principes fondamentaux du nouveau système proposé, en ce qui concerne les traitements du corps enseignant.

Tout d'abord, le projet supprime la classification des communes basée sur l'importance de la population.

Le traitement constitue avant tout la rémunération des services rendus : or, en principe les devoirs professionnels des instituteurs sont les mêmes partout, on exige de tous les mêmes capacités et une responsabilité égale leur incombe ; en fait, ce n'est pas toujours dans les localités les plus importantes par la population que leur tâche est la plus lourde. Il n'y a donc, *a priori*, aucune raison d'établir une distinction, au point de vue du traitement proprement dit, entre l'instituteur d'une grande ville, l'instituteur d'une commune de population moyenne et l'instituteur d'un village.

Cette distinction se justifie cependant, surtout si l'on fait intervenir le point de vue de l'étendue relative des besoins, en ce qui concerne un élément spécial du revenu des instituteurs : l'indemnité de logement. Aussi, le projet la maintient-il à cet égard, tout en réduisant le nombre des catégories à quatre.

Le projet supprime également les qualifications de sous-instituteur et de sous-institutrice, suppression qui est, à juste titre, dans le vœu des intéressés. Les chefs d'école conserveront tout naturellement le titre d'instituteur en chef ou directeur et d'institutrice en chef ou directrice, qui est depuis longtemps en usage.

Les émoluments légaux de tous les membres du personnel enseignant se composent désormais :

1° D'un traitement de base, fixé à 1,200 francs pour les instituteurs et 1,100 francs pour les institutrices;

2° D'un certain nombre d'augmentations périodiques de 100 francs, soit 15 augmentations biennales pour les instituteurs et 10 augmentations triennales pour les institutrices ,

3° D'une indemnité de logement dont le montant varie d'après l'importance de la commune, l'état civil de l'intéressé et la fonction qu'il exerce.

Les instituteurs et les institutrices en chef jouissent d'une indemnité double. Il en est de même des instituteurs mariés, mais quant à l'institutrice mariée qui n'a pas la direction d'une école, elle est placée sur le même pied que les institutrices non mariées : la charge du logement incombant naturellement à l'époux (art. 214, Code civil.)

Le tableau suivant indique le montant de l'indemnité dans les diverses hypothèses :

Communes.	Instituteurs et institutrices en chef	Instituteurs		Institutrices mariées ou non.
	mariés ou non.	mariés.	non mariés.	
Communes de 5,000 habitants et moins	500	500	150	150
Communes de 5,001 à 40 mille habitants.	400	400	200	200
Communes de 40,001 à 100,000 habitants.	600	600	300	300
Communes de plus de 100,000 habitants.	800	800	400	400

L'amélioration que ces dispositions apportent à la situation du personnel enseignant ressort, avec netteté, des tableaux suivants (1).

(1) Les montants indiqués dans ces tableaux comprennent les traitements proprement dits et les indemnités de logement.

TRAITEMENTS DES INSTITUTEURS EN CHEF.

Années de services.	4 ^e catégorie.			3 ^e catégorie.		2 ^e catégorie.		1 ^{re} catégorie.		Observations.
	Système actuel.		Système du projet.	Système actuel.	Système du projet.	Système actuel.	Système du projet.	Système actuel.	Système du projet.	
	5 ^e catégorie.	4 ^e catégorie.								
A. — Comparaison entre le système légal actuel (lois de 1895 et 1906) et le système légal projeté.										
Traitement après : 8 années de services .	1,400	1,700	1,900	2,000	2,000	—	—	—	—	I. — On a supposé que l'intéressé a été nommé instituteur en chef : dans les communes de 3 ^e , 4 ^e et 5 ^e catégories, après cinq années de services et dans les communes de 1 ^{re} et 2 ^e catégories après vingt années de service. II. — Au montant des traitements nouveaux inscrit dans le tableau, il faut ajouter, le cas échéant, l'indemnité de direction 150 à 300 francs, essentiellement variable d'après les situations personnelles.
12 — — — .	1,500	1,800	2,100	2,100	2,200	—	—	—	—	
16 — — — .	2,000	2,100	2,300	2,200	2,400	—	—	—	—	
20 — — — .	2,100	2,200	2,500	2,300	2,600	2,500	2,800	3,200	3,000	
24 — — — .	2,200	2,300	2,700	2,400	2,800	2,500	3,000	3,300	3,200	
28 — — — .	2,200	2,300	2,900	2,500	3,000	2,600	3,200	3,400	3,400	
30 — — — .	2,200	2,300	3,000	2,500	3,100	2,600	3,300	3,400	3,500	
B. — Comparaison entre le système légal actuel combiné avec les arrêtés royaux du 30 janvier et 31 décembre 1912 (suppléments de traitements) et le système légal projeté.										
Traitement après : 8 années de services .	1,800	1,900	1,900	2,100	2,000	—	—	—	—	
12 — — — .	1,950	2,000	2,100	2,250	2,200	—	—	—	—	
16 — — — .	2,300	2,400	2,300	2,500	2,400	—	—	—	—	
20 — — — .	2,450	2,550	2,500	2,650	2,600	2,750	2,800	3,200	3,000	
24 — — — .	2,600	2,700	2,700	2,800	2,800	2,900	3,000	3,300	3,200	
28 — — — .	2,600	2,700	2,900	2,800	3,000	2,900	3,200	3,400	3,400	
30 — — — .	2,600	2,700	3,000	2,800	3,100	2,900	3,300	3,400	3,500	

I. — On a supposé que l'intéressé a été nommé instituteur en chef : dans les communes de 3^e, 4^e et 5^e catégories, après cinq années de services et dans les communes de 1^{re} et 2^e catégories après vingt années de service.

II. — Au montant des traitements nouveaux inscrit dans le tableau, il faut ajouter, le cas échéant, l'indemnité de direction : 50 à 300 francs, essentiellement variable d'après les situations personnelles.

TRAITEMENTS DES INSTITUTRICES EN CHEF.

Années de services.	4 ^e catégorie.			3 ^e catégorie.		2 ^e catégorie.		1 ^{re} catégorie.		Observations.
	Système actuel.		Système du projet.	Système actuel.	Système du projet.	Système actuel.	Système du projet.	Système actuel.	Système du projet.	
	5 ^e catégorie.	4 ^e catégorie.								
A. — Comparaison entre le système légal actuel (lois de 1893 et 1896) et le système légal projeté.										
Traitement après : 8 années de fonctions scolaires.	1,400	1,600	1,600	1,800	1,700	—	—	—	—	I. — On a supposé que l'intéressée a été nommée institutrice en chef : dans les communes de 3 ^e et 4 ^e catég., après 5 années de service, et dans les communes de 1 ^{re} et 2 ^e catég., après 20 années de services. II. — Au montant des traitements nouveaux inscrit dans le tableau, il faut ajouter, le cas échéant, l'indemnité de direction (50 à 300 francs, essentiellement variable d'après les situations personnelles.
12 — —	1,500	1,700	1,800	1,900	1,900	—	—	—	—	
16 — —	1,900	2,000	1,900	2,100	2,000	—	—	—	—	
20 — —	2,000	2,100	2,000	2,200	2,100	2,400	2,300	3,000	2,500	
24 — —	2,100	2,200	2,200	2,300	2,300	2,500	2,500	3,400	2,700	
28 — —	2,100	2,200	2,300	2,400	2,400	2,600	2,600	3,200	2,800	
30 — —	2,400	2,200	2,400	2,400	2,500	2,600	2,700	3,200	2,900	
B. — Comparaison entre le système légal actuel combiné avec les arrêtés royaux des 30 janvier et 31 décembre 1912 (suppléments de traitements) et le système légal projeté.										
Traitement après : 8 années de fonctions scolaires.	1,600	1,700	1,600	1,900	1,700	—	—	—	—	
12 — —	1,750	1,850	1,800	2,050	1,900	—	—	—	—	
16 — —	2,100	2,200	1,900	2,300	2,000	—	—	—	—	
20 — —	2,250	2,350	2,000	2,450	2,400	2,550	2,300	3,000	2,500	
24 — —	2,400	2,500	2,200	2,600	2,300	2,600	2,500	3,100	2,700	
28 — —	2,400	2,500	2,300	2,700	2,400	2,700	2,600	3,200	2,800	
30 — —	2,400	2,500	2,400	2,700	2,500	2,700	2,700	3,200	2,900	

INSTITUTEURS (SOUS-INSTITUTEURS ACTUELS.)

1. — Comparaison entre le système légal actuel (lois de 1895 et 1906) et le système légal projeté.

DURÉE DES SERVICES.	4 ^e catégorie.				5 ^e catégorie.			2 ^e catégorie.			1 ^{re} catégorie.		
	Système actuel.		Système nouveau.		Système actuel.	Système nouveau.		Système actuel.	Système nouveau.		Système actuel.	Système nouveau.	
	3 ^e et 4 ^e catégories(1).	Non mariés.	Mariés.	Non mariés.		Mariés.	Non mariés.		Mariés.	Non mariés.		Mariés.	
Traitement de début	(1,000)	1,100	1,550	1,500	1,200	1,400	1,600	1,500	1,500	1,800	1,400	1,600	2,000
— après 4 ans	(1,100)	1,200	1,550	1,700	1,300	1,600	1,800	1,400	1,700	2,000	1,500	1,800	2,200
— — 8 —	(1,200)	1,300	1,750	1,900	1,400	1,800	2,000	1,500	1,900	2,200	1,600	2,000	2,400
— — 12 —	(1,300)	1,400	1,950	2,100	1,500	2,000	2,200	1,600	2,100	2,400	1,700	2,200	2,600
— — 16 —	»	1,700	2,150	2,300	1,700	2,200	2,400	1,700	2,300	2,600	1,800	2,400	2,800
— — 20 —	»	1,800	2,350	2,500	1,800	2,400	2,600	1,800	2,500	2,800	1,900	2,600	3,000
— — 24 —	»	1,900	2,550	2,700	1,900	2,600	2,800	1,900	2,700	3,000	2,000	2,800	3,200
— — 28 —	»	1,900	2,750	2,900	1,900	2,800	3,000	1,900	2,900	3,200	2,000	3,000	3,400
— — 30 —	»	1,900	2,850	3,000	1,900	2,900	3,100	1,900	3,000	3,300	2,000	3,100	3,500

(1) Les chiffres entre parenthèses indiquent le traitement légal actuel des instituteurs de la 5^e catégorie, qui n'existe plus en fait, depuis l'arrêté royal du 30 janvier. (Voir la note ci-dessous.)

INSTITUTEURS (SOUS-INSTITUTEURS ACTUELS *(suite)*).II. — Comparaison avec le système légal actuel combiné avec l'arrêté royal du 30 janvier 1912 (suppléments de traitement)
et le système légal projeté.

DURÉE DES SERVICES.	4 ^e catégorie.			5 ^e catégorie.			2 ^e catégorie.			1 ^{re} catégorie.		
	Système actuel.	Système nouveau.		Système actuel.	Système nouveau.		Système actuel.	Système nouveau.		Système actuel.	Système nouveau.	
		Non mariés.	Mariés.		Non mariés.	Mariés.		Non mariés.	Mariés.		Non mariés.	Mariés.
Traitement de début	1,500	1,530	1,500	1,400	1,400	1,600	1,400	1,500	1,800	1,400	1,600	2,000
— après 4 ans	1,450	1,550	1,700	1,530	1,600	1,800	1,550	1,700	2,000	1,550	1,800	2,200
— — 8 —	1,600	1,750	1,900	1,700	1,800	2,000	1,700	1,900	2,200	1,700	2,000	2,400
— — 12 —	1,750	1,950	2,100	1,850	2,000	2,200	1,850	2,100	2,400	1,850	2,200	2,600
— — 16 —	2,100	2,150	2,500	2,100	2,200	2,400	2,000	2,500	2,600	2,000	2,400	2,800
— — 20 —	2,250	2,350	2,500	2,250	2,400	2,600	2,150	2,500	2,800	2,150	2,600	3,000
— — 24 —	2,400	2,550	2,700	2,400	2,600	2,800	2,500	2,700	3,000	2,500	2,800	3,200
— — 28 —	2,400	2,750	2,900	2,400	2,800	3,000	2,500	2,900	3,200	2,500	3,000	3,400
— — 30 —	2,400	2,850	3,000	2,400	2,900	3,100	2,500	3,000	3,500	2,500	3,100	3,500

(2) L'arrêté royal du 30 janvier accorde aux instituteurs de la 5^e catégorie un supplément qui a supprimé en fait cette catégorie.

INSTITUTRICES (SOUS-INSTITUTRICES ACTUELLES).

1. — Comparaison entre le système légal actuel (lois de 1893 et 1906) et le système légal projeté.

DURÉE DES SERVICES.	4 ^e catégorie.		3 ^e catégorie.		2 ^e catégorie.		1 ^e catégorie.	
	Système actuel.	Système nouveau (marée ou non marée).	Système actuel.	Système nouveau (marée ou non marée).	Système actuel.	Système nouveau (marée ou non marée).	Système actuel.	Système nouveau (marée ou non marée).
	5 ^e et 4 ^e catégories. (1)							
Traitement de début	(1,000) 1,100	1,250	1,100	1,300	1,200	1,400	1,200	1,500
— après 4 ans	(1,100) 1,200	1,350	1,200	1,400	1,300	1,500	1,300	1,600
— — 8 ans	(1,200) 1,300	1,450	1,300	1,500	1,400	1,600	1,400	1,700
— — 12 ans	(1,300) 1,400	1,650	1,400	1,700	1,500	1,800	1,500	1,900
— — 16 ans	1,500	1,750	1,500	1,800	1,600	1,900	1,600	2,000
— — 20 ans	1,600	1,850	1,600	1,900	1,700	2,000	1,700	2,100
— — 24 ans	1,700	2,050	1,700	2,100	1,800	2,200	1,800	2,300
— — 28 ans	1,700	2,150	1,700	2,200	1,800	2,300	1,800	2,400
— — 30 ans	1,700	2,250	1,700	2,300	1,800	2,400	1,800	2,500

(1) Les chiffres entre parenthèses indiquent le traitement légal des sous-institutrices de la 5^e catégorie, que l'arrêté royal du 30 janvier a supprimé en fait.

INSTITUTRICES (SOUS-INSTITUTRICES ACTUELLES). Suite.

II. — Comparaison entre le système légal actuel combiné avec l'arrêté royal du 30 janvier 1912 (suppléments de traitement) et le système légal projeté.

DURÉE DES SERVICES.	4 ^e catégorie.		3 ^e catégorie.		2 ^e catégorie.		1 ^e catégorie.	
	Système actuel.	Système nouveau (mariée ou non mariée).	Système actuel.	Système nouveau (mariée ou non mariée).	Système actuel.	Système nouveau (mariée ou non mariée).	Système actuel.	Système nouveau (mariée ou non mariée).
	5 ^e et 4 ^e catégories.							
Traitement de début.	1,200	1,250	1,200	1,300	1,200	1,400	1,200	1,500
— après 4 ans	1,350	1,350	1,350	1,400	1,350	1,500	1,350	1,600
— — 8 ans	1,500	1,450	1,500	1,500	1,500	1,600	1,500	1,700
— — 12 ans	1,650	1,650	1,650	1,700	1,650	1,800	1,650	1,900
— — 16 ans	1,800	1,750	1,800	1,800	1,800	1,900	1,800	2,000
— — 20 ans	1,950	1,850	1,950	1,900	1,950	2,000	1,950	2,100
— — 24 ans	2,100	2,050	2,100	2,100	2,100	2,200	2,100	2,300
— — 28 ans	2,100	2,150	2,100	2,200	2,100	2,300	2,100	2,400
— — 30 ans	2,100	2,250	2,100	2,300	2,100	2,400	2,100	2,500

Aux avantages résultant de ce barème viendront s'ajouter :

4° Une indemnité supplémentaire pour les porteurs de certificats spéciaux d'aptitude pour l'enseignement de certaines branches ou pour occuper les fonctions de chef d'école;

5° Pour les chefs d'école, titulaires d'une classe, une indemnité spéciale dite indemnité de direction, variant, suivant le nombre de classes placées sous la haute surveillance du chef d'école, de 50 à 300 francs.

Cette indemnité trouve sa justification dans le surcroît de travail et de responsabilité imposé aux agents qui cumulent la direction de l'école avec la tenue d'une classe : c'est pourquoi elle n'est pas accordée aux chefs d'école déchargés de classe.

* *

Le Gouvernement estime qu'il est juste d'étendre au personnel diplômé des écoles adoptables le bénéfice du barème légal de traitements, dans les conditions où cette extension profite, depuis la loi du 15 septembre 1895, au personnel des écoles adoptées.

Il résulte des rapports des inspecteurs que le personnel des écoles adoptables s'acquitte avec talent et dévouement de ses devoirs professionnels. La loi lui impose toutes les charges qu'elle impose aux instituteurs communaux ou adoptés; il doit être possesseur du diplôme légal, il est soumis à l'inspection. Les conditions d'adoptabilité prescrites par l'article 19 tendent à assurer aux enfants qui fréquentent ces écoles toutes les garanties qui sont données aux enfants fréquentant les écoles communales ou adoptées. Il est juste qu'à travail égal et à mérites égaux soit assurée une égale rémunération.

Le législateur se mettrait, d'ailleurs, en contradiction avec lui-même s'il n'étendait aux instituteurs adoptables la garantie du traitement et des augmentations régulières. La loi du 18 mai 1912 sur les pensions du personnel enseignant admet les instituteurs adoptables au bienfait de la pension de retraite, et cette loi stipule que la pension des intéressés aura pour base, non pas le traitement réel, dont ils jouissent, mais le traitement légal dont jouissent leurs collègues communaux ou adoptés. Cela étant, il convient que le législateur prenne les mesures nécessaires pour que le traitement effectif des instituteurs adoptables atteigne le taux du traitement, purement fictif aujourd'hui, qui sert de base à leur pension de retraite.

* *

On ne peut se dissimuler que le nouveau barème, en améliorant dans des proportions notables la situation légale des instituteurs de toutes catégories, imposera aux communes de moyenne importance et aux petites communes, ainsi qu'aux directions d'écoles adoptables, des charges immédiates et futures, très lourdes (1).

(1) Il n'en est pas de même dans les villes d'une certaine importance. Ces villes, justement soucieuses des intérêts de leur personnel communal ou adopté, lui ont, depuis longtemps assuré des barèmes plus favorables que le barème légal établi par les lois

Fidèle à la tradition de toutes nos lois scolaires successives, le Gouvernement estime qu'il ne peut imposer aux communes de moyenne importance et aux petites communes, sans assistance spéciale, la charge du nouveau barème.

Sous l'empire de la législation actuelle, trois catégories de mesures sont prévues en faveur des communes dont les ressources sont réduites, pour leur permettre de payer les charges que la loi scolaire leur impose en fait de traitements :

1^o L'État intervient, à concurrence de *deux ti rs*, au lieu de la moitié, dans les augmentations légales de traitement, là où le produit d'un centime additionnel au principal des contributions directes est inférieur à 100 francs (art. 15, § 6 de la loi actuelle) ;

2^o L'article 8, paragraphe 3, de la loi actuelle consacre, sous le nom de *subsidés complémentaires*, au profit des communes qui, sous l'empire de la législation antérieure, avaient reçu des subsides supérieurs à ceux qu'elles allaient recevoir en vertu des dispositions nouvelles, le maintien des situations acquises.

Il a été ainsi distribué, en 1911, à 122 communes de la troisième et à 1,099 communes de la quatrième catégorie, une somme totale de 756,721 francs ;

3^o Enfin des subsides *extraordinaires* leur sont accordés en vertu d'arrêtés royaux motivés, publiés au *Moniteur* (art. 8, § 8, loi actuelle). En 1911, il a été ainsi réparti, entre 102 communes, une somme totale de 36,273 francs.

Dans cette somme totale, les communes de 2^e, 3^e et 4^e catégorie ont reçu respectivement 1,500 francs, 1,500 francs et 33,273 francs.

Si l'on répartit, à un autre point de vue, les communes qui ont bénéficié de ces subsides extraordinaires, on constate que les communes où le produit d'un centime additionnel est inférieur à 100 francs ont touché 26,583 francs, les autres 6,690 francs.

Le gouvernement vous propose, Messieurs, à l'heure où, par un nouveau barème, il aggrave notablement les charges des petites communes et des

de 1893 et 1906 ; et elles ont pu trouver, dans les ressources abondantes dont elles disposent, les moyens de faire face à cette surcharge volontaire et anticipée.

L'application du barème nouveau ne leur imposera donc pas les charges nouvelles effectives qu'elle imposera aux localités de moindre importance ; elle ne risque pas de jeter le trouble dans leurs finances.

Ces communes verront même augmenter notablement leurs ressources, en quelque sorte automatiquement, par le jeu même du principe de l'intervention obligatoire du trésor public, à concurrence de 50 p. c., dans les augmentations périodiques des instituteurs. (Art. 15, § 6, de la loi actuelle).

Ainsi, supposons un instituteur comptant seize ans de services et qui, en vertu du barème communal, jouit, indépendamment de ses *quatre* augmentations légales obligatoires, de quatre augmentations facultatives de 100 francs : le projet doublant, dans l'espace de seize ans, le nombre des augmentations légales obligatoires, l'État interviendra désormais pour 50 p. c. dans huit augmentations au lieu de ne le faire que dans quatre. La commune recevra 400 francs là où elle ne recevait jadis que 200 francs.

communes moyennes, de consolider, en l'améliorant, l'assistance spéciale qui résulte des dispositions traditionnellement en vigueur :

1° La participation de l'Etat dans les augmentations obligatoires des communes, où le produit d'un centime additionnel au principal des contributions directes est inférieur à 100 francs, sera portée des deux tiers aux trois quarts ;

2° Il sera assuré aux communes où le produit d'un centime additionnel au principal des contributions directes ne dépasse pas 500 francs, un subside complémentaire fixé comme suit : Aux communes, où le produit d'un centime additionnel dépasse 250 francs, il sera accordé un subside de 200 francs par classe desservie pour un instituteur et un subside de 100 francs par classe desservie par une institutrice ; aux communes où le produit d'un centime additionnel ne dépasse pas 250 francs, il sera accordé un subside de 500 francs par classe desservie par un instituteur et un subside de 200 francs par classe desservie par une institutrice.

* * *

Nécessaire pour assurer, sans ruiner celles-ci, l'exécution des barèmes dans les communes à ressources modestes, une assistance spéciale de la part de l'Etat est plus nécessaire encore au profit des directions d'écoles adoptables

Il ne s'agit, d'ailleurs, ici, tout comme pour les communes, que de consolider, pour les directions d'écoles adoptables, les mesures prises dans les dernières années, avec l'approbation de la législature, en vue d'améliorer la situation matérielle du personnel de ces écoles.

L'arrêté royal du 30 janvier 1912, pris en exécution des lois budgétaires de 1911 et 1912 (crédit de 4 millions), a posé le principe de l'intervention de l'Etat dans les augmentations périodiques des instituteurs adoptables.

Le même arrêté, ainsi que les arrêtés d'exécution de l'article 74 du budget (subside compensateur d'un million) ont consacré la règle d'une assistance spéciale de l'Etat pour assurer aux instituteurs adoptables un minimum de traitement convenable.

Le projet consolide ces mesures en donnant au personnel de ces écoles, comme à celui des écoles communales, les garanties de stabilité qui résultent de la substitution d'un texte légal au régime précaire des arrêtés royaux.

Ainsi, l'Etat interviendra désormais à concurrence des 5/4, comme il le fait pour les communes à ressources réduites, dans les augmentations de traitement du personnel adoptable (art. 18 litt. F. du projet). — Il accordera, de plus, aux directions de ces écoles un subside complémentaire de 600 francs par classe desservie par un instituteur diplômé, et de 500 francs, par classe desservie par une institutrice diplômée, à l'effet de permettre à ces directions d'allouer à leur personnel enseignant des traitements au moins équivalents au minimum légal, charge dont l'acquittement devient, comme il a été dit plus haut, une des conditions de l'adoptabilité elle-même.

Enfin, il interviendra, à concurrence des $\frac{3}{4}$, comme pour les écoles communales et adoptées, dans les indemnités de direction des chefs d'école.

L'application de ces dispositions entraînera, globalement, les conséquences financières suivantes :

Les 1427 classes adoptables (L. D.) reçoivent aujourd'hui :

1 ^o à titre de participation de l'État dans les augmentations périodiques	fr.	446,000	»
2 ^o à titre d'assistance spéciale pour assurer aux instituteurs un minimum de revenu convenable		685,150	»
	fr.	799,150	»

Elles recevront demain :

1 ^o Du chef d'une intervention de l'État à concurrence des $\frac{3}{4}$, dans les augmentations obligatoires	fr.	524,225	»
2 ^o Du chef du subside complémentaire		775,700	»
3 ^o Du chef de l'intervention de l'État dans les indemnités de direction		21,000	»
	fr.	1,418,925	»
Soit une augmentation de		519,775	»

*
* *

Le gouvernement a la conviction que les mesures proposées rencontreront l'approbation générale. Le désir de voir traiter équitablement les instituteurs adoptables s'est fait jour sur les bancs les plus opposés de la Chambre.

Ce traitement ne peut être garanti au moyen du seul subside ordinaire. J'avais l'honneur de le dire à la Chambre dans la séance du 1^{er} mai 1912 : « Naguère un journal libéral de l'arrondissement de Louvain signalait que, dans la ville de Louvain, il y avait 683 enfants soutenus en argent et en vêtements par le bureau de bienfaisance qui fréquentaient les écoles adoptables. Ce chiffre représente approximativement 250 familles. La réunion de ces enfants dans une série d'écoles comporterait au moins l'établissement de 15 à 14 classes.

» Puisque vous vous déclarez partisan de la liberté du père de famille, expliquez-moi comment ces 250 familles, soutenues par le bureau de bienfaisance, qui n'ont donc pas de quoi subvenir à leurs nécessités journalières, pourraient faire face, sans subsides, aux traitements des instituteurs auxquels elles confient leurs enfants ? Il vous est impossible de répondre à cet argument : ou bien ces pères de famille n'auront pas de quoi payer des traitements convenables à ces instituteurs, qui ne toucheront, dès lors, que des salaires de famine, ou bien ces pères de famille devront renoncer à revendiquer d'une façon efficace la liberté d'enseignement à laquelle ils ont droit. »

Il n'est pas sérieusement contestable que, sans le large concours des pouvoirs publics, les pères de famille qui donnent la préférence aux écoles adoptables se trouveraient placés en face de ce dilemme : des salaires insuffisants pour les instituteurs de ces écoles ou la suppression même de ces écoles et, par suite, plus de libre choix.

D'ailleurs, je le répète, les subsides que le projet prévoit sont alloués déjà depuis plusieurs années; il s'agit, en incorporant dans la loi organique les dispositions qui les prescrivent, de donner à ceux qui doivent en bénéficier les garanties de stabilité et de sécurité qu'ils souhaitent, à juste titre. Personne, j'en suis convaincu, ne voudrait, à l'heure de l'instauration du principe de l'instruction obligatoire, enlever aux instituteurs adoptables les améliorations si précieuses, qui, dans ces dernières années, après de longs efforts, leur ont enfin, ainsi qu'à leur famille, assuré un peu de bien-être. Le Gouvernement et ses amis ne seront pas seuls à soutenir cette thèse équitable et humanitaire. Rappelant le principe fondamental de la politique scolaire de la droite, je disais, dans la séance du 1^{er} mai 1912 : « 500,000 enfants fréquentent les écoles communales. Par les lois qu'il a faites et par les projets qu'il entend réaliser, le parti catholique a solennellement déclaré que les droits de ces 500,000 enfants seraient respectés. Nous demandons qu'à côté de ces droits soient également respectés, efficacement et pratiquement, les droits des 400,000 enfants qui fréquentent soit les écoles adoptées, soit les écoles adoptables. » Et l'honorable M. Franck m'interrompit en disant : « Personne ne menace ces droits et nous les respecterons. »

*
* * *

La loi scolaire qui nous régit ne s'occupe pas seulement du traitement des instituteurs laïques à raison de ce qu'ils ont ou peuvent avoir des charges de famille. Elle s'occupe aussi des instituteurs et des institutrices faisant partie d'une congrégation religieuse. Elle s'exprime, à leur égard, comme suit :

« Le taux du traitement résultant des articles 13 et 15 n'est pas applicable aux instituteurs faisant partie d'une congrégation religieuse. » (Art. 14, § 4.)

On se méprendrait sur la portée de cette disposition, si l'on y voyait comme l'application d'une sorte de *capitis diminutio*, infligée à des citoyens belges à raison de leur qualité de religieux. Avec cette portée, la disposition en question serait nettement anticonstitutionnelle.

Que telle n'est pas la portée du texte en question, cela résulte à toute évidence de la circonstance que la loi, lorsqu'il s'agit de fixer la rémunération et les fonctions des instituteurs communaux, ne fait aucune distinction entre eux suivant qu'ils sont ou non affiliés à une congrégation religieuse. Du moment où ils exercent la fonction d'instituteur communal, les religieux sont traités comme le sont les autres citoyens belges exerçant les mêmes fonctions.

Il s'agit, à l'article 14, § 4, d'instituteurs congréganistes qui ne remplissent pas une fonction publique. Il s'agit de ceux qui se trouvent au service des écoles adoptées. Par la nature même des choses, leurs émoluments ne relèvent pas de la loi, puisqu'ils n'exercent pas une fonction publique. Le montant de leur rémunération relève normalement des conventions conclues entre eux et les directions d'écoles auxquelles ils prestent leurs services. En disant : « Le taux du traitement résultant des articles 13 et 15

n'est pas applicable aux instituteurs faisant partie d'une congrégation religieuse », le législateur ne dit pas autre chose que ceci : Les religieux, lorsqu'ils entrent au service d'une école adoptée, règlent, de commun accord avec les directions de ces écoles, tout ce qui concerne leurs traitements et augmentations.

Le gouvernement estime que le principe de cette disposition doit être maintenu, sauf à la formuler plus nettement, de manière à éviter toute expression qui tendrait à infirmer le droit qu'ont des citoyens belges à ne pas subir de *capitis diminutio* à raison de leur qualité de religieux. Nous proposons de dire : « Le traitement des agents non mariés et vivant en » commun qui exercent leurs fonctions dans les écoles adoptées et » adoptables est réglé par les conventions librement débattues entre les » directions de ces écoles et ces instituteurs. »

Cette disposition étant inscrite dans la loi, il ne fera doute aux yeux de personne que si les instituteurs appartenant à une congrégation religieuse continuent à jouir de traitements inférieurs, c'est à raison de leur désintéressement voulu et non à raison d'une disposition légale qui les frapperait d'une sorte de déchéance.

Si la législation actuelle paraît devoir être maintenue au point de vue qui vient d'être développé, une lacune semble devoir être comblée à un autre point de vue.

Abandonnant la question de la fixation du traitement des instituteurs congréganistes adoptés aux libres conventions de ceux-ci avec les directions de ces écoles, le législateur de 1893 en a tiré cette conséquence que les classes desservies par eux ne pouvaient prétendre aux subsides de l'article 13, qui règle la part de l'Etat dans la dépense résultant des augmentations périodiques. Cette exclusion ne se justifie plus : Lorsque ces classes fonctionnent dans les conditions où fonctionnent les classes communales elles-mêmes, il est juste que les communes reçoivent de leur chef le subside de droit commun constituant la part de l'Etat dans les augmentations périodiques.

L'article 13 litt. D., du projet stipule, en conséquence, que les communes, pour leurs écoles adoptées, et les directions des écoles adoptables, recevront désormais le subside de droit commun de 50 francs par période biennale, s'il s'agit d'un instituteur, et celui de 50 francs par période triennale, s'il s'agit d'une institutrice. La jouissance de ce subside est subordonnée à la condition que le titulaire de la classe soit en possession du diplôme légal.

Le principe de cette disposition ne constitue, d'ailleurs, pas une innovation à tous égards. Les arrêtés d'exécution de l'article 74 du budget de 1910, de l'article 73 du budget de 1911, et de l'article 74 du budget de 1912 accordent déjà aux classes desservies par les congréganistes diplômés des écoles adoptables une part du subside d'un million, inscrit au budget pour l'amélioration du traitement des instituteurs de ces écoles.

La part touchée par les directions des écoles adoptables, du chef de ces classes s'élève actuellement à fr. 153.560. L'augmentation de subside qui résultera des règles nouvelles peut approximativement être calculée comme suit :

1° Les 450 religieux diplômés réunissent approximativement ensemble

3,526 périodes biennales, soit, à raison de 50 francs par période biennale, avec maximum de 15 périodes fr. 176,500

2° Les 1,554 religieuses diplômées réunissent approximativement ensemble 7,342 périodes triennales, soit à raison de 50 francs par période triennale, avec maximum de 10 périodes fr. 367,100

3° Indemnités de direction (art. 19 du projet). 77,250

Total. . fr. 620,650

Balance :

Subsides nouveaux fr. 620,650

Subsides anciens 155,560

Augmentation . . fr. 485,290

Les mêmes règles étant applicables aux écoles adoptées, les communes recevront de ce chef une majoration de subsides de :

1. 202 religieux diplômés comptant 1,585 périodes biennales à 50 francs fr. 79,250

2. 1,967 religieuses diplômées comptant 9,560 périodes triennales à 50 francs 468.000

3. Indemnités de direction 98,250

Total. . fr. 645,500

TITRE IV.

DE LA GRATUITÉ.

Diverses considérations militent en faveur de la généralisation de la gratuité scolaire.

Tout d'abord, le juste critérium de la gratuité légale restreinte est difficile à établir. Dans le système en vigueur, notamment, la présomption qui sert à déterminer le droit est fréquemment démentie par les faits, soit qu'elle entraîne la gratuité en faveur de personnes relativement aisées, soit qu'elle en refuse le bénéfice à des personnes dont l'état est voisin de l'indigence. D'autre part, si, dans le principe, les écoles communales ont été organisées pour les besoins des enfants indigents, en réalité, dans un grand nombre de communes, on y a admis également les élèves solvables; bien plus, on leur a accordé dans des proportions de plus en plus étendues la faveur de la gratuité, à telles enseignes qu'en généralisant aujourd'hui la gratuité de droit, la loi ne fera guère autre chose que consacrer une situation qui existe déjà en fait.

Les tableaux suivants indiquent à la fois l'extension progressive de la gratuité de faveur, au cours des quinze dernières années, tant dans les écoles communales et adoptées que dans les écoles adoptables et la proportion minimale des élèves payants par rapport à la population scolaire totale :

I. — Nombre des élèves.

Années.	Gratuits de droit.	Gratuits de faveur.	Payants.	Total.	P. C. des payants par rapport au total.
—	—	—	—	—	—

A. — Dans les écoles communales.

1897	576,482	70,927	28,078	475,487	5,90
1900	585,576	69,596	24,887	480,059	5,17
1905	414,814	64,970	22,241	502,025	4,44
1910	425,885	66,422	20,707	511,012	4,05
1911	428,064	66,021	20,566	514,651	5,99

B. — Dans les écoles adoptées.

1897	126,215	20,742	21,440	168,397	12,75
1900	155,567	21,794	20,224	177,582	11,58
1905	165,979	25,569	19,681	207,029	9,50
1910	189,742	25,787	20,475	256,004	8,70
1911	192,556	26,526	19,688	258,770	8,25

C. — Dans les écoles adoptables.

1897	98,128	15,247	9,041	120,416	7,26
1900	115,810	15,455	9,011	156,274	6,60
1905	158,554	14,194	9,229	161,757	5,70
1910	158,475	14,558	9,320	182,551	5,12
1911	157,455	14,575	9,401	181,409	5,18

II. — Nombre des écoles en 1911.

PROVINCES,	Écoles communales,				Écoles adoptées,				Écoles adoptables,			
	Total des écoles.	Total des élèves.	Écoles ayant des élèves payants.	Élèves payants.	Total des écoles.	Total des élèves.	Écoles ayant des élèves payants.	Élèves payants.	Total des écoles.	Total des élèves.	Écoles ayant des élèves payants.	Élèves payants.
Anvers	318	69,755	75	4,584	211	40,795	88	2,532	65	19,650	11	531
Brabant	715	117,407	68	1,719	155	25,788	28	520	216	37,261	40	908
Flandre occidentale	255	29,537	187	4,283	552	54,173	278	10,212	188	27,874	157	5,500
Flandre orientale	569	58,072	106	4,578	584	75,035	90	4,534	150	20,295	42	1,488
Hainaut	1,023	99,358	218	1,897	98	8,756	24	196	299	56,288	65	935
Liège	757	77,695	190	2,414	42	3,865	21	497	170	20,865	45	1,016
Limbourg	164	12,512	29	280	193	22,529	67	784	52	6,007	18	580
Luxembourg	517	23,283	51	360	88	5,109	8	79	79	4,665	11	448
Namur	586	29,052	104	651	100	6,922	17	534	106	8,508	15	575
Le Royaume . . .	4,684	514,651	1,008	20,566	1,601	258,770	621	19,688	1,505	181,408	382	9,401

Les rétributions scolaires, versées par les élèves payants des écoles communales et adoptées, d'après le compte rendu de l'emploi des fonds, en 1910, atteignent à peine un montant total de 285,000 francs. En rapprochant cette somme du chiffre global des ressources destinées à faire face aux dépenses scolaires, soit, fr. 52,414,000, on constate que le minerval ne représente que 0.89 % de ce total. On peut donc faire disparaître ce modique élément des ressources, sans risquer de troubler l'équilibre des budgets scolaires communaux.

Enfin, le système de la gratuité générale entraîne la suppression de la contribution des bureaux de bienfaisance dans les frais de l'instruction primaire. Cette contribution se chiffrait, en 1910, par 158,000 francs : désormais, ces ressources resteront acquises au budget de la bienfaisance publique.

*
* * *

Est-ce à dire que désormais toutes les écoles sans exception, toutes les classes sans exception, devront renoncer à admettre des élèves payants, sous peine d'être privées des subsides de l'État?

Evidemment non. Ce serait aller au delà du but que poursuit la généralisation de la gratuité.

Cette généralisation tend, suivant la déclaration du 20 juin, à « assurer à tous le bienfait de l'enseignement », à « garantir à tous l'indépendance qu'apporte à certains la possession de la fortune ». Le but est atteint, s'il existe dans toutes les communes des écoles communales ou adoptées ouvertes à tous, dans les conditions de gratuité absolue.

Il ne doit pas être défendu aux communes, ou aux directions d'écoles adoptables, qui ont de nombreuses écoles entièrement gratuites, et par conséquent ouvertes à tous, de continuer à recevoir des élèves payants dans certaines écoles.

On ne voit pas pourquoi les villes de Gand et d'Anvers, notamment, qui possèdent, à côté de très nombreuses écoles gratuites, un certain nombre d'écoles primaires payantes, devraient supprimer ces institutions. Aucun abus n'est à redouter, car le projet laisse debout le § 3 de l'article 8 de la loi actuelle, qui s'exprime comme suit à l'égard du subside annuel de l'État pour le service ordinaire de l'instruction primaire : « Un arrêté royal déterminera le minimum du nombre des élèves admis gratuitement que l'école doit compter pour pouvoir être subsidiée. »

*
* * *

La généralisation de la gratuité implique, tout au moins pour les enfants appartenant à des familles qui ne sont pas dans l'aisance, la fourniture gratuite des objets classiques, c'est-à-dire des matières premières indispensables à l'enseignement.

De fait, dans les écoles communales et adoptées, les fournitures classiques ont, dans le passé, toujours été de pair avec la gratuité d'accès : « Il est admis en principe, disait une dépêche ministérielle du 28 février 1850 (5^e Rapport triennal, p. CXXXI), que les enfants qui se trouvent dans les conditions voulues par le règlement du 26 mai 1845, pour être instruits

gratuitement aux frais des communes, reçoivent aussi gratuitement les livres et autres fournitures de classe strictement nécessaires. »

Il en était de même sous le régime scolaire de 1879 : une circulaire de M. Van Humbeek, en date du 8 décembre 1882 (*Bulletin du département*, 1882, II, p. 152), s'exprime comme suit : « Conformément au principe admis déjà sous la loi du 25 septembre 1842, tous les élèves inscrits sur les listes des enfants qui, en vertu de l'article 5 de la loi du 4^{er} juillet 1879 sur l'enseignement primaire, doivent être affranchis de la rétribution scolaire, ont droit également à la fourniture gratuite des livres et autres objets de classe indispensables. » Il n'en est pas autrement sous l'empire de la législation actuelle, ainsi que le rappelle une dépêche ministérielle du 19 mars 1896 : « L'obligation de donner l'instruction gratuite emporte celle de procurer gratuitement les fournitures classiques aux élèves. »

Le projet étend aux élèves des écoles adoptables le bénéfice de l'octroi gratuit des fournitures classiques. La liberté du choix de l'école ne serait pas garantie, d'une façon efficace et complète, aux pères de famille, si, dans certaines catégories d'écoles soumises à l'inspection de l'État, les enfants étaient tenus de rembourser le montant des fournitures classiques, tandis que celles-ci leur seraient délivrées gratuitement dans d'autres catégories d'écoles.

Le projet propose de mettre à charge des provinces la dépense à résulter de la délivrance gratuite des fournitures classiques aux enfants appartenant à des familles qui ne sont pas dans l'aisance (1). Par contre, il décharge les provinces de la contribution qui leur est imposée, depuis la loi de 1842, en faveur des écoles communales et adoptées.

Le projet entoure cette intervention d'une double garantie : le remboursement des fournitures classiques s'opérera sur états dûment vérifiés par l'inspection scolaire ; une limite maxima est fixée à la charge imposée aux provinces ; elles ne seront tenues de rembourser le montant des fournitures classiques qu'à concurrence d'une somme maximum de 3 francs par fille et de 2 francs par garçon.

Au point de vue de ses conséquences financières, la disposition nouvelle aura pour effet, si les maxima indiqués sont atteints, de porter de 1,162,711 francs (chiffre actuel de l'intervention obligatoire des provinces) à 1,859,414 francs la charge des provinces dans les frais de l'instruction primaire, soit une augmentation de 676,703 francs, qui se répartit comme suit : les communes y trouveront un supplément de ressources de 282,707 francs ; le reste, soit 393,916 francs, sera affecté au remboursement des fournitures classiques délivrées aux enfants des écoles adoptables.

La légitimité d'une augmentation de la part obligatoire des provinces dans les frais de l'instruction primaire ne sera contestée par personne.

Tandis que, depuis 1842, la part de l'État et la part des communes ont été sans cesse en augmentant, celle des provinces est restée invariablement fixée à la valeur du produit de 2 centimes additionnels au principal des con-

(1) On considérerait comme tels ceux auxquels la loi actuelle accorde de plein droit la gratuité (art. 5 § 2).

tributions directes. En le fixant désormais à la somme maxima de 3 francs par fille et 2 francs par garçon indigents, elle restera dans les bornes d'une juste modération. Elle n'atteindra pas même la valeur de 4 centimes additionnels. Or, le projet dont la Chambre a été saisie par MM. Buyl et consorts va bien au-delà; il propose de mettre à charge des provinces 1/10 du montant des traitements et des augmentations obligatoires, ce qui représenterait, sur la base des traitements proposés par le présent projet (1), une somme de plus de 5 millions de francs, tandis que le remboursement des fournitures classiques, tel que nous le proposons, imposera, au maximum, aux provinces, une dépense de 1,859,414 francs.

*
* * *

A la question de la délivrance gratuite des fournitures classiques se rattache tout naturellement celle des œuvres d'assistance scolaire, telles que distribution de vêtements, d'aliments, etc.

Des hésitations se sont manifestées naguère, au sein des partis politiques, sur le principe qui devait présider à l'octroi de ces faveurs : devait-on les considérer comme un accessoire de l'enseignement, et, dès lors, les communes ne pouvaient-elles pas les réserver aux seuls enfants des écoles patronnées par elles? Ou bien fallait-il, au contraire, y voir une œuvre essentiellement humanitaire et sociale et l'étendre par conséquent, sans distinction d'écoles, à tous les enfants dont la santé, l'indigence réclament une assistance particulière?

Il semble qu'aujourd'hui le point de vue humanitaire tende à prévaloir dans la conception de nos différents partis. Il importe que la loi scolaire consacre ce point de vue d'une façon formelle. On ne peut songer à instaurer l'obligation scolaire sans donner en même temps au père de famille la garantie que, quelle que soit l'école fréquentée par ses enfants, ceux-ci bénéficieront, sur le pied de la plus parfaite égalité, des avantages que les pouvoirs publics croiraient devoir réserver aux enfants indigents.

M. Bara, Ministre de la Justice, a dit un jour très justement : « Pour que la liberté d'enseignement porte d'heureux fruits, il faut que d'aucune manière, soit par des faveurs du pouvoir, soit par des secours ou des bourses, l'élève ne soit attiré dans un établissement plutôt que dans un autre. *Il n'y a plus de liberté si l'on obtient des élèves au moyen de bourses, si l'on force les familles peu aisées à envoyer leurs enfants à un établissement déterminé, si la conscience des familles est mise en opposition avec leurs intérêts* ».

Lorsqu'en Hollande, le ministère libéral Pierson fit voter la loi du 7 juillet 1900 décrétant l'instruction obligatoire, il n'hésita pas à reconnaître qu'il convenait de donner aux pères de famille, en ce qui concerne les secours d'assistance scolaire, des garanties catégoriques.

De là, dans la loi hollandaise du 7 juillet 1900, l'insertion d'un article 55

(1) Sur la base des traitements proposés par MM. Buyl et consorts la charge serait beaucoup plus élevée.

ainsi conçu : « Le conseil communal a le droit, pour favoriser la fréquentation scolaire, de distribuer de la nourriture et des habillements aux enfants fréquentant l'école qui en ont besoin, ou d'accorder dans ce but des subsides, l'un et l'autre, d'après les règles qui seront établies par mesure générale d'administration (1). Les enfants qui fréquentent les écoles publiques et les enfants qui fréquentent les écoles privées visées dans l'article 2, 1^{er} alinéa de la présente loi (2), sont traités à ce sujet sur le pied de l'égalité.

C'est en s'inspirant de la même pensée que le Gouvernement a rédigé l'article 24 du projet ainsi conçu :

« L'article 76 de la loi communale et l'article 86 de la loi provinciale sont complétés comme suit :

» Les délibérations des conseils provinciaux et communaux relatives à
» l'organisation des réfectoires scolaires, des distributions d'aliments et de
» vêtements aux enfants des écoles, de subsides pour ces œuvres, sont
» soumises à l'approbation du Roi. »

« Le Roi veille à ce que ces délibérations respectent pratiquement le principe du libre choix de l'école. »

L'organisation des œuvres de soupe scolaire, vêtements, vestiaires, cantines revêt, de commune à commune, de province à province, des modalités d'application fort différentes; nul ne peut prévoir les formes qu'elle pourrait encore adopter dans l'avenir.

Il paraît dès lors difficile de définir dans un texte de loi suffisamment général pour englober toutes les hypothèses possibles, les conditions à observer par les communes et les provinces dans l'organisation de ces œuvres ou dans l'octroi de subsides les concernant.

Le droit commun de nos lois provinciale et communale veut que les délibérations des conseils communaux et provinciaux, relativement aux actes les plus importants de la vie communale et provinciale soient soumises à l'approbation préalable de l'autorité supérieure. S'il est des délibérations qui mettent en jeu à la fois l'intérêt général et l'intérêt local, et qui touchent aux droits primordiaux des citoyens, ce sont bien celles qui sont de nature à peser sur le libre choix de l'école. Il paraît donc juste qu'elles n'entrent en exécution qu'après que l'autorité supérieure, davantage soustraite à l'influence des passions locales, et plus directement soumise au contrôle du Parlement, aura vérifié qu'elles ne lèsent pas le principe constitutionnel du libre choix de l'école.

La sanction pratique de la disposition en ce qui concerne les provinces, résulte des articles 84 et 112 de la loi provinciale, d'après lesquels les budgets provinciaux sont soumis à l'approbation du Roi, et les mandats émis sur les allocations provinciales sont signés par le Gouverneur de la province et munis du visa de la Cour des comptes avant le paiement. En ce qui concerne les communes, elle réside dans l'article 121 de la loi communale qui rend le

(1) Voir le règlement aux annexes.

(2) C'est-à-dire les écoles *primaires* privées.

receveur communal personnellement responsable des paiements irréguliers qu'il aurait effectués et dans l'article 144 de la même loi, en vertu duquel les comptes de la commune sont définitivement arrêtés par la Députation permanente.

*
* * *

TITRE V.

DISPOSITIONS DIVERSES. — MESURES EN FAVEUR DE L'ENSEIGNEMENT COMMUNAL.

C'est en vain que l'on objecterait à ces mesures d'équité et de justice en faveur des instituteurs et des élèves des écoles adoptées et adoptables qu'elles s'inspirent de sentiments hostiles aux écoles communales et qu'elles sont de nature à faire du tort aux maîtres et aux élèves de ces dernières.

Il n'en est rien. L'enseignement communal est profondément sympathique au Gouvernement, qui lui a multiplié les témoignages de confiance. Dans ces trente dernières années l'Etat a donné aux communes près de 40 millions de subsides pour construction d'écoles; à plusieurs reprises, il a augmenté les traitements des instituteurs communaux (lois de 1895, de 1906, crédit des 4 millions); par l'intermédiaire de son corps d'inspecteurs il n'a cessé de promouvoir les progrès pédagogiques de l'enseignement communal, qui réalise, de plus en plus, comme tout l'enseignement inspecté d'ailleurs, la devise : l'école pour la vie.

Mais un fait domine la situation. Il n'y a pas, dans notre pays, d'enseignement primaire de l'Etat (1). Depuis que la Belgique indépendante existe, on a vu se développer parallèlement, sous l'égide de la constitution, et les écoles communales et les écoles adoptées ou adoptables.

Le Gouvernement a la conviction qu'une politique scolaire vraiment libérale doit tenir compte de ce fait. En le méconnaissant, on s'insurge contre l'expression, spontanée et persistante à la fois, de la volonté populaire. L'histoire contemporaine met, en effet, en lumière, que quels que soient les gouvernements qui se sont succédé au pouvoir, quelle qu'ait été la politique de ces gouvernements : qu'elle ait incliné à reconnaître cette double tendance ou à la contrecarrer, cette tendance s'est manifestée d'une façon irrécusable.

Même sous l'empire de la loi de 1842, alors que le caractère neutre ou confessionnel de l'école communale ne formait pas, comme aujourd'hui, le sujet de controverses ardentes, il y avait dans le pays, à côté de 4,157 écoles communales, un nombre considérable d'écoles privées, jouissant de la confiance de milliers de familles. En 1875, notamment, il existait 457 écoles adoptées, comptant 67,955 enfants et 975 écoles privées non adoptées avec 95,554 enfants.

En 1885, sous l'empire d'une législation qui favorisait exclusivement l'en-

(1) Sauf les écoles d'application annexées aux écoles normales de l'Etat.

seignement communal proprement dit, il y avait, dans le pays 9,825 classes privées comptant une population scolaire d'environ 490,000 enfants : à cette même époque, les 8,657 classes communales ne réunissaient que 345,687 enfants.

Il est vrai qu'à cette époque le caractère de neutralité imposé à tout l'enseignement communal heurtait directement les sentiments de la majorité des familles.

Mais même plus tard, lorsque sous l'empire de la loi de 1884, l'immense majorité des communes eût rétabli au programme de leurs écoles le cours de religion, des milliers d'écoles privées continuèrent à donner l'instruction à des centaines de mille enfants. En 1890, par exemple, tandis que les 8,591 classes communales comptaient 440.646 enfants, les 5,204 classes adoptées en comptaient 175,595 ; et les classes non adoptées environ 270,200.

Pas plus que les lois précédentes, celle du 15 septembre 1895 n'a enrayé l'essor de l'enseignement communal. C'est cependant elle qui, la première, a accordé les subsides de l'État aux écoles privées non adoptées par les communes. Sous son empire, le nombre de classes adoptables ou adoptées et de classes communales a continué à suivre une marche ascendante parallèle, en rapport avec le développement de la population :

En 1900, il y avait 9,936 classes communales, 5,270 classes adoptées et 2,944 classes adoptables.

En 1905, il y avait 10,800 classes communales, 5,869 classes adoptées et 5,538 classes adoptables.

En 1910, il y avait 11,765 classes communales, 4,587 classes adoptées et 4,279 classes adoptables (1).

Une politique vraiment nationale doit tenir compte de cette tendance historique. En favorisant, à titre exclusif, une catégorie d'écoles, d'instituteurs ou de familles à l'exclusion des autres, on blesserait l'équité, on irait à l'encontre du sentiment national et on porterait atteinte au libre choix de l'école garanti par la Constitution.

*
* *

Indépendamment des mesures proposées en faveur des instituteurs communaux, et sur lesquelles il n'y a plus lieu de revenir, puisqu'elles ont été longuement commentées ci-dessus, le projet contient en faveur de l'enseignement officiel proprement dit, deux dispositions qui méritent de fixer l'attention.

L'une a pour objet de combler, au point de vue de l'enseignement com-

(1) Il est à remarquer que, dans le nombre des classes nouvelles, sont comprises des classes existant antérieurement mais qui, pour l'une ou l'autre raison, ne s'étaient pas soumises à l'inspection de l'État et n'étaient pas comptées, dès lors, dans le total des classes subsidiées ou adoptables.

munal, une lacune qui a été plusieurs fois signalée à la législature : Il s'agit de donner aux pères de famille dont les préférences vont à l'enseignement communal, des facilités plus grandes pour la réalisation de leurs désirs. D'après la législation qui nous régit, il doit y avoir une école communale dans chaque commune, du moment où vingt pères de famille ayant des enfants d'âge scolaire réclament la création ou le maintien d'une école communale, et que la députation permanente émet un avis conforme à leurs vœux. MM. Buyl et consorts ont saisi la législature d'un projet tendant à substituer au chiffre de 20 pères de famille, celui de 20 enfants d'âge scolaire. Le Gouvernement accepte cette modification, qui facilitera l'érection d'une école communale lorsque les circonstances la rendent désirable.

Les honorables membres demandent, en outre, que les pères de famille soient en droit d'exiger que la commune fasse desservir cette école par un personnel laïque. Cette proposition tendrait à faire croire qu'il existe en Belgique de nombreuses communes où les pères de famille n'aient à leur disposition que des écoles desservies par un personnel congréganiste.

Or, il n'en est rien. Sur 1173 communes où il n'y a *qu'une seule* école communale, il n'y en a que 24 où le personnel de l'unique école communale est composé de congréganistes.

D'autre part, dans les 168 communes où l'école communale est remplacée par une où plusieurs écoles adoptées, il n'y en a que 8 où il n'y ait pas de personnel laïc.

La proposition de M. Buyl ne répond, sous ce point de vue, à aucune nécessité pratique.

Et il pourrait paraître choquant qu'un certain nombre de pères de famille puissent imposer au pouvoir communal la nomination d'un personnel laïc, alors que d'autres pères de famille ne pourraient requérir, du même pouvoir communal, l'adoption d'une école desservie par un personnel congréganiste conformément à leurs vœux.

*
* * *

C'est mû par une pensée d'équité envers les pères de famille qui donnent la préférence à l'enseignement organisé par les pouvoirs publics, que le gouvernement propose, à l'article 29 du projet, de modifier le § 2 de l'article 27 des lois de 1884-1895. Dans ces dernières années, la population des athénées de l'agglomération bruxelloise s'est notablement augmentée. Le moment paraît venu de créer, dans cette agglomération, un athénée de plus. Des nécessités de l'espèce peuvent se produire ailleurs. Le gouvernement demande que le nombre des athénées puissent éventuellement être élevé au chiffre de 24 au lieu de 20. C'est une faculté qu'il réclame, de manière à parer aux nécessités qui viendraient à se faire jour (1).

(1) Le nombre maximum d'écoles moyennes que le gouvernement est autorisé à établir n'étant pas encore atteint, il n'y a pas lieu de modifier à ce point de vue la législation existante.

*
* * *

Dans ces dernières années, le département des Sciences et des Arts a été saisi de pétitions réclamant pour les jeunes filles l'accès au cours des athénées royaux. Ces demandes n'ont pas paru pouvoir être accueillies. Mais le Gouvernement est disposé à développer le programme des écoles moyennes pour filles établies dans les grands centres, si tel était le vœu d'un nombre de familles suffisant pour justifier la dépense. Est-il légalement armé à cette fin ? La question est controversée. C'est la loi du 15 juin 1881 qui a décrété la création d'un enseignement moyen pour filles et qui a stipulé que cet enseignement serait, en principe, régi par la loi organique de l'enseignement moyen du 1^{er} juin 1850. D'après cette loi, les cours des écoles moyennes doivent être distribués de manière à être terminés en deux années ou trois années au plus (art. 27, § 1). Il semble, d'après cela, que le Gouvernement ne puisse prolonger la durée des études. Seulement, le même article 27 se termine par une disposition qui permet au Gouvernement de créer, si l'utilité en est reconnue, d'autres cours que ceux figurant au programme légal, ou de modifier ceux-ci suivant les besoins des localités. Rien n'indique que ces cours nouveaux ne puissent faire l'objet d'années d'études complémentaires.

Quoi qu'il en soit, pour enlever tout doute, l'article 50 du projet propose de remplacer la disposition finale de l'article 27 de la loi de 1850 par une disposition ainsi conçue :

« Le Gouvernement pourra, si l'utilité en est reconnue, prolonger la durée des études des écoles moyennes, créer d'autres cours ou modifier les cours ci-dessus indiqués, suivant les besoins des localités. »

II. — LES CONSÉQUENCES FINANCIÈRES.

Il reste, avant d'aborder l'examen des divers articles, à analyser les conséquences financières du projet.

Le gouvernement a toujours soutenu que l'amélioration définitive et complète du sort des instituteurs ne pouvait être l'œuvre de l'État seul. Les communes doivent y apporter leur part.

Considérant, toutefois, que l'instauration de l'obligation scolaire et l'établissement d'un 4^e degré vont astreindre un grand nombre de communes à des dépenses importantes, il a tenu à assurer pour lui-même la plus large part des charges qui résultent de l'introduction du nouveau barème.

L'augmentation de subsides que le projet entrainera à charge de l'État, peut être évaluée comme suit :

I. — Ecoles communales.

Les subsides actuels (réglementaires, complémentaires et intervention dans les augmentations obligatoires) s'élèvent à	9,270,000
Les subsides calculés d'après le système du projet seront de	13,539,000
Soit une augmentation de fr.	4,269,000
Mais l'État donne déjà, aux instituteurs communaux, sur le crédit de 4 millions, qui est destiné à disparaître, une part de	3,147,000
L'augmentation de dépense se réduit donc à fr.	1,122,000

II. — Ecoles adoptées.

Les subsides actuels (réglementaires, complémentaires et intervention dans les augmentations obligatoires) s'élèvent à	2,976,000
Les subsides calculés d'après le système du projet seront de	4,009,000
Soit une augmentation de fr.	1,033,000
Mais l'État donne déjà, aux instituteurs adoptés, sur le crédit de 4 millions, une part de fr.	324,000
L'augmentation de dépense se réduit donc à fr.	709,000

III. — Ecoles adoptables.

Les subsides actuels (réglementaires et complémentaires) s'élèvent à	2,680,000
Les subsides calculés d'après le système du projet seront de	4,419,000
Soit une augmentation de fr.	1,739,000
Mais l'État donne déjà :	
a) Sur le crédit de 4 millions fr.	413,953
b) Sur le crédit du million compensateur à titre d'amélioration des traitements (1) fr.	520,000
	935,953
L'augmentation se réduit donc à fr.	803,063

Récapitulation.

Ecoles communales fr.	1,122,000
— adoptées	709,000
— adoptables	803,063
Total fr.	2,636,063

(1) La part du million compensateur affecté aux traitements viendra donc à disparaître; celle affectée à l'entretien du local et du mobilier classique continuera à figurer au budget.

Cette somme de 2,636,065 (1) se répartit comme suit entre les écoles communales et les écoles adoptées ou adoptables, desservies par des laïques d'une part, et les écoles adoptées et adoptables, desservies par des congréganistes, d'autre part :

I. — A. Ecoles communales	fr.	1,122,000
B. — adoptées laïques		120,000
C. — adoptables laïques		339,000
Total	fr.	1,581,000
II. — A. Ecoles adoptées congréganistes	fr.	589,000
B. — adoptables congréganistes		466,065
Total	fr.	1,055,065

*
* * *

III. — ANALYSE DES ARTICLES.

Les articles 1 à 12 règlent l'application de la scolarité obligatoire.

Aux termes de l'article 1, les parents peuvent s'acquitter de cette obligation, soit en faisant instruire leurs enfants à domicile, soit en les envoyant dans une école publique ou privée. Cette double ou, plus exactement, cette triple alternative, qui respecte la liberté et les convenances des parents, est généralement admise par la législation scolaire de tous les pays (2).

L'article 2 prévoit limitativement les cas où l'obligation scolaire est suspendue : Ces cas se rattachent soit à des obstacles de fait (n°s 1, 3 et 4), soit à des obstacles de conscience (n° 2). En ce qui concerne spécialement cette dernière restriction, elle est le correctif nécessaire de l'obligation : le législateur ne doit pas mettre le devoir légal en conflit avec les convictions religieuses ou philosophiques des citoyens. Pratiquement, grâce aux mesures de protection dont la loi entoure les écoles de toute nature et aux garanties qui sauvegardent le respect des opinions, il apparaît comme peu vraisemblable que les exemptions de ce chef doivent être fréquentes.

Au surplus, la juridiction compétente exercera, en l'espèce, son pouvoir ordinaire d'appréciation, sinon sur le bien fondé intrinsèque de l'excuse, qui ne peut relever de son jugement, du moins sur le caractère sérieux du motif invoqué.

(1) Indépendamment de cette charge nouvelle, l'État aura à supporter celle dérivant des indemnités pour diplômes spéciaux et celle dérivant des bourses d'études spéciales destinées aux enfants d'instituteurs faisant des études normales. Il n'est pas possible d'évaluer le montant de cette charge.

(2) France : Loi du 28 mars 1882, article 4. — Pays-Bas : Loi du 7 juillet 1900, article 1. — Prusse : *Allgemeines Landrecht*, II, 12, § 45. — Saxe : Loi du 26 avril 1875, § 4. — Bavière : E. STINGL, *Handbuch des Bayerischen Volksschulrechtes*, p. 595. — Italie : Règlement du 6 février 1908, article 6. — Autriche : Loi du 14 mai 1869, § 25. — Hongrie : Loi XXXVIII de 1868, § 1. — Norvège : Lois du 26 juin 1889, articles 49-50 (écoles des villes) et 57 (écoles rurales). — Bulgarie : Loi du 18 février 1909, article 51. — Grand-Duché de Luxembourg : Loi du 10 août 1912, article 5, etc.

De même, dans les cas d'impossibilité matérielle, prévus à l'article 5, le juge statuera, s'il y a lieu, en tenant compte des moyens de preuve habituels.

Des dispositions analogues se rencontrent dans diverses législations étrangères :

Ainsi, l'article 7 de la loi néerlandaise du 7 juillet 1900 dispense, notamment, de l'obligation scolaire : « Les enfants qui n'ont pas de domicile fixe ; » ceux dont les parents font valoir des griefs sérieux contre toutes les écoles » primaires, situées dans un rayon de 4 kilomètres de leur habitation, où les » enfants pourraient être admis ; enfin, ceux qui, faute de place, ne peuvent » se faire admettre dans aucune école primaire, située dans un rayon de » 4 kilomètres de leur habitation. »

D'autre part, dans un grand nombre de pays, la loi prévoit comme motif d'exemption les infirmités physiques ou intellectuelles (1).

L'article 5 fixe la durée normale de la scolarité obligatoire à huit ans. Toutefois, les élèves peuvent obtenir le certificat final d'études au cours de leur treizième année, c'est-à-dire après une fréquentation scolaire de sept ans.

D'autre part, aux termes de l'article 4, l'application de la scolarité comporte une période transitoire d'échelonnement, durant laquelle l'obligation portera successivement sur une scolarité réduite de six ans, pour les enfants nés en 1903 ou 1904, et de sept ans, pour les enfants nés en 1905 ou 1906 ; de sorte que l'obligation légale rendra virtuellement ses pleins effets à partir de 1913, c'est-à-dire pour les enfants qui, nés en 1907, commenceront en 1913 leurs études.

Le tableau ci-après indique clairement les conséquences pratiques des règles proposées :

Enfants nés en :	Scolarité.			Age ou terme. de la scolarité.
	Début.	Durée.	Fin.	
—	—	—	—	—
1903	1909	6 ans.	1915	12 ans.
1904	1910	6 —	1916	12 —
1905	1911	7 —	1918	13 —
1906	1912	7 —	1919	13 —
1907	1913	8 —	1921	14 —

Diverses considérations justifient ces dispositions transitoires.

1° Tout d'abord, l'accroissement anormal de la population scolaire, qui sera la conséquence certaine et immédiate de l'obligation (accès d'éléments nouveaux et fréquentation plus régulière des éléments actuels) nécessitera d'emblée un développement exceptionnel des installations matérielles.

Cet accroissement paraît pouvoir être évalué approximativement comme suit. Au cours des exercices scolaires 1914-1915, 1915-1916 et 1916-1917, — exercices pendant lesquels la scolarité ne sera obligatoire que jusqu'à

(1) Pays-Bas : Loi du 7 juillet 1900, article 7. — Autriche : Loi du 2 mai 1885, § 25. Hongrie : *L'enseignement primaire en Hongrie*, 1900, p. 75. — Bulgarie : Loi du 18 février 1909, article 51. — Roumanie : Loi du 30 avril 1896, article 2. — Grand-Duché de Luxembourg : Loi du 10 août 1912, article 2.

12 ans — l'effectif des enfants réellement présents dans les classes s'accroîtra d'abord du nombre de ceux qui, nominalement inscrits aujourd'hui, fréquentent irrégulièrement, mais qui seront désormais astreints à une présence effective (1).

Il s'accroîtra, en outre, des 20,000 enfants qui aujourd'hui quittent l'école vers l'âge de 11 ans (2) et qui y seront retenus, au cours des exercices 1914-1917, une année de plus.

Au cours des années 1917-1918 et 1918-1919, les communes devront pourvoir aux locaux nécessaires pour recevoir, en outre, la plus grande partie des 55,000 enfants, qui, aujourd'hui quittent l'école après 12 ans (3) et qui y seront retenus désormais jusqu'à 13 ans.

Enfin, en 1919-1920, elles auront à préparer les locaux nécessaires pour recevoir, à partir de l'exercice 1920-1921, une partie des 55,000 enfants qui aujourd'hui quittent l'école vers l'âge de 15 ans (4) et qui y seront retenus désormais jusqu'à l'âge de 14 ans.

Combien de classes nouvelles cet accroissement de la population scolaire nécessitera-t-il ?

Il résulte d'une enquête minutieuse de l'inspection que, dans les seules communes de moins de 5,000 habitants, le décretement de la scolarité obligatoire jusqu'à 12 ans entraînera la création de 745 classes nouvelles, dont 486 pour garçons, et celui de la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans, celle de 1,963 classes nouvelles, dont 1,151 pour garçons.

Or, la construction des locaux nécessaires à ces fins, outre qu'elle se complique de raisons d'ordre budgétaire, comporte, en toute hypothèse, des délais inévitables d'instruction et d'exécution, qui ne permettront de faire face aux besoins que d'une manière progressive.

Il semble pratiquement impossible de prévoir un délai moindre que le délai de cinq années qui s'échelonnerait, ainsi qu'il est expliqué plus haut, entre les années scolaires 1914-1915 (début de l'application de l'obligation) et l'exercice 1920-1921.

(1) Voici, à ce sujet, quelques indications :

Au 31 décembre 1911, le nombre total des élèves de 6 à 12 ans, dans les écoles communales, adoptées et adoptables, était d'environ 800,000. Or, la fréquentation *moyenne* actuelle, dans les écoles primaires, est de 199 jours par an, alors que le régime nouveau comportera une fréquentation obligatoire minimum de 220 jours *par élève*.

D'autre part, d'après l'enquête instituée par l'administration centrale de l'enseignement primaire, au 31 décembre 1910, il y avait, à cette époque, 27,157 élèves irréguliers de 6 à 14 ans ; le contingent des irréguliers de 6 à 12 ans ne doit donc pas être sensiblement inférieur à 55,000. Or, ne sont considérés comme irréguliers que les élèves qui n'ont pas fréquenté pendant au moins la *moitié* des jours de classe. A côté de ces irréguliers officiels, il faut donc placer toute l'échelle des « irréguliers » de fait, qui ont dépassé, de si peu que ce soit, cette moitié. On peut juger par là des conséquences que produira l'obligation, au point de vue de la densité des classes et, par suite, des dédoublements nécessaires.

(2) Voir Rapport triennal 1909-1911, p. 295, colonne 9.

(3) Ibid. col. 10.

(4) Ibid. col. 11.

2° Des considérations analogues s'imposent en ce qui concerne le recrutement du personnel enseignant, car il va de soi que des nécessités nouvelles doivent aussi être envisagées à ce point de vue. Or, l'examen de la situation actuelle démontre que, dès à présent, les disponibilités de personnel sont fort restreintes. Entrons ici dans quelques détails.

Si l'on embrasse, dans leur ensemble, les quatre périodes triennales les plus récentes, comprenant les années 1900 à 1911, voici les conclusions qui se dégagent des statistiques :

Le nombre des candidats-instituteurs qui, de 1900 à 1911, ont obtenu le diplôme, soit dans une école normale, soit devant le jury central, est d'environ 5,400. Durant la même période, il s'est produit, dans les écoles primaires (communales, adoptées et adoptables) du pays, par suite de décès, retraite, mise en disponibilité ou révocation, environ 3,750 vacances d'emplois tenus par des agents diplômés. D'autre part, il a été organisé, au cours des mêmes années, environ 1,950 classes nouvelles, tenus par des instituteurs diplômés, de sorte que les besoins se sont chiffrés par environ 5,700.

Ces données accusent un déficit d'environ 500 agents au cours de la période envisagée. Et ce déficit se trouve encore aggravé du fait qu'un certain nombre de normalistes diplômés n'entrent pas dans la carrière, passent dans les sections moyennes ou encore remplacent, dans les écoles adoptées ou adoptables, des agents non diplômés.

Si nous examinons plus spécialement au point de vue qui nous occupe, les années les plus récentes dont la situation nous est connue, voici ce que nous révèle cet examen :

Année 1910. — Le nombre total des instituteurs diplômés s'est élevé à environ 450 et le nombre des emplois à conférer par suite de vacances ou de création nouvelles a été d'environ 600 : déficit 150.

Année 1911. — Le nombre total des instituteurs diplômés s'est élevé à près de 500 ; le chiffre des besoins a été d'environ 550 : déficit 50.

Année 1912. — Le déficit exact n'est pas connu, mais il a dû être assez considérable également, car les écoles normales n'ont délivré en tout que 420 diplômes de sortie.

Enfin si nous envisageons le plus prochain avenir, celui-ci ne permet pas d'escompter immédiatement une situation plus favorable.

En effet, appliquant au nombre des admissions dans les écoles normales de toute catégorie, pendant les années 1909 à 1912 — admissions correspondant respectivement aux sorties des années 1913 à 1916 — la proportion moyenne des diplômes de sortie par rapport aux admissions, voici à peu près le nombre des diplômés nouveaux (normalistes) que nous obtiendrons au cours des premières années :

Années.	Instituteurs.
1913. . . .	460
1914. . . .	480
1915. . . .	520
1916. . . .	580

Ces nombres devant être majorés du chiffre des diplômes de sortie délivrés par le jury de l'article 9 — soit environ 50 par an pour les instituteurs — le rendement total en diplômés peut être évalué, en chiffre ronds, à :

Années.	Instituteurs.
1913	500
1914	550
1915	600
1916	650

Or, nous avons vu plus haut, que les besoins se sont chiffrés, en ce qui concerne les instituteurs : *en 1910* par 600 (correspondant à environ 400 vacances d'emploi et 200 emplois nouveaux) ; et *en 1911*, par 550 (correspondant à environ 400 vacances d'emplois et 150 emplois nouveaux). Si nous tenons compte de cette base, et considérant qu'à partir de la mise en vigueur de la scolarité obligatoire, c'est-à-dire à partir de l'exercice de 1914, que l'organisation des classes nouvelles va prendre des développements nouveaux, les chiffres ci-après apparaîtront certainement comme une évaluation très modérée des besoins prochains :

Pour les années.	Instituteurs.
1913	600
1914	700
1915	700
1916	700

En rapprochant le chiffre des besoins de l'importance des ressources, on doit nécessairement conclure à la pénurie. Bien entendu, ces diverses données excluent toute précision, mais elles suffisent à démontrer la nécessité de procéder par étapes : elles révèlent une situation et des réalités qu'il n'est pas permis de méconnaître, si l'on veut légiférer dans des vues sérieuses et pratiques (1).

(1) Sans doute, dans les classes inférieures d'écoles de garçons ou mixtes, il peut être paré à la pénurie d'instituteurs par la nomination d'institutrices. Il semble même résulter des statistiques relatives à la composition du personnel des écoles primaires que, dans ces dix dernières années, un certain nombre de communes et de directions d'écoles sont d'autant plus facilement entrés dans cette voie, qu'il y a plutôt pléthore de candidates institutrices.

A la fin de 1900, le personnel diplômé des écoles communales, adoptées et adoptables, se décomposait comme suit :

Instituteurs	7.825	soit	55 p. c.
Institutrices	6.899	soit	47 p. c.
Total	14.722		100 p. c.

A la fin de 1911, la situation était la suivante :

Instituteurs	9.513	soit	49.8 p. c.
Institutrices	9.582	soit	50.2 p. c.
Total	19.095		100. » p. c.

Le renversement de la proportion respective tend à mettre en évidence la tendance que

5° Une autre considération importante qui justifie la limitation transitoire de l'obligation, résulte encore du fait que nombre de jeunes gens, d'âge scolaire, ont définitivement quitté les études, après avoir achevé un cycle plus ou moins complet. Ainsi, il est incontestablement de nombreux enfants nés en 1901 ou en 1902, qui, en 1915, ont abandonné l'école sans esprit de retour, après avoir fait cinq ou six années de classe. Dans un système de scolarité complète immédiate, ces enfants seraient ressaisis en octobre 1914, pour être ramenés sur les bancs de l'école primaire jusqu'en 1915 ou 1916. Un tel système revêtirait, dans bien des cas, des apparences vexatoires et troublerait injustement des situations acquises, sans grand profit pour les intéressés ; car il n'apparaît, pédagogiquement, ni pratique, ni utile d'en agir de la sorte, et ce serait ajouter une complication fâcheuse aux difficultés d'application que comporteront déjà, inévitablement, la transformation et le développement de notre outillage scolaire.

Les articles 7 et 8 déterminent le minimum de fréquentation scolaire dont tout enfant devra justifier. Les écoles soumises à l'inspection de l'Etat devront consacrer au moins 255 jours à l'enseignement, le jour du demi-congé hebdomadaire étant compté comme journée scolaire. Les vacances annuelles, en dehors des dimanches et des jours fériés légaux, ne pourront donc, dans leur ensemble, excéder une durée totale de deux mois et demi. D'autre part, les enfants ne pourront s'absenter, sans motifs valables, pendant plus de trois demi-journées scolaires par mois ; cette disposition implique une tolérance de trois demi-journées — soit une quinzaine de jours pour toute l'année — qui, bien que non justifiées, échapperont aux sanctions légales.

Des dispositions analogues se rencontrent dans divers pays étrangers.

Aux termes de la loi française, « lorsqu'un enfant s'est absenté de l'école » *quatre fois* dans le mois, pendant au moins une demi-journée sans justification admise par la Commission municipale scolaire », le père est invité à comparaître devant ladite Commission (1). Cette disposition comporte une tolérance de trois demi-journées, tolérance qui est maintenue dans le projet de loi actuellement soumis à la délibération du Parlement (2).

En Hollande, le premier avertissement est adressé aux parents lorsque la fréquentation scolaire de l'élève n'est « pas régulière ». Or, la fréquentation est considérée comme régulière si, « au cours de deux mois consécutifs, l'élève n'a

nous signalons : alors que, de 1900 à 1914, le nombre total des emplois a augmenté de 4.573, le nombre des instituteurs ne s'est élevé que de 1.690 unités, soit 21 p. c., tandis que celui des institutrices s'est élevé de 2.683 unités, soit 58 p. c.

Mais il ne faut pas perdre de vue que si le nombre d'institutrices diplômées chaque année dépasse le nombre de places à pourvoir dans les écoles primaires de filles, les candidates institutrices diplômées ont d'autres débouchés que les écoles primaires inspectées. Bon nombre de communes font appel à elles pour l'enseignement gardien ; un grand nombre d'entre elles n'embrassent pas la carrière de l'enseignement ou se destinent à l'enseignement moyen privé ou public.

(1) Loi du 28 mars 1882, art. 42.

(2) Chambre des députés. session extraordinaire de 1912. Doc. n° 2, 545.

« as été absent pendant plus de deux demi-journées scolaires sans motif légitime » (1). Ici, la tolérance est donc de deux demi-journées pour une période de deux mois.

D'après la législation scolaire du canton de Berne, « si les absences non justifiées excèdent un dixième des heures de classe pendant un mois en hiver, ou quatre semaines d'école en été, le contrevenant est dénoncé au préfet » (2).

Enfin, citons encore la récente loi luxembourgeoise, d'après laquelle « lorsque l'enfant se sera absenté de l'école pendant quatre demi-journées sans justification reconnue valable, la personne responsable sera sommée par lettre de la Commission scolaire d'observer la loi... » (3).

A côté de ces tolérances, qui ne comportent aucune justification, indiquons ici quelles sont, dans les principaux pays, les raisons admises comme excuse valable des absences non autorisées.

En France, les seuls motifs réputés légitimes sont les suivants : maladie de l'enfant, décès d'un membre de la famille, empêchement résultant de la difficulté accidentelle des communications ; les autres circonstances exceptionnelles invoquées sont appréciées, comme les précédentes, par la Commission scolaire (4). La maladie de l'enfant est d'ailleurs généralement prévue au nombre des motifs d'absence valables (5).

En Bavière, l'on admet, en outre, les intempéries lorsque l'école est éloignée, le mauvais état des chemins, les événements de famille (6). La législation scolaire saxonne n'admet, en général, comme excuse légitime, que la maladie de l'enfant ou une maladie grave dans la famille (7). La nouvelle loi luxembourgeoise admet, en ce qui concerne les absences momentanées, outre la maladie de l'enfant, l'impossibilité matérielle de se rendre à l'école ou encore d'importants événements de famille (8).

De ce qui précède, il résulte que la fréquentation scolaire minimum de chaque élève sera de 220 jours, le jour de demi-congé hebdomadaire étant compté pour un jour.

Or, quelle est, sous ce rapport, la situation actuelle ? Le tableau suivant donne les résultats concernant l'année scolaire 1910-1911 :

(1) Loi du 7 juillet 1900, art. 2 et 21.

(2) Loi du 6 mai 1894, art. 63.

(3) Loi du 10 août 1912, art. 10.

(4) Loi du 28 mars 1882, art. 10.

(5) Pays-Bas : Loi du 7 juillet 1900, art. 2 ; Prusse : VON BREMEN, *Die Preussische Volksschule*, p. 591 ; Bavière : STINGL, *Handbuch des Bayerischen Volksschulrechts*, p. 578 ; Saxe : Loi du 26 avril 1875, § 5 ; Grand-Duché de Luxembourg : Loi du 10 août 1912, art. 6.

(6) STINGL, *loc. cit.*

(7) Loi du 26 avril 1875, § 5.

(8) Loi du 10 août 1912, art. 6.

Écoles	Nombre des jours pleins pendant lesquels les écoles		Nombre moyen de jours de fréquentation.
	doivent être ouvertes.	ont été ouvertes.	
communales	249,98	246,81	189,13
adoptées	250,57	248,02	203,53
adoptables	249,53	246,92	205,17
Les 3 catégories	250,02	247,23	199,61

Ainsi, le progrès que le projet réalise, en ce qui concerne l'assiduité scolaire, peut se traduire par la formule suivante : « fréquentation *minimum* de 220 jours pour chaque élève » au lieu de « fréquentation *moyenne* de 199 jours pour l'ensemble des élèves ».

Cependant, aux termes de l'article 7 certaines exemptions temporaires, peuvent être accordées, dans des conditions strictement définies par la loi : 1° Ces congés ne pourront être octroyés qu'aux élèves du 5° et éventuellement du 4° degré et seulement pour leur permettre de participer aux travaux saisonniers ; 2° ils ne pourront excéder annuellement une durée de 33 jours pleins ; 3° les conditions d'octroi feront l'objet d'un règlement subordonné à l'approbation de l'inspection scolaire ; 4° l'octroi devra revêtir la forme écrite.

Ici encore l'on rencontre, dans la plupart des pays étrangers, des dispositions du même genre.

En France, les Commissions scolaires peuvent accorder aux enfants demeurant chez leurs parents ou leur tuteur, lorsque ceux-ci en font la demande motivée, des dispenses de fréquentation scolaire ne pouvant dépasser trois mois par année en dehors des vacances. Ces dispenses doivent, si elles excèdent quinze jours, être soumises à l'approbation de l'inspecteur primaire. Ces dispositions ne sont pas applicables aux enfants qui suivent leurs parents ou tuteurs, lorsque ces derniers s'absentent temporairement de la commune. Dans ce cas, un avis donné verbalement ou par écrit au maire ou à l'instituteur suffit. Enfin, les enfants employés, hors de leur famille, dans l'agriculture, peuvent être dispensés d'une des deux classes de la journée (1).

Dans les Pays-Bas, les principales raisons de dispense temporaire sont : la fermeture momentanée de l'école, l'autorisation donnée pour un certain temps (six semaines par an au maximum) à raison des travaux d'agriculture, d'élevage, l'accomplissement de devoirs religieux, ou d'autres circonstances sérieuses (2).

En Prusse, des dispenses peuvent être accordées pour des raisons diverses : nécessités domestiques (maladie des parents qui requièrent les soins de leurs enfants), occupation des enfants au travail, etc.

Cependant, ce dernier motif de dispense a été considérablement restreint en ce qui concerne divers travaux : ainsi la garde du bétail est soumise à

(1) Loi du 28 mars 1882, art. 15.

(2) Loi du 7 juillet 1900, art. 12.

certaines conditions, le travail dans les fabriques est strictement réglementé (1).

En Autriche, il peut être accordé, à la demande des parents, des facilités relativement à la fréquentation régulière de l'école pour des motifs plausibles. Elles consistent à limiter l'enseignement à une partie de l'année, à la moitié de la journée ou à certains jours de la semaine (2).

Dans le Grand-Duché de Luxembourg, des dispenses de fréquentation temporaire peuvent être accordées pour une durée qui ne peut excéder trente jours par année scolaire. Sur la demande du Conseil communal, le gouvernement peut aussi dispenser les enfants âgés de onze ans accomplis de fréquenter l'école pour un temps déterminé, soit pendant la journée entière, soit pendant une partie de la journée, pour leur permettre d'assister leurs parents ou tuteurs (3).

Les articles 8 et 9 règlent la procédure destinée à assurer, chaque année, l'inscription des enfants soumis à l'obligation, et les articles 10 et 11 déterminent le mode de constatation et de poursuite des infractions, la juridiction compétente et les sanctions applicables. Le rôle dévolu, en l'espèce, à l'inspection scolaire garantit le fonctionnement régulier du mécanisme légal, fonctionnement qui serait assuré d'une façon moins parfaite par les administrations locales, par suite des influences diverses auxquelles ces administrations sont naturellement accessibles.

Quant aux sanctions prévues, elles s'inspirent avant tout d'un souci de modération, qui porte le Gouvernement à rechercher plutôt des moyens de persuasion que des moyens de contrainte directe et de répression. Sous ce rapport, le Gouvernement partage entièrement les vues que l'honorable M. Hymans exprimait, dans la séance de la Chambre des Représentants du 30 novembre 1910, dans les termes suivants :

« Il est bien certain, disait M. Hymans, qu'il faudra, pour réaliser
» l'instruction obligatoire, tenir compte de la mentalité du pays, comme on
» a dû s'en inspirer pour résoudre la question militaire. Il est évident que si
» l'on prétendait imposer au pays des procédés de contrainte rigoureux et
» vexatoires, on se heurterait à des difficultés. L'instruction obligatoire ne
» doit pas apparaître sous une forme agressive et méchante. Il faut que
» cette idée pénètre dans l'esprit des familles comme une nécessité sociale,
» comme une mesure d'hygiène morale prescrite non dans l'intérêt politique
» d'un parti, mais dans l'intérêt des enfants, des parents et du pays... Les
» sanctions de l'obligation scolaire devront être appropriées au tempérament
» et à la mentalité de la nation : les meilleures sanctions seront les sanc-
» tions d'ordre moral. »

C'est dans cet esprit que le projet échelonne, sur un laps de temps prolongé,

(1) VON BREMEN, *Die Preussische Volksschule*, p. 391.

(2) Loi du 2 mai 1883, § 21.

(3) Loi du 10 août 1912, art. 7 et 8.

les appels successifs adressés au sentiment du devoir et à la raison des parents. Et lorsque le mauvais vouloir persistant du père de famille nécessite enfin l'application de sanctions pratiques, ces sanctions ne dépassent jamais les limites d'une patiente modération : ce sont d'abord des moyens de contrainte morale, la réprimande et l'affichage ; c'est ensuite, et seulement en tout dernier ressort, l'amende, — une amende qui sera le plus souvent minime et qui ne pourra jamais excéder un maximum de 10 francs.

Il n'est pas sans intérêt de faire ici un rapprochement avec les systèmes adoptés à l'étranger, en matière de sanction de l'obligation scolaire.

En France, les absences sont signalées à la fin de chaque mois, par les chefs d'école, au maire et à l'inspecteur primaire, avec indication des motifs d'absence ; ces motifs sont soumis à une Commission municipale scolaire. Lorsqu'un enfant s'est absenté de l'école quatre fois dans le mois, sans justification admise par la Commission scolaire, la personne responsable de l'éducation de l'enfant est invitée à comparaître devant la Commission, qui lui rappelle son devoir. En cas de non-comparution, comme en cas de récidive dans les douze mois, la commission ordonne l'affichage, à la porte de la mairie, des nom, prénoms et qualité de la personne responsable, avec l'indication du fait relevé contre elle. Enfin, s'il y a nouvelle récidive, une plainte est adressée au juge de paix, qui pourra prononcer les peines de police prévues par le Code pénal. Ces peines peuvent aller jusqu'à un emprisonnement de cinq jours au plus (1).

La législation anglaise permet aux autorités locales d'édicter des règlements (bye-laws) sanctionnant l'obligation scolaire d'amendes qui peuvent aller jusqu'à 20 shillings (2).

Aux termes de la loi néerlandaise, les enfants d'âge scolaire sont, le cas échéant, portés d'office sur les registres de l'école. En cas de non-fréquentation régulière, l'inspecteur d'arrondissement adresse aux parents un avertissement écrit. S'il y a lieu, la personne responsable est convoquée devant la Commission scolaire qui renouvelle l'avertissement. Enfin, en cas d'infraction persistante, l'inspecteur d'arrondissement informe le ministère public, en vue des poursuites à exercer. Les infractions sont punissables suivant diverses distinctions, d'une amende qui peut atteindre le chiffre de 50 florins, ou d'un emprisonnement de sept jours au plus (3).

En Prusse, les sanctions sont établies par des dispositions spéciales qui diffèrent de province à province : elles consistent dans des peines d'amende et d'emprisonnement : les manquements à l'obligation scolaire sont assimilés aux contraventions et poursuivis comme telles (4).

En Bavière, le contrôle de la fréquentation scolaire est principalement confié à l'inspection locale constituée par une commission, dans la composition de laquelle entrent des représentants des autorités religieuse, civile et scolaire. Les absences sont signalées, tous les mois, à cette Commission qui

(1) Loi du 28 mars 1882, Art. 10 à 14.

(2) « Elementary Education Act » de 1900, art. 6.

(3) Loi du 7 juillet 1900, art. 18 et suiv., *Stantsblad*, n° 111.

(4) VON BREMEN, *Ibid.*, pp. 600 suiv.

examine les motifs d'excuse invoqués, et, le cas échéant, inflige les pénalités réglementaires. La première infraction ne donne généralement lieu qu'à un avertissement. En cas de récidive dans le courant de la même année scolaire, il est appliqué une amende de 10 à 15 pfennig. Si les parents persistent à ne pas envoyer leurs enfants à l'école, ils sont renvoyés devant le tribunal et passibles d'une peine maximum de huit jours d'emprisonnement ou de 45 marks d'amende (1).

La loi scolaire saxonne frappe les infractions à l'obligation scolaire d'une amende qui peut aller jusqu'à 10 thalers. Si l'amende n'est pas acquittée, elle est convertie en emprisonnement (2).

Au Danemark, lorsque, sans motif légal et sans que l'instituteur en soit averti, les enfants s'absentent de l'école, les parents sont condamnés, d'abord à une amende minime (12 öre, environ 16 centimes) pour chaque jour d'absence, durant un mois. Si l'absence se continue pendant plus d'un mois durant le semestre, l'amende est portée à 25 öre et à une couronne (fr. 1.39) par jour d'absence. Les amendes irrécouvrables sont remplacées par l'emprisonnement (3).

En Autriche, les mesures de contrainte sont fixées par la législation de chaque province : les moyens appliqués sont l'avertissement, l'amende, l'emprisonnement et, dans certains cas, la déchéance de l'autorité paternelle (4). Des dispositions analogues sont en vigueur en Hongrie (5).

La loi bulgare punit chaque absence non justifiée d'une amende de 20 à 50 centimes, qui est infligée par l'inspecteur scolaire départemental. En cas d'absence injustifiée de plus de 10 jours, les parents sont passibles d'une amende de 5 à 25 francs, appliquée par le Conseil scolaire départemental (6).

Bref, la plupart des législations comportent des dispositions analogues, et une application graduée des peines, depuis le simple avertissement jusqu'à l'amende et même, dans les cas d'insoumission persistante, jusqu'à l'emprisonnement.

*
* *

L'article 26 oblige les communes, où l'importance de la population le permet, d'organiser des classes spéciales pour les enfants arriérés ou anormaux. S'il y a lieu, des mesures d'exécution, concernant cette matière seront prises par arrêté royal. Le gouvernement ne manquera pas de porter sur cet objet une attention très précise : il s'efforcera, en guidant de ses conseils et en soutenant les initiatives, d'assurer sa part d'instruction à cette portion de l'enfance, qui appelle une sollicitude spéciale parce qu'elle est plus disgraciée.

L'article 27 règle les frais d'intérim, en cas de maladie des titulaires; en même temps, le bénéfice de la disposition, en ce qui concerne l'interven-

(1) E. STINGL. *Ibid.* p. 576 suiv.

(2) Loi du 26 avril 1875, art. 5.

(3) Loi du 29 mars 1904, art. 2.

(4) Loi du 2 mai 1883, § 24. Cf. "Burckhard. Volksschulgesetze, " passim.

(5) "L'Enseignement primaire en Hongrie", 1900, p. 73.

(6) Loi du 18 février 1909, art. 40.

tion de l'Etat, est étendu aux écoles adoptables sans distinction. Cette extension est dans l'ordre des idées générales du projet.

L'article 28 généralise la condition de diplôme, exigée du personnel enseignant adopté et adoptable. Mais il va de soi qu'une telle innovation n'est pas réalisable, d'une façon absolue, du jour au lendemain : d'une part, elle ne saurait aller sans un certain respect des situations acquises ; d'autre part, elle comporte nécessairement une période de transition pratique. C'est pourquoi, le projet prévoit la dispense définitive en faveur des instituteurs qui étaient en fonctions avant la mise en vigueur de la loi du 15 septembre 1893 et qui n'ont pas interrompu leurs services scolaires depuis cette époque. L'arrêté royal du 30 janvier 1912 admet les instituteurs de l'espèce au bénéfice des suppléments de traitement et la loi du 18 mai 1912 sur les pensions du personnel enseignant les admet au bénéfice de la pension.

Le projet permet, d'autre part, au gouvernement, après avoir pris connaissance des rapports et avis de l'inspection scolaire, de dispenser définitivement les instituteurs âgés de plus de 50 ans et comptant au moins 5 années de services. Le Gouvernement n'usera de cette faculté qu'en faveur des agents qui auront donné des preuves indiscutables de méthode, de savoir et d'expérience.

Une dispense provisoire de cinq ans est enfin accordée aux agents qui ne rentrent dans aucune des catégories précédentes.

Le même article impose, sous la même réserve, du respect des situations acquises, la condition de nationalité aux membres du personnel des écoles soumises à l'inspection de l'Etat et subsidiées par lui.

C'est la loi du 1^{er} juillet 1879 qui, pour la première fois, a imposé en termes formels la condition de nationalité aux instituteurs communaux. Il fut entendu, alors également, que les situations acquises seraient respectées. « Je n'hésite pas à déclarer, disait M. Van Humbeeck, en séance du 5 juin 1879, que les instituteurs nommés sous l'empire de la loi de 1842 dans des conditions que l'on pourrait croire légales, bien qu'il y eût un certain doute à cet égard, n'ont pas à craindre d'être dépossédés de la situation qui leur a été acquise sous l'empire de cette loi : » Et, en réponse à une question formelle de M. De Lantsheere : « Les étrangers seraient donc maintenus en fonctions ? » M. Van Humbeeck répondit : « Oui, les étrangers nommés régulièrement sous l'empire de la loi de 1842. »

*
* *

Sauf l'extension de l'inspection à toutes les écoles soumises au régime de la présente loi, le texte de l'article 34 ne fait que reprendre les dispositions essentielles de l'article 23, n° 2°, du projet de loi sanitaire dont les Chambres législatives ont été saisies par le Ministre de l'intérieur (1).

Dans l'exposé des motifs du projet de loi sanitaire, mon honorable collègue, M. Berryer, invoque à l'appui de l'organisation du service de l'inspection médicale scolaire les considérations ci-après auxquelles je ne puis que me rallier entièrement :

(1) *Document parlementaire*, n° 25 (session 1911-1912).

» En ce qui touche l'hygiène des établissements d'enseignement primaire, le règlement du 25 novembre 1874 dispose que le choix de l'emplacement des écoles communales est soumis à l'approbation de l'autorité supérieure. Il en est de même des plans de l'école et de ses dépendances.

» Un programme pour la construction et l'ameublement des écoles a été arrêté par le Gouvernement le 27 novembre 1874, et modifié par instruction ministérielle du 14 mars 1892. Des plans-types, ainsi que des modèles de devis et de cahier de charges s'y trouvent annexés.

» Tous les projets concernant la construction, l'amélioration et l'agrandissement des locaux d'école, ainsi que tous ceux relatifs à l'acquisition de mobilier scolaire, ont été, jusqu'au début de l'année 1906, examinés par l'inspecteur général du service de santé civil et de l'hygiène. Un arrêté royal du 29 avril 1902 a créé, au Ministère des Sciences et des Arts, un emploi d'agent contrôleur des projets de constructions scolaires.

» D'autre part, la surveillance des travaux de construction et la réception des matériaux ont lieu collectivement par les délégués des administrations provinciales et communales et par les conducteurs du Ministère de l'agriculture et des travaux publics.

» La première condition requise par la loi pour qu'une école puisse être adoptée par la commune, c'est qu'elle soit installée dans un local convenable. L'existence de cette condition est constatée par le questionnaire prévu par la circulaire ministérielle du 1^{er} octobre 1895 et qui renferme, à ce sujet, des demandes relatives à la situation de l'école, au nombre et à la capacité des classes, à l'aération des locaux, etc.

» Les inspecteurs cantonaux sont tenus de visiter les locaux des écoles privées dès qu'ils ont reçu avis de l'adoption de celles-ci, et ils doivent s'assurer que les conditions imposées par la loi se trouvent toutes réunies.

» L'article 19 de la loi sur l'enseignement primaire dispose qu'aucune école primaire privée ne peut être subsidiée par l'Etat, par la province ou par la commune, si elle ne réunit les conditions requises pour l'adoption.

» L'instituteur a l'obligation de veiller à la conservation du bâtiment et du matériel de l'école. Les commissaires d'arrondissement et les inspecteurs de l'enseignement primaire doivent, dans leurs tournées, s'assurer du bon état d'entretien des locaux.

» Les écoles adoptées sont soumises au contrôle de l'autorité communale.

» Les écoles communales, adoptées et subsidiées, sont toutes soumises à la surveillance de l'inspection de l'enseignement primaire.

» Les inspecteurs ont mission de surveiller la propreté des locaux scolaires.

» Dans leurs rapports, ils doivent faire connaître les mesures prises pour prévenir et combattre les affections contagieuses, ainsi que celles relatives à l'hygiène en général (circulaire du 17 septembre 1896).

» L'Administration de l'enseignement primaire s'est préoccupée, en effet, depuis de longues années déjà, de protéger la santé des écoliers, spécialement au point de vue des affections contagieuses qui se propagent si aisément et si fréquemment au sein des écoles.

» Le règlement-type des écoles primaires communales, approuvé par arrêté royal du 1^{er} mai 1887, renouvelant une prescription déjà insérée dans le règlement du 15 octobre 1846, porte que, si les médecins des pauvres reçoivent un traitement du bureau de bienfaisance ou de la commune, le règlement pourra contenir la disposition suivante :

« Les médecins des pauvres sont tenus de visiter les écoles publiques en cas d'épidémie; et hors le cas d'épidémie, au moins une fois par mois.

» A la suite de chaque visite, ils adressent au collège des bourgmestre et échevins un rapport sur l'état sanitaire des élèves.

» Les élèves reconnus atteints d'une maladie contagieuse sont renvoyés à leurs parents et ne peuvent rentrer à l'école qu'après avoir obtenu du médecin un certificat qui constate leur parfaite guérison. »

« A diverses reprises, notamment par circulaire du 17 septembre 1896 et du 8 octobre 1901, le département des Sciences et des Arts a invité les inspecteurs de l'enseignement primaire à user de leur influence auprès des administrations communales pour qu'elles engagent les médecins du bureau de bienfaisance à faire de nombreuses visites dans les écoles.

» Il n'a été donné suite à ces recommandations que dans une mesure excessivement limitée, et cela se conçoit aisément. Dans la grande majorité des communes, les médecins du bureau de bienfaisance sont insuffisamment rémunérés. Dans les grands centres, ces praticiens sont trop occupés : les devoirs de leur charge, leurs obligations professionnelles ne leur permettent pas de se consacrer d'une manière suffisante à une surveillance qui, pour être exercée convenablement, demande un temps assez considérable.

» Aussi quelques administrations communales ont-elles cru préférable d'organiser, pour cet objet, un service complètement distinct de celui de la bienfaisance.

» Dès 1874, la ville de Bruxelles, qui venait de créer un bureau d'hygiène, chargea six médecins de l'inspection médicale de ses écoles.

» Un service similaire fut instauré à Anvers, en 1882, et, depuis lors, il fut également organisé dans certaines grandes villes, notamment à Gand, Liège, Bruges, Charleroi, Louvain, Namur, Seraing, Verviers, etc., ainsi que dans les communes de l'agglomération bruxelloise.

» Des localités d'importance secondaire, telles que Beyne-Heusay, Ougrée, Bressoux, Houdeng-Aimeries, Herstal, Jumet, Montegnée, Forêt, Laroche, Sprimont, Wandre, Retinne, Marchin, Jemeppe-sur-Meuse, Grivegnée, Engis, Saint-Pierre Capelle, etc., ont, dans ces derniers temps, suivi cet exemple.

» Mais, dans la très grande majorité des communes, le service n'existe pas ou, s'il a été créé, est plutôt rudimentaire.

» Cette importante lacune de notre organisation sanitaire a, depuis longtemps déjà, attiré l'attention des hygiénistes et du personnel enseignant. La question a été fréquemment discutée dans les Congrès d'hygiène ou d'enseignement, notamment à Bruxelles en 1880 et en 1904, à Vienne en 1887, à Nuremberg en 1904, à Berlin en 1907, etc.

» Le Congrès de l'enseignement de 1880 a émis le vœu « que le Gouverne-

ment belge prenne l'initiative d'établir dans tout le pays, à l'exemple de ce qui se fait à Bruxelles, une statistique hygiénique dans les écoles, pour mettre en lumière l'influence des écoles publiques sur la santé des enfants ».

» D'autre part, à la suite des nombreuses constatations insérées dans les rapports des Commissions médicales, l'Académie de médecine depuis 1892 et le Conseil supérieur d'hygiène depuis 1890 ont, à de multiples reprises, signalé les résultats fâcheux, pour la santé des écoliers et l'hygiène publique en général, de l'absence d'un service d'inspection médicale scolaire, et ils ont en même temps fait ressortir la haute importance de cette inspection ainsi que son influence sur tout l'avenir des enfants.

» Un service d'inspection [médicale des écoles] fonctionne dans un très grand nombre de villes étrangères, même en l'absence de loi qui en impose l'institution aux municipalités.

» En outre, diverses dispositions légales existent, à l'étranger, sur la matière; citons les suivantes :

» En Hongrie, en vertu de la loi du 8 avril 1876, les écoles sont, au point de vue sanitaire, placées sous la surveillance de la municipalité qui s'en acquitte, sous la direction et le contrôle de l'autorité administrative, par son médecin officiel et par des fonctionnaires spéciaux.

» En France, d'après la loi du 50 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire, l'inspection des établissements d'instruction primaire publics ou privés est exercée, au point de vue médical, par des médecins-inspecteurs communaux ou départementaux.

» En Roumanie, le médecin des villes est chargé, par la loi du 14 juin 1895, de la visite des écoles.

» L'inspection médicale est organisée, en Norvège, par la loi de 1896 concernant l'enseignement.

» En Angleterre, l'Education Act de 1907 impose aux autorités locales d'enseignement, l'obligation de pourvoir à l'inspection médicale des enfants au moment de leur admission dans une école primaire publique et aussi souvent que le Board of Education l'exige.

» En Ecosse, l'Education Act de 1908 dit que tout bureau d'école doit, lorsqu'il en est requis par le département de l'enseignement, pourvoir à l'inspection médicale scolaire dans la mesure indiquée par ce département.

» En Allemagne, il existe des ordonnances sur la matière dans plusieurs des États confédérés.

» De même, en Suisse, plusieurs cantons ont édicté des dispositions à ce sujet. L'arrêté du Conseil d'État du canton de Fribourg, en date du 20 janvier 1900, stipule que l'inspection s'effectue par des médecins désignés par le Conseil d'État.

» En Autriche, l'inspection médicale scolaire est organisée par l'État et les médecins-inspecteurs sont nommés par l'Autorité centrale.

» A mesure que les progrès des sciences médicales et de la pédagogie faisaient ressortir davantage la nécessité de travailler au développement simultané des facultés intellectuelles et physiques des écoliers, le champ de l'inspection médicale des écoles s'est notablement élargi.

» Primitivement, le souci principal était d'établir et de maintenir les locaux dans des conditions irréprochables de salubrité, et puis d'éviter la propagation des affections transmissibles dans et par l'école. Les médecins-inspecteurs ont été, en outre, chargés de pratiquer la vaccination des écoliers.

» Leur mission a été étendue, dans la suite, à l'examen périodique des élèves au point de vue de leur état de santé, de leurs prédispositions à certaines affections ou à certaines lésions ou infirmités congénitales ou accidentelles, principalement en ce qui concerne les fonctions visuelles. De la constatation du mal à la mise en usage d'un traitement préventif approprié, il n'y avait qu'un pas et l'on n'a pas tardé à le franchir.

» La question a été discutée, d'une manière approfondie, par le Congrès international d'hygiène, réuni à Bruxelles, en 1905; par la Société royale de médecine publique, en 1905 et par le VII^e Congrès national de médecine professionnelle, tenu à Charleroi en 1911.

» La loi ne peut évidemment entrer dans tous les détails d'organisation du service; ceux-ci doivent plutôt être fixés par voie d'arrêtés et d'instructions réglementaires.

» Aussi le texte de l'article 25 se borne-t-il à consacrer le principe de l'obligation. L'expression « inspection médicale scolaire » indique suffisamment que l'obligation ne comprend pas uniquement la surveillance des bâtiments d'école, mais également l'inspection des élèves.

» Le projet stipule que l'inspection médicale comportera, indépendamment de l'examen des élèves au moment de leur entrée à l'école, au moins une visite par mois. Ce minimum a été adopté eu égard à la situation des petites communes rurales.

» Il va de soi que, même dans ces localités, en cas d'apparition d'épidémie, les visites devraient être plus fréquentes : il est permis d'espérer que les administrateurs communaux le comprendront et prévoiront le cas dans les dispositions qu'ils devront prendre. »

Il est essentiel d'organiser le contrôle de l'État en cette matière. C'est ce que prévoit le dernier alinéa de l'article 51 en stipulant qu'après chaque visite, le médecin-inspecteur adressera au bourgmestre un rapport, dont copie sera transmise à l'inspection d'hygiène et à l'inspection de l'enseignement de la circonscription.

Le bon fonctionnement de l'inspection médicale scolaire exige, en effet, la collaboration des hommes d'école et des médecins.

Il en résulte que l'organisation et la surveillance de ces services doivent être assurés par le concours des autorités scolaires et des autorités sanitaires.

Les règlements et instructions sur la matière seront, en conséquence, arrêtés par le département des Sciences et des Arts après avoir pris l'avis du département de l'Intérieur; le département de l'Intérieur, de son côté, transmettra au département des Sciences et des Arts les observations qu'aura suggérées aux inspecteurs d'hygiène la surveillance des mesures d'application de ces règlements et instructions.

L'article 32, enfin, autorise le Gouvernement à instituer, en matière disciplinaire, des Conseils d'appel analogues à ceux qui ont été récemment établis au département des Chemins de fer et au département des Finances (1).

IV. — CONCLUSION GÉNÉRALE DE L'EXPOSÉ DES MOTIFS.

En résumé, le projet consacre les réformes suivantes :

1^o Il décrète, sous réserve d'une courte période transitoire, la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de 14 ans.

2^o Il améliore, par l'institution d'un 4^e degré à tendances professionnelles, les conditions pédagogiques de l'enseignement primaire.

3^o Il consolide, en les inscrivant dans la loi organique et en les augmentant encore, les améliorations apportées au barème des traitements des instituteurs au moyen du crédit de quatre millions.

4^o Il étend aux instituteurs adoptables, dans les conditions où la loi organique en fait bénéficier les instituteurs adoptés, le nouveau barème.

5^o Il généralise la gratuité; il garantit à tous les enfants, sans distinction d'écoles, l'octroi gratuit des fournitures classiques et, éventuellement, le bénéfice des œuvres de soupe scolaire, de réfectoires scolaires, de colonies scolaires, etc.

6^o Il généralise l'inspection médicale scolaire.

7^o Donnant des garanties nouvelles aux parents qui préfèrent les écoles adoptées ou adoptables, il donne également des facilités nouvelles à ceux qui préfèrent l'enseignement officiel proprement dit.

En libellant les dispositions du projet, le Gouvernement ne s'est inspiré d'aucune préoccupation exclusive. Il a préféré, dans les controverses que soulèvent les problèmes scolaires, chercher ce qui rapproche plutôt que ce qui creuse davantage les séparations.

Le Gouvernement se permet d'insister pour que les Chambres législatives se livrent à un prompt examen du projet. Le barème des traitements doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1914. Il importe que les communes puissent dresser leurs budgets en conséquence.

D'autre part, il convient que les différents pouvoirs soient promptement fixés sur les modalités de la scolarité obligatoire, afin de prendre, en temps utile, les mesures nécessaires pour recevoir dans les écoles les nombreux enfants qu'elle doit y amener.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

P. POULLET.

(1) Arrêté ministériel du 28 mars 1912.

PROJET DE LOI

décétant l'instruction obligatoire et apportant des modifications à la loi organique de l'enseignement primaire

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom, aux Chambres législatives, par Notre Ministre des Sciences et des Arts :

TITRE I^{er}.

De l'obligation scolaire.

ARTICLE PREMIER.

Les chefs de famille sont tenus de faire donner ou de donner à leurs enfants une instruction primaire convenable conformément aux dispositions de la présente loi.

Ils s'acquittent de cette obligation :

1^o En faisant instruire leurs enfants

ONTWERP VAN WET.

tot invoering van leerplicht et wijziging van de wet op het lager onderwijs.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN

WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud vo'gt zal in Onzen Naam, door Onzen Minister van Wetenschappen en Kunsten aan de Wetgevende Kamers, voorgelegd worden :

TITEL I.

Van den schoolplicht.

ARTIKEL EEN.

De gezinshoofden zijn verplicht aan hunne kinderen, overeenkomstig het bij deze wet bepaalde, voldoende lager onderwijs te verstrekken of te doen verstrekken.

Deze verplichting wordt door hen nageleefd :

1^o Door hunne kinderen op eene

dans une école publique ou privée du degré primaire ou moyen ;

2° En les faisant instruire à domicile.

ART. 2.

L'obligation stipulée à l'article précédent est suspendue :

1° Lorsqu'il n'y a pas d'école au lieu de résidence de l'enfant ou dans un rayon de quatre kilomètres de cette résidence.

2° Lorsque les parents ou tuteurs opposent des griefs de conscience à l'envoi de leurs enfants dans toute école située dans un rayon de quatre kilomètres de leur résidence.

3° Lorsque les parents ou tuteurs n'ont aucun résident fixe.

4° Lorsque l'enfant est atteint d'infirmités physiques ou intellectuelles entraînant l'incapacité de fréquenter l'école primaire, ou les classes pour enfants anormaux établies dans la localité.

ART. 5.

L'obligation s'étend sur une période de huit années. Cette période commence après les vacances d'été de l'année pendant laquelle l'enfant accomplit sa sixième année et se termine après que l'enfant a consacré huit années aux études.

Le début des études peut être retardé d'une année, au gré des chefs de famille.

ART. 4.

Par mesure transitoire, l'obligation ne s'étendra, pour les enfants nés avant le 1^{er} janvier 1905, que sur une

openbare of private school van den lagere of den middelbaren graad te plaatsen ;

2° Door hun huisonderwijs te verstrekken.

ART. 2.

De bij vorenstaand artikel opgelegde verplichting is geschorst :

1° Wanneer er, ter verblijfplaats van het kind of binnen den afstand van vier kilometer van die verblijfplaats geene school bestaat ;

2° Wanneer de ouders of voogden tegen het plaatsen van hunne kinderen op alle binnen den afstand van vier kilometer van hun verblijfplaats gelegen school, gewetensbezwaren aanvoeren.

3° Wanneer de ouders of voogden eene vaste woonplaats missen ;

4° Wanneer het kind wegens gebrekkelijkheid of zwakzinnigheid ongeschikt is voor het bezoeken van de lagere school of van de in de plaats gevestigde klassen voor abnormale kinderen.

ART. 5.

De verplichting strekt zich uit over een achtjarig tijdvak. Dit tijdvak gaat in na het zomerverlof van het jaar waarin het kind den leeftijd van zes jaren bereikt en eindigt wanneer het kind acht jaren aan studie gewijd heeft.

De aanvang der studiën mag een jaar vertraagd, naar goedvinden van de gezinshoofden.

ART. 4.

Bij overgangsmaatregel, strekt de verplichting, voor de vóór 1 Januari 1905 geboren kinderen zich slechts

période de six années, et, pour les enfants nés en 1905 et en 1906, que sur une période de sept années.

ART. 5.

Il est institué un certificat d'études primaires, dont la forme et les conditions de délivrance sont réglées par arrêté royal.

Ceux qui à partir de l'âge de 15 ans révolus auront obtenu le certificat d'études primaires sont dispensés du temps de scolarité obligatoire qui leur restait à passer.

ART. 6.

Les chefs de famille qui font instruire leurs enfants dans une école sont tenus de veiller à ce que ceux-ci suivent régulièrement les cours, c'est-à-dire, n'en soient absents sans motif légitime pendant plus de trois demi-journées scolaires par mois.

Les seuls motifs réputés légitimes sont les suivants : maladie de l'enfant, décès d'un membre de la famille, empêchement résultant de la difficulté accidentelle des communications. Les autres circonstances exceptionnellement invoquées seront appréciées par l'inspection scolaire, et, éventuellement par le juge de paix.

ART. 7.

Dans les écoles soumises à l'inspection de l'Etat, deux cent trente-cinq jours au moins doivent être consacrés à l'enseignement.

Les administrations communales et les directions des écoles soumises à l'inspection de l'Etat peuvent, sous

uit over een tijdvak van zes jaren en, voor de in 1905 en 1906 geboren kinderen, over een tijdvak van 7 jaar.

ART. 5.

Er wordt een bewijs van lagere studiën ingesteld, waarvan de vorm en de voorwaarden van uitreiking bij Koninklijk besluit zijn geregeld.

Zij die bij het bereiken van den dertienjarigen leeftijd het bewijs van lagere studiën bekomen hebben, worden ontheven van den verplichten leertijd welken zij nog moesten uitdoen.

ART. 6.

De gezinshoofden die hunne kinderen op eene school plaatsen zijn er toe gehouden te zorgen dat deze geregeld de lessen volgen, dit is, niet zonder billijke reden meer dan drie halve schooldagen per maand afwezig blijven.

De eenig geldig geachte redenen zijn de navolgende : ongesteldheid van het kind, overlijden van een familielid, belet wegens toevallige moeilijke gemeenschap. Over de verdere uitzonderlijk aangevoerde omstandigheden zal het schooltoezicht en, desgevallende, de vrede-rechter oordeelen.

ART. 7.

In de onder Staatstoezicht staande scholen, dienen ten minste twee honderd vijf-en-dertig dagen aan het onderwijs gewijd.

De gemeentebesturen en de besturen van de onder Staatstoezicht staande scholen mogen, onder goed-

l'approbation de l'inspection scolaire, arrêter un règlement établissant dans quelles conditions les chefs d'écoles ont le droit d'accorder aux élèves du troisième et, sous la réserve ci-dessus indiquée, aux élèves du quatrième degré, des congés pour participer aux travaux saisonniers.

Ces congés sont octroyés par écrit.

Ils ne peuvent excéder annuellement un total de trente-cinq jours pleins ni être accordés aux élèves du 4^e degré, là où cet enseignement est organisé sur la base du demi-temps.

ART. 8.

Tous les ans, dans la seconde quinzaine du mois d'août, les administrations communales délivrent à l'inspecteur cantonal de l'enseignement primaire la liste des enfants d'âge scolaire.

Dans la première quinzaine de septembre, les inspecteurs cantonaux adressent, par la poste, à chacun des chefs de famille intéressés un avertissement lui rappelant les obligations qui pèsent sur lui en vertu de la présente loi. Il y ajoute autant de cartes que ce chef de famille a d'enfants d'âge scolaire.

Si les chefs de famille font instruire leurs enfants dans une école primaire, les cartes sont renvoyées à l'inspecteur cantonal par l'intermédiaire du chef d'école, après que celui-ci aura attesté par sa signature que l'enfant suit les cours de l'établissement qu'il dirige.

keuring vanwege het schooltoezicht, eene verordening opmaken tot regeling van de voorwaarden waaronder de schoolhoofden gerechtigd zijn van de leerlingen uit den derden graad, en, onder hooger aangegeven voorbehoud, aan de leerlingen uit den vierden graad, verlof te verleenen ten behoeve van de werkzaamheden welke het jaargetijde medebrengt.

Die verloven worden schriftelijk verleend.

Zij mogen niet meer dan vijftien-dertig volle dagen per jaar bedragen, noch verleend worden aan de leerlingen uit den vierden graad, daar waar dit onderwijs op den grondslag van halven tijd ingericht is.

ART. 8.

Ieder jaar, in de tweede helft der maand Augustus, stellen de gemeentebesturen den kantonalen opziener van het lager onderwijs de lijst ter hand van de kinderen in de schooljaren.

In de eerste helft van September, richten de kantonale opzieners, over de post, tot het hoofd van elk belanghebbend gezin eene waarschuwing waarbij gewezen op de verplichtingen welke hem op den grond van deze wet zijn opgelegd. Hij voegt er zooveel kaarten bij als dit gezin kinderen in de schooljaren telt.

Plaatsen de gezinshoofden hunne kinderen op eene lagere school, dan worden de kaarten den kantonalen opziener teruggezonden door bemiddeling van het schoolhoofd, nadat dit met zijne handteekening bevestigd heeft dat het kind de lessen op de door hem bestuurde inrichting volgt.

S'il fait instruire ses enfants à domicile, le chef de famille renvoie lui-même la carte à l'inspecteur, après avoir attesté par sa signature qu'il instruit ou fait instruire l'enfant à domicile.

Un arrêté royal règle la forme et la teneur des avertissements aux chefs de famille et des cartes.

ART. 9.

Les cartes doivent être renvoyées à l'inspecteur cantonal avant le 15 octobre.

L'inspecteur cantonal adresse, par la poste et sous pli recommandé, aux chefs de famille n'ayant pas répondu, un duplicata de l'avertissement et des cartes.

Si, dans la quinzaine de ce second envoi, il n'a pas été répondu, l'inspecteur cantonal dénonce au juge de paix le chef de famille qui se trouve en défaut de remplir l'obligation lui imposée en vertu de l'article 1^{er}.

ART. 10.

Tous les deux mois, les chefs d'école transmettent à l'inspecteur cantonal la liste des élèves qui, sans excuse valable, n'ont pas régulièrement suivi les classes aux termes de l'article 7 de la présente loi.

L'inspecteur cantonal fait connaître aux chefs de famille négligents qu'en cas de récidive, au cours de la même année scolaire, ils seront dénoncés au juge de paix.

Verstrekt het zijne kinderen huis-onderwijs, dan zendt het gezinshoofd zelf de kaart terug tot den opziener na met zijne handteekening bevestigd te hebben dat hij aan het kind huisonderwijs verstrekt of verstrekken doet. }

Vorm en inhoud van de waarschuwingen tot de gezinshoofden en van de kaarten worden bij koninklijk besluit geregeld.

ART. 9.

De kaarten dienen den kantonalen opziener voor 15 October teruggezonden.

Aan gezinshoofden die niet geantwoord hebben zendt de kantonale opziener, over de post en onder aangeteekend overslag, een dubbel van de waarschuwing en de kaarten.

Wordt binnen vijftien dagen, niet op deze tweede zending geantwoord, dan klaagt de kantonale opziener bij den vrederechter het gezinshoofd aan dat in gebreke bleef de hem op grond van artikel één opgelegde verplichting na te komen.

ART. 10.

Om de twee maanden, zenden de schoolhoofden aan den kantonalen opziener de lijst der leerlingen die zonder geldige verontschuldiging de school niet geregeld bezocht hebben luidens artikel 7 dezer wet.

De kantonale opziener laat den nalatigen gezinshoofden weten dat zij, bij hervalling binnen hetzelfde schooljaar bij den vrederechter zullen aangeklaagd worden.

ART. 11.

Les chefs de famille négligents dénoncés en vertu des articles 9 et 10 de la présente loi sont convoqués devant le juge de paix, qui usera de tous les moyens de persuasion pour amener les intéressés à l'accomplissement de leur devoir.

En cas de récidive dans les douze mois qui suivront le premier avertissement, le juge de paix appliquera aux chefs de famille négligents la peine de l'affichage.

Dans le même cas, s'il y a mauvais vouloir évident, il prononcera une amende de 1 à 10 francs.

Toutefois, il sera sursis à l'exécution du jugement condamnant à l'amende, pendant un délai de deux mois à compter de la date du jugement.

La condamnation sera considérée comme non avenue si, pendant ce délai, le condamné ne récidive pas en matière scolaire ou n'encourt aucune autre condamnation quelconque.

TITRE II.

Programme de l'enseignement primaire 4^e degré.

ART. 12.

Les alinéas 1, in fine, et 2 de l'article 4 de la loi du 20 septembre 1884-15 septembre 1895 sont rédigés comme suit :

Elle comprend, de plus, pour les filles, le travail à l'aiguille, l'économie domestique et les travaux de ménage, et, pour les garçons, des

ART. 11.

De op grond van de artikelen 9 en 10 dezer wet aangeklaagde nalatige gezinshoofden worden opgeroepen voor den vrederechter die alle overtuigingsmiddelen zal aanwenden om den belanghebbende tot nakoming van zijn plicht te bewegen.

Bij hervalling, binnen twaalf maanden na deze eerste waarschuwing, zal de vrederechter op de nalatige gezinshoofden de straf der uithanging toepassen.

In hetzelfde geval zal hij, zoo er blijkbaar slechte wil op het spel is, in eene geldboete van een tot 10 fr. verwijzen.

De tenuitvoerlegging van het vonnis tot verwijzing in eene geldboete, zal echter uitgesteld worden voor een termijn van twee maanden te rekenen van den datum van het vonnis.

De veroordeeling wordt als niet bestaande beschouwd, zoo gedurende dit tijdsbestek, de veroordeelde niet hervalt in schoolzaken of geene andere veroordeeling oploopt.

TITEL II.

Leerplan van het lager onderwijs 4^{de} graad.

ART. 12.

Leden 1, slot, en 2 van artikel 4 der wet van 20 September 1884-15 September 1895 werden als volgt opgesteld :

Het omvat, daarenboven, voor de meisjes, het naaldenwerk, de huishoudkunde en de huishoudwerken, en, voor de jongens, begrippen

notions d'agriculture dans les communes rurales et des notions de sciences naturelles dans les autres communes.

Ce programme sera progressivement complété par l'enseignement de matières à tendances pratiques, qui formeront un degré d'études complémentaires, préparatoire à la formation technique et professionnelle des jeunes gens.

Les grandes lignes du programme du 4^e degré sont fixées par arrêté royal. Elles seront adaptées aux nécessités locales par les règlements particuliers que les communes et les directions d'écoles adoptables et adoptées pourront édicter.

ART. 13.

Le 4^e degré ou les cours de perfectionnement à tendances professionnelles prévus à l'article précédent seront, dans un délai de 5 ans à partir de la promulgation de la présente loi, organisés dans toutes les communes du royaume.

Au besoin, le régime du demi-temps pourra être établi. En cas de nécessité également, deux ou plusieurs communes pourront être autorisées, par arrêté royal, à se réunir pour l'organisation en commun du degré complémentaire.

TITRE III.

Traitement des instituteurs

ART. 14.

L'article 13 de la loi organique est remplacé par la disposition suivante :

van landbouw in de landelijke gemeenten en begrippen van natuurlijke wetenschappen in de andere gemeenten.

Dit leerplan zal trapsgewijze aangevuld worden door het onderwijs in vakken met practische strekking, welke een aanvullenden studiegraad zullen uitmaken als voorbereiding tot de technische vorming en de beroepsvorming der jonge lieden.

De groote lijnen van het leerplan van den 4^e graad worden bij koninklijk besluit vastgesteld. Zij worden aan de plaatselijke behoeften aangepast door bijzondere reglementen welke de gemeenten en de besturen van aanneembare en aangenomen scholen mogen uitvaardigen.

ART. 13.

De 4^e graad of de onder vorenstaand artikel voorziene leergangen voor voortgezet onderwijs met beroepsstrekking, zullen binnen den tijd van 5 jaar te rekenen van de afkondiging van deze wet, in al de gemeenten des Rijks ingericht worden.

Desnoods mag het halvetijdstelsel worden ingevoerd. Insgelijks kunnen, in geval van noodzakelijkheid, twee of meer gemeenten, bij koninklijk besluit er toe gemachtigd worden gezamenlijk den aanvullenden graad in te richten.

TITEL III.

Wedde der onderwijzers.

ART. 14.

Artikel 13 van de regelingswet wordt door involgende bepaling vervangen :

Le conseil communal fixe le traitement des instituteurs communaux, qui comprendra nécessairement les éléments suivants :

1^o Un traitement de base de 1,200 francs pour les instituteurs et de 1,100 francs pour les institutrices ;

2^o Une indemnité de résidence fixée comme suit :

Dans les communes de 5000 habitants et moins, 150 francs ;

Dans les communes de 5001 à 40,000 habitants, 200 francs ;

Dans les communes de 40,001 à 100,000 habitants, 300 francs ;

Dans les communes de plus de 100,000 habitants, 400 francs.

Cette indemnité sera doublée :

a) Pour les instituteurs mariés ;

b) Pour les instituteurs et les institutrices chefs d'école.

Les communes sont classées d'après la population de droit constatée par le dernier recensement décennal.

Lorsqu'une commune de plus de 5,000 habitants est composée de deux ou plusieurs sections bien distinctes, le Roi peut, sur la proposition du conseil communal, la députation permanente entendue, décider que l'indemnité de résidence à accorder aux instituteurs d'une ou plusieurs de ces sections sera fixée d'après la population de la section dans laquelle est établie l'école.

N'ont pas droit à l'indemnité de résidence, les instituteurs et les institutrices qui ont la jouissance d'un logement scolaire.

Lorsque le mari et la femme sont attachés à une école de la même commune, ils ne peuvent prétendre

De gemeenteraad stelt de wedde van de gemeentelijke onderwijzers vast, welke noodzakelijk zal bestaan uit :

1^o Eene aanvangswedde van 1,200 frank voor de onderwijzers en van 1,100 frank voor de onderwijzeressen.

2^o Eene als volgt bepaalde vergoeding wegens verblijf :

In de gemeenten met 5,000 inwoners en minder, 150 frank ;

In de gemeenten met 5,001 tot 40,000 inwoners, 200 frank ;

In de gemeenten met 40,001 tot 100,000 inwoners, 300 frank ;

In de gemeenten met meer dan 100,000 inwoners, 400 frank.

Die vergoeding wordt op het dubbel gebracht.

a) voor de gehuwde onderwijzers ;

b) voor de onderwijzers en onderwijzeressen die schoolhoofden zijn.

De gemeenten worden gerangschikt naar het cijfer der bevolking, vastgesteld door de laatste tienjaarsche volksopstelling.

Wanneer eene gemeente van meer dan 5,000 inwoners uit twee of meer wel onderscheiden wijken bestaat, mag de Koning, op voorstel van den gemeenteraad, de Bestendige Deputatie gehoord, beslissen dat de vergoeding wegens verblijf te verleenen aan de onderwijzers van een of meer dezer wijken, zal worden vastgesteld naar de bevolking der wijk waar de school gelegen is. Hebben geene aanspraak op de vergoeding wegens verblijf de onderwijzers en onderwijzeressen die woning in de school genieten.

Waar man en vrouw op eene school van dezelfde gemeente werkzaam zijn, kunnen zij maar aan-

qu'à un seul logement ou à une seule indemnité de résidence.

Les qualifications de sous-instituteur et de sous-institutrice sont supprimées.

ART. 15.

L'art. 14, § 1 à 4, de la loi organique est remplacé par la disposition suivante :

A. — Le traitement des membres du personnel enseignant des écoles adoptées est à la charge des communes.

B. Le traitement des membres du personnel enseignant des écoles adoptables est à la charge des directions de ces écoles.

C. — Sauf la réserve formulée à l'alinéa D ci-après, ce traitement ne peut, si les agents sont diplômés ou dispensés de l'examen, être inférieur aux taux résultant des articles 13 et 15.

D. — Le traitement des agents non mariés et vivant en commun qui exercent leurs fonctions dans les écoles adoptées et adoptables est réglé par les conventions librement débattues entre les directions de ces écoles et ces instituteurs.

Toutefois, lorsque ces instituteurs sont diplômés ou dispensés, l'État accordera aux communes et aux directeurs d'écoles adoptables le subside de 50 francs par période biennale ou triennale d'années de services prévus à l'art. 15, litt. F.

spraak maken op eene enkele woning of op eene enkele vergoeding wegens verblijf.

De benamingen hulponderwijzer en hulponderwijzeres zijn afgeschaft.

ART. 15.

Leden 1 tot 4 van artikel 14 der regelingswet worden door navolgende bepaling vervangen :

A. — Wedde der leden van het leerpersoneel deraangenomen scholen valt ten laste van de gemeenten.

B. — Wedde der leden van het leerpersoneel der aanneembare scholen valt ten laste van de besturen dier scholen.

C. — Onder beding van het in onderstaand lid D gemaakte voorbehoud, mag die wedde, zoo de bedienden gediplomeerd zijn of van het examen ontslagen, niet beneden het uit de artikelen 13 en 15 voortvloeiende bedrag blijven.

D. — De wedde van de ongehuwde en in gemeenschap levende bedienden, die hun ambt waarnemen in de aangenomen en aanneembare scholen, wordt geregeld door de vrijelijk tusschen de besturen dier scholen en die onderwijzers besproken overeenkomsten.

Wanneer echter die onderwijzers gediplomeerd zijn of van het examen ontslagen, zal de Staat aan de gemeenten en aan de besturen van aanneembare scholen de onder artikel 15 litt. F voorziene toelagen van 50 frank per twee- of driejarig tijdvak verleen.

ART. 16.

Il est ajouté à la loi organique, un article 14bis ainsi conçu :

A l'effet de permettre aux communes où le produit d'un centime additionnel au principal des contributions directes ne dépasse pas 500 francs, et aux directions d'écoles adoptables, de payer les minima de traitement mis respectivement à leur charge par les articles 15-A.B.C., il sera accordé :

A. — Aux communes où le produit d'un centime additionnel dépasse 250 francs, un subside complémentaire de 200 francs par classe desservie par un instituteur, et un subside de 100 francs par classe desservie par une institutrice.

B. — Aux communes où le produit d'un centime additionnel ne dépasse pas 250 francs, un subside complémentaire de 300 francs par classe desservie par un instituteur et un subside de 200 francs par classe desservie par une institutrice.

C. — Aux directions d'écoles adoptables, un subside complémentaire de 600 francs par classe desservie par un instituteur et de 500 francs par classe desservie par une institutrice.

ART. 17.

L'art. 8, § 6, de la loi organique est complété comme suit :

Cependant, ils seront, le cas échéant, réduits du montant des subsides prévus à l'art. 14bis A et B ci-après, avec lesquels ils ne peuvent se cumuler.

ART. 16.

Aan de regelingswet wordt een aldus luidend artikel 14bis toegevoegd :

Ten einde de gemeenten voor dewelke de opbrengst van een opcentiem op de hoofdsom der rechtstreeksche belastingen niet boven de 500 frank gaat, en de besturen der aanneembare scholen in staat te stellen om de bij de artikelen 15 A, B, C, te hunnen laste gelegen minima-jaarwedde te betalen, wordt verleend :

A. — Aan de gemeenten voor dewelke de opbrengst van een opcentiem meer dan 250 frank bedraagt, eene aanvullende toelage van 200 frank per klasse door een onderwijzer bediend, en eene toelage van 100 frank per klasse door eene onderwijzeres bediend.

B. — Aan de gemeenten voor dewelke de opbrengst van een opcentiem niet meer dan 250 frank bedraagt, eene aanvullende toelage van 300 frank per klasse door een onderwijzer bediend en eene toelage van 200 frank per klasse door eene onderwijzeres bediend.

C. — Aan de besturen van aanneembare scholen, eene aanvullende toelage van 600 frank per klasse door een onderwijzer bediend en van 500 frank per klasse door eene onderwijzeres bediend.

ART. 17.

Artikel 8, lid 6, van de regelingswet wordt als volgt aangevuld :

Zij zullen desgevallend verminderd worden met het bedrag van de in hooger bedoeld artikel 14 bis A en B voorziene toelage, waarbij zij niet kunnen gevoegd.

ART. 18.

L'art. 15 de la loi organique est remplacé par la disposition suivante :

A. — L'instituteur a droit à une augmentation de 100 francs à l'expiration de chaque période de deux années de bons services, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 1500 francs le minimum légal prévu à l'article précédent.

L'institutrice a droit à une augmentation de 100 francs à l'expiration de chaque période de trois années de bons services jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 1000 francs le minimum légal prévu à l'article précédent.

B. — Dans la supputation des années de services seront compris tous les services rendus même à titre temporaire, dans les écoles primaires communales, adoptées et adoptables, en qualité d'instituteur, d'institutrice, de sous-instituteur et de sous-institutrice.

Il en sera de même des services rendus avant la mise en vigueur de la loi du 15 septembre 1895, dans une école primaire privée non subsidiée, mais organisée conformément à la loi.

Seront pareillement compris dans la supputation des années de services, les services rendus postérieurement à l'obtention du diplôme d'instituteur primaire, dans les écoles gardiennes inspectées, dans les écoles de bienfaisance dépendant du ministère de la justice, dans les écoles normales de l'Etat ou agréées, dans les écoles primaires payantes et dans les classes préparatoires d'un établissement d'enseignement moyen, public ou privé.

ART. 18.

Artikel 15 van de regelingwet wordt door navolgende bepaling vervangen :

A. — De onderwijzer heeft aanspraak op 100 frank verhooging na verloop van elk tweejarig tijdvak goede diensten, tot bedrag van de noodige som om het in vorig artikel voorziene wettelijk minimum met 1500 frank te vermeerderen.

De onderwijzeres heeft aanspraak op 100 frank verhooging na verloop van elk driejarig tijdvak goede diensten, tot bedrag van de noodige som om het in vorig artikel voorziene wettelijk minimum met 1000 frank te vermeerderen.

B. — Bij de berekening der dienstjaren komen in aanmerking al de diensten, zelfs te tijdelijken titel, in de gemeentelijke, aangenomen lagere scholen bewezen als onderwijzer, onderwijzeres, hulponderwijzer en hulponderwijzeres.

Dit is ook het geval met de, voor het inwerking treden van de wet van 15 September 1895, in eene niet ondersteunde doch overeenkomstig de wet ingerichte private lagere school, bewezen diensten.

Zullen eveneens medetellen bij de berekening der dienstjaren, de diensten na bekoming van het diploma van lager onderwijzer bewezen, in de onder toezicht staande bewaarscholen, in de van het ministerie van Justicie afhangende weldadigheidsscholen, in de Staats-of aangenomen normaalscholen, in de niet kosteloze lagere scholen en in de voorbereidende klassen eener openbare of private middelbare onderwijsinrichting.

C. Sur la proposition du conseil communal, après avoir pris l'avis de l'inspection et celui de la députation permanente et avoir entendu l'instituteur dans ses explications, le ministre compétent peut, par décision motivée, déclarer, pour des motifs d'ordre professionnel, qu'il n'y a pas lieu d'accorder à un instituteur l'augmentation périodique.

L'instituteur qui aura été frappé d'une peine disciplinaire plus grave que celle que le conseil communal peut prononcer sans l'approbation de la députation permanente, sera privé de l'augmentation se rapportant à la période pendant laquelle la peine a été infligée.

Le ministre compétent pourra, dans l'un et l'autre cas, relever l'instituteur de la déchéance encourue, après avoir entendu le conseil communal et la députation permanente.

D. — Les augmentations facultatives de traitement allouées par anticipation peuvent être déduites des augmentations obligatoires subséquentes.

E. — Les traitements actuels des instituteurs comme ceux qui leur seront accordés ultérieurement, ne pourront subir aucune réduction pendant la durée des fonctions des titulaires dans la même commune.

F. — Dans les communes où le produit d'un centime additionnel au principal des contributions directes ne dépasse pas 100 francs et dans les écoles adoptables, l'Etat supportera les trois quarts des augmentations périodiques obligatoires; il en supportera la moitié dans les autres communes.

C. — Op de voordracht van den gemeenteraad kan de bevoegde minister, na inwinning van het advies van het toezicht en van bestendige deputatie en de onderwijzer in zijne uitleggingen gehoord, bij met redenen omkleede beslissing, verklaren dat, wegens gronden van beroepsaard, er geene aanleiding bestaat om eenen onderwijzer de geregelde verhooging te verleen.

De onderwijzer, die met eene zwaardere tuchtstraf dan deze welke de gemeenteraad zonder goedkeuring van wege de Bestendige Deputatie mag uitspreken gestraft werd, zal beroofd worden van de met het tijdvak waarin de straf werd opgelegd overeenkomende verhooging.

In een en ander geval, kan de minister den onderwijzer van het beloopten verval ontheffen, den gemeenteraad en de Bestendige Deputatie gehoord.

D. — De bij vervroeging verleende onverplichte weddeverhoogingen kunnen van de verplichte latere verhoogingen afgetrokken worden.

E. — De huidige wedden van de onderwijzers en die welke hun later zal toegekend worden, mag hoegenaamd niet verminderd worden, zoolang de titelvoerders hun ambt in dezelfde gemeente waarnemen.

F. — In de gemeenten voor welke een opcentiem niet meer dan 100 frank opbrengt, en in de aanneembare scholen zal de Staat de drie vierden van de verplichte geregelde verhoogingen dragen; hij zal er de helft van dragen in de andere gemeenten.

ART. 19.

Une indemnité de direction, à concurrence des trois quarts à charge de l'Etat, calculée à raison de 50 francs par classe, est attribuée aux chefs d'école titulaires d'une classe.

Cette indemnité ne pourra dépasser 500 francs.

ART. 20.

Une indemnité spéciale, à charge de l'Etat, est accordée aux instituteurs et aux institutrices qui, outre le diplôme ordinaire, seront porteurs d'un certificat spécial d'aptitude aux fonctions de chef d'école ou de capacité pour l'enseignement de certaines branches à déterminer par arrêté ministériel.

Cette indemnité, dont le taux sera fixé par arrêté royal, ne pourra dépasser un maximum de 100 francs.

ART. 21.

Des bourses spéciales d'études, à charge de l'Etat, pourront être accordées à partir de leur 14^e année, aux enfants d'instituteurs qui fréquentent ou qui se disposent à fréquenter les écoles normales de l'Etat ou les écoles normales agréées.

TITRE V.

Gratuité de l'enseignement.

ART. 22.

L'article 5 de la loi du 20 septembre 1884-15 septembre 1893 est remplacé par la disposition suivante :

ART. 19.

Eene bestuursvergoeding tegen 50 frank per klasse berekend en welke tot bedrag van 3/4 ten laste van den Staat valt, wordt toegekend aan de schoolhoofden die met eene klasse belast zijn.

Deze vergoeding mag de 300 frank niet te boven gaan.

ART. 20.

Eene bijzondere ten laste van den Staat vallende vergoeding wordt verleend aan de onderwijzers en de onderwijzeressen die benevens hun gewoon diploma houder zijn van een bijzonder getuigschrift van geschiktheid tot het ambt van schoolhoofd of van bekwaamheid voor het onderwijs in sommige bij ministerieel besluit te bepalen vakken.

Deze vergoeding, waarvan het bedrag bij koninklijk besluit zal vastgesteld worden, mag niet boven de 100 frank gaan.

ART. 21.

Bijzondere, ten laste van den Staat vallende studiebeurzen, kunnen te rekenen van hun 14^e jaar, verleend worden aan onderwijzerskinderen die de Staatsnormaalscholen of de aangenomen normaalscholen bezoeken of voornemens zijn te bezoeken.

TITEL IV.

Kosteloosheid van het onderwijs.

ART. 22.

Artikel 5 van de wet van 20 September 1884-15 September 1893 wordt door de navolgende bepaling vervangen :

L'instruction primaire est gratuite pour les enfants âgés de 6 à 14 ans, dans les écoles communales, adoptées et adoptables.

Toutefois, là où il est pourvu aux nécessités de l'enseignement gratuit par un nombre suffisant d'écoles ou de classes gratuites, des enfants payants peuvent être admis dans un certain nombre de classes ou d'écoles.

La commune veille à ce que tous les enfants qui ne fréquentent pas les écoles privées puissent recevoir l'enseignement soit dans une école communale, soit dans une école adoptée.

La gratuité comporte la fourniture des objets classiques aux enfants appartenant à des familles qui ne sont pas dans l'aisance.

ART. 23.

L'article 7, § 2. de la loi du 20 septembre 1884-15 septembre 1895, relatif à l'intervention des provinces dans les frais de l'instruction primaire, est remplacé par la disposition qui suit :

La dépense résultant de la délivrance gratuite des fournitures classiques est mise à la charge des provinces, qui en remboursent le montant aux communes et aux directions d'écoles adoptables, sur états certifiés exacts par l'inspection scolaire.

La dépense sujette à remboursement ne peut dépasser par an 2 francs par garçon, ni 5 francs par fille.

ART. 24.

L'article 76 de la loi communale

Het lager onderwijs is kosteloos voor de kinderen van 6 tot 14 jaar, in de gemeentelijke, aangenomen en aanneembare scholen.

Evenwel, daar waar in de behoeften van het kosteloos onderwijs door een voldoende getal kosteloze scholen of klassen voorzien is, kunnen betalende kinderen opgenomen worden in een zeker getal klassen of scholen.

De gemeente zorgt er voor dat al de kinderen die de private scholen niet bezoeken onderwijs kunnen genieten hetzij in eene gemeenteschool, hetzij in eene aangenomen school.

De kosteloosheid gaat gepaard met de verstrekking der schoolbehoeften aan de kinderen uit niet goeide gezinnen.

ART. 23.

Artikel 7, § 2. der wet van 20 September 1884-15 September 1895 rakende de bijdrage der provinciën tot de kosten van het lager onderwijs wordt door de navolgende bepaling vervangen :

De uit de kosteloze verstrekking der schoolbehoeften voortvloeiende uitgave wordt ten laste gelegd van de provinciën die er het bedrag aan de gemeenten en de besturen van aanneembare scholen zullen terugbetalen, op door het schooltoezicht echt en waarachtig verklaarde staten.

De voor terugbetaling vatbare uitgave mag de 2 frank niet te boven gaan per jongen, noch de 3 frank per meisje.

ART. 24.

Artikel 76 van de gemeentewet

et l'article 86 de la loi provinciale sont complétés comme suit :

Les délibérations des conseils provinciaux et communaux relatives à l'organisation de réfectoires scolaires, de colonies scolaires, de distributions d'aliments ou de vêtements aux enfants des écoles, de subsides pour ces œuvres, sont soumises à l'approbation du Roi.

Le Roi veille à ce qu'il ne soit fait, entre les enfants appelés à bénéficier de ces délibérations, aucune distinction suivant la catégorie d'écoles qu'ils fréquentent.

TITRE V.

Dispositions diverses.

ART. 25.

Le § 2 de l'article 1^{er} de la loi organique est rédigé comme suit :

La commune peut adopter une ou plusieurs écoles privées; dans ce cas, le Roi, après avoir pris l'avis de la Députation permanente, peut dispenser la commune d'établir ou de maintenir une école communale; cette dispense ne peut être accordée si un nombre de *chefs de famille ayant ensemble au moins vingt enfants d'âge scolaire*, réclament la création ou le maintien de l'école pour l'instruction de leurs enfants et si la Députation permanente émet un avis conforme à leur demande.

ART. 26.

L'article 2 de la loi organique est complété par un alinéa final conçu comme suit :

en artikel 86 van de provinciewet worden als volgt aangevuld :

De beraadslagingen der provincie- en gemeenteraden rakende het inrichten van schoolrefters, schoolkoloniën, uitdeelingen van voedsel of kledingstukken aan de schoolkinderen, van toelagen voor die werken, worden aan 's Konings goedkeuring onderworpen.

De Koning zorgt er voor dat tusschen de kinderen die het voordeel dier beraadslagingen moeten genieten, geen onderscheid gemaakt worde volgens het soort school dat ze bezoeken.

TITEL V.

Bepalingen van allerlei aard.

ART. 25.

Lid 2 van artikel 1 van de regeringswet wordt als volgt opgesteld :

De gemeente kan eene of meer private scholen aannemen; in zulk geval kan de Koning na inwinning van het advies der Bestendige Deputatie de gemeente ontheffen van het inrichten of het handhaven van eene gemeenteschool; gemelde ontheffing kan niet verleend zoo een getal gezinshoofden *met te zamen ten minste twintig kinderen in de schooljaren*, de inrichting of de handhaving van de school voor het onderricht hunner kinderen aanvragen en zoo de Bestendige Deputatie eensluidend uitspraak doet over hunne aanvraag.

ART. 26.

Artikel 2 van de regeringswet wordt aangevuld door een aldus luidend slotlid :

Là où l'importance de la population le permet, les communes sont tenues d'organiser des classes pour enfants faiblement doués ou arriérés ou pour enfants anormaux.

ART. 27.

Les alinéas 2 et 3 de l'article 18 de la loi organique de l'instruction primaire sont remplacés par la disposition suivante :

Le conseil communal fixe le taux de l'indemnité à payer à l'intérimaire, d'après les bases admises pour les instituteurs pourvus d'une nomination définitive; elle est calculée d'après le nombre de jours pendant lesquels l'intérimaire a exercé ses fonctions comparé au nombre de jours pendant lesquels l'école est ouverte au cours d'une année.

La dépense résultant de l'intérim est supportée par l'Etat, la commune, la province et le titulaire malade dans les proportions suivantes : $\frac{2}{5}$ à charge de l'Etat, $\frac{2}{5}$ à charge de la commune, $\frac{1}{10}$ à charge de la province et $\frac{1}{10}$ à charge du titulaire.

La dépense résultant de l'intérim dans les écoles adoptables est supportée dans la proportion réglée par l'article 8 de la loi du 18 mai 1912.

ART. 28.

L'article 19, n° 2, de la loi du 20 septembre 1884-15 septembre 1895 est modifié comme suit :

Daar waar de aanzienlijkheid der bevolking zulks toelaat, zijn de gemeenten er toe gehouden klassen voor zwak begaafde of achterlijke kinderen en voor abnormale kinderen in te richten.

ART. 27.

De leden 2 en 3 van artikel 18 der wet tot regeling van het lager onderwijs worden door navolgende bepaling vervangen :

Het bedrag van de door waarnemende onderwijzer te betalen vergoeding wordt door den gemeenteraad bepaald volgens de voorgoed aangestelde onderwijzers aangenomen gronslagen; zij wordt berekend naar het getal dagen gedurende dewelke de waarnemende onderwijzer zijn ambt vervuld heeft vergeleken bij het getal dagen gedurende dewelke de school in den loop van het jaar open is.

De uittijdelijke waarneming voortvloeiende uitgave wordt door den Staat, de gemeente, de provincie en den zieken titelvoerder in navolgende verhouding gedragen : $\frac{2}{5}$ ten laste van den Staat, $\frac{2}{5}$ ten laste van de gemeente, $\frac{1}{10}$ ten laste van de provincie en $\frac{1}{10}$ ten laste van den titelvoerder.

De uittijdelijke waarneming in de aanneembare scholen voortvloeiende uitgave wordt door den Staat gedragen in de bij artikel 8 van de wet van 18 Mei 1912 bepaalde verhouding.

ART. 28.

Artikel 19, n° 2, van de wet van 20 September 1884-15 September 1895 wordt als volgt gewijzigd :

2° Sous réserve des situations acquises avant la fin de la présente année scolaire (1912-1913), les membres du personnel enseignant devront être Belges.

Ils devront être diplômés ou avoir subi l'examen dont il est fait mention à l'article 9.

Sont dispensés de l'examen, les agents qui étaient en fonctions avant la mise en vigueur de la loi du 15 septembre 1895 et qui n'ont pas interrompu leurs services scolaires depuis cette époque.

Dispense du diplôme ou de l'examen peut être accordée, par arrêté ministériel, sur l'avis de l'inspection scolaire, en faveur des instituteurs âgés de plus de 50 ans et en fonctions depuis plus de cinq ans lors de la mise en vigueur de la présente loi.

Il est accordé aux instituteurs non diplômés, en fonctions dans les écoles adoptées ou adoptables à la date du 1^{er} juin 1913, et qui ne bénéficient pas des dispenses prévues ci-dessus, un délai de cinq ans, à partir de la promulgation de la présente loi, pour acquérir le titre requis.

4° Le programme d'enseignement comprendra les matières énumérées à l'article 4.

Le n° 6 de l'article 19 est supprimé.

ART. 29.

L'article 27, § 2, de la loi du 20 septembre 1884-15 septembre 1895 est rédigé comme suit :

L'article 1^{er} de la loi du 15 juin 1881 est modifié en ce sens que le nombre des athénées et collèges royaux ne pourra dépasser vingt-

2° Onder voorbehoud van de voor het einde van dit schooljaar (1912-1913) verworven toestanden, moeten de leden van het leerpersoneel Belgisch zijn.

Zij dienen gediplomeerd te wezen of het onder artikel 9 vermelde examen afgelegd te hebben.

Zijn vrij gesteld van het examen de bedienden die voor het inwerking treden van de wet 15 September 1895 in dienst waren en die sinds dat tijdstip onafgebroken schooldienst gedaan hebben.

Vrijstelling van het diploma of van het examen kan, bij ministerieel besluit, op advies van het schooltoezicht toegestaan ten behoeve van onderwijzers boven de 50 jaar die bij het in werking treden van deze wet sedert meer dan vijf jaar in dienst zijn.

Aan de op den datum van 1 Juni 1901 op de aangenomen of aanneembare scholen in dienst zijnde niet gediplomeerde onderwijzers die het voordeel van hooger bedoelde vrijstellingen niet genieten, wordt vijf jaaruitstel verleend, met ingang van de afkondiging dezer wet, om den vereischten titel te verwerven.

4° Het leerplan zal de onder artikel 4 opgesomde vakken omvatten.

N° 6 van artikel 19 vervalt.

ART. 29.

Artikel 27, § 2, van de wet van 20 September 1884-15 September 1895 wordt als volgt opgesteld :

Artikel 1 der wet van 15 Juni 1881 wordt in dezen zin gewijzigd dat het getal koninklijke athenaeums en colleges de vier-en-twintig, het

quatre, le nombre des écoles moyennes pour garçons, cent, le nombre des écoles moyennes pour filles, cinquante.

Art. 30.

L'article 27, § 5, de la loi du 1^{er} juin 1850 est rédigé comme suit :

Le Gouvernement pourra, si l'utilité en est reconnue, prolonger la durée des études des écoles moyennes, créer d'autres cours ou modifier les cours ci-dessus indiqués, suivant les besoins des localités.

Art. 31.

Toute commune est tenue d'établir un service gratuit d'inspection médicale scolaire, comprenant un examen des élèves au moment de leur entrée à l'école et au moins une visite mensuelle.

Ce service s'étend à toutes les écoles soumises au régime de la présente loi.

Un arrêté royal réglera les conditions générales dans lesquelles s'exercera cette inspection.

Les médecins-inspecteurs des écoles communales sont nommés par le conseil communal; les médecins-inspecteurs des écoles adoptées et adoptables sont nommés par la direction de ces établissements et agréés par le collège échevinal.

A la suite de chaque visite, le médecin-inspecteur adresse au bourgmestre un rapport dont copie est transmise à l'inspecteur d'hygiène et à l'inspecteur de l'enseignement du ressort.

getal middelbare jongensscholen de honderd, het getal middelbare meisjesscholen de vijftig niet mag te boven gaan.

Art. 30.

Artikel 27, § 5, der wet van 1 Juni 1850 wordt als volgt opgesteld :

De Regeering kan, indien zulks nuttig blijkt, den studietijd op de middelbare scholen verlengen, andere leergangen inrichten of de hooger aangegeven leergangen wijzigen, volgens de plaatselijke behoeften.

Art. 31.

Alle gemeente is er toe gehouden eenen kosteloozen medischenschol-toezichtsdienst in te richten, bestaande uit een onderzoek der leerlingen bij de opneming uit de school en ten minste een onderzoek per maand.

Deze dienst strekt zich uit over al de onder het beheer dezer wet staande scholen.

De algemeene voorwaarden waaronder dit toezicht zal gebeuren, wordt bij koninklijk besluit geregeld.

De medische opzieners van de gemeentescholen worden door den gemeenteraad aangesteld; de medische opzieners van de aangenomen en aanneembare scholen worden door het bestuur dier scholen aangesteld en door het schepencollege aangenomen.

Na elk onderzoek richt de medische opziener tot den burgemeester een verslag waarvan een afschrift wordt gezonden aan het gezondheidstoezicht en aan den opziener van het onderwijs in het gebied.

ART. 32.

Le Gouvernement est autorisé à instituer un ou plusieurs conseils d'appel dont l'organisation et la compétence, en matière disciplinaire, seront réglés par arrêté royal.

ART. 33.

Les dispositions qui font l'objet des articles 1 à 11 entreront en vigueur à partir de l'année scolaire 1914-1915 inclusivement ; les autres dispositions entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1914.

Donné à Ostende, le 19 juin 1913.

ART. 32.

De Regeering is gemachtigd tot instelling van een of meer beroepsraden waarvan inrichting en bevoegdheid in zaken tucht bij koninklijk besluit geregeld wordt.

ART. 33.

De bepalingen vervat in de artikelen 1 tot 11 treden in vœge met ingang van het schooljaar 1914-1915; de verdere bepalingen treden in werking op 1ⁿ Januari 1914.

Gegeven te Oostende, den 19 juni 1913.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

Van 's Konings wege :

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten.*

P. POULLET

ANNEXES

ARRÊTÉ ROYAL du 19 novembre 1900 (Pays-Bas) réglant la compétence du conseil communal, en ce qui concerne la distribution d'aliments et de vêtements ou l'octroi de subsides à cette fin, en vue d'encourager la fréquentation scolaire.

ARTICLE PREMIER.

Le conseil communal ne peut user des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 35 de la loi sur l'instruction obligatoire, qu'en observant les règles formulées dans les articles suivants.

ART. 2.

Un poste (crédit) doit être prévu au budget communal approuvé, dans le but déterminé à l'article 35 de la loi sur l'instruction primaire.

Ce poste (crédit) doit être libellé de telle façon qu'il en résulte clairement si le crédit voté est destiné à la distribution directe, par la commune, d'aliments et de vêtements aux enfants qui fréquentent l'école ou si ce crédit doit servir à allouer des subsides. Si le conseil communal vise aussi bien la distribution directe que l'allocation de subsides, le budget doit comprendre deux postes (crédits) distincts.

ART 3.

Dans les motifs de l'arrêté par lequel un poste (crédit) en vue de l'objet indiqué à l'article 35 de la loi sur l'instruction obligatoire, est porté au budget, toutes les écoles, dont les enfants peuvent participer à la distribution de vêtements et d'aliments, sont expressément indiquées.

Cet arrêté n'est pris que lorsque tous les chefs d'écoles et directions d'écoles, après avoir pris l'avis des instituteurs en chef, ont eu l'occasion de fournir un rapport concernant la nécessité qu'il y a pour les enfants de leur école, de recevoir des aliments et des vêtements.

ART 4.

Lors de l'envoi, pour approbation, à la Députation permanente (Gedeputeerde Staten) de l'arrêté visé à l'article précédent, il y a lieu de joindre à cet arrêté, outre l'exposé des motifs, les rapports et avis des chefs d'écoles

et directions d'écoles mentionnés dans cet article. Si les directions d'écoles ont refusé sur demande de présenter un rapport, il en est fait spécialement mention.

ART. 5.

Le conseil communal est tenu de faire connaître à la députation permanente (Gedeputeerde Staten) de quelle manière il sera satisfait à la prescription du 2^e alinéa de l'article 55 de la loi sur l'instruction obligatoire, d'après laquelle les enfants qui fréquentent des écoles publiques et les enfants qui fréquentent les écoles privées, seront traités sur le même pied.

ART. 6.

Les aliments et vêtements ne sont distribués qu'aux enfants qui, faute d'aliments et de vêtements, ne fréquentent pas ou ne fréquentent pas régulièrement l'école et à ceux pour lesquels il est à craindre que, faute de recevoir des aliments ou des vêtements, ils ne continueront pas à fréquenter régulièrement l'école.

La distribution d'aliments et de vêtements ne peut se faire que directement aux enfants eux-mêmes.

ART. 7.

Il ne peut être distribué, à un seul et même enfant, pour plus de 10 florins de vêtements par an.

ART. 8.

La distribution d'aliments aura lieu, autant que possible, en dehors des locaux ordinaires de l'école.

ART. 9.

Des subsides tels que ceux visés à l'article 55, § 1, de la loi sur l'instruction obligatoire, ne sont accordés qu'à des Associations ou Commissions qui ont pour but de distribuer des aliments et des vêtements aux enfants, en vue d'améliorer la fréquentation scolaire, et aux directions d'écoles.

ART. 10.

Lorsqu'un subside est alloué à une Association, Commission ou Direction d'école, dans le but indiqué à l'article 55 de la loi sur l'instruction obligatoire, cette allocation est subordonnée aux conditions suivantes :

1^o Qu'à la fin de l'année, il sera rendu compte au Conseil de la manière dont les fonds mis à la disposition de l'Association, Commission ou Direction d'école en vue de la distribution d'aliments et de vêtements aux enfants qui fréquentent l'école, ont été employés;

2^o Que l'Association, Commission ou Direction d'école s'engage à ne pas s'écarter des règles formulées aux articles 6, 7 et 8 du présent arrêté; le tout, sans préjudice du droit du Conseil communal de stipuler encore d'autres conditions.

ART. 11.

Le Conseil communal est tenu de faire, endéans les deux mois qui suivent l'expiration de l'exercice, rapport à la Députation permanente (Gedeputeerde Staten) sur la manière dont le crédit porté au budget communal, en vue de l'objet indiqué à l'article 38 de la loi sur l'instruction obligatoire, a été employé.

Copie de ce rapport est communiquée par le Conseil à l'Inspecteur scolaire du district.

ART. 12.

Le présent arrêté entrera en vigueur à l'époque prévue à l'article 38 de la loi sur l'instruction obligatoire.

(79)

PERSONNEL ENSEIGNANT DES ÉCOLES PRIMAIRES

TABLEAU I.

PERSONNEL ENSEIGNANT

(Situation au

ANNÉES.	A. — ÉCOLES COMMUNALES (entièrement diplômé).							Hom	
	HOMMES.		FEMMES.		TOTAL.		TOTAL GÉNÉRAL.	Diplômés.	
	Laïcs.	Religieux.	Laïques.	Religieuses.	Laïcs.	Religieux.		Laïcs.	Religieux.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1900	6,542	—	3,621	254	9,963	254	10,217	717	94
1901	6,456	1	3,703	274	10,159	275	10,434	752	98
1902	6,525	1	3,779	280	10,304	281	10,585	756	107
1903	6,587	5	3,869	507	10,456	510	10,966	745	114
1904	6,681	5	3,941	523	10,622	526	11,148	769	123
1905	6,782	4	3,985	547	10,767	551	11,318	784	130
1906	6,901	4	4,056	573	10,957	577	11,534	788	141
1907	7,005	5	4,131	590	11,134	595	11,729	801	151
1908	7,152	7	4,220	408	11,361	415	11,776	808	166
1909	7,217	8	4,559	453	11,556	441	11,997	828	174
1910	7,508	10	4,569	452	11,677	442	12,119	850	185
1911	7,592	11	4,477	444	11,869	455	12,324	881	199

OBSERVATION. — En ce qui concerne les directeurs et directrices, déchargés de classe, et les suppléants et représente cette double catégorie d'agents dans les écoles adoptées et adoptables a été partagé en deux : une moitié a été total a été ajouté au contingent des laïques.

DES ÉCOLES PRIMAIRES.

31 décembre.)

B. — ÉCOLES ADOPTÉES.

HOMMES.		FEMMES.				TOTAL.				
Non diplômés.		Diplômées.		Non diplômées.		Diplômés.		Non diplômés.		TOTAL GÉNÉRAL.
Laïcs.	Religieux.	Laïques.	Religieuses.	Laïques.	Religieuses.	Laïcs.	Religieux.	Laïcs.	Religieux.	
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
56	60	285	1,261	59	858	1,002	1,533	95	898	5,350
58	66	290	1,528	57	865	1,022	1,436	95	951	5,474
57	68	505	1,592	55	908	1,041	1,499	90	976	5,606
58	69	512	1,451	52	927	1,057	1,565	90	996	5,708
55	77	517	1,527	55	964	1,086	1,650	90	1,041	5,867
52	81	515	1,574	51	986	1,097	1,704	85	1,067	5,951
50	85	549	1,629	52	1,060	1,157	1,770	82	1,145	4,134
50	84	551	1,672	55	1,105	1,152	1,825	85	1,189	4,257
54	85	554	1,750	56	1,148	1,162	1,916	90	1,255	4,401
48	95	577	1,810	55	1,187	1,205	1,984	85	1,280	4,532
46	96	582	1,877	56	1,251	1,252	2,062	82	1,527	4,705
44	104	409	1,935	57	1,246	1,200	2,151	81	1,550	4,855

suppléantes, les statistiques ne font pas la distinction entre laïques et religieux. Le chiffre, assez minime d'ailleurs, qui ajoutée au contingent des laïques et l'autre moitié au contingent des religieux; pour les écoles communales, le chiffre

PERSONNEL ENSEIGNANT

(Situation au

C. — ÉCOLES ADOPTABLES														
ANNÉES.	HOMMES.				FEMMES.				TOTAL.				TOTAL GÉNÉRAL.	
	Diplômés.		Non diplômés.		Diplômées.		Non diplômées.		Diplômés.		Non diplômés.			
	Laïcs.	Religieux.	Laïcs.	Religieux.	Laïques.	Religieuses.	Laïques.	Religieuses.	Laïcs.	Religieux.	Laïcs.	Religieux.		
21 bis.	22.	23.	24.	25.	26.	27.	28.	29.	30.	31.	32.	33.	34.	
1900	455	237	66	152	475	1,005	60	659	908	1,240	126	791	5,065	
1901	426	281	63	151	491	1,072	64	681	917	1,325	129	812	5,181	
1902	430	260	60	158	525	1,151	67	722	945	1,400	127	860	5,550	
1905	422	295	58	149	525	1,212	58	748	945	1,505	116	897	5,465	
1904	426	314	54	152	549	1,257	67	765	975	1,571	121	915	5,582	
1905	454	352	51	158	595	1,502	71	785	1,020	1,654	132	943	5,728	
1906	432	338	41	176	617	1,556	67	791	1,069	1,694	108	967	5,858	
1907	478	370	40	174	628	1,409	75	812	1,106	1,779	115	986	5,984	
1908	496	393	41	186	677	1,449	74	858	1,175	1,842	118	1,024	4,157	
1909	526	411	50	205	704	1,494	79	849	1,250	1,905	129	1,052	4,516	
1910	578	424	69	208	772	1,504	86	850	1,350	1,928	155	1,058	4,491	
1911	605	425	75	219	825	1,495	87	877	1,428	1,920	160	1,096	4,604	

OBSERVATION. — En ce qui concerne les directeurs et directrices, déchargés de classe, et les suppléants et suppléantes, double catégorie d'agents dans les écoles adoptées et adoptables a été partagé en deux : une moitié a été ajoutée au contingent des laïques.

DES ÉCOLES PRIMAIRES (Suite).

31 décembre).

D. — ÉCOLES DES TROIS CATÉGORIES RÉUNIES,												
HOMMES.				FEMMES.				TOTAL.				TOTAL GÉNÉRAL.
Diplômés.		Non diplômés.		Diplômées.		Non diplômées.		Diplômés.		Non diplômés.		
Laïcs.	Religieux.	Laïcs.	Religieux.	Laïques.	Religieuses.	Laïques.	Religieuses.	Laïcs.	Religieux.	Laïcs.	Religieux.	
35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	
7,492	531	122	192	4,581	2,518	99	1,497	11,875	2,849	221	1,689	16,852
7,594	350	125	197	4,484	2,674	101	1,546	12,078	3,024	224	1,745	17,069
7,681	377	117	206	4,607	2,803	100	1,650	12,288	3,180	217	1,836	17,521
7,754	410	116	218	4,704	2,970	90	1,675	12,458	3,580	206	1,893	17,957
7,876	440	109	220	4,807	3,107	102	1,727	12,685	3,547	211	1,956	18,397
8,090	466	105	259	4,895	3,225	102	1,771	12,895	3,689	205	2,010	18,797
8,111	505	91	261	5,022	3,538	99	1,851	15,163	3,841	190	2,112	19,506
8,282	526	90	258	5,150	3,471	106	1,917	15,412	3,997	196	2,175	19,780
8,456	566	98	271	5,260	3,607	110	1,986	15,696	4,175	208	2,237	20,534
8,571	595	98	296	5,420	3,757	114	2,056	15,991	4,550	212	2,352	20,865
8,736	619	115	304	5,525	3,815	122	2,081	14,259	4,452	237	2,585	21,515
8,878	635	117	325	5,709	3,874	124	2,125	14,587	4,509	241	2,446	21,785

Les statistiques ne font pas la distinction entre laïques et religieux. Le chiffre, assez minime d'ailleurs, qui représente cette des laïques et l'autre moitié au contingent des religieux ; pour les écoles communales, le chiffre total a été ajouté au

NOMBRE DE CLASSES DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES.

(Situation au 31 décembre.)

TABLEAU II

Années.	A. — Écoles communales.				B. — Écoles adoptées.				C. — Écoles adoptables.				D. — Récapitulation.			
	Classes pour garçons.	Classes pour filles.	Classes mixtes de fait.	Total.	Classes pour garçons.	Classes pour filles.	Classes mixtes de fait.	Total.	Classes pour garçons.	Classes pour filles.	Classes mixtes de fait.	Total.	Classes pour garçons.	Classes pour filles.	Classes mixtes de fait.	Total.
1902 . . .	5,351	3,464	1,468	10,283	1,089	1,957	486	3,532	1,018	1,677	499	3,194	7,438	7,098	2,453	17,009
1903 . . .	5,473	3,540	1,456	10,469	1,140	1,988	499	3,627	1,073	1,745	503	3,321	7,686	7,273	2,458	17,417
1904 . . .	5,618	3,584	1,436	10,638	1,218	2,053	511	3,782	1,121	1,829	479	3,429	7,957	7,466	2,426	17,849
1905 . . .	5,709	3,653	1,438	10,800	1,296	2,068	505	3,869	1,197	1,881	480	3,558	8,202	7,602	2,423	18,227
1906 . . .	5,993	3,737	1,275	11,005	1,315	2,218	514	4,047	1,222	1,963	477	3,662	8,530	7,918	2,266	18,714
1907 . . .	5,998	3,804	1,418	11,220	1,385	2,262	517	4,164	1,280	2,057	475	3,812	8,663	8,123	2,440	19,196
1908 . . .	6,166	3,897	1,386	11,449	1,443	2,348	516	4,307	1,342	2,108	501	3,951	8,931	8,353	2,403	19,707
1909 . . .	6,289	3,975	1,376	11,640	1,511	2,395	535	4,441	1,413	2,194	505	4,112	9,213	8,564	2,416	20,193
1910 . . .	6,381	4,036	1,348	11,765	1,518	2,520	549	4,587	1,480	2,272	527	4,279	9,379	8,828	2,424	20,631
1911 . . .	6,517	4,128	1,316	11,961	1,583	2,589	555	4,727	1,521	2,344	528	4,393	9,621	9,061	2,399	21,081

TABLEAU III.

CLASSIFICATION DES AGENTS AU POINT DE VUE DU MARIAGE.

COMMUNES.	ÉCOLES COMMUNALES (1).				ÉCOLES ADOPTÉES (1).				ÉCOLES ADOPTABLES.				RÉCAPITULATION.				TOTAL GÉNÉRAL.	
	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes			
	mariés.	non mariés.	mariées.	non mariées.	mariés.	non mariés.	mariées.	non mariées.	mariés.	non mariés.	mariées.	non mariées.	mariés.	non mariés.	mariées.	non mariées.	mariés.	non mariés.
A. — Chefs d'école.																		
1 ^{re} catégorie . . .	75	6	46	38	»	»	»	»	26	4	»	24	101	10	46	62	147	72
2 ^e — . . .	61	1	34	15	5	1	»	»	10	4	1	10	76	6	35	25	141	31
3 ^e — . . .	489	35	177	130	85	19	5	18	40	16	2	27	614	70	184	175	798	245
4 ^e — . . .	2,114	420	423	360	198	39	7	53	39	36	6	65	2,351	495	436	478	2,787	973
Total . . .	2,739	462	680	543	288	59	12	71	115	60	9	126	3,142	581	701	740	3,843	1,321
B. — Instituteurs et institutrices.																		
1 ^{re} catégorie . . .	557	263	471	527	»	»	»	»	92	106	22	255	649	369	493	782	1,142	1,151
2 ^e — . . .	439	179	297	277	20	23	7	15	15	46	2	71	474	248	306	363	780	611
3 ^e — . . .	914	633	487	640	115	210	»	155	27	107	12	215	1,056	950	499	1,010	1,555	1,960
4 ^e — . . .	601	574	204	270	65	94	2	99	6	28	5	108	672	696	211	477	883	1,173
Total . . .	2,511	1,649	1,459	1,714	200	327	9	269	140	287	41	649	2,851	2,263	1,509	2,632	4,360	4,895
C. — Chefs d'école et simples instituteurs réunis.																		
1 ^{re} catégorie . . .	632	269	517	565	»	»	»	»	118	110	22	279	750	379	539	844	1,289	1,223
2 ^e — . . .	500	180	331	292	25	24	7	15	25	50	3	81	550	254	341	388	891	642
3 ^e — . . .	1,403	668	664	770	200	229	5	173	67	123	14	242	1,670	1,020	683	1,185	2,353	2,205
4 ^e — . . .	2,715	994	627	630	263	133	9	152	45	64	11	173	3,023	1,191	647	955	3,670	2,146
Totaux . . .	5,250	2,111	2,139	2,257	488	386	21	340	255	347	50	775	5,993	2,844	2,210	3,372	8,203	6,216

(1) Les statistiques ne portent que sur les seuls agents laïques et diplômés.

Dans les écoles adoptées, le personnel laïque non diplômé comprend 32 agents mariés et 46 agents non mariés.

Dans les écoles adoptables, le personnel laïque non diplômé comprend 25 agents mariés et 113 agents non mariés.

Observation. — Les données de ce tableau ont été établies d'après les états de services qui ont servi à répartir les 4 millions (suppléments de traitements). Il en résulte un léger écart entre le nombre des agents renseignés ci-dessus et celui que révèlent les documents statistiques ordinaires.

SUBSIDES DE L'ÉTAT.

Comparaison entre les subsides anciens (système de la loi actuellement en vigueur) et les subsides nouveaux (système du projet).

TABLEAU IV.

I. — ÉCOLES COMMUNALES ET ADOPTÉES.

	Subsides actuels (exercice 1911).				Subsides d'après le projet (calculés d'après la situation de 1911).					Augmenta- tion.	Pour mémoire — Part dans les 4 millions.
	Subside Régle- mentation de l'article 8 de la loi.	Subside complément.	Augmentat. périodiques.	Total.	Subside réglementaire de l'article 8 (1)	Subside complémentaire.	Augmentat. périodiques.	Indemnités de direction.	Total.		
Écoles commu- nales propre- ment dites .	6,970,607	739,915	1,559,921	9,270,443	6,970,607	1,804,339	4,435,920	329,025	13,539,886	4,289,443	3,147,640
Écoles adop- tées (desser- vies par des laïques).	774,544	31,176	137,823	943,543	774,544	205,028	364,640	38,700	1,382,912	439,369	324,850
Écoles adop- tées (desser- vies par des congréganistes)	1,975,893	57,073	»	2,032,966	1,975,893	57,073(1)	547,250	98,250	2,678,466	645,500	»
Total. . .	9,721,044	828,164	1,897,744	12,246,952	9,721,044	2,066,435	5,347,810	465,975	17,604,264	5,354,312	3,472,490

(1) Sans changement.

II. — ÉCOLES ADOPTABLES.

	Subsides actuels. (Exercice 1911.)					Subsides d'après le projet (calculés d'après la situation de 1911).						Augmentation.
	Subside réglement. Art. 8.	Part du million compensateur affecté aux améliorations de traitement.	Participation dans les 4 millions.	Part du subside complémentaire affecté à l'entre- tien des locaux et du mobilier clas- sique.	Total.	Subside réglementaire actuel (1).	Subside complémentaire.	Augmentation périodique.	Indemnité de direction.	Subside pour l'entretien local et du mobilier classique.	Total.	
Classes desservies par des laïques.	912,680	585,500	413,650	173,076	1,894,906	912,680	773,700	524,225	21,000	173,076	2,204,681	319,775
Classes desservies par des congréga- nistes.	1,718,348	135,360	—	303,763	2,159,471	1,718,348	—	545,400	77,250	303,763	2,644,761	485,290
Total.	2,631,028	720,860	413,650	476,839	4,044,377	2,631,028	773,700	869,625	98,250	476,839	4,849,442	805,065 (2)

(1) Sans changement.

(2) Les Provinces rembourseront, en outre, aux écoles adoptables, les fournitures classiques effectivement délivrées aux enfants appartenant à des familles qui ne sont pas dans l'aisance, à concurrence d'une somme moyenne maxima de fr. 2.50, soit en tout 393,916 fr.

DISPOSITIONS DE LA LOI ORGANIQUE DES 20 SEPTEMBRE 1884-
15 SEPTEMBRE 1893 QUI SUBISSENT UNE MODIFICATION.

Texte actuel.

ARTICLE PREMIER.

Il y a, dans chaque commune, au moins une école communale établie dans un local convenable.

La commune peut adopter une ou plusieurs écoles privées; dans ce cas, le Roi, après avoir pris l'avis de la députation permanente, peut dispenser la commune de l'obligation d'établir ou de maintenir une école communale; cette dispense ne peut être accordée si vingt chefs de famille, ayant des enfants en âge d'école, réclament la création ou le maintien de l'école pour l'instruction de leurs enfants et si la députation permanente émet un avis conforme à leur demande.

L'adoption peut être consentie par la commune pour une durée de dix ans au plus. Elle prendra fin avant cette date en cas de décès, de retraite ou de destitution du titulaire sous le nom duquel l'adoption a été consentie. Elle peut toujours être renouvelée.

Lorsqu'aucune convention n'a fixé la durée de l'adoption, la suppression de l'adoption ne peut être prononcée dans le courant d'une année scolaire, ni sans un préavis d'une année.

Deux ou plusieurs communes peuvent, en cas de nécessité, être autorisées par le Roi à se réunir pour fonder et entretenir une école.

Texte nouveau.

(Comme ci-contre.)

La commune peut adopter une ou plusieurs écoles privées; dans ce cas, le Roi, après avoir pris l'avis de la députation permanente, peut dispenser la commune de l'obligation d'établir ou de maintenir une école communale; cette dispense ne peut être accordée si *un nombre de chefs de famille ayant ensemble au moins vingt enfants d'âge scolaire*, réclament la création ou le maintien de l'école pour l'instruction de leurs enfants et si la députation permanente émet un avis conforme à leur demande.

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

ART. 2.

Les écoles primaires communales sont dirigées par les communes.

Le conseil communal détermine, suivant les besoins de la localité, leur nombre et celui des instituteurs.

Toutefois, les résolutions des conseils communaux portant suppression d'une école primaire communale ou d'une ou plusieurs places d'instituteur primaire, sont soumises à l'avis de la députation permanente et à l'approbation du Roi.

L'arrêté royal autorisant ou refusant la suppression est motivé et inséré au *Moniteur*.

Le conseil règle, s'il y a lieu, tout ce qui concerne l'établissement et l'organisation des écoles gardiennes et des écoles d'adultes.

ART. 3.

La commune veille à ce que tous les enfants qui ont droit à l'enseignement gratuit et qui ne fréquentent pas les écoles privées puissent recevoir l'enseignement, soit dans une école communale, soit dans une école adoptée.

Ont droit à l'instruction gratuite pour leurs enfants :

Ceux qui payent en principal et en additionnels au profit de l'État : dans les communes au-dessous de 5,000 habitants, moins de 10 francs; dans celles de 5,000 à 20,000 habitants, moins de 15 francs ; dans

ART. 2.

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

Là où l'importance de la population le permet, les communes sont tenues d'organiser des classes pour enfants faiblement doués ou arriérés et pour enfants anormaux.

ART. 5.

L'instruction primaire est gratuite pour les enfants âgés de 6 à 14 ans, dans les écoles communales, adoptées et adoptables.

Toutefois, là où il est pourvu aux nécessités de l'enseignement gratuit par un nombre suffisant d'écoles ou de classes gratuites, des enfants payants peuvent être admis dans un certain nombre de classes ou d'écoles.

La commune veille à ce que tous les enfants qui ne fréquentent pas les écoles privées puissent recevoir l'enseignement soit dans une école

celles de 20,000 habitants, moins de 50 francs de contribution personnelle.

[Chaque année les chefs des écoles primaires communales, adoptées et adoptables, dressent, sur la déclaration des parents, la liste des enfants âgés de 6 à 14 ans qui fréquentent leurs établissements et qui ont droit à l'instruction gratuite en vertu de la disposition qui précède.

Les chefs des écoles communales et des écoles adoptées transmettent les listes concernant leurs établissements aux administrations communales, qui inscrivent, en regard du nom de chaque enfant, le montant exact des contributions personnelles payées par ses parents. Ces listes sont soumises au conseil communal, qui les arrête et détermine, s'il y a lieu, la rétribution par élève, due à l'instituteur. Elles sont ensuite envoyées, avec la délibération du conseil communal, à la députation permanente, qui les approuve, ainsi que la quotité de la rétribution, sauf recours au roi.

Les chefs des écoles adoptables transmettent les listes concernant ces établissements aux receveurs des contributions, qui inscrivent également, en regard du nom de chaque enfant, le montant des contributions personnelles payées par ses parents. Ces listes sont ensuite soumises à la députation permanente qui, après vérification, les approuve, sauf recours au Roi.](Loi du 22 juillet 1897.)

Les communes, ainsi que les chefs des écoles adoptées et des écoles adoptables, ont la faculté d'accorder gratuitement l'instruction primaire à des élèves autres que ceux qui y

communale, soit dans une école adoptée.

La gratuité comporte la fourniture des objets classiques aux enfants appartenant à des familles qui ne sont pas dans l'aisance.

ont droit en vertu de la présente loi.

La députation permanente, après avoir pris l'avis du bureau de bienfaisance et du conseil communal, détermine, sauf recours au Roi, la part qui incombe au dit bureau dans les frais d'écologie des enfants ayant droit à l'instruction gratuite; la part assignée au bureau de bienfaisance est portée à son budget et doit être répartie entre les écoles communales, les écoles adoptées et les écoles adoptables, au prorata du nombre des enfants ayant droit à l'instruction gratuite, qui les fréquentent régulièrement.

ART. 4.

L'instruction primaire comprend nécessairement l'enseignement de la religion et de la morale, la lecture, l'écriture, les éléments du calcul, le système légal des poids et mesures, les éléments de la langue française, flamande ou allemande, selon les besoins des localités, la géographie, l'histoire de Belgique, les éléments du dessin, les notions d'hygiène, le chant et la gymnastique. Elle comprend, de plus, pour les filles, le travail à l'aiguille et, pour les garçons, dans les communes rurales, des notions d'agriculture.

Les communes ont la faculté de donner à ce programme les extensions reconnues possibles et utiles.

ART. 4.

L'instruction primaire comprend nécessairement l'enseignement de la religion et de la morale, la lecture, l'écriture, les éléments du calcul, le système légal des poids et mesures, les éléments de la langue française, flamande ou allemande, selon les besoins des localités, la géographie, l'histoire de Belgique, les éléments du dessin, les notions d'hygiène, le chant et la gymnastique. Elle comprend, de plus, pour les filles, le travail à l'aiguille, *l'économie domestique et les travaux de ménage* et, pour les garçons, des notions d'agriculture dans les communes rurales *et des notions de sciences naturelles dans les autres communes.*

Ce programme sera progressivement complété par l'enseignement de matières à tendances pratiques, qui formeront un degré d'études complémentaires, préparatoire à la formation technique et professionnelle des jeunes gens.

Les grandes lignes du programme

Les ministres des divers cultes sont invités à donner, dans les écoles primaires soumises au régime de la présente loi, l'enseignement de la religion et de la morale ou à le faire donner, sous leur surveillance, soit par l'instituteur, s'il y consent, soit par une personne agréée par le conseil communal.

La première ou la dernière demi-heure de la classe du matin ou de l'après-midi est consacrée chaque jour à cet enseignement.

Sont dispensés d'y assister, les enfants dont les parents en font la demande expresse dans les termes suivants : « Le soussigné..., usant du droit que lui confère l'article 4 de la loi sur l'enseignement primaire, déclare dispenser son enfant d'assister au cours de religion et de morale. »

du 4^e degré sont fixées par arrêté royal. Elles seront adaptées aux nécessités locales par les règlements particuliers que les communes et les directions d'écoles adoptables et adoptées pourront édicter.

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

ART. 4bis (nouveau).

Le 4^e degré ou les cours de perfectionnement à tendance professionnelle prévus à l'article précédent seront, dans un délai de cinq ans à partir de la promulgation de la présente loi, organisés dans toutes les communes du royaume.

Au besoin, le régime du demi-temps pourra être établi. En cas de nécessité également, deux ou plusieurs communes pourront être autorisées, par arrêté royal, à se réunir pour l'organisation en commun du degré complémentaire.

ART. 7.

Les frais de l'instruction primaire dans les écoles communales et ceux qui résultent de l'adoption d'écoles privées sont à la charge des communes.

La province y intervient, par voie de subsides, pour une somme qui ne peut être inférieure au produit de deux centimes additionnels au principal des contributions directes, et qui doit être consacrée exclusivement au service ordinaire des écoles communales et adoptées.

Aucune commune ne peut obtenir de subside de l'État ni de la province, pour l'instruction primaire, que si elle consacre à cet objet une somme au moins égale au produit de 4 centimes additionnels au principal des contributions directes, et que si elle exécute en tous points la loi sur l'instruction primaire.

Toutes les sommes dont la commune dispose pour l'instruction primaire forment un fonds spécial qui ne peut être employé à un autre service.

ART. 8.

A partir de l'exercice 1896, un crédit, voté annuellement par la législature en faveur du service ordinaire de l'instruction primaire, sera réparti entre les écoles communales, les écoles adoptées et les écoles privées non adoptées, réunissant les conditions légales d'adop-

ART. 7.

(Comme ci-contre.)

La dépense résultant de la délivrance gratuite des fournitures classiques est mise à la charge des provinces, qui en remboursent le montant aux communes et aux directions d'écoles adoptables, sur états certifiés exacts par l'inspection scolaire.

La dépense sujette à remboursement ne peut dépasser par an 2 francs par garçon ni 3 francs par fille.

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

ART. 8.

(Comme ci-contre.)

tion. Les règles de répartition seront communes aux trois catégories d'écoles.

Néanmoins, les écoles privées non adoptées ne seront pas tenues, pour avoir droit aux subsides de l'État, d'insérer l'enseignement de la religion et de la morale dans leur programme.

Un arrêté royal déterminera le minimum du nombre des élèves admis gratuitement que l'école doit compter pour pouvoir être subventionnée; il fixera les taux de subvention et formulera les règles de répartition qui seront reconnues nécessaires.

Des subsides complémentaires, à imputer sur un second crédit voté annuellement par la législature, seront accordés aux communes pour assurer à chacune d'elles une subvention totale de l'État au moins égale à la moyenne des subsides que la commune a reçus pour le service ordinaire des écoles primaires, sur les fonds du Trésor public, pendant les cinq années 1891 à 1895.

Toutefois, l'allocation de subsides complémentaires ne pourra avoir pour résultat de porter la part d'intervention de l'État dans les frais du service ordinaire des écoles primaires, communales et adoptées, à une somme supérieure au double de l'allocation communale nette, ni de faire descendre cette dernière au-dessous du produit de 4 centimes additionnels au principal des contributions directes, ni au-dessous de la moyenne qu'elle a atteinte pendant la période quinquennale mentionnée ci-dessus.

Les subsides complémentaires alloués lors de la première application des présentes dispositions, ne se-

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

Les subsides complémentaires alloués lors de la première application des présentes dispositions, ne seront

ront modifiés, pour les exercices ultérieurs, qu'en exécution des clauses restrictives énoncées à l'alinéa précédent.

Des subsides complémentaires seront accordés aux écoles adoptées d'office dont l'adoption par le gouvernement cessera en vertu de la présente loi, à condition, toutefois, qu'elles conservent leur importance actuelle. Le montant du subside complémentaire sera calculé de manière à assurer à chacune de ces écoles une subvention totale de l'État égale à celle dont elle a joui pendant l'année 1895.

Aucune dérogation aux règles générales concernant la répartition des subsides de l'État ne sera admise qu'à raison de circonstances tout à fait exceptionnelles et en vertu d'un arrêté royal motivé et inséré au *Moniteur*.

Chaque année, il sera annexé à la proposition du budget un tableau détaillé de l'emploi des fonds alloués pour l'instruction primaire, tant par l'État que par les provinces et les communes, pendant le dernier exercice dont les comptes sont arrêtés.

ART. 13.

Le conseil communal fixe le traitement des instituteurs communaux; ce traitement, casuel compris, ne peut être inférieur à la somme indiquée, pour chaque catégorie de communes, dans le tableau suivant:

modifiés, pour les exercices ultérieurs, qu'en exécution des clauses restrictives énoncées à l'alinéa précédent. *Cependant ils seront, le cas échéant, réduits du montant des subsides prévus à l'article 14bis A et B, ci-après, avec lesquels ils ne peuvent se cumuler.*

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

ART. 15.

Le conseil communal fixe le traitement des instituteurs communaux, qui comprendra nécessairement les éléments suivants :

1° Un traitement de base de 1,200 francs pour les instituteurs et de 1,100 francs pour les institutrices.

2° Une indemnité de résidence fixée comme suit :

	Instituteurs.	Institutrices.	Sous-instituteurs.	Sous-institutrices.
3 ^e catégorie. — Communes de 1,500 habitants et moins.	1,200	1,200	1,000	1,000
4 ^e catégorie. — Communes de 1,501 à 10,000 habitants.	1,400	1,500	1,100	1,100
5 ^e catégorie. — Communes de 10,001 à 40,000 habitants.	1,600	1,400	1,200	1,100
2 ^e catégorie. — Communes de 40,001 à 100,000 habitants.	1,800	1,600	1,300	1,200
1 ^{re} catégorie. — Communes de plus de 100,000 habi- tants.	2,400	2,200	1,400	1,200

Les communes sont classées d'après la population de droit constatée par le dernier recensement décennal.

Lorsqu'une commune de plus de 1.500 habitants est composée de deux ou plusieurs sections bien distinctes, le Roi peut, sur la proposition du conseil communal, la députation permanente entendue, décider que le traitement à accorder aux instituteurs d'une ou plusieurs de ces sections sera fixé d'après la population de la section dans laquelle est établie l'école.

Tout traitement actuel n'atteignant pas le minimum légal indiqué ci-dessus sera porté à ce taux à partir du 1^{er} janvier 1896.

L'instituteur a droit à un logement ou à une indemnité de logement. Cette indemnité est fixée à la somme indiquée ci-après, pour chacune des catégories de communes établies par le premier alinéa du présent article :

3 ^e catégorie	200 francs
4 ^e »	300 »
5 ^e »	400 »
2 ^e »	600 »
1 ^{re} »	800 »

Lorsque le mari et la femme sont chefs d'école dans la même commune,

Dans les communes de 5,000 habitants et moins, 150 francs ;

Dans les communes de 5,001 à 40,000 habitants, 200 francs ;

Dans les communes de 40,001 à 100,000 habitants, 300 francs ;

Dans les communes de plus de 100,000 habitants, 400 francs.

Cette indemnité sera doublée :

a) *Pour les instituteurs mariés.*

b) *Pour les instituteurs et les institutrices chefs d'école.*

(Comme ci-contre)

Lorsqu'une commune de plus de 5,000 habitants est composée de deux ou plusieurs sections bien distinctes, le Roi peut, sur la proposition du conseil communal, la députation permanente entendue, décider que l'indemnité de résidence à accorder aux instituteurs d'une ou plusieurs de ces sections sera fixée d'après la population de la section dans laquelle est établie l'école.

N'ont pas droit à l'indemnité de résidence, les instituteurs et les institutrices qui ont la jouissance d'un logement scolaire.

Lorsque le mari et la femme sont attachés à une école de la même com-

ils ne peuvent prétendre qu'à un seul logement ou à une seule indemnité de logement.

Les traitements actuels des instituteurs, comme ceux qui leur seront accordés ultérieurement, ne pourront subir aucune réduction pendant la durée des fonctions des titulaires dans la même commune.

ART. 14.

Le traitement des membres du personnel enseignant des écoles primaires adoptées est à la charge des communes ; ce traitement ne peut, s'ils sont diplômés ou dispensés de l'examen, être inférieur à la somme indiquée pour chaque catégorie de communes, dans le tableau qui figure à l'article 13.

L'article 15, déterminant les augmentations de traitement auxquelles ont droit les instituteurs communaux, est applicable au personnel des écoles adoptées, diplômé ou dispensé de l'examen.

Dispense de cette obligation peut être accordée, pour un terme de cinq ans, par un arrêté royal qui sera inséré au *Moniteur*. Cette dispense est renouvelable.

Le taux du traitement résultant des articles 13 et 15 n'est pas applicable aux instituteurs faisant partie d'une congrégation religieuse.

munie, ils ne peuvent prétendre qu'à un seul logement ou à une seule indemnité de résidence.

(Cf. art. 15 E ci-après.)

Les qualifications de sous-instituteur et de sous-institutrice sont supprimées.

ART. 14.

A. Le traitement des membres du personnel enseignant des écoles adoptées est à la charge des communes.

B. Le traitement des membres du personnel enseignant des écoles adoptables est à la charge des directions de ces écoles.

C. Sauf la réserve formulée à l'alinéa D ci-après, ce traitement ne peut, si les agents sont diplômés ou dispensés de l'examen, être inférieur au taux résultant des articles 13 et 15.

D. Le traitement des agents non mariés et vivant en commun qui exercent leurs fonctions dans les écoles adoptées et adoptables est réglé par les conventions librement débattues entre les directions de ces écoles et ces instituteurs.

Toutefois, lorsque ces instituteurs sont diplômés ou dispensés, l'Etat accordera aux communes et aux

La commune est tenue d'allouer annuellement à toute école adoptée une somme suffisante pour payer les fournitures classiques des enfants qui, ayant droit à l'instruction gratuite, sont admis dans cette école.

ART. 15 (1).

L'instituteur a droit à une augmentation de 100 francs à l'expiration

(1) Loi du 21 mai 1906 : « Article premier
— Par dérogation aux dispositions combinées

directions d'écoles adoptables le subside de 50 francs par période biennale ou triennale d'années de service prévus à l'article 15, litt. F.

(Comme ci-contre.)

ART. 14bis (nouveau).

A l'effet de permettre aux communes où le produit d'un centime additionnel au principal des contributions directes ne dépasse pas 500 fr., et aux directions d'écoles adoptables, de payer les minima de traitement mis respectivement à leur charge par l'article 15, A, B, C, il sera accordé :

A. Aux communes où le produit d'un centime additionnel dépasse 250 francs, un subside complémentaire de 200 francs par classe desservie par un instituteur et un subside de 100 francs par classe desservie par une institutrice.

B. Aux communes où le produit d'un centime additionnel ne dépasse pas 250 francs, un subside complémentaire de 300 francs par classe desservie par un instituteur et un subside de 200 francs par classe desservie par une institutrice.

C. Aux directions d'écoles adoptables, un subside complémentaire de 600 francs par classe desservie par un instituteur et de 500 francs par classe desservie par une institutrice.

ART. 15.

A. L'instituteur a droit à une augmentation de 100 francs à l'expiration de chaque période de deux années de bons services, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour

de chaque période de quatre années de bons services, jusqu'à concour-

des articles 15 et 15, alinéa 1, de la loi du 15 septembre 1895, les instituteurs, institutrices, sous-instituteurs, sous-institutrices, ayant respectivement seize, vingt et vingt-quatre années de service jouiront, à partir du 1^{er} janvier qui suivra l'année pendant laquelle ils atteindront ces divers termes, de traitements fixés comme suit :

a) après seize ans, 1,800, 1,700, 1,700, 1,500 francs ;

b) après vingt ans, 1,900, 1,800, 1,800, 1,600 francs

c) après vingt-quatre ans, 2,000, 1,900, 1,900, 1,700 francs.

Dans la supputation de ces nombres de seize, vingt et vingt-quatre années seront compris tous les services rendus, à la suite d'une nomination à titre définitif, par les membres du personnel enseignant, dans les écoles primaires communales ou adoptées, en qualité d'instituteur, d'institutrice, de sous-instituteur ou de sous-institutrice.

Les taux de 2,000, 1,900, 1,700 francs visés ci-dessus au litt. c, constituent pour les instituteurs, les institutrices, les sous-instituteurs et les sous-institutrices des 5^e et 4^e catégories, des traitements maxima.

Les membres du personnel enseignant qui auront bénéficié de la disposition contenue sous le littéra c de l'alinéa 1 et qui, en vertu des articles 15 et 15 de la loi du 15 septembre 1895, pourront prétendre à un traitement maximum supérieur à l'un des taux prémentionnés, obtiendront, quatre années après, une nouvelle augmentation obligatoire de 100 francs, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'ils aient atteint ce maximum.

Les dispositions contenues dans les paragraphes précédents sont applicables aux instituteurs adoptés, laïcs, diplômés ou dispensés de l'examen ; elles ne le seront pas à ceux d'entre eux dont le traitement a été fixé, par arrêté royal, en vertu de la dispense prévue par le § 3 de l'article 14 de la loi susvisée du 15 septembre 1895, et ce pendant toute la durée de la dispense.

Art. 2. — La présente loi sortira rétroactivement ses effets à dater du 1^{er} janvier 1906.

majorer de 1,500 francs le minimum prévu à l'article précédent.

L'institutrice a droit à une augmentation de 100 francs à l'expiration de chaque période de trois années de bons services, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 1,000 francs le minimum légal prévu à l'article précédent.

B. Dans la supputation des années de service seront compris tous les services rendus même à titre temporaire dans les écoles primaires communales, adoptées et adoptables, en qualité d'instituteur, d'institutrice, de sous-instituteur et de sous-institutrice.

Il en sera de même des services rendus avant la mise en vigueur de la loi du 15 septembre 1895, dans une école primaire privée non subventionnée, mais organisée conformément à la loi.

Seront pareillement compris dans la supputation des années de services, les services rendus postérieurement à l'obtention du diplôme d'instituteur primaire, dans les écoles gardiennes inspectées, dans les écoles de bienfaisance dépendant du Ministère de la Justice, dans les écoles normales de l'État ou agréées, dans les écoles primaires payantes et dans les classes préparatoires d'un établissement d'enseignement moyen, public ou privé.

rence de la somme nécessaire pour majorer de 600 francs le minimum légal de traitement attaché à la catégorie à laquelle appartient l'école où il exerce ses fonctions.

Sur la proposition du conseil communal, après avoir pris l'avis de l'inspecteur et de la députation permanente et avoir entendu l'instituteur dans ses explications, le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique peut, par décision motivée, déclarer qu'il n'y a pas lieu d'accorder à un instituteur l'augmentation quadriennale.

La première période quadriennale pendra cours le 1^{er} janvier 1892, pour les instituteurs nommés à titre définitif avant cette date; pour les autres, elle commencera le 1^{er} janvier de l'année qui suit la date de leur nomination définitive. L'instituteur qui compte au moins dix ans de services au 1^{er} janvier 1896 jouira, à partir de cette date, d'une augmentation de traitement de 200 fr., sans préjudice de l'application des dispositions des 2^o, 4^o et 5^o alinéas du présent article.

Les augmentations facultatives de traitement allouées par anticipation à l'instituteur peuvent être déduites des augmentations obligatoires subséquentes.

L'instituteur qui aura été frappé d'une peine disciplinaire plus grave que celle que le conseil communal peut prononcer sans l'approbation de la députation permanente, sera privé de l'augmentation se rapportant à la période quadriennale pendant laquelle la peine a été infligée. Toutefois, sur la proposition du conseil communal, la députation

C. Sur la proposition du conseil communal, après avoir pris l'avis de l'inspection et celui de la députation permanente et avoir entendu l'instituteur dans ses explications, le Ministre *compétent* peut, par décision motivée, déclarer, *pour des motifs d'ordre professionnel*, qu'il n'y a pas lieu d'accorder à un instituteur l'augmentation *périodique*.

L'instituteur qui aura été frappé d'une peine disciplinaire plus grave que celle que le conseil communal peut prononcer sans l'approbation de la députation permanente sera privé de l'augmentation se rapportant à la période pendant laquelle la peine a été infligée.

Le Ministre *compétent* pourra, dans l'un et l'autre cas, relever l'instituteur de la déchéance encourue, après avoir entendu le conseil communal et la députation permanente.

D. — Les augmentations facultatives de traitement allouées par

permanente entendue, le Ministre de l'intérieur et de l'instruction publique pourra relever l'instituteur de cette déchéance.

(Cl. art. 13, alinéa final).

Dans les communes où le produit d'un centime additionnel au principal des contributions directes ne dépasse pas 100 francs, l'Etat supportera les deux tiers des augmentations périodiques obligatoires; il en supportera la moitié dans les autres communes.

Lorsque, par suite de la diminution de la population de la commune, une école passe dans une catégorie inférieure, ce changement n'a d'effet qu'à l'égard du personnel nommé postérieurement à la nouvelle classification. Les instituteurs précédemment attachés à l'école conservent les traitements et les droits à l'augmentation qu'ils ont acquis en vertu du premier alinéa de l'article 13 et du présent article.

Lorsqu'une école entre dans une catégorie supérieure, les instituteurs n'ont droit qu'au minimum de la nouvelle catégorie, si ce minimum égale ou dépasse le revenu dont ils jouissaient en dernier lieu.

Les mêmes règles sont appliquées chaque fois qu'un instituteur est appelé à une nouvelle fonction dans l'enseignement primaire communal.

anticipation peuvent être déduites des augmentations obligatoires subséquentes.

E. — Les traitements actuels des instituteurs, comme ceux qui leur seront accordés ultérieurement, ne pourront subir aucune réduction pendant la durée des fonctions des titulaires dans la même commune.

F. — Dans les communes où le produit d'un centime additionnel au principal des contributions directes ne dépasse pas 100 francs *et dans les écoles adaptables*, l'Etat supportera les *trois quarts* des augmentations périodiques obligatoires; il en supportera la moitié dans les autres communes.

Art. 15bis (nouveau).

Une indemnité de direction, à concurrence des 3/4 à charge de l'Etat, calculée à raison de 50 francs

par classe, est attribuée aux chefs d'école titulaires d'une classe.

Cette indemnité ne pourra dépasser 300 francs.

ART. 15ter (nouveau).

Une indemnité spéciale, à charge de l'Etat, est accordée aux instituteurs et aux institutrices qui, outre leur diplôme ordinaire, seront porteurs d'un certificat spécial d'aptitude aux fonctions de chef d'école ou de capacité pour l'enseignement de certaines branches à déterminer par arrêté ministériel.

Cette indemnité, dont le taux sera fixé par arrêté royal, ne pourra dépasser un maximum de 100 francs.

ART. 15quater (nouveau).

Des bourses spéciales d'études, à charge de l'Etat, pourront être accordées, à partir de leur 14^e année, aux enfants d'instituteurs qui fréquentent ou qui se disposent à fréquenter les écoles normales de l'Etat ou les écoles normales agréées

ART. 18.

En cas de maladie d'un membre du personnel enseignant des écoles primaires communales non placé dans la position de disponibilité, le collège échevinal désigne pour remplacer cet agent, pendant la durée de son congé, un intérimaire choisi parmi les instituteurs diplômés.

Le conseil communal fixe le taux de l'indemnité à payer à l'intérimaire. Cette indemnité ne peut être, par année, inférieure à 1,000 francs pour les sous-instituteurs et à 1,200 pour les instituteurs; elle est calculée

ART. 18.

(Comme ci-contre).

Le conseil communal fixe le taux de l'indemnité à payer à l'intérimaire, d'après les bases admises pour les instituteurs pourvus d'une nomination définitive; elle est calculée d'après le nombre de jours pendant

d'après le nombre de jours pendant lequel l'intérimaire a exercé ses fonctions et elle est payée mensuellement.

La dépense résultant de l'intérim est supportée par l'État, la commune et le titulaire malade dans les proportions suivantes : deux cinquièmes à charge de l'État, deux cinquièmes à charge de la commune et un cinquième à charge du titulaire.

Cette intervention sera la même en cas de maladie d'un instituteur diplômé enseignant dans une école adoptée.

ART. 19.

Aucune école primaire privée ne peut être adoptée, à moins de se soumettre aux conditions suivantes :

1° L'école doit être établie dans un local convenable ;

2° Les membres du personnel enseignant devront, pour la moitié au moins, être diplômés ou avoir subi l'examen dont il est fait mention à l'article 9.

Par mesure transitoire, le Ministre pourra, pendant deux ans, à dater de la promulgation de la loi du 15 septembre 1895, dispenser de cette condition :

I. Ceux qui ont donné l'enseignement primaire durant dix ans au moins ;

II. Ceux qui, porteurs d'un certificat d'humanités, ont donné l'enseignement primaire durant cinq ans au moins ;

lequel l'intérimaire a exercé ses fonctions comparé au nombre de jours pendant lesquels l'école est ouverte au cours d'une année.

La dépense résultant de l'intérim est supportée par l'Etat, la commune, la province et le titulaire malade dans les proportions suivantes : deux cinquièmes à charge de l'Etat, deux cinquièmes à charge de la commune, un dixième à charge de la province et un dixième à charge du titulaire.

(Comme ci-contre.)

La dépense résultant de l'intérim dans les écoles adoptables est supportée par l'Etat dans la proportion réglée par l'article 8 de la loi du 18 mai 1912 sur les pensions.

ART. 19.

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

2° *Sous réserve des situations acquises avant la fin de la présente année scolaire (1912-1913), les membres du personnel enseignant devront être Belges.*

Ils devront être diplômés ou avoir subi l'examen dont il est fait mention à l'article 9.

Sont dispensés de l'examen, les agents qui étaient en fonctions avant la mise en vigueur de la loi du 15 septembre 1895 et qui n'ont pas interrompu leurs services scolaires depuis cette époque.

Dispense du diplôme ou de l'examen peut être accordée, par arrêté ministériel, sur l'avis de l'inspection

Sont dispensés de l'examen, ceux qui, antérieurement à la loi du 20 septembre 1884, ont eu la direction d'une école communale ou adoptée ;

3° Si l'enseignement de la religion fait partie du programme, cet enseignement sera donné au commencement ou à la fin des heures de classe. Les enfants dont les parents en font la demande seront dispensés d'y assister ;

4° Le programme d'enseignement comprendra les matières énumérées au § 1^{er} de l'article 4 ;

5° L'école adoptée doit être soumise au régime de l'inspection de l'Etat, établi en vertu de la présente loi ;

6° Elle doit recevoir les enfants ayant droit à l'instruction gratuite sans pouvoir exiger d'autre rétribution que celle prévue par l'article 5 ;

7° Le nombre des heures de classe ne pourra être inférieur à vingt par semaine, indépendamment du temps spécialement consacré à l'enseignement de la religion et de la morale : déduction faite du temps employé au travail à l'aiguille, ce nombre ne pourra être inférieur à seize.

Un tableau indiquant l'emploi du temps sera affiché à l'école.

Aucune école primaire privée ne pourra être subsidiée par l'Etat, par la province ou par la commune, si elle ne réunit les conditions requises

scolaire, en faveur des instituteurs âgés de plus de trente ans et en fonctions depuis plus de cinq ans lors de la mise en vigueur de la présente loi.

Il est accordé aux instituteurs non diplômés, en fonctions dans les écoles adoptées ou adoptables à la date du 1^{er} juin 1913, et qui ne bénéficient pas des dispenses prévues ci-dessus un délai de cinq ans, à partir de la promulgation de la présente loi, pour acquérir le titre requis.

(Comme ci-contre.)

Le programme d'enseignement comprendra les matières énumérées à l'article 4.

(Comme ci-contre.)

(Ce numéro est devenu inutile, par suite de l'article 5 nouveau.)

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

pour l'adoption par le présent article.

Les infractions aux dispositions légales sont portées à la connaissance du Gouvernement par les inspecteurs ; il en est de même des autres abus qui seraient constatés dans une école.

Si l'autorité dirigeant l'école refuse de se soumettre à la loi ou de réformer les abus, les subsides communaux, provinciaux et de l'Etat sont retirés par arrêté royal motivé et inséré au *Moniteur*.

ART. 27.

La loi du 1^{er} juillet 1879 est abrogée ; il en est de même des articles 2, 3, 4 et du dernier paragraphe de l'article 1^{er} de la loi du 28 décembre 1885 ; les articles 121 et 147 de la loi communale sont rétablis tels que leur texte est fixé par la loi du 7 mai 1877.

L'article 1^{er} de la loi du 15 juin 1881 est modifié en ce sens que le nombre des athénées royaux ne pourra dépasser vingt, le nombre des écoles moyennes pour garçons cent, le nombre des écoles moyennes pour filles cinquante.

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

ART. 27.

(Comme ci-contre.)

L'article 1^{er} de la loi du 15 juin 1881 est modifié en ce sens que le nombre des athénées *et collèges* royaux ne pourra dépasser *vingt-quatre*, le nombre des écoles moyennes pour garçons cent, le nombre des écoles moyennes pour filles cinquante.

106

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 JUNI 1945.

Ontwerp van wet tot invoering van leerplicht en wijziging van de wet
op het lager onderwijs.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

I. — ALGEMEEN OVERZICHT VAN HET ONTWERP.

MIJNE HEEREN,

Waar de Regeering, in de verklaring van 20 Juni 1944, hare schoolpolitiek omschreef, deed zij zulks in de navolgende bewoordingen ;

« Een wetsontwerp werd overgelegd met het oog op de regeling van den leerplicht, de verbetering van den toestand van het leerpersoneel, de volmaking der vereischten van opvoedkunde en beroep in het lager onderwijs en ten slotte om aan ieder de weldaad van het onderwijs te verstrekken onder den waarborg van vrije schoolkeuze.

» Zijn dergelijke ontwerpen onaantastbaar in hun doel, gewis zijn zij toch vatbaar voor wijzigingen in hunne toepassingsvormen. »

Het op 14 Maart 1944 door den heer Schollaert ingediende ontwerp vervallen zijnde, ten gevolge van de ontbinding der Kamers, meent de Regeering de aangekondigde toepassingsvormen in de gedaante van een nieuw ontwerp aan de Kamers te moeten voorleggen.

Zij zijn vereenigd in vier titels, welke overeenkomen met de in het ontwerp gehuldigde vier hoofdhervormingen : schoolplicht, instelling van een 4^{den} graad, verbetering van den toestand der onderwijzers ; algemeenmaking van kosteloos schoolbezoek.

In een vijfden titel, zijn allerlei bepalingen vereenigd, die, zonder verband te houden met bovenbedoelde voorwerpen, enkele artikelen der regelingwet raken, welke het, naar aanleiding der schoolhervorming, oorbaar werd geacht te wijzigen.

TITEL I.

VAN DEN SCHOOLPLICHT.

Het beginsel van de verplichting voor de gezinshoofden om onderwijs aan hunne kinderen te verstrekken wordt bovenaan het wetsontwerp verkondigd.

Met het oog op de verspreiding van het onderwijs, bekleedt België ongetwijfeld eene eervolle plaats onder de meest gevorderde natiën. De statistieken leveren er het bewijs van.

Volgens de jongste tienjaarlijksche volkstelling bedroeg, op 31 December 1910, het juiste getal kinderen van 6 tot 14 jaar, 1,208,835 (1). Anderdeels, gaf het door het Departement van Wetenschappen en Kunsten, naast de tienjaarlijksche volkstelling, ingesteld bijzonder onderzoek tot nauwkeurige bepaling van het getal kinderen in de schooljaren, die op voormelden datum, geen onderwijs genoten. de navolgende uitslagen, wat betreft de indeeling der kinderen van 6 tot 14 jaar die op 31 December 1910 in de verschillende onderwijsinrichtingen des lands ingeschreven waren :

1. Onder Staatstoezicht staande lagere scholen	911,428
2. Bewaarscholen	15,250
3. Scholen voor volwassenen	52,660
4. Aan de Staatsnormaalscholen toegevoegde oefenscholen	1,659
5. Aan de aangenomen normaalscholen toegevoegde oefenscholen	1,605
6. Onder Staatstoezicht staande inrichtingen van den middelbaren graad	25,286
7. Volkomen vrije, onder toezicht van de wereldlijke geestelijkheid of de ordesgeestelijken staande inrichtingen :	
a) Van den lagere graad	46,515
b) Van den middelbaren graad	56,044
8. Onder hoegenaamd geen toezicht staande, volkomen vrije scholen	8,261
9. Van het Ministerie van Oorlog afhangende scholen	290
10. Van het Ministerie van Spoorwegen afhangende scholen	54
11. Van het Ministerie van Justitie afhangende scholen	5,465
12. Van het Ministerie van Landbouw afhangende scholen	250
13. Van het Ministerie van Nijverheid en arbeid afhangende scholen	7,369
Te zamen voor het Rijk	1,108,072

(1) In dit cijfer zijn begrepen al de kinderen die, op 31 December 1910, den leeftijd van 6 jaar overschreden hadden zonder dien van veertien jaar bereikt te hebben. Het betreft dus een tijdvak van acht volle jaren, overeenkomend met den gewonen duur van het lager onderwijs.

Voegt men bij dit cijfer de in eene school ingeschreven 2,047 achterlijke kinderen en de 5,435 lichamelijk of verstandelijk achterlijke kinderen van denzelfden leeftijd, die buiten staat zijn de lessen eener gewone school of eener bijzondere inrichting te volgen en dus niet als weerspannigen kunnen beschouwd (1), dan komt men tot een totaal van 1,113,534.

Moet uit vorenstaande gegevens afgeleid dat het cijfer van 93,281 — dit is het verschil tusschen dit getal en het gezamenlijk getal kinderen in de schooljaren — de onderwijsafval vertegenwoordigd en het volstrekt getal ongeletterden?

Geenszins, want dit cijfer van 95,281 omvat een aanzienlijk getal kinderen van 6 tot 14 jaar die, alhoewel op 31 December 1910 niet geteld als ingeschreven in eene school, toch min of meer volledig onderwijs genieten of genoten hebben. Die kinderen moeten natuurlijk afgetrokken worden van het cijfer van 95,281, dat een louter schijnbaren afval vertegenwoordigt.

Nu, ziehier welke verschillende reeksen kinderen aldus dienen afge-
rekend :

1° De kinderen die thuis onderwezen worden door bijzondere leeraars, eene reeks waarvan de aanzienlijkheid onmogelijk kan geschat;

2° De kinderen ingeschreven in zeker getal private inrichtingen die nagelaten hebben bij het door het beheer ingestelde onderzoek te antwoorden. Deze reeks omvat vermoedelijk maar enkele honderden leerlingen ;

3° De kinderen die de school verlieten zonder er hunne studiën voleind te hebben. Hoogst waarschijnlijk is het, dat, behoudens enkele in een opvoedkundig opzicht achterlijke kinderen, die reeks nagenoeg insluitend kinderen beneden de 14 jaar omvat; nu, hun getal kan op 40,701 geschat (2);

4^o De kinderen die de school verlieten na een volledige cursus met minimum-leerplan gevolgd te hebben. Hier nogmaals, dient redematig aangenomen dat men, evenals in de vorige reeks, over het algemeen te doen heeft met kinderen beneden de 14 jaar. Nu, op 31 December 1910, beliep die reeks 6,988 (3);

5° De kinderen die van de studiën afzagen na het maximum-leerplan tot

(4) Aantal lichamelijk of verstandelijk achterlijke kinderen :

In wettelijk opzicht . . .	2,527
In medisch opzicht . . .	4,955
Te zamen. . .	7,482

Waaronder 2,047 die op het register eener school ingeschreven staan.

(2) Dit getal is vastgesteld voor het laatste jaar van ieder driejaarlijksch tijdvak :

Op 31 December 1908, bedroeg het . . .	59,135
Op 31 December 1911, — . . .	41,484

Voor 31 December 1910, kunnen wij ons dus aan het tusschencijfer 40,701 houden.

(5) Zelfde raming als voor de 3^e reeks :

Op 31 December 1908, waren de kinderen uit die reeks ten getale van 6,601 ;	
Op " " 1911, " " " 7,181.	

Voor 31 December 1940, kunnen wij ons dus aan het tusschencijfer 6,988 houden.

het einde toe gevolgd te hebben. Voor het jaar 1910, bedroeg dezer getal ongeveer 68,872 (1).

Doch hier dient erkend, dat dit cijfer een aanzienlijk getal kinderen omvat, die den leeftijd van veertien jaar overschreden hebben, en dus niet, als die der vorige reeksen, moeten afgerekend worden van den oorspronkelijken afval van 95,281. Hoe groot is dit getal? Zulks kan niet juist bepaald, inaar te dien aanzien heeft men eene vingerwijzing in het getal kinderen boven de 14 jaar die op 31 December 1910 in de lagere scholen ingeschreven waren.

Dit getal bedroeg ongeveer 10,000 (juist 9,748 in 1908 en 10,282 in 1911). Dus mag men besluiten dat die reeks nog een aanzienlijk getal kinderen van 6 tot 14 jaar bevat, die niet als schoolgaande werden geteld op het einde van 1910, en die verre van plaats te moeten nemen onder de ongeletterden, daarentegen goede lagere studiën hebben gedaan.

Vorenstaande gegevens verminderen vrij merkkelijk het cijfer dat eerst den afval in het schoolbezoek scheen te vertegenwoordigen. Waar men die gegevens bijtelt, zou men zelfs, op het eerste zicht, geneigd zijn te besluiten dat het getal kinderen, die onderwijs genieten of genoten hebben, grooter is dan het getal kinderen in de schooljaren die in het land bestaan : als terechtwijzing van die schijnbare ongerijmdheid geldt het feit dat een zeker getal leerlingen, nadat zij de lagere klassen vóór den leeftijd van 14 jaar verlaten hadden (voormelde 3^e, 4^e en 5^e reeks), zich later hebben doen inschrijven in eene andere onderwijsinrichting (leergangen voor volwassenen, beroepsleergangen, inrichtingen voor middelbaar onderwijs, enz.), en, bijgevolg, op 31 December 1910 werden geteld als schoolgaande.

Het spreekt vanzelf dat deze reeks jonge lieden niet moet afgerekend van het cijfer van 95,281, zooals dit wel het geval is met de leerlingen die voorgoed de klassen verlaten hebben.

Dus blijkt,— en dit is het eindbesluit dat in het licht diende gesteld —, dat zoo het onmogelijk is het juiste getal kinderen uit te cijferen die hoegenaamd geen onderwijs genieten, dit getal nochtans, naar alle waarschijnlijkheid, zeer gering is.

*
* *

Vergelijkt men den toestand die uit het zooeven bedoelde onderzoek voortvloeit met dien voortvloeiende uit een in 1897 ingesteld soortgelijk onderzoek, —zulks met het oog op het werkelijk schoolbezoek ten tijde van het onderzoek, — dan blijkt uit die vergelijking een aanzienlijke vooruitgang :

In 1897, beliep, naar de verhouding voortvloeiende uit de uitslagen van

(1) Zelfde raming als voor de 2^e en de 3^e reeks :

In 1908, beliep dit getal 66,889 ;

In 1911, — 69,775.

Voor 1910, kunnen wij ons dus aan het tusschencijfer 68,872 houden.

de tienjaarlijkse volkstellingen, het gezamenlijk getal kinderen in de schooljaren	1,053,834
en het getal in eene school ingeschreven kinderen van denzelfden leeftijd	934,566
Afval	119,288 of 11.3 t. h.

En volgens het onderzoek van 1910, beliep het gezamenlijk getal kinderen in de schooljaren	1,208,833
en dit der leerlingen	1,110,119
Afval	98,716 of 8.1 t. h.

Het geldt hier niet, dit zij nogmaals gezegd, den wezenlijken afval in het onderwijs, maar eenvoudig den afval in het *werkelijk* schoolbezoek.

Uit de statistieken blijkt insgelijks een ware vooruitgang in den zin van langer schoolbezoek en nuttiger effect der studiën :

In 1897, op 764,300 schoolkinderen (lagere scholen), waren er 68,000 — d. i. 9 t. h. — die de school verlieten zonder hunne studiën uitgedaan te hebben, terwijl in 1910, op 929,347 leerlingen er nog maar 40,701 — d. i. 4 t. h. — in dit geval waren.

Gaat men, anderdeels, de statistieken rakende den graad van onderwijs der miliciens na, dan stelt men dezelfde voortdurende afneming vast, wat aangaat het getal ongeletterden. Onderstaande tabellen zijn te dien aanzien leerrijk.

I. — *Graad van onderwijs van de voor de militie ingeschreven jongelingen.*

Jaartallen.	Kunnende lezen en schrijven.	Kunnende		Totaal	
		noch lezen, noch schrijven.	Kunnende enkel lezen.	der twee voorgaande kolonnen.	
1897 . . .	87.24 t. h.	10.91 t. h.	4.83 t. h.	12.76 t. h.	
1900 . . .	87.99 —	10.10 —	4.91 —	12.01 —	
1903 . . .	90.53 —	8.12 —	4.53 —	9.65 —	
1910 . . .	91.02 —	6.74 —	2.24 —	8.98 —	
1911 . . .	92.26 —	6.54 —	1.40 —	7.74 —	

II. — *Geleerdheid der ingelijfde manschappen.*

Jaartal en.	Hadden geen onderwijs genoten.		Konden enkel lezen.		Konden lezen en schrijven.		Kon'en lezen, schrijven en rekenen.		Hadden volt-dig onderwijs genoten.	
	vl.	fr.	vl.	fr.	vl.	fr.	vl.	fr.	vl.	fr.
1897	17.01	11.17	7.77	5.26	28.64	21.64	58.78	43.09	7.80	16.84
1900	16.17	10.37	7.26	5.50	27.87	22	46.66	46.25	8.04	13.84
1903	12.93	8.37	4.32	4.02	25.31	19.25	48.85	50.97	8.59	17.59
1910	9.92	3.44	4.74	2.63	21.68	12.78	51.45	51.52	12.23	27.61
1911	10.26	5.66	5.16	2.03	19.63	12.69	52.37	53.47	14.56	24.22

III. — *Geleerdheid der met verlof huiswaarts gezonden manschappen.*

1897	8.86	5.71	8.12	6.17	32.49	24.71	42.40	46.95	8.15	16.46
1900	6.06	4.16	8.32	7.28	32.66	24.22	45	48.22	7.96	16.12
1903	3.37	2.88	5.79	5.65	28.96	20.60	52.74	54.74	8.74	18.06
1910	3.16	2.02	5.01	2.20	25.15	14.85	57.75	62.17	8.95	18.76
1911	2.83	1.70	5.50	2.08	25.07	14.03	58.16	59.72	10.82	22.47

Vergelijkt men den hooger uiteengezetten toestand met de uitslagen behaald in andere landen, als daar zijn Frankrijk, Engeland, Italië, waar leerplicht bestaat, dan valt die vergelijking geenszins ten nadeele van België uit.

Engeland. — Niettegenstaande de herhaalde pogingen van den wetgever en de sedert meer dan 40 jaar steeds strengere achtereenvolgens uitgevaardigde maatregelen om tot algemeen en geregeld schoolbezoek te geraken, schijnen de door het *Board of Education* uitgegeven bescheiden nog op een nog al merklijk tekort te wijzen (1).

Uit die tabellen blijkt dat het percent van het gemiddeld getal leerlingen die, op het getal ingeschrevenen, de school bezoeken bedraagt :

a)	Voor de leerlingen van 5 tot 5 jaar	76.50 t. h.
b)	— — — — 5 jaar en daarboven	89.98 —
	Over het geheel	89.16 —

Italië. — In Italië werd het reeds door de wet Casati, in 1859, gehuldigde beginsel van schoolplicht, bij de wet van 15 Juli 1877 toepasselijk gemaakt op al de kinderen van 6 tot 9 jaar (lagere aanvankelijke leergang) en daarna uitgestrekt, door de wet van 8 Juli 1904, tot de kinderen van 9 tot 12 jaar, in de gemeenten waar de hoogere aanvankelijke leergang is ingericht.

Nu, welke zijn, in gemeld land, de ambtelijk vastgestelde uitslagen?

Het in 1910 door het Algemeen Bestuur van het lager onderwijs onder titel : « *L'Istruzione primaria et popolare in Italia con speciale riguardo all' anno scolastico 1907-08* » (2), uitgegeven lijvig verslag, verstrekt te dien aanzien sommige wel bepaalde inlichtingen :

Getal kinderen waarop schoolplicht toepasselijk is	3,949,141
— in de scholen ingeschreven	5,002,168
Afval	946,973

En die afval is niet, zooals men het zou kunnen veronderstellen, alleen te wijten aan streken die in bijzonder ongunstige omstandigheden verkeerden, als daar zijn de Abruzzen of Calabrië; hij wordt ook waargenomen in de meest gevorderde provinciën, inzonderheid in Lombardije, waar hij 44,962 bedraagt op 550,552 kinderen, en in Piemont, waar hij van 20,999 is op 401,949 schoolplichtige kinderen.

In het verslag wordt, weliswaar, tot verzwakking van die weinig aanmoedigende vaststellingen aangevoerd dat de door de plaatselijke overheden opgemaakte opgaven merklijk meer kinderen aangeven dan er wezenlijk zijn; doch niettemin wordt er in erkend, op grond van wel bepaalde elementen dat de schoolafval nog verschillende honderd duizenden bedraagt « *parecchie centinaia di migliaia* ».

(1) Onderstaande gegevens zijn getrokken uit de ambtelijke uitgave *Statistics of Public Education in England and Wales. Part I, Educational Statistics, 1910-1911.* *

(2) Vol I, blz. 100 tot 116.

Frankrijk. — De Fransche statistieken leveren geen volledige gegevens aangaande de volstrekt weerspannigen, d. z. de kinderen die zich in geen enkele school laten inschrijven. Daarentegen behelzen zij nauwkeurige inlichtingen rakende den betrekkelijken schoolafval, d. i. het ongeregeld schoolbezoek der ingeschrevenen.

In 1908, deed de Minister van Openbaar onderwijs dienaangaande een onderzoek instellen, wat betreft de openbare scholen. Het gaf de navolgende uitslagen :

Getal kinderen in de schooljaren (6 tot 13 jaar), volgens de jongste volkstelling	4 416,170
---	-----------

Getal leerlingen, op 1 ^{er} December 1907 in de openbare scholen ingeschreven	3,603,264
--	-----------

Getal leerlingen die, in den loop van het schooljaar 1907-1908, zonder geldige verontschuldiging, de school verzuimd hebben gedurende :

1 maand	440,656
2 maanden	252,846
3 —	163,419
4 —	107,140
5 —	68,560

Meer dan de helft van het schooljaar	111,739
--	---------

Ziehier wat de heer F. Buisson in het *Manuel général de l'Instruction primaire*, van 26 December 1908, tot verklaring van die vaststellingen zegt :

« Wij willen ons zelven geenszins misleiden aangaande de beteekenis van een eerste « peiling », zooals thans gezegd wordt. Het is zonneklaar — en al ware maar deze enkele les uit de tabel af te leiden, dan is ze toch waard te nutte gemaakt te worden, — het is zonneklaar dat het de grondslag is die ons ontbreekt.

» Men heeft wel, om de vijf jaren, volgens de volkstelling het cijfer der bevolking in de schooljaren ; maar tengevolge van de bevolkingsverplaatsingen zou men, jaar per jaar, gemeente per gemeente en, voor de groote steden, wijk per wijk, het getal jongens en meisjes van 6 tot 13 jaar dienen te kennen, om te kunnen nagaan hoeveel hunner de school verzuimen.

» Schoolverzuim kan op twee wijzen bestaan : de eene, ingeval de kinderen niet ingeschreven zijn ; de andere, zoo zij, alhoewel ingeschreven de school niet bezoeken.

» Alleen deze tweede vorm van schoolafval kan op grond van de ministeriele statistiek gemeten.

» Wat den eerste betreft kunnen wij niets gissen. Tusschen het cijfer van 4,416,170 kinderen in de schooljaren en dit van 3,603,264 is er een verschil van meer dan 800,000, hetwelk omvat : 1^o de in de private scholen ingeschreven leerlingen ; 2^o de in de lycæa en colleges of thuis onderwezen leerlingen ; 3^o de leerlingen die nergens ingeschreven zijn noch onderwijs genieten. Te dien opzichte kunnen wij slechts zeer onvolledige gegevens hebben.

een zeker getal kinderen aan de school te zien ontsnappen, niettemin mag men de hoop koesteren dat de huldiging van het beginsel van schoolplicht een nieuwen vooruitgang zal bewerken.

» Wat aangaat het tweede soort van inlichtingen, om alleen het laatste cijfer der laatste kolom te nemen (*ingeschrevenen die meer dan de helft van het jaar de school verzuimd hebben*), ziet men dat het volstaat om het voortbestaan te verklaren van de verhouding ongeletterden onder de ingelijfden bij het leger. Een land waar meer dan honderd duizend kinderen, jongens en meisjes, gedurende *meer* dan de helft van het jaar de school verzuimen, die welke zelfs niet ingeschreven zijn niet eens medegerekend, mag er zich niet over verwonderen een twintig duizend rekruten te tellen die lezen noch schrijven kunnen. Eens te meer is dus bewezen dat het dringend noodig is handelend op te treden. »

En nog vóór korteren tijd, besloot de heer Guist'ha, waar hij, na den heer Briand en na den heer Buisson zelf, een nieuw ontwerp van wet indiende tot verzekering van geregeld bezoek van de openbare of private scholen, in denzelfden zin : « Uit dertigjarige ondervinding is gebleken dat, behoudens de in sommige streken, dank zij den ijver der plaatselijke overheden bekomen uitslagen, het door den wetgever van 1882 gehuldigde stelsel niet bij machte geweest is om geregeld schoolbezoek te verzekeren (1) ».

* * *

Toch dient erkend dat in sommige landen meer volledige uitslagen werden behaald.

Zulks is het geval in Holland, waar het jongste ambtelijk verslag, voor het jaar 1909, slechts wijst op 754 volstrekt weerspannigen (schoolplichtige kinderen die zich niet hebben doen inschrijven) en op 3,373,581 niet geoorloofde gevallen van afwezigheid, op een totaal van 403,594,536 schooltijden, d. i. 0.84 t. h. (2).

Ook in Zwitserland, waar, gedurende het schooljaar 1900, op een gezamenlijk getal van 538,286 scholieren, maar gewezen wordt op 712,323 onregelmatige gevallen van afwezigheid voor een halven dag, d. i. 1.3 afwezigheid per kind (3).

Ook nog in de Deutsche Staten en in de Scandinavische landen, waar de afval in zake volksonderwijs tot een zeer geringe verhouding gedaald is.

Maar leeren ons die cijfers en die vergelijking van verschillende toestanden niet juist dat wetsdwang, op zich zelf genomen, geen tooverkracht bezit en dat andere hoofdfactoren in dezen eene rol vervullen : de menigvuldigheid der schoolinstellingen, de aanpassing der leerplannen aan de zedelijke en stoffelijke behoeften, enz. ?

Wil dit zeggen dat ten onzent niets te doen valt, dat geene nieuwe poging dient aangewend ?

Geenszins, en zoo men er zich steeds en ondanks alles in moet schikken

(1) Toelichting van het in de Kamer der afgevaardigden, op 26 Februari 1912 ingediende wetsontwerp.

(2) Verslag van den staat van het onderwijs in de Nederlanden, 1909-1910.

(3) *Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz*, 1910, blz. 219.

De verplichting zal, eerst en vooral, den weg der school leeren kennen aan die enkele duizenden kleine ongelukkigen die er thans niet of slechts in naam ingeschreven zijn. De nuttige uitwerking welke men er vooral mag van verwachten is dat het werkelijk schoolbezok drukker, gelijkaardiger zal worden in een vaster en beter aaneengesloten studiekader.

Aldus zouden onze arbeiders, onze landbouwers in betere omstandigheden verkeeren, en kon ons land de hoop koesteren nog meer vooruit te komen onder de mogelijkheden die aan het hoofd der economische beweging staan.

TITEL II

VAN HET ONDERWIJS VAN DEN 4^{en} GRAAD.

Zooals het thans is ingericht, omvat het aanvankelijk onderwijs drie graden welke zes studie jaren uitmaken, zoodat, in den regel, na afloop van zijn 12^e jaar, de leerling de lagere school volkomen heeft doorgemaakt.

Eenmaal zooverre geniet het kind, dat de lagere klassen blijft bezoeken, er nog slechts een herhalingsonderwijs; gaat het over naar een nijverheids- of beroepsleergang, dan is het aanstonds opgeslorpt door de specialiteit, zonder eenige passende voorbereiding; zoo het, eindelijk, van dien jeugdigen leeftijd af, in de leer gaat of begint te werken, dan erlangt het, doorgaans, van zijn stiel, enkel zulke kunde als slenter en bekrompenheid er verstrekken, en groeit er uit hem slechts een middelmatig arbeider of ambachtsman.

Er bestaat dus eene leemte in de schoolopvoeding in haar geheel genomen.

Het middel om dien toestand te verhelpen ligt voor de hand; het zal doelmatig volgen uit een samengestelden dubbelen maatregel: werkverbod voor kinderen beneden de 14 jaar en instelling van een 4^{en} graad van lagere studien met algemeene beroepsstrekking.

Het werkverbod voor kinderen is voorzien in een ontwerp tot wijziging van de bestaande wet, door de Regeering ingediend ter vergadering van de Kamer der Volksvertegenwoordigers op 12 November 1912 (1).

Over de instelling van een 4^{en} graad ter lagere school dient hier eenigszins uitgeweid.

De 4^e graad of voortgezet lager onderwijs grijpt geenszins in het eigenlijk technische of beroepsonderwijs, dat eene *specialiseering* is. Het is er niet om te doen eerder schrijnwerkers te vormen dan smeden, schoenmakers dan kleermakers, klerken dan boekhouders. Het onderwijs in een bepaald beroep of ambacht dient eigenlijk in de beroepsschool te geschieden, waar de 4^e lagere graad enkel beoogt den jongelieden eene practische opleiding te verstrekken in den handenarbeid, als voorbereiding tot alle ambacht of beroep.

Hij heeft dus ten doel de kinderen van den arbeidersstand nog twee jaren in de gezonde atmosfeer der school te behouden; de voorbereidende technische opvoeding en den handenarbeid inniger te doen samengaan met het algemeen en wetenschappelijk onderricht; aan natuurlijken aanleg en roeping toe te laten zich te uiten en te bevestigen; aldus een overgang uit te maken

(1) *Kamerbescheid*, n^o 2017. Zitting 1912-1913.

tusschen school en werkplaats of tusschen lagere school en beroepsschool; ten slotte, de verlenging van schoolbezoek te doen strekken tot bevordering van een degelijkere vorming van den mensch en den ambachtsman.

Reeds gingen verschillende gemeenten dien weg op, en aan haren ondernemingsgeest behoort hier hulde gebracht.

Van 1902 af, besloot Sint-Gillis tot inrichting van een 4^{en} graad met technische strekking in sommige zijner scholen, en, vijf jaar later, stichtte het de school, voor voortgezet lager onderwijs, bestemd om aan de toekomstige werklieden eene volledige opleiding in den handenarbeid te verzekeren. Brussel heeft, sedert 1906, bijklassen ingericht met handels- en administratieve strekking (Stuiversstraat en Zespenningenstraat) alsmede klassen met technische strekking (Spiegelstraat en Schaerbeekse Weg). Elsene en Leuven beschikken, sedert verschillende jaren, over eene school van den 4^{en} graad, door bijzondere leerkrachten bediend. Te Luik bestaat, sedert 1907, een 7^o studiejaar in verschillende lager scholen.

Eindelijk streefden tal van andere gemeenten, benevens sommige besturen van aangenomen en aanneembare scholen, in dezelfde richting.

*
* *

Gaat men na op welke wijze de 4^o graad kan ingericht, dan komt men, wat de jongensscholen betreft, voor een drieledige oplossing te staan : de technische nijverheids-, de handels- en de landbouwafdeeling.

De technische nijverheidsafdeeling richt zich hoofdzakelijk tot den toekomstigen handarbeider; de handelsafdeeling tot hen die kleine bedieningen in bestuur, handel en nijverheid wenschen waar te nemen.

Zelfs in de handelsafdeeling wordt eene plaats ingeruimd aan den handenarbeid, die een uitstekend middel ter algemeene opvoeding is. Hij bevordert immers de ontwikkeling der bedrevenheid over het algemeen, der vlugheid, der vaardigheid van de beide handen, der gezwindheid en zekerheid van de bewegingen, hoedanigheden die ontegenzeggelijk van belang zijn en te pas komen in de verschillende omstandigheden des levens en bij al de beroepen. Zij gewennende kinderen aan orde en nauwgezetheid, ontwikkelen de aandacht en de oplettenheid.

De handdearbeid is er zelfs op gericht het in de algemeene leergangen genoten onderwijs vruchtbaarder te maken : hij is niet enkel de natuurlijke voortzetting der teekenleergangen, maar hij strekt tevens tot beteren verstande van de meetkundige vormen, het rekenen en het metriek stelsel, door toepassing op de werkelijk bestaande dingen.

In de landbouwafdeeling houdt de handenarbeid eerst en vooral verband met de behoeften van het landelijk leven. Voerde men in den 4^{en} graad al te scherp afgeteekende handels- of nijverheidsstrekkingen in, dan zou hij den uittocht naar de steden kunnen bevorderen. Met de landelijke jeugd af te keeren van het landbouwbedrijf, zou de 4^o graad afbreuk doen aan zijn doel zelf, dat hierin bestaat aan de kinderen eene algemeene opvoeding te verstrekken welke best strookt met hunne toekomstige roeping. In de lan-

delijke scholen zal het leerplan van den 4^{en} graad dus vooral omvatten de natuurlijke wetenschappen, de practische beginselen van den landbouw, de landbouwboekhouding en het tuinieren. De verlenging van het schoolbezoek tot op 14 jarigen leeftijd zal toelaten de onderrichting van 15 Februari 1890 (1), rakende het lager landbouwonderricht, zoo ruim mogelijk ten uitvoer te brengen.

Voor de meisjesscholen beoogt de 4^o graad in de eerste plaats de vrouwenwerk : Daar zal worden les gegeven in de huishoudkunde, het knip- en het naaiwerk, de gezondheidsleer; in de steden zal dit onderwijs worden aangevuld door lessen in de bloementeel; te lande door beginselen van tuinbouw en tuinieren, enz.

Kortom, door de inrichting van den 4^{en} graad zal het onderwijs in het huishouding, dat overal, waar het bestaat, hoog gewaardeerd is, in onze meisjesscholen algemeen worden gemaakt (2).

Ook hier zal streng onderscheid dienen gemaakt tusschen de nijverheidsstroken en de steden, eensdeels, en de landbouwstroken anderdeels; bij het onderwijs in de huishouding op de landelijke scholen zal moeten gelet worden op de kundigheden welke tot de leiding eener landbouwonderneming, hoe gering ook, zijn vereischt. Wat, onder meer, behoort te worden ontwikkeld is de verzorging van de dieren, het onderhoud van het neerhof, de behandeling van de melk, het maken van boter, en kaas, enz.

Het is wel verstaan dat, zoo wij den 4^{den} graad tot drie hoofdopvattingen herleiden, — de technische, die van den handel en de landelijke — wij, bij de verwezenlijking van elk harer, de plaatselijke of gewestelijke verschillen niet willen uitsluiten, wel integendeel. Het welslagen van de hervorming zal afhangen van de bedachtzame aanpassing aan en toepassing op de noodwendigheden van de omgeving. Aan de kust zal de aanvullende graad niet dezelfde zijn als op de hoogvlakten of in de bosschen der Ardennen; in eene streek, waar de akkerbouw in het groot wordt gedreven, zal de 4^{de} graad anders worden toegepast dan in een gewest dat van groententeelt of tuinbouw leeft; de nijverheids- of technische afdeelingen zullen verschillend zijn in het gebied der kolenmijnen of der metaalnijverheid, en in eene streek van kleinnijverheid of weefnijverheid.

In de groote omkringen kunnen de verschillende opvattingen gelijktijdig worden bewerkstelligd. Zooals het te Brussel het geval is, zal men eene school met technische strekking naast eene school met handelsstrekking zien bestaan; in deels van nijverheid, deels van landbouw levende plaatsen, kan de 4^{de} nijverheidsgraad bestaan naast den 4^{den} landelijken graad.

*
* *

Practischerwijze onderstelt de ideëele invoering van den 4^{den} graad, voor

(1) *Bulletin du Département*, documents divers, bl. 5.

(2) Terloops weze hier aangemerkt dat de administratieve toepassing van die maatregelen zal noodzaken tot overbrenging van bevoegdheid, van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid naar dat van Wetenschappen en Kunsten; de huishoudscholen en klassen zullen voortaan van laatstgemeld departement afhangen.

de scholen met technische afdeling, het bouwen van een behoorlijke werkplaats, en, voor de meisjesscholen, het oprichten van een lokaal met ten minste eene keuken en een waschhuis.

Zulks kan natuurlijk niet onmiddellijk en overal geschieden : de opzet is ruim en vergt groote kosten. Doch het werk zal onverdroten worden voortgezet, en brengt elk zijn steen bij, dan zal het gebouw gaandeweg oprijzen.

In afwachting daarvan dient de verwezenlijking op kleiner schaal te worden aangevangen : in de jongensscholen zal men beginnen met den handenarbeid die in een daartoe ingericht klaslokaal kan geschieden ; in de meisjesscholen kan desnoods en voorloopig de woning der onderwijzeres voor het onderwijs in de huishouding gebruikt worden.

Te lande, zal erop moeten gelet worden dat de ministeriële onderrichtingen, rakende het bestaan van een proeftuin van ten minste 10 aren, overal worden nageleefd. Het is volstrekt noodig dat het landbouwonderwijs worde gegeven volgens de aanschouwelijke, proefondervindelijke en praktische methode. Met deze methode is echter verondersteld dat de onderwijzer een bepaald aantal uren les geve in een flink ingerichten tuin, tijdens wandelingen op den buiten, bezoeken aan de best onderhouden hoeven der plaats en der omstreken. De onderwijzer behoort tevens de leerlingen te doen deelnemen aan tuiniershandwerk.

De gemeenten zullen de tuinen van minder dan 10 aren moeten vergrooten, of ter beschikking van den onderwijzer eene bijkomende plek gronds van enkele aren stellen, zoo dicht mogelijk bij de school gelegen.

Zooals blijkt uit nevenstaande uitleggingen is met de inrichting van den 4^{en} graad niet onmiddellijk beoogd een geheel van nieuwe vakken in het leerplan van het lager onderwijs op te nemen : eerder is er mede bedoeld het onderwijs der thans verplichte vakken een meer bepaald beroepskarakter te verleen.

Naar het oordeel der opzieners immers is het huidig leerplan, zoo het, als nu, dient uitgewerkt op zes jaar, al te zeer overladen. Verplicht schoolbezoek tot 14 jaar zal veroorloven het onderwijs over zeven of acht jaren te verdeelen, met toevoeging van de natuurlijke wetenschappen en den handenarbeid voor de jongens, en het onderwijs in de huishouding voor de meisjes. Het onderscheid tusschen scholen met minimum- leerplan (de eerste 2 graden) en maximum- leerplan (de 3 graden) zal verdwijnen met het ongeregeld schoolbezoek waaruit het ontstond.

*
* * *

Wat het leerpersoneel betreft, het zal dit van de lagere school zijn, desnoods bijgestaan door bijzondere meesters.

Bij de beroepsvorming der onderwijzers werd reeds, in zekere mate, rekening gehouden met de nieuwe behoeften, zulks door het programma der Staatsnormaalscholen van 5 September 1896, waarbij als verplichte leer-

vakken voorgeschreven de bewerking van papier, bordpapier, potaarde, glas, hout (voor de onderwijzers) en de tuin-, huishoudings- en naaiwerken (voor de onderwijzeressen), alsmede door de inrichting, sedert enkele jaren, van tijdelijke leergangen door de regeering : leergangen in den landbouw en den handenarbeid, voor de onderwijzers; leergangen in de huishoudkunde en de huishouding voor de onderwijzeressen.

Het reglement tot inrichting der normaalscholen wordt thans herzien; bij die herziening zal worden gelet op de nieuwe behoeften voor welke het leerpersoneel, ingevolge het inrichten van den 4^{en} graad, zal komen te staan. Ook het programma voor de bijzondere getuigschriften zal dienen herzien. Een speciaal getuigschrift voor het onderwijs in de landelijke huishouding behoort zelfs ingesteld.

Daar de invoering van den handenarbeid en het onderwijs in de huishouding onder geen voorwendsel mag uitgesteld tot dat het vóór 1896 gediplomeerde personeel de vereischte diploma's zou hebben verkregen, moet in den huidige toestand worden voorzien door voorloopige maatregelen in den aard van diegene welke vroeger werden genomen bij de opneming van nieuwe vakken in het leerplan. Aldus kan het vóór 1896 gediplomeerde personeel zich bekwamen, hetzij tot het onderwijs in den handenarbeid, hetzij tot het onderwijs in de huishouding, door tijdelijke lessen, in een kantonnaal toezichtsgebied gegeven door onderwijzers en onderwijzeressen die, te dien einde, op aanduiding vanwege de kantonnale opzieners, eene bijzondere opleiding genoten.

*
* * *

De trapsgewijze toepassing der hierboven uiteengezette maatregelen zal een groote stap nader zijn tot de volledige inrichting van een lager onderwijs met beroepsstrekking voor de kinderen en de aankomelingen. Zij zal krachtig bijdragen tot vermeerdering der bijzondere, technische en maatschappelijke waarde van den enkeling, den arbeider doen smaak vinden in zijn beroep, de hoedanigheid en het nuttig effect en tevens den adel van het werk verhoogen.

Aldus wordt daardoor beantwoord aan steeds dringender behoeften.

TITEL III.

VAN DE WEDDEN DER ONDERWIJZERS.

Wat aangaat de wedden van het leerpersoneel zal het volstaan, in het algemeen gedeelte van deze uiteenzetting, het licht te doen vallen op de grondbeginselen van het voorgeslagen nieuwe stelsel.

Eerst en vooral wordt de indeeling der gemeenten volgens de bevolking door het ontwerp opgeheven.

De wedde is, in hoofdzaak, de vergelding van bewezen diensten; nu, in beginsel, zijn de ambtsplichten der onderwijzers overal dezelfde; van allen wordt dezelfde bekwaamheid en eene gelijke verantwoordelijkheid

vereischt; feitelijk is de taak niet steeds de zwaarste in de meest bevolkte plaatsen.

A priori bestaat er dus geene reden om, in het opzicht van eigenlijke wedde, een onderscheid te maken tusschen den onderwijzer eener groote stad, den onderwijzer eener gemeente met gemiddeld bevolkingseijfer en een dorpsonderwijzer.

Dit onderscheid kan echter, vooral zoo men rekening houdt met de betrekkelijke grootte der behoeften, gerechtvaardigd wat een bijzonder element van het inkomen der onderwijzers betreft: de vergoeding wegens huisvesting. Ook blijft die vergoeding in het ontwerp behouden, al wordt het aantal reeksen tot vier beperkt.

Bij het ontwerp worden eveneens de benamingen hulponderwijzer en -onderwijzeres opgeheven, waardoor terecht aan den wensch der belanghebbenden voldoening wordt geschonken. Natuurlijk behouden de schoolhoofden den titel van hoofdonderwijzer of bestuurder en van hoofdonderwijzeres of bestuurster, welke sedert lang in zwang is.

De wettelijke bezoldiging van al de leden van het leerpersoneel bestaat voortaan uit :

1^o Eene aanvangswedde, bepaald op 1,200 frank voor de onderwijzers en op 1,100 frank voor de onderwijzeressen;

2^o Een bepaald aantal geregelde verhoogingen van 100 frank, hetzij 15 tweejaarlijksche verhoogingen voor de onderwijzers en 10 driejaarlijksche verhoogingen voor de onderwijzeressen;

3^o Eene vergoeding wegens huisvesting waarvan het bedrag verschilt volgens de aanzienlijkheid der gemeente, den burgerlijken stand van betrokkene en de door hem waargenomen bediening.

De hoofdonderwijzers en -onderwijzeressen genieten eene dubbele vergoeding. Zoo ook de gehuwde onderwijzers; voor de gehuwde onderwijzeres, welke geene school bestuurt, geldt echter hetzelfde als voor de ongehuwde onderwijzeressen, aangezien de huisvesting ten laste van den echtgenoot valt (art. 214, Burgerlijk Wetboek).

In navolgende tabel is het bedrag der vergoeding aangegeven volgens de verschillende gevallen :

Gemeenten.	Hoofdonderwijzer en -onderwijzeressen gehuwd of ongehuwd.	Onderwijzers		Onderwijzeressen	
		gehuwd	ongehuwd	gehuwd	ongehuwd.
Gemeenten met 5,000 inwoners en minder	500	500	150	150	
Gemeenten met 5,001 tot 40,000 inwoners	400	400	200	200	
Gemeenten met 40,001 tot 100,000 inwoners	600	600	500	300	
Gemeenten met meer dan 100,000 inwoners	800	800	400	400	

De verbetering van toestand welke uit deze beschikkingen zal voortvloeien voor het leerpersoneel blijkt duidelijk uit navolgende tabellen (1).

(1) De in bedoelde tabellen aangegeven totalen omvatten de eigenlijke wedden en de vergoedingen wegens huisvesting.

WEDDEN DER HOOFDONDERWIJZERS.

Jaren dienst.	4 ^e reeks.			3 ^e reeks.		2 ^e reeks.		1 ^{re} reeks.		Aanmerkingen.
	Huidig stelsel.		Stelsel van het ontwerp.	Huidig stelsel.	Stelsel van het ontwerp.	Huidig stelsel.	Stelsel van het ontwerp.	Huidig stelsel.	Stelsel van het ontwerp.	
	3 ^e reeks.	4 ^e reeks.								
A. — Vergelijkingen tusschen het huidige wettelijk stelsel (wetten van 1895 en 1906) en het voorgeslagen stelsel.										
Wedde na : 8 jaar dienst .	1,400	1,700	1,900	2,000	2,000	—	—	—	—	I. — Er werd verondersteld dat be- langhebbende werd benoemd tot hoofd- onderwijzer : in de gemeenten der 3 ^e en 4 ^e reeks, na vijf jaar dienst, en in de gemeenten der 1 ^e en 2 ^e reeks na twintig jaar dienst. II. — Bij het bedrag der in de tabel vermelde nieuwe wedden, dient, desge- vallend, gevoegd de bestuursvergoeding 50 tot 300 frank, welke uiteraard volgens de persoonlijke toestanden ver- randert.
12 — — — .	1,500	1,800	2,100	2,100	2,200	—	—	—	—	
16 — — — .	2,000	2,100	2,300	2,200	2,400	—	—	—	—	
20 — — — .	2,100	2,200	2,500	2,300	2,600	2,500	2,800	3,200	3,000	
24 — — — .	2,200	2,300	2,700	2,400	2,800	2,500	3,000	3,300	3,200	
28 — — — .	2,200	2,300	2,900	2,500	3,000	2,600	3,200	3,400	3,400	
30 — — — .	2,200	2,300	3,000	2,500	3,100	2,600	3,300	3,400	3,500	
B. — Vergelijking tusschen het huidige wettelijk stelsel, in verband gebracht met de koninklijke besluiten van 30 Januari en 31 December 1912 (bijweden) en het voorgeslagen wettelijk stelsel.										
Wedde na : 8 jaar dienst .	1,800	1,900	1,900	2,100	2,000	—	—	—	—	
12 — — — .	1,950	2,000	2,100	2,250	2,200	—	—	—	—	
16 — — — .	2,300	2,400	2,300	2,500	2,400	—	—	—	—	
20 — — — .	2,450	2,550	2,500	2,650	2,600	2,750	2,800	3,200	3,000	
24 — — — .	2,600	2,700	2,700	2,800	2,800	2,900	3,000	3,300	3,200	
28 — — — .	2,600	2,700	2,900	2,800	3,000	2,900	3,200	3,400	3,400	
30 — — — .	2,600	2,700	3,000	2,800	3,100	2,900	3,300	3,400	3,500	

I. — Er werd verondersteld dat belanghebbende werd benoemd tot hoofdonderwijzer : in de gemeenten der 3^e en 4^e reeks, na vijf jaar dienst, en in de gemeenten der 1^e en 2^e reeks na twintig jaar dienst.

II. — Bij het bedrag der in de tabel vermelde nieuwe wedden, dient, desgevallend, gevoegd de bestuursvergoeding 50 tot 300 frank, welke uiteraard volgens de persoonlijke toestanden verandert.

WEDDEN DER HOOFDONDERWIJZERESSEN.

Dienstjaren.	4 ^e reeks.			3 ^e reeks.		2 ^e reeks.		1 ^{ste} reeks.		Aanmerkingen.
	Huidig stelsel.		Stelsel van het ontwerp.	Huidig stelsel.	Stelsel van het ontwerp.	Huidig stelsel.	Stelsel van het ontwerp.	Huidig stelsel.	Stelsel van het ontwerp.	
	5 ^e reeks.	4 ^e reeks.								
A. — <i>Vergelijking tusschen het huidige wettelijk stelsel (wetten van 1895 en 1906) en het voorgeslagen wettelijk stelsel.</i>										
Wedde na : 8 jaaren schooldienst.	1,400	1,600	1,600	1,800	1,700	—	—	—	—	I. — Er werd verondersteld dat belanghebbende werd benoemd tot hoofdonderwijzeres : in de gemeenten der 3 ^e en 4 ^e reeks, na 5 jaar dienst, en in de gemeenten der 1 ^e en 2 ^e reeks, na 20 jaar dienst. II. — Bij het bedrag der in de tabel vermelde nieuwe wedden dient, desgevallend, gevoegd de bestuursvergoeding (50 tot 300 frank) welke uiteraard volgens de persoonlijke toestanden verandert.
12 — —	1,500	1,700	1,800	1,900	1,900	—	—	—	—	
16 — —	1,900	2,000	1,900	2,100	2,000	—	—	—	—	
20 — —	2,000	2,100	2,000	2,200	2,100	2,400	2,300	3,000	2,500	
24 — —	2,400	2,200	2,200	2,300	2,300	2,500	2,500	3,100	2,700	
28 — —	2,100	2,200	2,300	2,400	2,400	2,600	2,600	3,200	2,800	
30 — —	2,100	2,200	2,400	2,400	2,500	2,600	2,700	3,200	2,900	
B. — <i>Vergelijking tusschen het huidige wettelijk stelsel in verband gebracht met de Koninklijke besluiten van 30 Januari en 31 December 1912 (bijwedden) en het voorgeslagen wettelijk stelsel.</i>										
Wedde na : 8 jaaren schooldienst.	1,600	1,700	1,600	1,900	1,700	—	—	—	—	
12 — —	1,750	1,850	1,800	2,050	1,900	—	—	—	—	
16 — —	2,100	2,200	1,900	2,300	2,000	—	—	—	—	
20 — —	2,250	2,350	2,000	2,450	2,100	2,550	2,300	3,000	2,500	
24 — —	2,400	2,500	2,200	2,600	2,300	2,600	2,500	3,100	2,700	
28 — —	2,400	2,500	2,300	2,700	2,400	2,700	2,600	3,200	2,800	
30 — —	2,400	2,500	2,400	2,700	2,500	2,700	2,700	3,200	2,900	

A. — ONDERWIJZERS. (HUIDIGE HULPONDERWIJZERS.)

I. — *Vergelijking tusschen het huidig wettelijk stelsel (wetten van 1895 en 1906) en het voorgeslagen wettelijk stelsel.*

DUUR DER DIENSTEN.	4 ^e reeks.				5 ^e reeks.			2 ^e reeks.			1 ^e reeks.		
	Huidig stelsel.		Nieuw stelsel.		Huidig stelsel.	Nieuw stelsel.		Huidig stelsel.	Nieuw stelsel.		Huidig stelsel.	Nieuw stelsel.	
	5 ^e en 4 ^e reeks (1).		Ongehuwd.	Gehuwd.		Ongehuwd.	Gehuwd.		Ongehuwd.	Gehuwd.		Ongehuwd.	Gehuwd.
Aanvangswedde	(1,000)	1,100	1,550	1,500	1,200	1,400	1,600	1,500	1,500	1,800	1,400	1,600	2,000
Wedde na 4 jaar.	(1,100)	1,200	1,550	1,700	1,300	1,600	1,800	1,400	1,700	2,000	1,500	1,800	2,200
— 8 —	(1,200)	1,300	1,750	1,900	1,400	1,800	2,000	1,500	1,900	2,200	1,600	2,000	2,400
— 12 —	(1,500)	1,400	1,950	2,100	1,500	2,000	2,200	1,600	2,100	2,400	1,700	2,200	2,600
— 16 —	»	1,700	2,150	2,300	1,700	2,200	2,400	1,700	2,300	2,600	1,800	2,400	2,800
— 20 —	»	1,800	2,350	2,500	1,800	2,400	2,600	1,800	2,500	2,800	1,900	2,600	3,000
— 24 —	»	1,900	2,550	2,700	1,900	2,600	2,800	1,900	2,700	3,000	2,000	2,800	3,200
— 28 —	»	1,900	2,750	2,900	1,900	2,800	3,000	1,900	2,900	3,200	2,000	3,000	3,400
— 30 —	»	1,900	2,850	3,000	1,900	2,900	3,100	1,900	3,000	3,300	2,000	3,100	3,500

(1) De cijfers tusschen haakjes duiden het bedrag aan van de huidige wettelijke wedde der onderwijzers van de 5^e reeks, welke feitelijk niet meer bestaat sedert het Koninklijk besluit van 30 Januari. (Zie onderstaande nota 2.)

A. — O^NDERWIJZERS (HUIDIGE HULPONDERWIJZERS). (Vervolg.)

II. — Vergelijking tusschen het huidig wettelijk stelsel in verband gebracht met het Koninklijk besluit van 30 Januari 1912 (bijwedden) en het voorgeslagen wettelijk stelsel.

DUUR DER DIENSTEN.	4 ^e reeks.			5 ^e reeks.			2 ^e reeks.			1 ^e reeks.		
	Huidig stelsel.	Nieuw stelsel.		Huidig stelsel.	Nieuw stelsel.		Huidig stelsel.	Nieuw stelsel.		Huidig stelsel.	Nieuw stelsel.	
		Ongehuwd.	Gehuwd.		Ongehuwd.	Gehuwd.		Ongehuwd.	Gehuwd.		Ongehuwd.	Gehuwd.
Aanvangswedde	1,500	1,350	1,500	1,400	1,400	1,600	1,400	1,500	1,800	1,400	1,600	2,000
Wedge na 4 jaar.	1,450	1,350	1,700	1,550	1,600	1,800	1,550	1,700	2,000	1,550	1,800	2,200
— 8 —	1,600	1,750	1,900	1,700	1,800	2,000	1,700	1,900	2,200	1,700	2,000	2,400
— 12 —	1,750	1,950	2,100	1,850	2,000	2,200	1,850	2,100	2,400	1,850	2,200	2,600
— 16 —	2,100	2,150	2,500	2,100	2,200	2,400	2,000	2,500	2,600	2,000	2,400	2,800
— 20 —	2,250	2,350	2,500	2,250	2,400	2,600	2,150	2,500	2,800	2,150	2,600	3,000
— 24 —	2,400	2,550	2,700	2,400	2,600	2,800	2,300	2,700	3,000	2,300	2,800	3,200
— 28 —	2,400	2,750	2,900	2,400	2,800	3,000	2,500	2,900	3,200	2,500	3,000	3,400
— 30 —	2,400	2,850	3,000	2,400	2,900	3,100	2,500	3,000	3,300	2,500	3,100	3,500

(2) Bij het Koninklijk besluit van 30 Januari is aan de onderwijzers der 5^e reeks eene bijwedge verleend, waardoor gemelde reeks feitelijk opgeheven is.

D. — ONDERWIJZERESSEN (HUIDIGE HULPONDERWIJZERESSEN).

I. — *Vergelijking tusschen het huidige wettelijk stelsel (wet van 1895 en 1906) en het voorgeslagen wettelijk stelsel.*

DUUR DER DIENSTEN.	4 ^e reeks.		3 ^e reeks.		2 ^e reeks.		1 ^e reeks.	
	Huidig stelsel.	Nieuw stelsel (gehuwd of ongehuwd).	Huidig stelsel.	Nieuw stelsel (gehuwd of ongehuwd).	Huidig stelsel.	Nieuw stelsel (gehuwd of ongehuwd).	Huidig stelsel.	Nieuw stelsel (gehuwd of ongehuwd).
	5 ^e en 4 ^e reeks. (1)							
Aanvangswedde	(1,000) 1,100	1,250	1,100	1,300	1,200	1,400	1,200	1,500
Wedde na 4 jaar	(1,100) 1,200	1,350	1,200	1,400	1,300	1,500	1,300	1,600
— 8 jaar	(1,200) 1,300	1,450	1,300	1,500	1,400	1,600	1,400	1,700
— 12 jaar	(1,300) 1,400	1,650	1,400	1,700	1,500	1,800	1,500	1,900
— 16 jaar	1,500	1,750	1,500	1,800	1,600	1,900	1,600	2,000
— 20 jaar	1,600	1,850	1,600	1,900	1,700	2,000	1,700	2,100
— 24 jaar	1,700	2,050	1,700	2,100	1,800	2,200	1,800	2,300
— 28 jaar	1,700	2,150	1,700	2,200	1,800	2,300	1,800	2,400
— 30 jaar	1,700	2,250	1,700	2,300	1,800	2,400	1,800	2,500

(1) De cijfers tusschen haakjes duiden het bedrag aan van de *wettelijke* wedde der hulponderwijzeressen der 5^e reeks, welke feitelijk is opgeheven door het Koninklijk besluit van 30 Januari.

D. — ONDERWIJZERESSEN (HUIDIGE HULPONDERWIJZERESSEN). *Vervolg.*

II. — *Vergelijking tusschen het huidige wettelijk stelsel in verband gebracht met het Koninklijk besluit van 30 Januari 1912 (bijwedden) en het voorgeslagen wettelijk stelsel.*

DUUR DER DIENSTEN.	4 ^e reeks.		3 ^e reeks.		2 ^e reeks.		1 ^e reeks.	
	Huidig stelsel.	Nieuw stelsel (gehuwd of ongehuwd).	Huidige stelsel.	Nieuw stelsel (gehuwd of ongehuwd.)	Huidige stelsel.	Nieuw stelsel (gehuwd of ongehuwd).	Huidige stelsel.	Nieuw stelsel (gehuwd of ongehuwd).
	4 ^e en 5 ^e reeks.							
Aanvangswedde	1,200	1,250	1,200	1,300	1,200	1,400	1,200	1,500
Wedde na 4 jaar	1,350	1,350	1,350	1,400	1,350	1,500	1,350	1,600
— 8 jaar	1,500	1,450	1,500	1,500	1,500	1,600	1,500	1,700
— 12 jaar	1,650	1,650	1,650	1,700	1,650	1,800	1,650	1,900
— 16 jaar	1,800	1,750	1,800	1,800	1,800	1,900	1,800	2,000
— 20 jaar	1,950	1,850	1,950	1,900	1,950	2,000	1,950	2,100
— 24 jaar	2,100	2,050	2,100	2,100	2,100	2,200	2,100	2,300
— 28 jaar	2,100	2,150	2,100	2,200	2,100	2,300	2,100	2,400
— 30 jaar	2,100	2,250	2,100	2,300	2,100	2,400	2,100	2,500

Bij de voordeelen, welke uit dezen rooster voortvloeien, zijn te voegen :

4^o Eene bijkomende vergoeding voor houders van bijzondere bewijsschriften van bekwaamheid voor het onderricht in bepaalde vakken of voor het besturen van eene school.

5^o Voor de schoolhoofden, titularissen eener klasse, eene bijzondere vergoeding, bestuursvergoeding geheeten, welke, volgens het aantal onder het hooger toezicht van het schoolhoofd staande klassen, verschilt van 50 tot 500 frank.

Gemelde vergoeding is gerechtvaardigd door het meerdere werk en de grootere verantwoordelijkheid welke worden geëischt van de bedienden die de school besturen en tevens aan het hoofd eener klasse staan; om die reden wordt zij niet verleend aan schoolhoofden die van klasgeven zijn ontslagen.

*
* * *

De Regeering acht het billijk het voordeel van den wettelijken wedde-rooster uit te strekken tot het gediplomeerde personeel der aanneembare scholen, in de voorwaarden waaronder, sedert de wet van 15 September 1895, die uitbreiding ten goede komt aan het personeel der aangenomen scholen.

Uit de verslagen der opzieners blijkt dat het personeel der aanneembare scholen zich met bekwaamheid en toewijding van zijne ambtsplichten kwijt. De wet legt aan dit personeel dezelfde lasten op als aan dit der gemeentelijke of aangenomen scholen; het dient houder te wezen van het wettelijk diploma en is onderworpen aan het toezicht. De bij artikel 19 voorgeschreven voorwaarden van aanneembaarheid strekken er toe aan de kinderen uit gemelde scholen al de waarborgen te verleen en welke zijn verzekerd aan de kinderen uit de gemeentelijke of aangenomen scholen. Het is billijk dat voor gelijk werk en gelijke verdiensten ook eene gelijke vergoeding worde vergund.

Trouwens, de wetgever zou zich zelf tegenspreken zoo hij den waarborg der wedde en der geregelde verhoogingen niet uitstrekke tot de aanneembare onderwijzers. De wet van 18 Mei 1912, op de pensioenen van het leerpersoneel, gunt aan de aanneembare onderwijzers het voordeel van het pensioen en bij bedoelde wet is bepaald dat het pensioen van belanghebbenden wordt berekend, niet op grondslag van de werkelijke wedde welke zij genieten, maar op grondslag van de wettelijke wedde hunner gemeentelijke of aangenomen collega's. De wetgever behoort er dan ook voor te zorgen dat de werkelijke wedde der aanneembare onderwijzers gelijk weze aan het thans louter veronderstelde bedrag, dat tot grondslag van hun pensioen strekt.

*
* * *

Men kan zich niet ontveinzen dat, waar de nieuwe rooster den wettelijken toestand der onderwijzers van alle reeksen merkelyk verbetert, hij aan de gemeenten van gemiddelde aanzienlykheid en aan de kleinere gemeenten,

alsmede aan de besturen van aanneembare scholen zeer zware onmiddellijke en toekomstige lasten oplegt (1).

Getrouw aan de overlevering van al onze achtereenvolgende schoolwetten, acht de Regeering dat zij de nieuwe rooster niet zonder bijzondere tegemoetkoming mag opleggen aan minder aanzienlijke gemeenten en aan de kleine gemeenten.

Onder de huidige wetgeving zijn drie reeksen van maatregelen voorzien ten bate van de gemeenten met beperkte inkomsten, ten einde haar toe te laten zich te kwijten van de lasten welke de schoolwet haar, in zake wedden; oplegt :

1^o De Staat draagt, ten beloope van twee derden in stede van de helft, bij tot de wettelijke weddeverhoogingen, zoo de opbrengst van een opcentiem op de hoofdsom der rechtstreeksche belastingen beneden de 100 frank blijft (art. 15, § 6 der huidige wet).

2^o Artikel 8, § 3 der huidige wet, handhaaft onder de benaming *aanvullende* toelagen, de verworven toestanden, ten voordeele van de gemeenten welke, onder de vroegere wet, hoogere toelagen genoten dan diegene welke zij gingen bekomen op grond van de nieuwe beschikkingen.

Aldus werd er, in 1911, onder 122 gemeenten der 3^e reeks en onder 1,099 gemeenten der 4^e reeks eene gezamenlijke som van 756,721 frank verdeeld.

3^o Eindelijk worden haar buitengewone toelagen verleend krachtens Koninklijke besluiten, met redenen omkleed en in den *Moniteur* opgenomen (art. 8, § 8 der huidige wet). In 1911, werd aldus, onder 102 gemeenten, eene gezamenlijke som van 36,275 frank verdeeld.

Op die gezamenlijke som genoten de gemeenten der 2^e, 3^e en 4^e reeks onderscheidenlijk 1,500 frank, 1,500 en 33,273 frank.

en de ruime inkomsten waarover zij beschikken verstrekken hun de middelen tot bestrijding van dien vrijwilligen en vervroegden last.

De toepassing van den nieuwen rooster zal dus feitelijk niet zoozeer op haar drukken als op de plaatsen van minder belang; haar geldelijk beheer loopt geen gevaar er door gestoord te worden.

Gemelde gemeenten zullen zelfs hare inkomsten haast werktuigelijk zeer zien toenemen door de werking zelf van het beginsel der verplichte bijdrage vanwege de Staatskas, ten beloope van 50 t. h., tot de geregelde verhoogingen der onderwijzers (art. 15, § 6 der huidige wet).

Onderstellen wij aldus een onderwijzer die zestien jaren dienst telt en, op grond van den gemeentelijken rooster, benevens zijne vier verplichte wettelijke verhoogingen, vier onverplichte verhoogingen van 100 frank geniet : daar het ontwerp, binnen een tijdsverloop van 16 jaren, het aantal verplichte wettelijke verhoogingen verdubbelt, zal de Staat voortaan bijdragen, ten beloope van 50 t. h., tot acht verhoogingen in stede van tot vier. De gemeente krijgt 400 frank, waar zij er vroeger slechts 200 trok.

(1) Zulks is niet het geval voor de meer aanzienlijke steden. Deze, terecht bezorgd om de belangen van hun gemeentelijk of aangenomen personeel, hebben sedert lang roosters ingevoerd welke voordeliger zijn dan de door de wetten van 1895 en 1906 ingestelde wedderoosters,

Waar men de gemeenten welke de buitengewone toelagen genoten van een ander standpunt uit, indeelt, stelt men vast dat de gemeenten, waar de opbrengst van een opcentiem beneden de 100 frank blijft, 26,383 frank trekken, de overige 6,690 frank.

De Regeering stelt u voor, Mijne Heeren, op het oogenblik dat zij, door een nieuwen rooster, de lasten der kleine en der gemiddelde gemeenten aanzienlijk vermeerderd, de bijzondere hulp, welke uit de in voege zijnde overgeleverde bepalingen spruit, te bevestigen en te vermeerderen :

1° De bijdrage van den Staat tot de verplichte verhoogingen, voor de gemeenten, waar de opbrengst van een opcentiem op de hoofdsom der rechtstreeksche belastingen beneden de 100 frank blijft, zal worden gebracht van de twee derden op de drie vierden.

2° Aan de gemeenten, waar de opbrengst van een opcentiem op de hoofdsom der rechtstreeksche belastingen de 500 frank niet overschrijdt, zal eene als volgt bepaalde aanvullende toelage worden verzekerd : Aan de gemeenten, waar de opbrengst van een opcentiem 250 frank overschrijdt, zal 200 frank worden verleend per klasse door een onderwijzer bediend en eene toelage van 100 frank per klasse door eene onderwijzeres bediend ; aan de gemeenten, waar de opbrengst van een opcentiem beneden de 250 frank blijft, zal eene toelage worden verleend van 500 frank per klasse door een onderwijzer bediend en eene toelage van 200 frank per klasse door eene onderwijzeres bediend.

*
* *
*

Is eene bijzondere hulp van Staatswege vereischt om de uitvoering der wedde-roosters in de gemeenten met geringe inkomsten te verzekeren, zonder die ten onder te brengen, noodzakelijker nog is die hulp voor besturen van aanneembare scholen.

Hier, als voor de gemeenten, komt het er trouwens enkel op aan, voor de besturen van aanneembare scholen de maatregelen te bevestigen die in de jongste jaren, met toestemming van den wetgever, werden getroffen tot verbetering van den stoffelijken toestand van het personeel dier scholen.

Het Koninklijk besluit van 30 Januari 1912, genomen in uitvoering der begrotingswetten van 1911 en 1912 (krediet van 4 millioen), legde den grondslag der bijdragen van Staatswege tot de geregelde verhoogingen voor aanneembare onderwijzers.

Hetzelfde besluit, alsmede de besluiten tot uitvoering van artikel 74 der begroting (vergoedingstoelage huldigen den regel van eene bijzondere bijdrage van Staatswege, ten einde aan de aanneembare onderwijzers eene behoorlijke minima-wedde te verzekeren.

Het ontwerp bevestigt die maatregelen waar het aan het personeel der gemelde scholen, zooals aan dat der gemeentescholen, de waarborgen van vastheid verleent die voortvloeien uit de vervanging van het wankelbare stelsel der Koninklijke besluiten door een wetstekst.

Aldus zal de Staat, zooals dit voor gemeenten met geringe inkomsten gebeurt, voortaan ten beloope van $\frac{3}{4}$ bijdragen tot de weddeverhoo-

gingen van het aanneembare personeel (art. 8, Litt. F. Bovendien verleent hij aan de besturen dier scholen eene aanvullende toelage van 600 frank per klasse, door een gediplomeerden onderwijzer bediend, en van 580 frank per klasse door eene gediplomeerde onderwijzeres bediend, zulks om aan die besturen toe te laten hun leerpersoneel eene wedde te geven welke ten minste gelijkstaat met het wettelijk minimum, een last waarvan, als hooger gezegd, het noodig is zich te kwijten om aanneembaar te kunnen worden verklaard. Ten slotte draagt hij, ten beloope van $\frac{3}{4}$, zooals voor de gemeentelijke en aangenomen scholen, bij tot de vergoedingen aan schoolhoofden wegens bestuur.

De toepassing dier beschikkingen zal, over het geheel, tot navolgende uitslagen leiden :

De 1,427 aanneembare klassen (W. G.) bekomen thans :

1. Als bijdrage van Staatswege tot de geregelde verhoogingen	fr.	416,000
2. Als bijzondere hulp om aan de onderwijzers een behoorlijk minimum van inkomen te verzekeren.		683,450
	Fr.	799.450

Later zullen zij ontvangen :

1. Als bijdrage van den Staat, ten beloope van $\frac{3}{4}$, tot de verplichte verhoogingen.	fr.	324.225
2. Als aanvullende toelage		773,700
3. Als Staatsbijdrage tot de vergoedingen wegens bestuur		21,000
	Fr.	1,118.775
Hetzij eene vermeerdering van		319,775

* * *

De Regeering houdt er zich van overtuigd dat de voorgeslagen maatregelen door eenieder zullen goedgekeurd worden. De wensch om de aanneembare onderwijzers rechtvaardig te zien behandelen werd ter Kamer geuit door leden van de meest verschillende gezindheid.

Die wedde kan niet gewaarborgd door middel van de gewone toelage alleen. Ik had de eer zulks reeds te verklaren, op de Kamervergadering van 1 Mei jl. : « Destijds meldde een liberaal dagblad van het arrondissement Leuven, dat de aanneembare scholen werden bezocht door 683 kinderen, die geld en kleederen van het bureel van weldadigheid bekomen. Dit cijfer vertegenwoordigt ongeveer 250 gezinnen. Moest men die kinderen uit verschillende scholen te zamen brengen, men diende 13 tot 14 klassen ervoor in te richten.

« Hoe zouden die 250 gezinnen, die door het bureel van weldadigheid worden ondersteund, zoodus in hunne dagelijksche behoeften niet

kunnen voorzien, [zonder toelagen de wedden kunnen betalen van de onderwijzers, waaraan zij hunne kinderen toevertrouwen? Het is u niet mogelijk daarop te antwoorden : ofwel kunnen gemelde huisvaders geene behoorlijke wedde verzekeren aan die onderwijzers, die dan ook slechts hongerloozen zullen genieten, ofwel zullen die huisvaders er moeten van afzien de vrijheid van onderwijs, waarop zij recht hebben, doelmatig te eischen. »

Niemand kan ernstig beweren dat, zonder ruime toelagen van Staatswege, de huisvaders, die hunne voorkeur hechten aan de aanneembare scholen, niet voor navolgend dilemma zouden staan : ontoereikende loonen voor de onderwijzers van bedochte scholen ofwel opheffing van die scholen, en tevens van de vrije keuze. Overigens, ik herhaal het, de door het ontwerp voorziene toelagen worden reeds sedert verschillende jaren verleend ; het is er om te doen, de desbetreffende beschikkingen in de regelingwet op te nemen, en aldus aan hen, die er baat moeten uit halen, de terecht gewenschte waarborgen van vastheid en zekerheid te verleenen.

Niemand, ik ben er van overtuigd, zou, thans dat het beginsel van den leerplicht gaat gehuldigd worden, aan de aanneembare onderwijzers de zoo kostbare verbeteringen willen ontnemen die, in de jongste jaren, na lange pogingen, hun eindelijk, alsmede aan hun gezin, een weinig welstand hebben geschonken. Niet alleen de Regeering en dier vrienden zullen die billijke en menschlievende stelling steunen. Herinnerend aan het grondbeginsel van de schoolpolitiek der rechterzijde, zegde ik ter vergadering van 1^{sten} Mei 1912 : « 500,000 kinderen bezoeken de gemeentescholen. Door de wetten, welke zij maakten, en de ontwerpen die zij willen verwezenlijken, hebben de katholieken plechtig verklaard dat de rechten dier 500,000 kinderen zouden geeërbiedigd worden. Wij vragen dat de rechten der 400,00 kinderen die, hetzij de aangenomen, hetzij de aanneembare scholen bezoeken, eveneens doelmatig in de praktijk zouden worden gevrijwaard. » En de geachte heer Franck onderbrak mij en zegde : « Die rechten worden door niemand bedreigd en wij eerbiedigen ze. »

*
* * *

De thans bestaande schoolwet houdt zich niet enkel bezig met de wedde der wereldlijke onderwijzers op grond van hunne mogelijke gezinslasten, maar tevens met de onderwijzers en onderwijzeressen die deel uitmaken van een geestelijk genootschap. Te hunnen opzichte bepaalt zij wat volgt :

« Het bedrag der jaarwedde voortvloeiende uit de artikelen 13 en 15 is niet toepasselijk op de onderwijzers die deel uitmaken van een geestelijk genootschap. » (Art. 14, § 4).

Men zou zich vergissen aangaande de strekking van die beschikking, zoo men er de toepassing in zage van een soort *capitis diminutio*, aan Belgische burgers opgelegd ter oorzaak van hunne hoedanigheid van geestelijk persoon. Met zulke strekking zou bewuste beschikking bepaald ongrondwettelijk wezen.

Dat zulks de strekking van gemelden tekst niet is, blijkt volkomen hieruit dat de wet, waar het er op aankomt de vergelding en de bediening der gemeentelijke onderwijzers te bepalen, niet onderscheidt of zij ja dan neen zijn aangesloten bij een geestelijk genootschap. Nemen geestelijke personen het ambt van gemeentelijk onderwijzer waar, dan worden zij behandeld als de overige Belgische burgers die hetzelfde ambt vervullen.

In artikel 14, § 4, gaat het over geestelijke onderwijzers die geen openbaar ambt waarnemen. Er is sprake van hen die dienst doen in de aangenomen scholen. Uiteraard hangt hunne bezoldiging niet van de wet af, vermits zij geen openbaar ambt vervullen. Het bedrag van hun loon hangt gewoonlijk af van de overeenkomsten, tusschen hen en de schoolbesturen, waarbij zij werkzaam zijn, getroffen. Met te zeggen : « het bedrag der jaarwedde voortvloeiende uit de artikelen 13 en 15 is niet toepasselijk op de onderwijzers die deel uitmaken van een geestelijk genootschap », zegt de wetgever dus enkel : De geestelijke personen, wanneer zij in dienst treden in een aangenomen school, regelen, in gemeen overleg met de besturen dier scholen, alles wat hunne wedden en verhoogingen aangaat.

De Regeering acht dat het beginsel van die bepaling dient gehandhaafd, behoudens het duidelijker te omschrijven, derwijze alle uitdrukking te vermijden welke er zou toe strekken het recht op te heffen dat Belgische burgers bezitten om, op grond van hunne hoedanigheid als kloosterling geene *capitis diminutio* te ondergaan. Wij stellen voor te zeggen : « De wedden der onge- » huwde en in gemeenschap levende bedienden die in de aangenomen » en aanneembare scholen hun ambt waarnemen, worden geregeld door de » vrijelijk tusschen de besturen dier scholen en die onderwijzers bespro- » ken overeenkomsten. »

Die bepaling in de wet opgenomen zijnde, zal het voor niemand geen twijfel lijden, dat zoo de tot een geestelijk genootschap behorende onderwijzers bij voortduur lagere wedden genieten, zulks op grond is van hunne gewilde onbaatzuchtigheid en niet op grond van eene wetsbepaling welke hen, als 't ware, met verval zou treffen.

Schijnt in dit opzicht de huidige wetgeving gehandhaafd te moeten worden, toch in een ander opzicht behoort eene leemte aangevuld.

Waar de wetgever van 1895 het vraagstuk rakende de bepaling der wedde van de aangenomen onderwijzers uit de kloosterscholen overliet aan de vrije overeenkomsten tusschen deze onderwijzers en het bestuur dier scholen, leidde hij er dit gevolg uit af dat de door hen bediende klassen geen aanspraak mochten maken op de toelagen voorzien onder artikel 15, waarbij geregeld de bijdrage van den Staat tot de uitgave voortvloeiende uit de geregelde verhoogingen. Deze uitsluiting heeft geene reden van bestaan meer : wanneer die klassen in dezelfde omstandigheden werken als de gemeentelijke klassen zelf, is het billijk dat de gemeenten uit haren hoofde de gemeenrechtelijke toelage genieten, welke de Staatsbijdrage tot de geregelde verhoogingen uitmaakt.

Bij artikel 15, litt. D, van het ontwerp is dienvolgens bedongen dat de gemeente, voor hare aangenomen scholen, en de besturen der aanneembare

scholen, voortaan de gemeenrechtelijke toelage, van 50 frank per tweejarig tijdvak zullen krijgen, zoo het een onderwijzer geldt en deze van 50 frank per driejarig tijdvak, zoo het eene onderwijzeres geldt. Het genot van die toelage wordt afhankelijk gemaakt van het vereischte dat de titelvoerder der klasse houder zij van het wettelijk diploma.

Het beginsel van die bepaling is overigens geene nieuwigheid in elk opzicht. Bij de besluiten tot tenuitvoerlegging van artikel 74 der begrooting van 1910, van artikel 75 der begrooting van 1911 en van artikel 74 der begrooting van 1912, wordt reeds aan de door gediplomeerde kloosterlingen bediende klassen der aanneembare scholen, een gedeelte verleend van het op de begrooting tot verbetering van de wedde der onderwijzers uit gemelde scholen uitgetrokken krediet van een millioen.

Het aandeel dat uit hoofde van die klassen door de besturen der aanneembare scholen getrokken wordt bedraagt thans fr. 135,360. De vermeerdering van toelage, welke uit de nieuwe regeling zal voortvloeien, kan bij benadering worden berekend als volgt :

1^o De 450 gediplomeerde ordesgeestelijken tellen te zamen ongeveer 5526 tweejarige tijdvakken, dit is tegen 50 fr. per tweejarig tijdvak met maximum van 15 tijdvakken fr. 176,300

2^o De 1554 gediplomeerde kloosterzusters tellen te zamen ongeveer 7342 driejarige tijdvakken, dit is tegen 50 frank per driejarig tijdvak, met maximum van 10 tijdvakken 367,100

3^o Bestuursvergoedingen (art. 19 van het ontwerp) 77,250

Totaal fr. 620,650

Balans :

Nieuwe toelage. fr. 620,650

Vroegere toelage 135,360

Vermeerdering . . . fr. 485,290

Dezelfde regel toepasselijk zijnde op de aangenomen scholen, zullen de gemeenten uit dien hoofde eene meerdere toelage krijgen van :

1. 202 gediplomeerde ordesgeestelijken tellende 1583 tweejarige tijdvakken tegen 50 frank 79,250

2. 1967 gediplomeerde kloosterzusters tellende 9560 driejarige-tijdvakken tegen 50 frank 468,000

3. Bestuursvergoedingen 98,250

Totaal fr. 645,000

TITEL IV.

VAN KOSTELOOS SCHOOLBEZOEK

Verschillende beschouwingen pleiten ten voordeele van algemeenmaking van kosteloos schoolbezoek.

Eerst en vooral valt de maatstaf voor beperkte wettelijke kosteloosheid moeilijk te bepalen. Met het bestaande stelsel is inzonderheid het vermoeden dat tot bepaling van het recht strekt dikwijls door de feiten tegengesproken, hetzij dat het kosteloos schoolbezoek medebrengt voor personen die betrekkelijk gegoed zijn, hetzij dat het zulks ontzegge aan personen die nagenoeg in behoeftigen toestand verkeerden.

Anderdeels, zoo de gemeentescholen oorspronkelijk werden ingericht ten dienste van de behoeftige kinderen, werden feitelijk, in een groot getal gemeenten, kinderen daarin toegelaten die in staat waren te betalen; wat meer is, men heeft hun in steeds toenemende verhouding het voordeel van het kosteloos schoolbezoek vergund, zoo dat waar heden kosteloos schoolbezoek van rechtswege algemeen wordt gemaakt, de wet enkel een bestaanden toestand bekrachtigt.

In de navolgende tabellen is tevens de toenemende uitbreiding van de bij gunst toegestane kosteloosheid aangegeven voor de vijftien jongste jaren, zoo voor de gemeentelijke en aangenomen scholen als voor de aanneembare scholen en de geringe verhouding der leerlingen die schoolgeld betalen gelet op de algemeene schoolbevolking :

I. — Getal leerlingen.

Jaartallen.	die van rechts- wege kosteloos de school bezoeken.	die bij gunst kosteloos de school bezoeken.	die schoolgeld betalen.	Totaal.	Percent betalenden in verhouding tot het algemeen getal.
—	—	—	—	—	—
A. — In de gemeentescholen.					
1897	576,482	70,927	28,078	475,407	5,90
1900	586,576	69,596	24,887	480,059	5,17
1905	414,814	64,970	22,241	502,025	4,44
1910	425,885	66,422	20,707	511,012	4,05
1911	428,054	66,021	20,566	514,651	5,97
B. — In de aangenome scholen.					
1897	126,215	20,742	21,440	168,397	12,75
1900	125,567	21,794	20,221	177,582	11,58
1905	165,979	25,569	19,681	207,029	9,50
1910	189,742	25,787	20,475	256,004	8,70
1911	192,556	25,526	19,688	258,770	8,25
C. — In de aanneembare scholen.					
1897	98,128	15,246	9,041	120,416	7,26
1900	115,810	15,455	9,011	156,274	6,60
1905	157,554	14,194	9,229	161,757	5,70
1910	168,475	14,558	9,520	182,551	5,12
1911	157,154	14,575	9,401	181,409	5,18

II. — *Getal scholen in 1911.*

PROVINCIEËN.	Gemeente scholen.				Aangenomen scholen.				Aanneembare scholen.			
	Getal scholen.	Getal leerlingen.	Scholen waar kinderen betalen.	Kinderen die schoolgeld betalen.	Getal scholen.	Getal leerlingen.	Scholen waar kinderen betalen.	Kinderen die schoolgeld betalen.	Getal scholen.	Getal leerlingen.	Scholen waar kinderen betalen.	Kinderen die schoolgeld betalen.
Antwerpen	318	60,755	75	4,584	211	40,795	88	2,532	65	19,650	11	551
Brabant	715	117,407	68	1,719	155	25,788	28	520	216	37,261	40	908
West-Vlaanderen	255	29,557	187	4,285	552	51,175	278	10,212	188	27,674	157	5,500
Oost-Vlaanderen	369	56,072	106	4,578	584	75,055	90	4,554	150	20,295	42	1,488
Henegouw	1,025	99,558	218	1,807	98	8,756	24	196	299	56,288	65	955
Luik	757	77,695	190	2,414	42	5,605	21	497	170	20,865	45	1,016
Limburg	164	12,512	29	280	193	22,529	67	784	52	6,007	18	380
Luxemburg	517	25,285	51	560	88	5,109	8	79	79	4,665	11	448
Namen	586	29,052	104	651	100	6,922	17	554	106	8,508	15	575
Het Rijk . . .	4,684	514,651	1,008	20,566	1,601	258,770	621	19,688	1,505	181,409	582	9,401

Het door de leerlingen uit de gemeentelijke en aangenomen scholen betaalde schoolgeld beloopt, volgens het verslag van het gebruik der gelden, in 1910, ternauwernood 283,000 frank. Vergelijk men die som met het gezamenlijk cijfer der middelen tot bestrijding der schooluitgaven zijnde 32,114,000 fr., dan ziet men dat het schoolgeld slechts 0.89 t. h. van dit cijfer uitmaakt. Dit gering gedeelte van de middelen kan dus verdwijven, zonder gevaar het evenwicht te storen van de schoolbegroting der gemeenten.

Het stelsel van algemeen kosteloos schoolbezoek brengt, eindelijk, opheffing mede van de bijdrage der weldadigheidsbureelen tot de kosten van het lager onderwijs.

In 1910, beliep die bijdrage 158,000 frank : voortaan zal dit geld in het openbaar armenfonds blijven.

* * *

Wil dit zeggen dat voortaan alle scholen zonder onderscheid, alle klassen zonder onderscheid, er zullen moeten van afzien leerlingen tegen betaling op te nemen, op straffe van berooving van Staatstoelagen?

Stellig niet. Dit zou verder gaan dan bedoeld waar kosteloosheid algemeen gemaakt wordt.

Volgens de verklaring van 20 Juni, strekt die algemeenmaking er toe aan « allen de weldaad van het onderwijs ter verzekeren », aan « allen de onafhankelijkheid te waarborgen, welke enkelen aan het bezit van fortuin danken ». Het doel is bereikt zoo er, in alle gemeenten, gemeentelijke of aangenomen scholen bestaan die voor eenieder volstrekt kosteloos toegankelijk zijn.

Het dient den gemeenten of den besturen van aanneembare scholen, welke talrijke gansch kosteloos voor eenieder toegankelijke scholen hebben, niet verboden bij voortduur kinderen tegen betaling in sommige scholen op te nemen.

Men ziet niet in waarom, inzonderheid, steden als Gent en Antwerpen die, naast zeer talrijke kosteloos toegankelijke scholen, een zeker getal lagere scholen voor betalende kinderen bezitten, die inrichtingen zouden moeten opheffen. Geen misbruik is overigens te duchten, want het ontwerp laat § 5 van artikel 8 der huidige wet bestaan, waarin, ten aanzien van de jaarlijksche Staatstoelage voor den gewonen dienst van het lager onderwijs gezegd : « Een Koninklijk besluit zal het minimum bepalen van het getal » kosteloos toegelaten kinderen, dat de school moet tellen om toelagen te » kunnen ontvangen. »

* * *

Algemeenmaking van kosteloos schoolbezoek, onderstelt, ten allerminste voor de kinderen behorende tot niet gegoede gezinnen, kosteloze verstrekking van schoolgerief, dit is van de tot het onderwijs noodige grondstoffen.

In feite ging, in de gemeentelijke en aangenomen scholen het verstrekken van schoolbehoeften steeds, in het verleden, gepaard met kosteloozen toegang. « In beginsel is aangenomen, zegt een ministerieel schrijven van

28 Februari 1850 (3^o Driejaarlijksch verslag, blz. CXXXI) dat de kinderen die de bij het reglement van 26 Mei 1845 gestelde vereischten vereenigen om kosteloos onderwijs ten laste van de gemeente te genieten, ook kosteloos de boeken en het verder streng noodige schoolgerief ontvangen. »

Dit was ook het geval onder het schoolstelsel van 1879.

In een aanschrijven, in dato 8 December 1882 (*Bulletin du département* 1882, II, blz. 125) drukt de heer Van Humbeek zich uit als volgt: « Overeenkomstig het reeds onder de wet van 23 September 1842 aangenomen beginsel, hebben al de leerlingen die ingeschreven zijn op de lijst der kinderen die, op grond van artikel 3 der wet van 4 Juli 1879 op het lager onderwijs, van het betalen van schoolgeld dienen vrijgesteld, insgelijks recht op kosteloze verstrekking van de boeken en het verder noodige schoolgerief. » Het gaat er niet anders toe onder de huidige wet, zooals in herinnering wordt gebracht in een ministerieel schrijven van 19 Maart 1896 :

« De verplichting om kosteloos onderwijs te bedeeën, brengt die mede om den leerlingen kosteloos de schoolbehoefte te verstrekken. »

Bij het ontwerp wordt het voordeel der kosteloze verstrekking van de schoolbehoefte uitgebreid tot de leerlingen uit de aanneembare scholen. Vrije schoolkeuze ware den huisvaders niet doelmatig en volkomen gewaarborgd, zoo, in sommige onder Staattoezicht staande reeksen van scholen, de kinderen er toe verplicht zouden zijn het bedrag der schoolbehoefte terug te betalen, terwijl die behoeften kosteloos in andere reeksen van scholen zouden verstrekt worden.

Bij het ontwerp wordt voorgesteld de uit het kosteloos verstrekken van schoolbehoefte aan de kinderen uit niet gegoede gezinnen (1) voortvloeiende uitgave ten laste van de provinciën te leggen. Daarentegen worden de provinciën ontheven van de haar, sedert de wet van 1842, opgelegde bijdrage ten voordeele der gemeentelijke en aangenomen scholen.

Volgens het ontwerp gaat die tusschenkomst met een dubbelen waarborg gepaard : de terugbetaling der uitgave voor schoolbehoefte zal geschieden op behoorlijk door het schooltoezicht nageziene staten ; eene maxima-grens wordt bepaald voor den last die aan de provinciën wordt opgelegd : zij zullen er enkel toe gehouden zijn de uitgave voor schoolbehoefte terug te betalen tot bedrag van ten hoogste 3 frank per meisje en 2 frank per jongen.

Met het oog op hare geldelijke gevolgen, zal door de nieuwe bepaling, indien de aangegeven maxima bereikt worden, de bijdrage der provinciën tot de kosten van het lager onderwijs, van 1,162,711 frank (huidig beloop der verplichte bijdrage der provinciën) gebracht worden op 1,839,414 frank, zijnde een vermeerdering van 676,703 frank, als volgt verdeeld : de gemeenten zullen er 282,787 frank bijkomende hulpmiddelen in vinden ; het overige, d. i. 593,916 frank, zal gebruikt worden tot terugbetaling van de aan de kinderen uit de aanneembare scholen verstrekte schoolbehoefte.

(1) Als dusdanig worden beschouwd zij die, op grond van de huidige wet, van rechtswege kosteloos de school bezoeken. (Art. 3, § 2.)

Dat het billijk is de verplichte bijdrage der provinciën tot de kosten van het lager onderwijs te verhoogen zal door niemand betwist worden, terwijl sedert 1842, de bijdragen van den Staat en die der gemeenten voortdurend toenamen, bleef die der provinciën onveranderlijk bepaald op de waarde der opbrengst van 2 opecentiemen op de hoofdsom der rechtstreeksche belastingen. Waar zij voortaan vastgesteld wordt op ten hoogste 3 frank per behoeftig meisje en 2 frank per behoeftigen jongen, blijft zij binnen rechtmatige grenzen. Zij bereikt niet eens de waarde van 4 opecentiemen. Nu, in het bij de Kamer door de heeren Buyl en medeleden ingediende voorstel, wordt veel verder gegaan : daarin wordt voorgesteld $\frac{1}{10}$ van het bedrag der wedden en der verplichte weddeverhoogen ten laste van de provinciën te leggen, wat naar den grondslag van de bij dit ontwerp (1) voorgestelde wedden eene som van meer dan 3 millioen frank zou vertegenwoordigen, terwijl de door ons voorgestelde terugbetaling der schoolbehoefte, ten hoogste aan de provinciën eene uitgave van 1,839,414 frank zal opleggen.

* * *

Met het vraagstuk rakende kosteloze verstrekking van schoolbehoefte, staat gansch natuurlijk dit in verband betreffende de werken tot het verleen van bijstand op school, als daar zijn uitdeeling van kledingstukken, voedsel, enz.

Onder de staatkundige partijen werd destijds aarzeling waargenomen aangaande het beginsel dat bij het verleen van die gunsten als leiddraad moest dienen : moest men die gunsten beschouwen als eene aanhoorigheid van het onderwijs en mochten de gemeenten ze dan niet den leerlingen uit de door haar beschermde scholen voorbehouden? Of moest men ze daarentegen, als een in hooge mate menschlievend en maatschappelijk werk beschouwen en ze dienvolgens, zonder onderscheid van school, uitstrekken tot al de kinderen, wier gezondheid, wier behoeftigheid bijzonderen bijstand vordert?

Het menschlievend standpunt schijnt thans te overwegen in de opvatting van onze verschillende partijen. Dit standpunt dient dan ook uitdrukkelijk in de schoolwet gehuldigd. Onmogelijk eraan te denken schoolplicht in te voeren zonder tevens den huisvader te waarborgen dat, welke school ook door zijne kinderen bezocht worden, die kinderen, op gansch gelijken voet, de voordeelen zullen genieten welke de openbare machten den behoeftigen kinderen zouden meenen te moeten voorbehouden.

Terecht zegde, zekeren dag de heer Bara, minister van justitie : « Wil men dat de vrijheid van onderwijs gelukkige vruchten opbrengt, dan mag op geenerlei wijze, hetzij door de gunst van het bewind, hetzij door het verleen van hulp of van beurzen, de leerling veeleer naar eene inrichting,

(1) Naar den grondslag van de door de heeren Buyl en medeleden voorgestelde wedden zou de last veel zwaarder zijn.

dan naar eene andere gelokt worden. Er *bestaat geene vrijheid meer*, zoo men de *leerlingen* bekomt *dank zij beurzen*, zoo men de weinig gegoede gezinnen er toe dwingt hunne kinderen naar eene bepaalde inrichting te zenden, zoo het geweten der gezinnen tegenover hunne belangen wordt gesteld. »

Toen in Holland, het liberaal ministerie Pierson, de leerplichtwet van 7 Juli 1900 deed stemmen, aarzelde het niet te erkennen dat den huisvaders, wat betreft het verleenen van bijstand op school, uitdrukkelijke waarborgen dienden gegeven.

Ook werd dan in de Hollandsche wet van 7 Juli 1900 een aldus luidend artikel 55 opgenomen :

« Ter bevordering van het schoolbezoek is de gemeenteraad bevoegd » voeding en kleeding te verstrekken aan schoolgaande kinderen voor wie » daaraan behoefte bestaat, of met dat doel subsidie te verleenen, een en » ander volgens regelen bij algemeenen maatregel van bestuur te stellen (1). » Kinderen, die openbare scholen, en kinderen, die bijzondere scholen, » als bedoeld in artikel 2, eerste lid, van deze wet bezoeken (2), worden » daarbij op gelijken voet behandeld. »

Van die zelfde gedachte ging de Regeering uit, waar zij artikel 24 van het ontwerp aldus opstelde :

« Artikel 76 der gemeentewet en artikel 86 de provinciewet worden aangevuld als volgt :

» De beraadslagingen der provincie- en gemeenteraden rakende instelling van schoolrefters, schoolkoloniën, uitdeelingen van voedsel en kleedingstukken aan de schoolkinderen, van toelagen voor die werken, worden aan 's Konings goedkeuring onderworpen.

» De Koning zorgt er voor dat tusschen de kinderen die het voordeel dier beraadslagingen moeten genieten, geen onderscheid gemaakt worde volgens het soort school dat zij bezoeken. »

De inrichting van de schoolsoep-, kleedings-, kleerkamerswerken, de schoolcantines, geschiedt op, van gemeente tot gemeente, van provincie tot provincie, zeer verschillende wijze; niemand kan voorzien welke vormen zij later nog zal aannemen.

Het komt dan moeilijk voor, in een wetstekst, die algemeen genoeg zij om al de mogelijke onderstellingen te omvatten, de vereischten te omschrijven welke de gemeenten en de provinciën moeten in acht nemen bij de inrichting van die werken of bij het verleenen van desbetreffende toelagen.

Naar het gemeene recht onzer provincie- en gemeentewetten, dienen de beraadslagingen der gemeente- en provincieraden rakende de gewichtigste daden van het gemeente- en provincieleven aan de voorafgaande goedkeuring der hoogere overheid onderworpen. Zoo er beraadslagingen zijn, waarbij tevens het algemeen belang en het plaatselijk belang op het spel staan, en die de eerste rechten der burgers raken, dan zijn het wel die welke van aard zijn drukking te oefenen op de vrije schoolkeuze. Het komt dan ook billijk voor dat zij maar ten uitvoer worden gelegd nadat de hoogere overheid,

(1) Zie het reglement onder de bijlagen.

(2) Dit zijn de bijzondere lagere scholen.

welke minder vatbaar is voor den invloed der plaatselijke hartstochten en meer rechtstreeks onder het toezicht van het parlement staat, zal nagegaan hebben of zij het grondwettelijk beginsel van vrije schoolkeuze niet krenken.

De praktische bekrachtiging van die bepaling vloeit voort, wat de provinciën betreft, uit de artikelen 84 en 112 der provinciewet, volgens dewelke de provinciebegrootingen aan 's Konings goedkeuring dienen onderworpen en de mandaten op de provinciale bewilligingen uitgegeven vóór de betaling worden ondertekend door den gouverneur der provincie en met het visa van het Rekenhof voorzien. Wat aangaat de gemeenten, ligt zij besloten in artikel 121 der gemeentewet, waarbij de gemeenteontvangers persoonlijk aansprakelijk gesteld voor de door hen gedane onregelmatige betalingen en in artikel 141 van gemelde wet, op grond van hetwelk, de gemeenterekeningen bepaald door de Bestendige Deputatie worden vastgesteld.

TITEL V.

BEPALINGEN VAN ALLERLEI AARD. — MAATREGELN TEN VOORDEELE VAN HET GEMEENTELIJK ONDERWIJS.

Vergeefs zou men tegen die zoo billijke maatregelen ten voordeele van onderwijzers en leerlingen uit de aangenomen en aanneembare scholen aanvoeren dat zij werden ingegeven door gevoelens van vijandschap jegens de gemeentescholen en dat zij van aard zijn dier meesters en leerlingen te benadeelen.

Dit is geenszins het geval. De Regeering was steeds het gemeentelijk onderwijs diep genegen en liet zulks herhaaldelijk blijken. In de jongste dertig jaar schonk de Staat aan de gemeenten haast 40 millioen toelagen tot het bouwen van scholen; meermaals verhoogde hij de wedden der gemeentelijke onderwijzers (wetten van 1893, 1906, krediet van de 4 millioen); door bemiddeling van zijn opzienerskorps bevorderde hij aanhoudend den vooruitgang van het gemeentelijk onderwijs, dat meer en meer, zooals overigens gansch het aan toezicht onderworpen onderwijs, de kenspreuk verwezenlijkt: de school voor het leven.

De toestand wordt echter door een feit beheerscht. In ons land bestaat geen Staatslageronderwijs. Sedert België's vrijmaking, ontwikkelden zich naast elkander en onder den waarborg der Grondwet, de gemeentelijke en de aangenomen of aanneembare scholen.

De Regeering is er van overtuigd, dat een waarlijk vrijzinnige schoolpolitiek met dit feit dient rekening te houden. Miskent men het, dan verzet men zich tegen de spontane en tevens volhardende uiting van den wil des volks. Uit de geschiedenis van onzen tijd blijkt dat, welke regeeringen ook aan het bewind waren, welke politiek door haar ook werd gehuldigd, hetzij die politiek aan gemelde dubbele strekking toegaf of er tegen inging, deze toch steeds naar voren drong.

Zelfs onder de wet van 1842, toen over de onzijdigheid of het godsdienstig karakter der gemeentescholen nog niet, zooals thans, heftig werd gerede-

twist, bestond er in het land, benevens de 4136 gemeentescholen, een groot aantal private scholen die het vertrouwen genoten van duizenden gezinnen.

In 1875, inzonderheid, telde men 437 aangenomen scholen met 67,955 kinderen en 975 private niet aangenomen scholen met 95,534 kinderen.

In 1885, onder eene wetgeving welke uitsluitend het gemeentelijk onderwijs bevooroordeelde, waren er, in ons land, 9825 private klassen met eene schoolbevolking van ongeveer 490,000 kinderen; op dit tijdstip telden de 8657 gemeentelijke klassen slechts 345,687 leerlingen.

Waar is het, dat toentertijd de onzijdigheid, welke aan gansch het gemeentelijk onderwijs was opgelegd, tegen de gevoelens van het meereendeel der gezinnen aandruischte.

Doch later zelfs, wanneer, onder de wet van 1884, de overgrootste meerderheid der gemeenten den godsdienstleergang opnieuw in het leerplan harer scholen hadden opgenomen, verstrekten duizenden private scholen bij voortduring onderwijs aan honderd duizenden kinderen. In 1890, bijvoorbeeld, telden de gemeentelijke klassen 440,646 leerlingen, de aangenomen klassen 175,395 en de niet aangenomen klassen ongeveer 270,200.

Evenmin als de vroegere wetten, streemde die van 13 September 1895 den vooruitgang van het gemeentelijk onderwijs. Zij was het nochtans die, eerst van al, Staatstoelage verleende aan de niet door de gemeenten aangenomen private scholen. Onder haar, nam het getal aanneembare of aangenomen klassen en het getal gemeentelijke klassen steeds gelijkelijk toe, in dezelfde verhouding als het bevolkingscijfer.

In 1900 telde men 9,936 gemeentelijke, 3,270 aangenomen en 2,944 aanneembare klassen.

In 1905 bestonden er 10,800 gemeentelijke, 3,869 aangenomen en 3,558 aanneembare klassen.

In 1910 waren er 11,765 gemeentelijke, 4,587 aangenomen en 4,279 aanneembare klassen (1).

Eene waarlijk nationale politiek dient rekening te houden met die historische strekking.

Moest men een soort scholen, onderwijzers of gezinnen, ter uitsluiting van de andere, begunstigen dan zou men de rechtvaardigheid krenken, het nationaal gevoel miskennen en afbreuk doen aan de vrijheid van schoolkeuze, welke door de Grondwet is gewaarborgd.

* * *

Behalve de voorgeslagen maatregelen ten voordeele der gemeentelijke onderwijzers, waarop niet meer dient teruggekomen, vernits 277 hierboven breedvoerig werden besproken, behelst het ontwerp twee gewichtige beschikkingen ten voordeele van het eigenlijk officieel onderwijs.

(1) Hier weze aangemerkt dat, in het aantal nieuwe klassen, ook vroeger bestaande klassen zijn begrepen welke echter, om eene of andere reden, zich niet aan Staatstoezicht hadden onderworpen en dan ook niet waren medegerekend bij het gezamenlijk getal ondersteunde of aanneembare klassen.

De eene heeft ten doel, in het opzicht van het gemeentelijk onderwijs, eene leemte aan te vullen op welke de aandacht van den wetgever herhaaldelijk werd gevestigd : het behoort dat aan de huisvaders, wier voorkeur naar het gemeentelijk onderwijs gaat, de vervulling van hun wensch worde vergemakkelijkt. Onder de huidige wet moet er eene gemeenteschool bestaan in elke gemeente, zoodra twintig huisvaders met kinderen in de schooljaren de inrichting of de handhaving eener gemeenteschool eischen, en de Bestendige Deputatie een met hun verlangen strookend advies uitbrengt. De heeren Buyl en consorten legden een ontwerp ter tafel ertoe strekkende het cijfer van twintig huisvaders te vervangen door dat van twintig kinderen in de schooljaren. De Regeering stemt toe in die wijziging welke de inrichting eener gemeenteschool zal vergemakkelijken, wanneer de omstandigheden die inrichting wenschelijk maken.

De geachte leden vragen, bovendien, voor de huisvaders het recht, van de gemeente te mogen eischen dat de gemelde school zou bediend worden door wereldlijk personeel. Dit voorstel kon doen gelooven dat er in België tal van gemeenten bestaan waar de huisvaders enkel scholen met geestelijk personeel te hunner beschikking hebben.

Nu, dit is onjuist. Op 1175 gemeenten met slechts *éene* school, telt men er enkel 24 waar het personeel der eenige gemeentelijke school uit geestelijke personen bestaat.

Anderdeels, in de 168 gemeenten, waar de gemeenteschool vervangen is door eene of verschillende aangenomen scholen, zijn er slechts 8 waar geen wereldlijke bedienden bestaan.

Het voorstel van den heer Buyl beantwoordt dus, in dit opzicht, aan geen enkele noodwendigheid.

En het mocht allicht krenkend schijnen dat een aantal huisvaders de gemeentelijke overheid kunnen verplichten tot benoeming van een wereldlijk personeel, waar andere huisvaders van dezelfde overheid niet kunnen eischen dat eene door geestelijke personen bediende school worde aangenomen, zooals zij het wenschen.

*
* * *

Genoopt door billijkheidsgevoel jegens de huisvaders, die hunne voorkeur hechter aan het door de openbare machten ingerichte onderwijs, stelt de Regeering, bij artikel 29 van het ontwerp, voor § 2 van artikel 27 der wetten van 1884-1895 te wijzigen. In de jongste jaren nam de bevolking der athenaeums van Brussel en omkring aanzienlijk toe. Het oogenblik schijnt gekomen te zijn om, in dien omkring, een athenaeum meer in te richten. Ook elders kan die noodzakelijkheid zich voordoen. De Regeering vraagt dat het aantal athenaeums gebeurlijk mogen stijgen tot 24 in stede van 20. Om die machtiging wordt verzocht met het oog op de noodwendigheden die zich mochten openbaren (1).

(1) Daar het hoogste getal middelbare scholen, welke de Regeering mag inrichten, nog niet bereikt is, bestaat er geen grond om de huidige wetgeving op dit punt te wijzigen.

* * *

In de jongste jaren ontving het Departement van Wetenschappen en Kunsten verzoekschriften strekkende om aan jonge meisjes toegang te gunnen tot de leergangen der Koninklijke athenaeums. Die aanvragen schenen niet gunstig te mogen onthaald worden. De Regeering is ertoe bereid het leerplan uit te breiden van de middelbare meisjesscholen der groote centra, zoo zulks wordt gewenscht door een aantal gezinnen, dat aanzienlijk genoeg zou zijn om de uitgave te wettigen. Is zij daartoe genoegzaam door de wet gewaapend? De vraag wordt betwist. De inrichting van een middelbaar onderwijs voor meisjes is geregeld door de wet van 15 Juni 1881; gemelde wet bepaalt tevens dat bedoeld onderwijs, in beginsel, zou zijn beheerd door de inrichtingswet van 1 Juni 1850, op het middelbaar onderwijs.

Naar luid van die wet dienen de leergangen der middelbare scholen derwijze ingedeeld, dat zij in twee jaar of ten hoogste drie worden uitgedaan. (Art. 27, § 1.) De Regeering schijnt dus den duur der studiën niet te mogen verlengen. Edoch, dit artikel 27 eindigt op eene beschikking, waarbij aan de Regeering toegelaten andere leergangen dan die van het wettelijk programma in te richten, zoo zulks noodig blijkt, of die te wijzigen volgens de plaatselijke vereischten. Niets zegt dat die nieuwe leergangen geene aanvullende studie jaren mogen omvatten.

Hoe het ook zij, en om allen twijfel op te heffen, artikel 50 van het ontwerp stelt voor de slotbepaling van artikel 27 der wet van 1850 te vervangen door eene aldus luidende bepaling :

„ De Regeering kan, indien zulks nuttig blijkt, den studietijd op de middelbare scholen verlengen, andere leergangen inrichten of de hooger aangegeven te wijzigen, volgens de plaatselijke behoeften. »

II. — DE GELDELIJKE GEVOLGEN.

Alvorens de verschillende artikelen van het ontwerp te onderzoeken, dient nog uiteengezet welke gevolgen het zal hebben op geldelijk gebied

De regeering heeft steeds volgehouden dat de bepaalde en volledige verbetering van het lot der onderwijzers het werk niet kon zijn van den Staat alleen. De gemeenten moeten er toe bijdragen.

Overwegende, echter, dat de invoering van den schoolplicht en de instelling van den 4ⁿ graad een groot aantal gemeenten zullen noodzaken tot aanzienlijke uitgaven, heeft zij er aan gehecht de meeste lasten, welke uit de toepassing van den nieuwen rooster voortvloeien, op zich te nemen.

De vermeerdering van toelagen, welke het ontwerp van den Staat ten laste legt, kan als volgt geraamd worden :

I. Gemeentescholen.

De huidige toelagen (reglementaire, aanvullende en bijdrage tot de verplichte verhoogingen) beloo-	9,270,000
De naar het stelsel van het ontwerp berekende toelagen zullen beloo-	13,539,000
Zijnde eene vermeerdering van	4,269,000
De staat schenkt echter, aan de gemeentelijke onderwijzers, op het krediet van 4 miljoen, dat moet verdwijnen, een aan- deel van	3,147,000
De meerdere uitgaven beloo- fr.	1,122,000

II — Aangenomen scholen.

De huidige toelagen (reglementaire, aanvullende en bijdrage tot de verplichte verhoogingen) beloo- fr.	2,976,000
De naar het stelsel van het ontwerp berekende toelagen zullen beloo-	4,009,000
Hetzij eene vermeerdering van fr.	1,033,000
De Staat schenkt echter, aan de aangenomen onderwijzers, op het krediet van 4 miljoen, een aandeel van fr.	324,000
De meerdere uitgaven beloo- fr.	709,000

III. — Anneembare scholen.

De huidige toelagen (reglementaire en aanvullende) beloo- fr.	2,680,000
De naar het stelsel van het ontwerp berekende toelagen zullen beloo-	4,419,000
Hetzij eene vermeerdering van fr.	1,739,000
De Staat schenkt echter reeds :	
a) Op het krediet van 4 miljoen fr.	413,935
b) Op het krediet van het vergoedingsmillioen	
ten titel van verbetering van wedde (1) fr.	520,000
	933,935
De vermeerdering beloopt dus slechts fr.	805,065

(1) Het aandeel van het vergoedingsmillioen, ten titel van verbetering van wedde, zal dus vervallen; het aandeel, bestemd tot onderhoud van het schoollokaal en de meubelen zal in de begroting blijven geschreven.

Herhaling :

Gemeentelijke scholen.	1,122,000
Aangenomen —	709,000
Aanneembare —	805,065
Total . fr.	2,636,065

Die som van 2,636,065 (1) wordt als volgt verdeeld onder de gemeentelijke en de aangenomen of aanneembare door wereldlijke personen bediende scholen eensdeels, en de aangenomen en aanneembare door geestelijke personen bediende scholen anderdeels :

I. — A. Gemeentelijke scholen	fr. 1,122,000
B. Wereldlijke aangenomen scholen	120,000
C. — aanneembare scholen	339,000
	fr. 1,581,000
II. — A. Geestelijke aangenomen scholen	589,000
B. Geestelijke aanneembare scholen	466,065
Te zamen : fr.	1,055,065

*
* *

III. — OVERZICHT DER ARTIKELEN.

Bij de artikelen 1 tot 12 wordt de toepassing van den schoolplicht geregeld.

Naar luid van artikel 1, kunnen de ouders zich van dien plicht kwijten, hetzij door aan hunne kinderen huisonderwijs te verstrekken, hetzij door die op eene openbare of private school te plaatsen. Deze twee, — of juist gezegd — deze drievoudige keuze, waarbij de vrije beschikking van de ouders wordt geëerbiedigd, is voorzien in de schoolwetgeving van haast alle landen (2).

(1) Behalve dien nieuwen last, zal de Staat nog voor uitgaven staan wegens de vergoedingen voor bijzondere diploma's en wegens bijzondere studiebeurzen voor de kinderen der onderwijzers die normaalstudiën doen.

Het is onmogelijk het bedrag van dien last te bepalen.

(2) Frankrijk : Wet van 28 Maart 1882, artikel 4. — Nederland : Wet van 7 Juli 1900, artikel 1. — Pruisen : *Allgemeines Landrecht*, II, 12, § 43. — Saksen : Wet van 26 April

Bij artikel 2 zijn, op beperkende wijze, de gevallen voorzien waarin schoolplichtigheid geschorst; die gevallen staan in verband hetzij met feitelijke zwaarigheden (n^{rs} 1, 3 en 4), hetzij met gewetenszwaarigheden (n^r 2). Wat inzonderheid laatstgemelde beperking betreft, deze is de noodzakelijke verzachting van de verplichting: de wetgever mag den wettelijken plicht niet in strijd brengen met de godsdienstige of wijsgeerige overtuiging van de burgers. In de practijk, dank zij de bescherming welke de wet tot de scholen van allen aard uitstrekt en de waarborgen tot vrijwaring van den eerbied voor elke gezindheid, zullen vrijstellingen uit dien hoofde, naar alle waarschijnlijkheid weinig talrijk zijn.

De bevoegde rechtsmacht zal, overigens, in elk geval, met haar gewoon waardeeringsrecht, zooniet de innerlijke gegrondheid van de verontschuldiging, tot dewelke haar oordeel zich niet mag uitstrekken, ten minste den ernstigen aard van de aangevoerde reden schatten.

Eveneens zal de rechter, in de onder artikel 3 voorziene gevallen van stoffelijke onmogelijkheid, gebeurlijk uitspraak doen, rekening houdend met de gewone bewijsmiddelen.

Soortgelijke bepalingen komen in de vreemde wetgevingen voor:

Zoo zijn, bij artikel 7 der Nederlandsche wet van 7 Juli 1900, inzonderheid van den schoolplicht vrijgesteld: « de kinderen die eene vaste woonplaats » missen; zij wier ouders overwegend bezwaar hebben tegen alle, binnen » den afstand van 4 kilometer van de woning gelegen lagere scholen, waar » voor de kinderen plaats te verkrijgen is; ten slotte, zij die, ondanks aan- » vrage tot toelating, op eenige, binnen den afstand van 4 kilometer van de » woning gelegen, lagere school geene plaats kunnen verkrijgen. »

Anderdeels, geldt in vele landen, op grond van de wet, gebrekkelijkheid en zwakzinnigheid, als reden tot vrijstelling (1).

Bij artikel 5 wordt de gewone duur van schoolplicht op acht jaar bepaald. Evenwel kunnen de leerlingen in den loop van hun dertiende jaar, dit is nu zevenjarig schoolbezoek, het getuigschrift van volledige lagere studiën verkrijgen.

Overigens, naar luid van artikel 4, wordt, tot trapsgewijze toepassing van den volledige studieduur, een overgangstermijn voorzien, gedurende denwelken verplicht schoolbezoek achtereenvolgens zal beperkt tot 6 jaar voor de kinderen geboren in 1905 of 1904, en tot 7 jaar voor de kinderen in 1903 of 1906 geboren; zoodat de wettelijke verplichting feitelijk haar volle uit-

1875, § 4. — Beieren: E. STINGL, *Handbuch des Beyerischen Volksschulrechtes*, p. 595. — Italië: Reglement van 6 Februari 1908, artikel 6. — Oostenrijk: Wet van 14 Mei 1869, § 25. — Hongarije: Wet XXXVIII van 1868, § 1. — Noorwegen: Wetten van 26 Juni 1889, artikelen 49-50 (stedelijke scholen) en 57 (landelijke scholen). — Bulgarië: Wet van 18 Februari 1909, artikel 51. — Groot hertogdom Luxemburg: Wet van 10 Augustus 1912, artikel 3, enz.

(1) Nederland: Wet van 7 Juli 1900, art. 7. — Oostenrijk: Wet van 2 Mei 1885, § 25. — Hongarije: *L'enseignement primaire en Hongrie*, 1900, blz. 75. — Bulgarië: Wet van 18 Februari 1909, art. 51. — Rumenië: Wet van 30 April 1896, art. 2. — Groothertogdom Luxemburg: Wet van 10 Augustus 1912, art. 2.

werksel zal krijgen met ingang van 1913, dit is voor de kinderen die, in 1907 geboren, in 1913 met hunne studiën een begin zullen maken.

In onderstaande tabel zijn duidelijk de practische gevolgen van de voorgeslagen regeling aangegeven :

Kinderen geboren in	Begin.	Schoolbezoek :		Leeftijd bij het verlaten van de school.
		Duur.	Einde.	
1903	1909	6 jaar	1913	12 jaar.
1904	1910	6 —	1916	12 —
1905	1911	7 —	1918	13 —
1906	1912	7 —	1919	13 —
1907	1913	8 —	1921	14 —

Verschillende beschouwingen strekken tot rechtvaardiging van die overgangsbepalingen :

1° Eerst en vooral, zal de ongewone toeneming der schoolbevolking, welke stellig en onmiddellijk zal voortvloeien uit de opgelegde verplichting (optreden van nieuwe leerlingen en geregelder schoolbezoek door de huidige leerlingen), in eens eene uitzonderlijk uitbreiding van de stoffelijke inrichtingen vorderen

Die toeneming schijnt, als volgt bij benadering te kunnen worden geraamd. In den loop der schooljaren 1914-1915, 1915-1916 en 1916-1917, — schooljaren gedurende dewelke schoolgaan slechts tot twaalfjarigen leeftijd verplicht is — zal het getal der werkelijk in de klassen aanwezige kinderen eerst aangroeien met het getal van die welke thans, alhoewel ingeschreven, de school ongeregeld bezoeken, doch voortaan tot werkelijke aanwezigheid zullen gedwongen worden (1).

Het zal verder aangroeien met de 20,000 kinderen die thans de school tegen hun elfde jaar verlaten (2) en die, gedurende de schooljaren 1914-1917, er een jaar langer zullen moeten blijven.

In den loop der jaren 1917-1918 en 1918-1919, zullen de gemeenten zich de noodige lokalen moeten aanschaffen om, daarenboven, een groot gedeelte

(1) Enkele aanduidingen dienaangaande :

Op 31 December 1911, waren er, over het geheel, in de gemeentelijke, aangenomen en aanneembare scholen, ongeveer 800,000 leerlingen van 6 tot 12 jaar. Nu, de lagere school wordt thans gemiddeld 199 dagen per jaar bezocht, terwijl, met het nieuw stelsel, het verplicht schoolbezoek zich tot ten minste 220 dagen per leerling zal uitstrekken. Anderdeels, volgens het op 31 December 1910 door het hoofdbeheer van het lager onderwijs ingesteld onderzoek, waren er te dien tijde, 27,157 ongeregelde leerlingen van 6 tot 14 jaar; het getal ongeregelde leerlingen van 6 tot 12 jaar moet dus niet merkkelijk beneden de 55,000 blijven. Nu, worden alleen als ongeregeld beschouwd, de leerlingen die gedurende ten minste de helft der schooldagen niet opkwamen. Naast die leerlingen, voor dewelke ongeregeld schoolbezoek ambtelijk werd vastgesteld, hebben wij al de feitelijk ongeregelde leerlingen die, in welke geringe maat ook, meer dan die helft aanwezig waren. Zulks laat toe te oordeelen over de gevolgen van de verplichting met het oog op de bevolking der klassen, en dus ook over noodige splitsingen.

(2) Zie : Rapport triennal 1909-1911, bl. 295, 9^e kolom.

van de 35,000 kinderen te plaatsen, die thans na hun twaalfde jaar de school verlaten (1) en er voortaan tot dertien jaar zullen moeten blijven.

Eindelijk, in 1919-1920, zullen zij de noodige lokalen moeten in gereedheid brengen tot opneming, met ingang van het schooljaar 1920-1921, van een gedeelte der 35,000 kinderen die thans tegen dertienjarigen leeftijd de school verlaten (2) en er voortaan tot veertien jaar zullen moeten blijven.

Hoeveel nieuwe klassen zullen er noodig zijn om aan die toenemende schoolbevolking plaatsing te verzekeren?

Uit een door het toezicht ingesteld zorgvuldig onderzoek blijkt dat, enkel in de gemeenten met minder dan 5,000 inwoners, de invoering van schoolplicht tot op den leeftijd van 12 jaar inrichting zal vergen van 745 nieuwe klassen, waaronder 486 voor jongens, en die van schoolplicht tot op den leeftijd van 14 jaren, de inrichting van 1,963 nieuwe klassen, waaronder 1,151 voor jongens.

Nu, het bouwen van de daartoe noodige lokalen, gaat niet alleen gepaard met bezwaren in zake begrootingsgelden, maar vordert ook in elk geval, den noodigen tijd tot opmaking der ontwerpen en uitvoering er van, waarin slechts trapsgewijs zal kunnen worden voorzien.

Het komt mij onmogelijk voor dit alles te doen op minder dan vijf jaar, welke, zooals hooger uitgelegd, zouden vallen tusschen het schooljaar 1914-1915 (waar voor 't eerst schoolplicht zal worden toegepast) en het schooljaar 1920-1921.

2° Soortgelijke beschouwingen gelden ook wat aangaat de werving van de leerkrachten, want het spreekt vanzelf dat insgelijks, in dit opzicht, in nieuwe behoeften zal dienen voorzien. Trouwens, uit het onderzoek van den huidige toestand blijkt dat er reeds nu maar weinig personeel beschikbaar is. Hierover wat meer.

Overschouwt men de jongste vier driejarige tijdvakken, die de jaren 1900 tot 1911 omvatten, dan vloeien uit de statistieken navolgende afleidingen voort :

Het getal candidaat onderwijzers, die van 1900 tot 1911, het diploma verkregen hebben, hetzij in eene normaalschool, hetzij ten overstaan van de middeljury, beloopt ongeveer 5,400.

Gedurende hetzelfde tijdvak zijn er in de (gemeentelijke, aangenomen en aanneembare) lagere scholen des lands, ten gevolge van overlijden, pensionneering, beschikbaarstelling of afzetting ongeveer 3,750 door gediplomeerde bedienden bezette plaatsen open gevallen. Anderdeels, werden, in den loop van diezelfde jaren, ongeveer 1,950 door gediplomeerde onderwijzers gehouden nieuwe klassen ingericht, zoo dat er eigenlijk in 5,700 plaatsen diende voorzien.

Uit die gegevens blijkt een tekort van ongeveer 500 bedienden voor bewust tijdvak. En dit tekort is feitelijk nog grooter daar een zeker aantal

(1) *Ibid.*, 10^e kolom.

(2) *Ibid.*, 11^e kolom.

gediplomeerde normalisten naar de middelbare afdeelingen overgaan of in de aangenomen of aanneembare scholen niet gediplomeerde bedienden vervangen.

Onderzoeken wij meer inzonderheid in dit opzicht de jongste jaren waarover wij inlichtingen hebben, dan komen wij tot volgenden uitslag :

Jaar 1910. — Het gezamenlijk getal gediplomeerde onderwijzers beliep ongeveer 450 en het getal opengevallen of nieuwe ingestelde plaatsen ongeveer 600; tekort 150.

Jaar 1911. — Het gezamenlijk getal gediplomeerde onderwijzers bedroeg bij de 500; de vraag naar onderwijzers 550 : tekort, 50.

Jaar 1912. — Het juiste cijfer is niet gekend, maar moet insgelijks nog al aanzienlijk geweest zijn, want de normaalscholen hebben in het geheel slechts 420 einddiploma's uitgereikt.

Eindelijk, de jongste toekomst laat ons ook niet toe op een onmiddellijk gunstigeren toestand te rekenen.

Inderdaad, zoo wij, gelet op het getal aannemingen in de normaalscholen van alle slag gedurende de jaren 1909 tot 1912, aannemingen welke onderscheidenlijk overeenkomen met de uittredingen voor de jaren 1913 tot 1916, het gemiddeld getal einddiploma's uitrekenen, dan komen wij, voor de eerste jaren tot ongeveer volgend getal nieuwe gediplomeerden (normalisten):

Jaar.	Onderwijzers.
1913. . .	460
1914. . .	480
1915. . .	520
1916. . .	580

Bij deze getallen dienen gevoegd de door de jury onder artikel 9 bedoeld, uitgereikte diplomas, — dit is ongeveer 50 per jaar voor de onderwijzers — zoodat het gezamenlijk getal gediplomeerden in rond cijfer kan bepaald op :

Jaar.	Onderwijzers.
1913. . .	500
1914. . .	550
1915. . .	600
1916. . .	650

Nu, wij hebben gezien dat de vraag naar onderwijzers 600 beliep in 1910 (overeenkomende met ongeveer 400 opengevallen plaatsen en 200 nieuw ingestelde); 550 in 1911 (overeenkomende met ongeveer 400 opengevallen plaatsen en 150 nieuw ingestelde). Zoo wij deze cijfers tot grondslag nemen en rekening houden met het feit dat te beginnen met het in werking treden van schoolplicht, d. i. te beginnen met het schooljaar 1914, de inrichting van nieuwe klassen ruim toenemen zal, dan schijnt navolgende raming van de aanstaande behoeften zeer gematigd :

Voor de jaren.	Onderwijzers.
1913. . . .	600
1914. . . .	700
1915. . . .	700
1916. . . .	700

De vergelijking tusschen het cijfer der behoeften en de aanzienlijkheid der middelen, wijst stellig op gebrek aan voldoende krachten. Deze gegevens zijn, wel te verstaan, niet nauwkeurig, doch zij volstaan om aan te toonen dat het volstrekt noodig is trapsgewijze te werk te gaan. Zij stellen een toestand en feiten in het licht welke men niet miskennen mag waar het er om te doen is een ernstige en praktische wet te maken (1).

5° Eene andere gewichtige reden tot rechtvaardiging van trapsgewijze toepassing van de verplichting vloeit voort uit het feit dat vele jonge lieden, die in de schooljaren zijn, bepaald vaarwel aan de studiën hebben gezegd na min of meer al de klassen te hebben doorgemaakt. Zoo zijn er onbetwistbaar vele in 1901 of in 1902 geboren kinderen die, in 1915, de school voor goed verlaten hebben na vijf of zes klassen doorgemaakt te hebben. Met een stelsel van onmiddellijke invoering van volledige schoolplicht zouden die kinderen, in October 1914, naar de lagere school teruggeleid worden tot in 1915 of in 1916. In vele gevallen, zou zulk stelsel kwellend worden geacht en onrechtvaardig inbreuk maken op verworven toestanden, zonder groot nut voor belanghebbenden; want in een opvoedkundig opzicht komt het noch practisch, noch nuttig voor aldus te handelen, en het ware met eene lastige verwikkeling de moeilijkheden verzwaren welke reeds onvermijdelijk, in de practijk, zullen gepaard gaan met de hervorming en de uitbreiding van onze schooluitrusting.

Bij de artikelen 7 en 8 wordt bepaald hoeveel dagen in het jaar elk kind ten

(1) Ongetwijfeld kan, in de lagere klassen van jongensscholen of gemengde scholen, in het gebrek aan onderwijzers voorzien door het aanstellen van onderwijzeressen. Uit de statistieken rakende de samenselling van het personeel der lagere scholen, schijnt zelfs voort te vloeien dat in de jongste tien jaren een zeker getal gemeenten en schoolbesturen des te gemakkelijker tot zulke aanstelling besloten daar er veeleer overschot van candidaat-onderwijzeressen is.

Op het einde van 1900, bestond het gediplomeerd personeel der gemeentelijke, aangenomen en aanneembare scholen uit :

Onderwijzers	7,825	dit is	53 t. h.
Onderwijzeressen	6,899	dit is	47 t. h.
Totaal	14,722		100 t. h.

Op het einde van 1911, deed de toestand zich als volgt voor :

Onderwijzers	9,515	dit is	49.8 t. h.
Onderwijzeressen	9,582	dit is	50.2 t. h.
Totaal	19,095		100 t. h.

De strekking waarop wij zooeven wezen wordt in het licht gesteld door de omkeering van de onderscheidenlijke verhouding : terwijl, van 1900 tot 1911, het getal bedieningen met 4,575 toenam, groeide het getal onderwijzers slechts met 1690 aan, dit is 21 t. h. en het getal onderwijzeressen met 2683, dit is 38 t. h.

Men mag echter niet uit het oog verliezen dat zoo het getal gediplomeerde onderwijzeressen, ieder jaar, het getal in de lagere meisjesscholen te vervullen plaatsen overtreft, de gediplomeerde candidaat-onderwijzeressen nog andere uitwegen hebben, buiten de onder toezichtstaande lagere scholen. Tal van gemeenten doen beroep op haar voor de bewaarscholen; en vele gediplomeerde onderwijzeressen treden niet in het onderwijs of wijden zich aan het openbaar of privaats middelbaar onderwijs.

minste op school behoort aanwezig te zijn geweest om zijn schoolplicht naar den eisch gekweten te hebben. De onder Staatstoezicht staande scholen dienen ten minste 250 dagen aan het onderwijs te wijden, waarbij de wekelijksche halve dag verlof voor één schooldag in aanmerking komt.

De jaarlijksche verloven, buiten de Zondagen en de wettelijke feestdagen, mogen te zamen niet meer dan twee en eene halve maand bedragen. Anderdeels, mogen de kinderen, zonder geldige redenen, niet langer dan drie halve schooldagen per maand afwezig blijven; bij deze bepaling wordt dus afwezigheid voor drie halve dagen toegelaten — dit is voor een vijftiental dagen op gansch het jaar — zonder dat die niet gerechtvaardigde afwezigheid wettelijk strafbaar zij.

Soortgelijke bepalingen komen in verschillende vreemde landen voor.

Naar luid van de Fransche wet wordt « wanneer een kind *viermaal* op eene maand afwezig blijft gedurende ten minste een halven dag, zonder door de municipale Schoolcommissie geldig bevonden reden » de vader voor gemelde commissie opgeroepen (1). Deze bepaling duldt dus afwezigheid voor drie halve dagen, wat ook het geval is met het wetsontwerp dat thans in het Parlement aanhangig is (2).

In Holland, wordt de eerste waarschuwing tot de ouders gericht wanneer de leerling « niet geregeld » de school bezoekt. Nu, het schoolbezoek wordt geacht geregeld plaats te vinden indien er gedurende twee achtereenvolgende maanden niet meer dan twee schooltijden zonder geldige reden worden verzuimd (5). Hier dus wordt schoolverzuim gedurende twee halve dagen op een termijn van twee maanden geduld.

Bij de schoolwetgeving van het kanton Bern is beschikt als volgt : « Zoo de niet gerechtvaardigde afwezigheden een tiende der lesuren overschrijden 's winters, of vier schoolweken 's zomers, wordt de overtreder bij den prefect aangeklaagd » (4).

Vermelden wij eindelijk nog de onlangs gestemde Luxemburgsche wet, waarbij bepaald : « wanneer het kind gedurende vier halve dagen van de school afwezig is gebleven zonder geldig erkende reden, zal de verantwoordelijke persoon bij brief der schoolcommissie worden aangemaand de wet na te leven... » (3).

Zeggen wij nu welke, naast die vergunningen, voor dewelke geene rechtvaardiging noodig is, in de voornaamste landen 'de redenen zijn die als geldige verontschuldiging voor niet geoorloofde afwezigheden worden beschouwd.

In Frankrijk zijn de als geldig beschouwde redenen enkel navolgende : ongesteldheid van het kind, overlijden van een familielid, belet wegens onvoorziene moeilijkheid in het verkeer ; over de verdere aangevoerde uit-

(1) Wet van 28 Maart 1882, artikel 12.

(2) Kamer der afgevaardigden, buitengewone zitting van 1912, n° 2 545 van de bescheiden.

(3) Wet van 7 Juli 1900, artikelen 2 en 21.

(4) Wet van 6 Mei 1894, art. 65.

(5) Wet van 10 Augustus 1912, art. 10.

zonderlijke omstandigheden wordt, zooals over de hoogervermelde, door de schoolcommissie uitspraak gedaan (1). Ongesteldheid van het kind wordt trouwens algemeen voorzien onder de geldige redenen van afwezigheid (2).

In Beieren wordt, bovendien, rekening gehouden met slecht weder, zoo de school ver afgelegen is, met den slechten staat der wegen, de familieaangelegenheden (3). De Saksische schoolwetgeving neemt, over het algemeen, als geldige reden, slechts ongesteldheid van het kind aan of eene ernstige ziekte onder de familie (4). De nieuwe Luxemburgsche wet neemt, wat tijdelijke afwezigheid betreft, behalve ongesteldheid van het kind, ook de stoffelijke onmogelijkheid aan om zich naar de school te begeven; tevens nog gewichtige familiegebeurtenissen (5).

Uit dit alles blijkt dat het minimum-schoolbezoek voor *elken leerling* 220 dagen zal belooopen — de wekelijksche halve dag verlof voor een dag gerekend.

Na, wat is, in dit opzicht, de huidige toestand? Onderstaande tabel verstrekt de uitslagen betreffende het schooljaar 1910-1911.

Scholen	Aantal volle dagen tijdens dewelke de scholen		Gemiddeld aantal dagen schoolbezoek
	moeten open blijven	open bleven	
gemeentelijke	249,98	246,81	189,13
aangenomen	250,57	248,02	203,55
aanneembare	249,53	246,92	205,17
De 3 reeksen	250,02	247,25	199,61

De door het ontwerp verwezenlijkte vooruitgang, wat het schoolbezoek betreft, kan dus als volgt omschreven: « minimum schoolbezoek 220 dagen voor *elken leerling*, » in stede van « gemiddeld schoolbezoek 199 dagen voor het gezamenlijk aantal leerlingen ».

Evenwel, naar luid van artikel 8 kunnen bepaalde tijdelijke vrijstellingen worden verleend, onder door de wet nauw omschreven voorwaarden: 1° Die verloven mogen slechts verleend aan de leerlingen van den 3^{en} en gebeurtelijk van den 4^{en} graad en alleen om hun toe te laten deel te nemen aan de werkzaamheden die het seizoen medebrengt; 2° zij mogen niet meer dan 33 volle dagen's jaars belooopen; 3° de voorwaarden van verleening worden bepaald door een reglement dat dient goedgekeurd door het schooltoezicht; 4° de verleening moet schriftelijk geschieden.

(1) Wet van 28 Maart 1882, art. 10.

(2) Nederland: wet van 7 Juli 1900, art. 2; Pruisen: VON BREMEN, *Die Preussische Volksschule*, bl. 591; Beieren: STINGL, *Handbuch des Bayerischen Volksschulrechtes*, bl. 378; Saksen: wet van 26 April 1873, § 5; Groothertogdom Luxemburg: wet van 10 Augustus 1912, art. 6.

(3) STINGL: t. a. p.

(4) Wet van 26 April 1873, § 5.

(5) Wet van 10 Augustus 1912, art. 6.

Ook dienaangaande treft men, in de meeste vreemde landen, soortgelijke beschikkingen aan.

In Frankrijk mogen de schoolcommissiën aan de kinderen, die bij hunne ouders of hun voogd inwonen, op dezer met redenen omkleede aanvraag, ontslaging van schoolbezoek verleenē, doch voor niet meer dan drie maanden per jaar buiten den verloftijd. Die ontslaging dient, zoo zij meer dan vijftien dagen geldt, onderworpen aan de goedkeuring van den opziener van het lager onderwijs.

Gemelde beschikkingen zijn niet toepasselijk op de kinderen die hunne ouders of voogden volgen, wanneer deze tijdelijk uit de gemeente weggaan. In dit geval, volstaat mondelinge of schriftelijke bekendmaking aan den burgemeester of den onderwijzer. Eindelijk kan aan kinderen die, buiten hunne familie, bij den landbouw gebruikt worden vrijstelling verleend voor een der beide klassen van den dag (1).

In Nederland zijn de voornaamste geldige redenen van tijdelijk schoolverzuim : tijdelijke sluiting van de school ; vergunning om de school tijdelijk (ten hoogste zes weken 's jaars) niet te bezoeken ten behoeve van werkzaamheden in de bedrijven van landbouw, veehouderij, vervulling van godsdienstplichten of andere ernstige redenen (2).

In Pruisen kan ontslaging worden verleend om verschillende redenen : huiselijke noodwendigheden (ziekte der ouders die de zorgen hunner kinderen behoeven), beziging der kinderen bij het werk, enz. Laatstgemelde reden van ontslaging werd echter aanzienlijk beperkt, wat sommige werkzaamheden betreft : aldus gelden voor het hoeden van vee, bijzondere bepalingen en is fabriekwerk streng geregeld (3).

In Oostenrijk kan, op verzoek der ouders en om aannemelijke redenen, met het oog op geregeld schoolbezoek zeker gemak verleend. Zoo kan het onderwijs beperkt worden tot een gedeelte des jaars, tot de helft van den dag of tot bepaalde dagen der week (4).

In het Groothertogdom Luxemburg, kan tijdelijke vrijstelling van schoolbezoek worden verleend voor niet meer dan dertig dagen per schooljaar. Op verzoek van den gemeenteraad, kan de regeering ook de kinderen van ten volle elf jaar van schoolbezoek, hetzij gedurende den ganschen dag, hetzij gedurende een gedeelte van den dag, ontslagen voor een bepaalden tijd, ten einde hun toe te laten hunne ouders of voogden bij te staan (5).

Bij de artikelen 8 en 9 is de wijze geregeld waarop, elk jaar, tot de inschrijving der leerplichtige kinderen dient overgegaan en bij de artikelen 10 en 12 bepaald hoe vaststelling en vervolging der overtredingen

(1) Wet van 28 Maart 1882, artikel 15.

(2) Wet van 7 Juli 1900 art. 12

(3) VAN BREMEN, *Die Preussische Volksschule*, bl. 591.

(4) Wet van 2 Mei 1883, § 21.

(5) Wet van 10 Augustus 1912, art. 7 en 8.

zullen geschieden, welke rechtsmachten bevoegd zijn daarbij op te treden en welke straffen toepasselijk zijn. De dienaangaande aan het schooltoezicht toegewezen rol waarborgt de geregelde werking van het stelsel der wet, welke werking minder volkomen zou verzekerd zijn door de plaatselijke besturen, ingevolge allerlei invloeden, waardoor op die besturen natuurlijk kan drukking geoefend.

Wat de voorziene straffen betreft, zij zijn gematigd en getuigen van de bezorgheid der Regeering om veeleer de voorkeur te geven aan middelen tot overreding dan wel aan middelen tot rechtstreekschen dwang en beteugeling. In dit opzicht deelt de Regeering ten volle de meening welke de geachte heer Hymans als volgt uitte, ter vergadering van de Kamer der Volksvertegenwoordigers van 30 November 1910 : « Stellig dient er, zegde de heer Hymans, om leerplicht te verwezenlijken, rekening gehouden met de in het land heerschende gedachten, evenals dit moet gebeuren om de militaire quaëstie op te lossen. Wilde men strenge en kwel'ende middelen van beteugeling aan het land opleggen, dan zou men stellig op moeilijkheden stuiten. Leerplicht mag niet aanvallend en kwaadwillig voorkomen. Die gedachte dient zich aan de gezinnen op te dringen als een maatschappelijke noodwendigheid, en als een niet tot bevordering van partijbelang, maar wel in het belang van de kinderen, van de ouders en van het land zelve genomen maatregel van zedelijke gezondheid. De straffen tot bekrachtiging van leerplicht dienen aan den aard en den geest der natie aangepast; de beste straffen zijn dus die van zedelijken aard. »

Daarom is het dat in het ontwerp, over een tamelijk langen termijn, herhaald beroep wordt voorzien op het plichtbesef en het gezond verstand der ouders. En vergt aanhoudende kwade wil van den huisvader eindelijk de toepassing der straffen, dan gaan deze nooit de perken eener verduldige bezadigdheid te buiten; het zijn in de eerste plaats middelen tot zedelijken dwang, de berisping en de uithanging; verder, en slechts in laatsten aanleg, de geldboete — welke boete meestendeels klein zal wezen en nooit meer dan 10 frank mag belooopen.

Het kan wel nuttig zijn hier de in den vreemde aangenomen stelsels, in zake bekrachtiging van leerplicht, onderling te vergelijken.

In Frankrijk worden de afwezigheden, op het einde van elke maand, door de schoolhoofden ter kennis gebracht van den burgemeester en van den opziener van het lager onderwijs, met opgave der redenen van afwezigheid; die redenen worden door eene gemeentelijke schoolcommissie beoordeeld. Bleef het kind viermaal in de maand afwezig, zonder door de schoolcommissie geldig bevonden reden, dan wordt de voor de opvoeding van het kind aansprakelijke persoon gedaagd vóór de commissie, welke hem aan zijn plicht herinnert. Bij niet verschijning, of bij hervalling binnen twaalf maanden, beveelt de commissie uithanging, aan de deur van het gemeentehuis, van naam, voornamen en hoedanigheid van den verantwoordelijken persoon, met vermelding van het feit te zijnen laste. Bij tweede hervalling wordt eene klacht ingediend bij den vrederechter, die de door het Straf-

wetboek voorziene politiestraffen mag uitspreken. Gemelde straffen kunnen gaan tot gevangenisstraf van ten hoogste vijf dagen (1)..

De Engelsche wetgeving machtigt de schooloverheid tot uitvaardiging van verordeningen (bye-laws) waarbij tot bekrachtiging van leerplicht geldboeten gesteld welke 20 shilling mogen belooopen (2).

Naar luid van de Nederlandsche wet worden, desgevallend, de kinderen in de schooljaren ambtshalve op de schoolregisters ingeschreven. Bij niet geregeld schoolbezoek, worden de ouders door den arrondissementsopziener schriftelijk aangemaand. Zoo noodig wordt de aansprakelijke persoon door de schoolcommissie opgeroepen, welke hem tegen het laten voortduren der overtreding waarschuwt. Eindelijk, in geval van voortdurende overtreding, verwittigt de arrondissementsopziener den ambtenaar van het openbaar ministerie, met het oog op de in te spannen vervolgingen. De overtredingen kunnen, volgens haren aard, gestraft met eene geldboete welke 50 frank kan belooopen, of met gevangenisstraf van ten hoogste zeven dagen (3).

In Pruisen, zijn straffen voorzien bij bijzondere beschikkingen die in elke provincie verschillen : zij bestaan in geldboeten en gevangenisstraffen : verzuim van schoolplicht is gelijkgesteld met de overtredingen en als zoodanig gerecht (4).

In Beieren wordt schoolbezoek hoofdzakelijk nagegaan door het plaatselijk toezicht, dat aangesteld is door eene Commissie, waarin vertegenwoordigers der kerkelijke, burgerlijke en schooloverheden zitting hebben.

De afwezigheden worden, iedere maand, bericht aan gemelde Commissie, welke de aangevoerde redenen van verontschuldiging onderzoekt en, desgevallend, de reglementaire straffen toepast. Voor de eerste overtreding wordt in het algemeen, slechts eene waarschuwing gegeven. Bij hervalling binnen hetzelfde schooljaar wordt eene boete van 10 tot 15 pfennig opgelegd. Blijven de ouders hunne kinderen aan de school onttrekken, dan worden zij naar de rechtbank verwezen die hen tot gevangenisstraf van ten hoogste acht dagen of tot 45 Mark boete kan veroordeelen (5).

De Saksische schoolwet straft de overtredingen in zake schoolplicht met eene boete van ten hoogste 10 thaler. Wordt de boete niet gekweten, dan wordt zij in gevangenisstraf veranderd (6).

Wanneer, in Denemarken, zonder geldige reden en zonder dat de onderwijzer gewaarschuwd weze, de kinderen afwezig blijven, worden de ouders veroordeeld, eerst tot eene kleine boete (12 öre, ongeveer 16 centiemen) voor elken dag verzuim, gedurende eene maand. Duurt de afwezigheid meer dan eene maand tijdens het halfjaar, dan wordt de boete gebracht op 25 öre en

(1) Wet van 28 Maart 1882, art. 10 tot 14, *Journal officiel*.

(2) *Elementary Education Act* van 1900, art. 6.

(3) Wet van 7 Juli 1900, art. 18 en vlg., Staatsblad n° 111.

(4) VAN BREMEN, *Ibid.*, blz. 600 en vlg.

(5) E. STINGL, *Ibid.*, blz. 376 en vlg.

(6) Wet van 26 April 1873, artikel 5.

op eene kroon (fr. 1.39) per dag verzuim. De oninbare boeten worden door gevangenisstraf vervangen (1).

In Oostenrijk zijn dwangmaatregelen voorzien in de wetgeving van elke provincie : de toegepaste middelen zijn er de waarschuwing, de geldboete, de gevangenisstraf en, in sommige gevallen, de ontzetting van de vaderlijke macht (2). Soortgelijke beschikkingen zijn in voege in Hongarije (3).

De Bulgaarsche wet straft alle niet gerechtvaardigde afwezigheid met eene boete van 20 tot 50 centiemen, welke boete door den schoolopziener van het departement wordt opgelegd. Bij niet gerechtvaardigde afwezigheid van meer dan 10 dagen zijn de ouders strafbaar met eene boete van 5 tot 25 frank, door den schoolraad van het departement opgelegd (4).

Kortom, bij de meeste wetgevingen zijn soortgelijke beschikkingen voorzien en eene traspwijze toepassing der straffen, van de eenvoudige waarschuwing af tot de geldboete en zelfs, ingeval van aanhoudende tekortkoming, tot gevangenisstraf.

*
* * *

Bij artikel 26 zijn de gemeenten, waar de aanzienlijkheid der bevolking zulks toelaat, ertoe verplicht bijzondere klassen voor de achterlijke of abnormale kinderen in te richten. Zoo noodig, zullen uitvoeringsmaatregelen dienaangaande worden genomen bij Koninklijk besluit.

De Regeering zal gansch hare aandacht daaraan wijden : zij zal, met raad en daad alle pogingen steunen om onderwijs te verzekeren aan deze kinderen, die des te meer bijzondere bezorgdheid verdienen daar zij misdeeld zijn.

Artikel 27 regelt de kosten van tijdelijke dienstwaarneming bij ongesteldheid van den titelvoerder; tevens wordt het voordeel der beschikking, wat aangaat de Staatsbijdrage, tot de aanneembare scholen uitgebreid, wat met de algemeene strekking van het ontwerp strookt.

Bij artikel 28 is het vereischte van het diploma, dat van het aangenomen en aanneembaar leerpersoneel geveerd wordt, algemeen gemaakt. Het spreekt vanzelf dat zulke nieuwigheid niet, op volstreekte wijze, onmiddellijk kan worden toegepast; eensdeels, moet in zekere mate worden rekening gehouden met verworven toestanden; anderdeels, moet bij de toepassing een overgangstijdperk worden aangenomen. Daarom is in het ontwerp bepaalde ontslaging voorzien ten voordeele van de onderwijzers die in bediening waren vóór de inwerkingtreding der wet van 15 September 1893 en die sedert dien onafgebroken in dienst bleven. Het Koninklijk besluit van 50 Januari 1912 strekt tot die onderwijzers het genot uit der bijweden en de wet van 18 Mei 1912, op de pensioenen van het leerpersoneel, vergunt hun het voordeel van het pensioen.

(1) Wet van 29 Maart 1904, artikel 2.

(2) Wet van 2 Mei 1885, § 24. Cf. BURCKHARD, *Volksschulgesetze*, *passim*.

(3) L'enseignement primaire en Hongrie, 1900, bl. 73.

(4) Wet van 18 Februari 1909, artikel 40.

Anderdeels machtigt het ontwerp de regeering er toe, na kennisneming van de verslagen en de adviezen van het schooltoezicht, de onderwijzers, die ruim 30 jaar oud zijn en ten minste vijf jaar dienst tellen, bepaald vrij te stellen. De regeering zal van die vrijheid alleen gebruik maken ten voordeele van bedienden die onbetwistbaar blijk hebben gegeven van methode, kunde en ervaring.

Eindelijk wordt eene voorloopige vrijstelling van vijf jaar verleend aan de bedienden die tot geene der voormelde reeksen behooren.

Bij bedoeld artikel is, onder hetzelfde voorbehoud van eerbied voor verworven toestanden, het vereischte van nationaliteit gesteld aan het leerpersoneel der onder Staatstoezicht staande en door den Staat gesteunde scholen. Het is in de wet van 1 Juli 1879 dat, voor de eerste maal, in uitdrukkelijke bewoordingen, het vereischte van nationaliteit voor gemeentelijke onderwijzers werd gesteld. Toen ook werd verstaan dat de verworven toestanden zouden geëerbiedigd worden. « Ik verklaar zonder aarzelen, zegde de heer Van Humbeek, ter vergadering van 5 Juni 1879, dat de onderwijzers, benoemd onder het stelsel der wet van 1842 en onder voorwaarden welke men wettelijk kan noemen, alhoewel dienaangaande wel eenige twijfel bestond, niet hoeven te vreezen dat zij zouden beroofd worden van den toestand welken zij onder bewuste wet verwierven. » En op eene uitdrukkelijke vraag van den heer De Lantsheere : « Blijven de vreemdelingen dan in dienst? » antwoordde de heer Van Humbeek : « Ja, de regelmatig onder het stelsel der wet van 1842 benoemde vreemdelingen. »

*
* * *

Behalve wat de uitbreiding van het toezicht tot al de door het stelsel van onderhavige wet beheerde scholen betreft, neemt slechts de tekst van art. 51 de voornaamste beschikkingen over van artikel 23, n^o 2^o, van het ontwerp van gezondheidswet, dat bij de wetgevende Kamers werd ingediend door het Ministerie van Binnenlandsche Zaken (1).

In de Memorie van Toelichting van het ontwerp van gezondheidswet voert mijn geachte collega, de heer Berryer, ten voordeele van de inrichting van den dienst voor medisch schooltoezicht navolgende beschouwingen aan, bij dewelke ik mij volkomen aansluit : « ...

» Wat den gezondheidstoestand der gestichten voor lager onderwijs betreft, het reglement van 25 November 1874 bepaalt dat de gekozen bouwplaats voor gemeentescholen, aan de goedkeuring der hoogere overheid onderworpen wordt. Zoo ook de bouwplannen der school en harer aanhoorigheden.

» Een programma voor het bouwen en bemenbelen der scholen werd door de Regeering op 27 November 1874 vastgesteld, en bij ministerieele onderrichtingen van 14 Maart 1892 gewijzigd. Modelplannen, alsmede modellen van bestekken en lastkohiers zijn bij dit programma gevoegd.

» Al de ontwerpen voor het bouwen, verbeteren en vergrooten der school-

(1) Kamerbescheiden, n^o 23 (zitting 1911-1912).

lokalen, alsmede de ontwerpen voor het aankopen van schoolmeubels, werden tot in het begin van het jaar 1906 door de algemeene opziener van den burgerlijken gezondheidsdienst nagezien. Een koninklijk besluit van 29 April 1902 heeft bij het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten een plaats van controleur der ontwerpen voor schoolgebouwen ingesteld.

» Anderzijds wordt het toezicht op de werken en het aanvaarden van de bouwstoffen gedaan te gelijk door de afgevaardigden der provincie- en gemeentebesturen en door de conducteurs van het Ministerie van Landbouw en Openbare Werken.

» De eerste voorwaarden welke de wet voor het aannemen eener bijzondere school door de gemeente stelt, is, dat deze school in een betamelijk lokaal ingericht weze. De verwezenlijking van deze voorwaarden wordt vastgesteld door de vragenlijst, bij den ministerieelen omzendbrief van 1 October 1895 voorzien, en welke over dit punt om inlichtingen over de ligging der school, het aantal en den omvang der klassen, de verlichting der lokalen, enz., verzoekt.

» De kantonnale opzieners zijn er toe gehouden de lokalen der vrije scholen te bezoeken, zoodra zij bericht van aanneming hebben ontvangen, en zij moeten zich vergewissen dat de voorwaarden, door de wet opgelegd, vervuld zijn.

» Artikel 19 der wet op het lager onderwijs beschikt dat geen enkele vrije lagere school door den Staat, de provincie of de gemeente mag ondersteund worden, indien zij de voorwaarden, voor de aanneming geveerd, niet vereenigt.

» De onderwijzers zijn verplicht op onderhoud van het schoolgebouw en -materiaal te letten. De arrondissementscommissarissen en de opzieners van het lager onderwijs moeten zich op hun rondten over den goeden staat van onderhoud der lokalen vergewissen.

» De aangenomen [scholen zijn aan het nazicht der gemeenteverheid onderworpen.

» De gemeentescholen, de aangenomen en ondersteunde scholen, staan alle onder den toezichtsdienst van het lager onderwijs.

» De opzieners hebben voor zending op de zindelijkheid der schoollokalen te letten.

» In hun verslagen moeten zij de maatregelen doen kennen, welke genomen zijn om de besmettelijke ziekten te voorkomen en af te wenden, alsmede deze betreffende de gezondheidsvoorwaarden in 't algemeen. (Omsendbrief van 17 September 1896.)

» Het beheer van het lager onderwijs heeft zich, inderdaad, sedert lange jaren met beschermen van de gezondheid der scholieren, inzonderheid onder oogpunt der besmettelijke aandoeningen, welke zich zoo gemakkelijk en zoo dikwijls in de scholen overzetten, bezig gehouden.

» Het model-reglement der lagere gemeentescholen, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 1 Mei 1887, dat een voorschrift, reeds in het reglement van 15 October 1846 opgenomen, herhaalt, beschikt dat, zoo de geneeskun-

digen der armen vanwege het weldadigheidsbureel of de gemeente een wedde ontvangen, het reglement navermelde beschikking mag behelzen :

» De geneeskundigen der armen zijn gehouden in geval van epidemie, de openbare scholen te bezoeken; in gewone tijden ten minste eens per maand.

» Na elk bezoek zenden zij een verslag aan het college van burgemeester en schepenen, over den gezondheidstoestand der leerlingen.

» De leerlingen, die aan besmettelijke ziekten lijden, worden naar huis gestuurd en mogen slechts in de school weder opgenomen worden, mits het voorleggen van een bewijsschrift van den geneeskundige, welk vaststelt dat zij volkomen genezen zijn. »

» Herhaalde malen, namelijk bij omzondbrieven van 17 September 1896 en 8 October 1901, heeft het departement van Wetenschappen en Kunsten de opzieners van het lager onderwijs verzocht hun invloed bij de gemeentebesturen te doen gelden, opdat deze de geneeskundigen van het weldadigheidsbureel zouden aanzetten de scholen dikwijls te bezoeken.

» Aan deze aanbevelingen werd maar heel weinig gevolg gegeven, en dit is gemakkelijk te verstaan. In het overgroot getal gemeenten zijn de geneeskundigen van het weldadigheidsbureel onvoldoende betaald. In de groote centra's zijn deze practici overlast : de plichten, welke hun ambt medebrengt, laten hun niet toe op genoegzame wijze aan een toezicht te wijden, welk, om goed gedaan te worden, veel tijd vraagt.

» Daarom hebben eenige gemeentebesturen gedacht dat het beter was hiervoor een dienst, welke met den weldadigheidsdienst niets gemeens heeft, in te richten.

» Sedert 1874 belastte de stad Brussel, welke pas een bureel voor volksgezondheid gesticht had, zes geneeskundigen met het gezondheidstoezicht op de scholen.

» Een gelijksoortige dienst werd in 1882 te Antwerpen ingesteld, en sedert dien in zekere groote steden als Gent, Luik, Brugge, Charleroi, Leuven, Namen, Seraing, Verviers, enz., alsmede in de gemeenten der Brusselsche agglomeratie.

» Plaatsen van tweeden rang als Beyne-Heusay, Ougrée, Brassoux, Houdeng-Aimeries, Herstal, Jumet, Montegnée, Forêt, Laroche, Sprimont, Wandre, Retinne, Marchin, Jemeppe-sur-Meuse, Grivegnée, Engis, Sint-Pieters-Kapelle, enz. hebben in deze laatste jaren dit voorbeeld nagevolgd.

» In de groote meerderheid der gemeenten bestaat de dienst niet, of, zoo hij bestaat, is hij van lieverlede heel gebrekkig.

» Deze belangrijke leemte in onze gezondheidsinrichting heeft sedert lang reeds de aandacht van de gezondheidkundigen en van het onderwijzend personeel op zich getrokken. Dit punt werd dikwijls in de congressen over gezondheid en onderwijs besproken, namelijk te Brussel, in 1880 en 1904, te Weenen in 1887, te Nuremberg in 1904, te Berlijn in 1907, enz.

» Het onderwijscongres van 1880 heeft den wensch uitgebracht « dat de Belgische Regeering het initiatief zou nemen om in gansch het land door, naar het voorbeeld van Brussel, een gezondheidsstatistiek der scholen op te

maken, om den invloed der openbare scholen op de gezondheid der kinderen te doen uitschijnen. »

» Ten andere, hebben de academie van geneeskunde sedert 1892 en de hogere gezondheidsraad sedert 1890, ten gevolge van de menigvuldig vastgestelde feiten in de verslagen der geneeskundige commissies aangehaald, herhaalde malen de betreurenswaardige gevolgen voor de gezondheid der kinderen en de volksgezondheid in 't algemeen, aangeklaagd, welke aan het ontbreken van een geneeskundige schooltoezichtsdienst te wijten zijn, en tevens het groot belang van dit toezicht alsmede van zijn invloed op gansch de toekomst van het kind doen uitschijnen.

» Een geneeskundige schooltoezichtsdienst fungeert in een groot getal vreemde steden, hoewel deze instelling aan de gemeenteverheden door geene wet wordt opgelegd.

» Daarenboven bestaan er ter zake verschillende wettelijke beschikkingen in den vreemde; melden wij de voornaamste :

» In Hongarije zijn de scholen, krachtens de wet van 8 April 1876, in gezondheidsoogpunt, onder toezicht der municipaliteit geplaatst, welke zich hiervan, onder leiding en nazicht der bestuurlijke overheid, door zijn ambtelijken geneeskundige en door bijzondere ambtenaars kwijt.

» In Frankrijk wordt het toezicht op de openbare of bijzondere gestichten voor het lager onderwijs, volgens de wet van 30 October 1886 op de inrichting van het lager onderwijs, in oogpunt van gezondheid uitgeoefend, door gemeentelijke of departementale geneeskundigen-opzieners.

» In Roemenië is de stadsgeneeskundige door de wet van 14 Juni 1893 met het bezoeken der scholen belast.

» In Noorwegen is het geneeskundig toezicht door de wet van 1896, op het onderwijs ingericht.

» In Engeland, legt het *Education Act* van 1907 aan de plaatselijke schooloverheden de verplichting op, de kinderen bij hun intreden in een openbare lagere school geneeskundig te doen onderzoeken, en dit zoo dikwijls het *Board of education* het eischt.

» In Schotland, zegt het *Education Act* van 1908, dat elk schoolbureau in het geneeskundig schooltoezicht moet voorzien, wanneer het departement van onderwijs het hiertoe aanzoekt en op de wijze door dit departement aangeduid.

» In Duitschland bezitten verschillende Bondstaten verordeningen hieromtrent.

» In Zwitserland ook hebben verschillende kantons beschikkingen ter zake uitgevaardigd. Het besluit van den Staatsraad van het kanton Freiburg, van 20 Januari 1900, zegt dat het toezicht door geneeskundigen, welke door den Staatsraad zijn aangeduid, moet gedaan worden.

» In Oostenrijk wordt het geneeskundig schooltoezicht door den Staat ingericht, en de geneeskundigen-opzieners worden door het middenbestuur benoemd.

» Het werkveld van het geneeskundig schooltoezicht heeft zich merkkelijk uitgebreid, naarmate de vooruitgang der geneeskundige wetenschappen en

der opvoedkunde meer en meer deden uitschijnen dat het noodzakelijk was, tevens de verstandelijke en de lichamelijke vermogens te ontwikkelen.

» In den beginne droeg de hoofdzakelijke bekommring op het bouwen en onderhouden der scholen in onberispelijke gezondheidsvoorwaarden en op het voorkomen van overdraagbare aandoeningen in en door de scholen. De geneeskundige opzieners werden, daarenboven, met het koepokinenten op de scholieren belast.

» Later werd hun zending uitgebreid tot het persoonlijk onderzoek der leerlingen over hun gezondheidstoestand, hun voorbeschiktheid tot zekere aandoeningen, tot zekere letsels en aangeboren of toevallige gebreken, bijzonderlijk wat de zintuigen betreft. Van het vaststellen van de kwaal tot de gepaste voorkomende behandeling was er maar een stap, en men heeft niet lang gewacht om hem te doen.

» Het vraagpunt werd door het wederlandsch congres voor volksgezondheid, in 1905, te Brussel vergaderd, door de koninklijke maatschappij van geneeskunde, in 1908, en door het VII^e nationaal congres van beroepsgeneeskunde, te Charleroi in 1911 gehouden, grondig besproken.

» De wet kan, voorzeker, in de kleinste bijzonderheden van inrichting van den dienst niet treden; deze dienen, veeleer, door besluiten en verordenende onderrichtingen geregeld.

» Daarom bepaalt artikel 25 zich erbij het grondbeginsel der verplichting te huldigen. De uitdrukking « geneeskundig schooltoezicht » geeft genoeg te kennen dat de verplichting niet alleen op de bewaking der schoolgebouwen, maar ook op het toezicht over de leerlingen bestaat.

» Het ontwerp bepaalt dat het geneeskundig toezicht, benevens het onderzoek dat de leerlingen bij hun intreden in de school moeten ondergaan, ten minste eens per maand zal geschieden. Dat minimum werd vastgesteld ten aanzien van den toestand der kleine landelijke gemeenten.

» Het spreekt vanzelf dat de schoolbezoeken in deze gemeenten bij het voorkomen eener epidemie vermeerderd zullen worden: men mag verhoplen dat de gemeentebestuurders dit zullen begrijpen en dit geval, onder de beschikkingen welke zij moeten nemen, zullen voorzien ».

Het is van het hoogste gewicht op dit gebied het toezicht van Staatswege in te richten. Zulks wordt voorzien bij het laatste lid van art. 51, waarbij bepaald dat, na elk bezoek, de geneeskundige opziener tot den burgemeester een verslag zal richten waarvan afschrift overgemaakt aan den gezondheidsopziener en aan den opziener van het onderwijs der omschrijving.

Tot doelmatige werking van het medisch schooltoezicht is inderdaad samenwerking van schoolmannen en geneeskundigen vereischt. Inrichting en bewaking van die diensten behooren, dientengevolge, verzekerd te zijn door medehulp van schooloverheden en medische overheden. De desbetreffende reglementen en onderrichtingen zullen dan ook worden bepaald door het Departement van Wetenschappen en Kunsten, na ingewonnen advies van het Departement van Binnenlandsche Zaken; dit departement zal, zijnde deels, het Departement van Wetenschappen en Kunsten op de hoogte hou-

den van de bevindingen der gezondheidsopzieners, bij het nagaan van de toepassing van gemelde reglementen en onderrichtingen.

Eindelijk bij artikel 52, wordt de Regeering er toe gemachtigd, op tuchtgebied, beroepsraden in te stellen, in den aard van die welke onlangs in het Departement van Spoorwegen en in het Departement van Financiën (1) werden ingericht.

IV. — ALGEMEEN BESLUIT VAN DE TOELICHTING.

Alles samengenomen, worden bij het ontwerp navolgende hervormingen gehuldigd :

1° Invoering van leerplicht tot op veertienjarigen leeftijd, onder voorbehoud van een kort overgangstijdperk ;

2° Verbetering, in een opvoedkundig opzicht, van den toestand van het lageronderwijs, door instelling van een vierden graad met beroepsstrekking;

3° Bevestiging van de aan den wedderooster der onderwijzers, door middel van het krediet van vier millioen toegebrachte verbetering, welke vergroot wordt en in de wet geschreven.

4° Uitstrekking van den nieuwen rooster tot de aanneembare onderwijzers, in de voorwaarden waaronder het voordeel ervan is vergund aan de aangenomen onderwijzers ;

5° Algemeenmaking van kosteloosheid ; waarborging aan alle kinderen, zonder enig onderscheid van school, van kosteloze verleenings van schoolbehoefte, en desgevallend, van het voordeel van werken als daar zijn : schoolsoep, schoolrefters, schoolkoloniën, enz. ;

6° Algemeenmaking van medisch schoolonderzoek ;

7° Verleenings van nieuwe waarborgen aan de aangenomen of aanneembare scholen, met verleenings van nieuw gemak aan hen die het eigenlijke officieel onderwijs verkiezen ;

Bij het opstellen van de bepalingen van het ontwerp, liet de Regeering zich niet leiden door eenzijdige bekommelingen. Bij het behandelen van het schoolvraagstuk, lette zij meer op hetgene tot verzoening dan tot verbittering kan leiden.

De Regeering is zoo vrij bij de Wetgevende Kamers op onverwijld onderzoek van het ontwerp aan te dringen. De wedderooster dient toegepast te worden met ingang van 1 Januari 1914. De gemeenten behooren daarmede rekening te kunnen houden bij het opmaken van hare begrootingen.

Anderdeels moesten de verschillende machten ten spoedigste ingelicht wezen over de vormen van leerplicht, ten einde, te gepasten tijde, de noodige maatregelen te kunnen treffen om den talrijken dientengevolge in de scholen op te nemen kinderen, plaatsing te bezorgen.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,

P. POULLET.

(1) Ministerieel besluit van 28 Maart 1912.

PROJET DE LOI

décétant l'instruction obligatoire et apportant des modifications à la loi organique de l'enseignement primaire

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom, aux Chambres législatives, par Notre Ministre des Sciences et des Arts :

TITRE I^{er}.

De l'obligation scolaire.

ARTICLE PREMIER.

Les chefs de famille sont tenus de faire donner ou de donner à leurs enfants une instruction primaire convenable conformément aux dispositions de la présente loi.

Ils s'acquittent de cette obligation :

1^o En faisant instruire leurs enfants

ONTWERP VAN WET.

tot invoering van leerplicht et wijziging van de wet op het lager onderwijs.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN

WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt zal in Onzen Naam, door Onzen Minister van Wetenschappen en Kunsten aan de Wetgevende Kamers, voorgelegd worden :

TITEL I.

Van den schoolplicht.

ARTIKEL EEN.

De gezinshoofden zijn verplicht aan hunne kinderen, overeenkomstig het bij deze wet bepaalde, voldoende lager onderwijs te verstrekken of te doen verstrekken.

Deze verplichting wordt door hen nageleefd :

1^o Door hunne kinderen op eene

dans une école publique ou privée du degré primaire ou moyen ;

2^o En les faisant instruire à domicile.

ART. 2.

L'obligation stipulée à l'article précédent est suspendue :

1^o Lorsqu'il n'y a pas d'école au lieu de résidence de l'enfant ou dans un rayon de quatre kilomètres de cette résidence.

2^o Lorsque les parents ou tuteurs opposent des griefs de conscience à l'envoi de leurs enfants dans toute école située dans un rayon de quatre kilomètres de leur résidence.

3^o Lorsque les parents ou tuteurs n'ont aucun résident fixe.

4^o Lorsque l'enfant est atteint d'infirmités physiques ou intellectuelles entraînant l'incapacité de fréquenter l'école primaire, ou les classes pour enfants anormaux établies dans la localité.

ART. 3.

L'obligation s'étend sur une période de huit années. Cette période commence après les vacances d'été de l'année pendant laquelle l'enfant accomplit sa sixième année et se termine après que l'enfant a consacré huit années aux études.

Le début des études peut être retardé d'une année, au gré des chefs de famille.

ART. 4.

Par mesure transitoire, l'obligation ne s'étendra, pour les enfants nés avant le 1^{er} janvier 1905, que sur une

openbare of private school van den lagere of den middelbaren graad te plaatsen;

2^o Door hun huisonderwijs te verstrekken.

ART. 2.

De bij vorenstaand artikel opgelegde verplichting is geschorst :

1^o Wanneer er, ter verblijfplaats van het kind of binnen den afstand van vier kilometer van die verblijfplaats geene school bestaat;

2^o Wanneer de ouders of voogden tegen het plaatsen van hunne kinderen op alle binnen den afstand van vier kilometer van hun verblijfplaats gelegen school, gewetensbezwaren aanvoeren.

3^o Wanneer de ouders of voogden eene vaste woonplaats missen;

4^o Wanneer het kind wegens gebrekkelijkheid of zwakzinnigheid ongeschikt is voor het bezoeken van de lagere school of van de in de plaats gevestigde klassen voor abnormale kinderen.

ART. 3.

De verplichting strekt zich uit over een achtjarig tijdvak. Dit tijdvak gaat in na het zomerverlof van het jaar waarin het kind den leeftijd van zes jaren bereikt en eindigt wanneer het kind acht jaren aan studie gewijd heeft.

De aanvang der studiën mag een jaar vertraagd, naar goedvinden van de gezinshoofden,

ART. 4.

Bij overgangsmaatregel, strekt de verplichting, voor de vóór 1 Januari 1905 geboren kinderen zich slechts

période de six années, et, pour les enfants nés en 1905 et en 1906, que sur une période de sept années.

ART. 5.

Il est institué un certificat d'études primaires, dont la forme et les conditions de délivrance sont réglées par arrêté royal.

Ceux qui à partir de l'âge de 15 ans révolus auront obtenu le certificat d'études primaires sont dispensés du temps de scolarité obligatoire qui leur restait à passer.

ART. 6.

Les chefs de famille qui font instruire leurs enfants dans une école sont tenus de veiller à ce que ceux-ci suivent régulièrement les cours, c'est-à-dire, n'en soient absents sans motif légitime pendant plus de trois demi-journées scolaires par mois.

Les seuls motifs réputés légitimes sont les suivants : maladie de l'enfant, décès d'un membre de la famille, empêchement résultant de la difficulté accidentelle des communications. Les autres circonstances exceptionnellement invoquées seront appréciées par l'inspection scolaire, et, éventuellement par le juge de paix.

ART. 7.

Dans les écoles soumises à l'inspection de l'Etat, deux cent trente-cinq jours au moins doivent être consacrés à l'enseignement.

Les administrations communales et les directions des écoles soumises à l'inspection de l'Etat peuvent, sous

uit over een tijdvak van zes jaren en, voor de in 1905 en 1906 geboren kinderen, over een tijdvak van 7 jaar.

ART. 5.

Er wordt een bewijs van lagere studiën ingesteld, waarvan de vorm en de voorwaarden van uitreiking bij Koninklijk besluit zijn geregeld.

Zij die bij het bereiken van den dertienjarigen leeftijd het bewijs van lagere studiën bekomen hebben, worden ontheven van den verplichten leertijd welken zij nog moesten uitdoen.

ART. 6.

De gezinshoofden die hunne kinderen op eene school plaatsen zijner toe gehouden te zorgen dat deze geregeld de lessen volgen, dit is, niet zonder billijke reden meer dan drie halve schooldagen per maand afwezig blijven.

De eenig geldig geachte redenen zijn de navolgende : ongesteldheid van het kind, overlijden van een familielid, belet wegens toevallige moeilijke gemeenschap. Over de verdere uitzonderlijk aangevoerde omstandigheden zal het schooltoezicht en, desgevallende, de vrede-rechter oordeelen.

ART. 7.

In de onder Staatstoezicht staande scholen, dienen ten minste twee honderd vijf-en-dertig dagen aan het onderwijs gewijd.

De gemeentebesturen en de besturen van de onder Staatstoezicht staande scholen mogen, onder goed-

l'approbation de l'inspection scolaire, arrêter un règlement établissant dans quelles conditions les chefs d'écoles ont le droit d'accorder aux élèves du troisième et, sous la réserve ci-dessus indiquée, aux élèves du quatrième degré, des congés pour participer aux travaux saisonniers.

Ces congés sont octroyés par écrit.

Ils ne peuvent excéder annuellement un total de trente-cinq jours pleins ni être accordés aux élèves du 4^e degré, là où cet enseignement est organisé sur la base du demi-temps.

ART. 8.

Tous les ans, dans la seconde quinzaine du mois d'août, les administrations communales délivrent à l'inspecteur cantonal de l'enseignement primaire la liste des enfants d'âge scolaire.

Dans la première quinzaine de septembre, les inspecteurs cantonaux adressent, par la poste, à chacun des chefs de famille intéressés un avertissement lui rappelant les obligations qui pèsent sur lui en vertu de la présente loi. Il y ajoute autant de cartes que ce chef de famille a d'enfants d'âge scolaire.

Si les chefs de famille font instruire leurs enfants dans une école primaire, les cartes sont renvoyées à l'inspecteur cantonal par l'intermédiaire du chef d'école, après que celui-ci aura attesté par sa signature que l'enfant suit les cours de l'établissement qu'il dirige.

keuring vanwege het schooltoezicht, eene verordening opmaken tot regeling van de voorwaarden waaronder de schoolhoofden gerechtigd zijn van de leerlingen uit den derden graad, en, onder hooger aangegeven voorbehoud, aan de leerlingen uit den vierden graad, verlof te verleenen ten behoeve van de werkzaamheden welke het jaargetijde medebrengt.

Die verloven worden schriftelijk verleend.

Zij mogen niet meer dan vijftien-dertig volle dagen per jaar bedragen, noch verleend worden aan de leerlingen uit den vierden graad, daar waar dit onderwijs op den grondslag van halven tijd ingericht is.

ART. 8.

Ieder jaar, in de tweede helft der maand Augustus, stellen de gemeentebesturen den kantonalen opziener van het lager onderwijs de lijst ter hand van de kinderen in de schooljaren.

In de eerste helft van September, richten de kantonale opzieners, over de post, tot het hoofd van elk belanghebbend gezin eene waarschuwing waarbij gewezen op de verplichtingen welke hem op den grond van deze wet zijn opgelegd. Hij voegt er zooveel kaarten bij als dit gezin kinderen in de schooljaren telt.

Plaatsen de gezinshoofden hunne kinderen op eene lagere school, dan worden de kaarten den kantonalen opziener teruggezonden door bemiddeling van het schoolhoofd, nadat dit met zijne handteekening bevestigd heeft dat het kind de lessen op de door hem bestuurde inrichting volgt.

S'il fait instruire ses enfants à domicile, le chef de famille renvoie lui-même la carte à l'inspecteur, après avoir attesté par sa signature qu'il instruit ou fait instruire l'enfant à domicile.

Un arrêté royal règle la forme et la teneur des avertissements aux chefs de famille et des cartes.

ART. 9.

Les cartes doivent être renvoyées à l'inspecteur cantonal avant le 15 octobre.

L'inspecteur cantonal adresse, par la poste et sous pli recommandé, aux chefs de famille n'ayant pas répondu, un duplicata de l'avertissement et des cartes.

Si, dans la quinzaine de ce second envoi, il n'a pas été répondu, l'inspecteur cantonal dénonce au juge de paix le chef de famille qui se trouve en défaut de remplir l'obligation lui imposée en vertu de l'article 1^{er}.

ART. 10.

Tous les deux mois, les chefs d'école transmettent à l'inspecteur cantonal la liste des élèves qui, sans excuse valable, n'ont pas régulièrement suivi les classes aux termes de l'article 7 de la présente loi.

L'inspecteur cantonal fait connaître aux chefs de famille négligents qu'en cas de récidive, au cours de la même année scolaire, ils seront dénoncés au juge de paix.

Verstrekt het zijne kinderen huis-onderwijs, dan zendt het gezinshoofd zelf de kaart terug tot den opziener na met zijne handteekening bevestigd te hebben dat hij aan het kind huisonderwijs verstrekt of verstrekken doet. }

Vorm en inhoud van de waarschuwingen tot de gezinshoofden en van de kaarten worden bij koninklijk besluit geregeld.

ART. 9.

De kaarten dienen den kantonalen opziener voor 15 October teruggezonden.

Aan gezinshoofden die niet geantwoord hebben zendt de kantonale opziener, over de post en onder aangeteekend overslag, een dubbel van de waarschuwing en de kaarten.

Wordt binnen vijftien dagen, niet op deze tweede zending geantwoord, dan klaagt de kantonale opziener bij den vrederechter het gezinshoofd aan dat in gebreke bleef de hem op grond van artikel één opgelegde verplichting na te komen.

ART. 10.

Om de twee maanden, zenden de schoolhoofden aan den kantonalen opziener de lijst der leerlingen die zonder geldige verontschuldiging de school niet geregeld bezocht hebben luidens artikel 7 dezer wet.

De kantonale opziener laat den nalatigen gezinshoofden weten dat zij, bij hervalling binnen hetzelfde schooljaar bij den vrederechter zullen aangeklaagd worden.

ART. 11.

Les chefs de famille négligents dénoncés en vertu des articles 9 et 10 de la présente loi sont convoqués devant le juge de paix, qui usera de tous les moyens de persuasion pour amener les intéressés à l'accomplissement de leur devoir.

En cas de récidive dans les douze mois qui suivront le premier avertissement, le juge de paix appliquera aux chefs de famille négligents la peine de l'affichage.

Dans le même cas, s'il y a mauvais vouloir évident, il prononcera une amende de 1 à 10 francs.

Toutefois, il sera sursis à l'exécution du jugement condamnant à l'amende, pendant un délai de deux mois à compter de la date du jugement.

La condamnation sera considérée comme non avenue si, pendant ce délai, le condamné ne récidive pas en matière scolaire ou n'encourt aucune autre condamnation quelconque.

TITRE II.

Programme de l'enseignement primaire 4^e degré.

ART. 12.

Les alinéas 1, in fine, et 2 de l'article 4 de la loi du 20 septembre 1884-15 septembre 1895 sont rédigés comme suit :

Elle comprend, de plus, pour les filles, le travail à l'aiguille, l'économie domestique et les travaux de ménage, et, pour les garçons, des

ART. 11.

De op grond van de artikelen 9 en 10 dezer wet aangeklaagde nalatige gezinshoofden worden opgeroepen voor den vrederechter die alle overtuigingsmiddelen zal aanwenden om den belanghebbende tot nakoming van zijn plicht te bewegen.

Bij hervalling, binnen twaalf maanden na deze eerste waarschuwing, zal de vrederechter op de nalatige gezinshoofden de straf der uithanging toepassen.

In hetzelfde geval zal hij, zoo er blijkbaar slechte wil op het spel is, in eene geldboete van een tot 10 fr. verwijzen.

De tenuitvoerlegging van het vonnis tot verwijzing in eenegeldboete, zal echter uitgesteld worden voor een termijn van twee maanden te rekenen van den datum van het vonnis.

De veroordeeling wordt als niet bestaande beschouwd, zoo gedurende dit tijdsbestek, de veroordeelde niet hervalt in schoolzaken of geene andere veroordeeling oploopt.

TITEL II.

Leerplan van het lager onderwijs 4^{de} graad.

ART. 12.

Leden 1, slot, en 2 van artikel 4 der wet van 20 September 1884-15 September 1895 werden als volgt opgesteld :

Het omvat, daarenboven, voor de meisjes, het naaldenwerk, de huishoudkunde en de huishoudwerken, en, voor de jongens, begrippen

notions d'agriculture dans les communes rurales et des notions de sciences naturelles dans les autres communes.

Ce programme sera progressivement complété par l'enseignement de matières à tendances pratiques, qui formeront un degré d'études complémentaires, préparatoire à la formation technique et professionnelle des jeunes gens.

Les grandes lignes du programme du 4^e degré sont fixées par arrêté royal. Elles seront adaptées aux nécessités locales par les règlements particuliers que les communes et les directions d'écoles adoptables et adoptées pourront édicter.

ART. 13.

Le 4^e degré ou les cours de perfectionnement à tendances professionnelles prévus à l'article précédent seront, dans un délai de 5 ans à partir de la promulgation de la présente loi, organisés dans toutes les communes du royaume.

Au besoin, le régime du demi-temps pourra être établi. En cas de nécessité également, deux ou plusieurs communes pourront être autorisées, par arrêté royal, à se réunir pour l'organisation en commun du degré complémentaire.

TITRE III.

Traitement des instituteurs.

ART. 14.

L'article 13 de la loi organique est remplacé par la disposition suivante :

van landbouw in de landelijke gemeenten en begrippen van natuurlijke wetenschappen in de andere gemeenten.

Dit leerplan zal trapsgewijze aangevuld worden door het onderwijs in vakken met praktische strekking, welke een aanvullenden studiegraad zullen uitmaken als voorbereiding tot de technische vorming en de beroepsvorming der jonge lieden.

De groote lijnen van het leerplan van den 4^e graad worden bij koninklijk besluit vastgesteld. Zij worden aan de plaatselijke behoeften aangepast door bijzondere reglementen welke de gemeenten en de besturen van aanneembare en aangenomen scholen mogen uitvaardigen.

ART. 13.

De 4^e graad of de onder vorenstaand artikel voorziene leergangen voor voortgezet onderwijs met beroepsstrekking, zullen binnen den tijd van 5 jaar te rekenen van de alkondiging van deze wet, in al de gemeenten des Rijks ingericht worden.

Desnoods mag het halvetijdstelsel worden ingevoerd. Insgelijks kunnen, in geval van noodzakelijkheid, twee of meer gemeenten, bij koninklijk besluit er toe gemachtigd worden gezamenlijk den aanvullenden graad in te richten.

TITEL III.

Wetde der onderwijzers.

ART. 14.

Artikel 13 van de regelingswet wordt door involgende bepaling vervangen :

Le conseil communal fixe le traitement des instituteurs communaux, qui comprendra nécessairement les éléments suivants :

1° Un traitement de base de 1,200 francs pour les instituteurs et de 1,100 francs pour les institutrices ;

2° Une indemnité de résidence fixée comme suit :

Dans les communes de 5000 habitants et moins, 150 francs ;

Dans les communes de 5001 à 40,000 habitants, 200 francs ;

Dans les communes de 40,001 à 100,000 habitants, 300 francs ;

Dans les communes de plus de 100,000 habitants, 400 francs.

Cette indemnité sera doublée :

a) Pour les instituteurs mariés ;

b) Pour les instituteurs et les institutrices chefs d'école.

Les communes sont classées d'après la population de droit constatée par le dernier recensement décennal.

Lorsqu'une commune de plus de 5,000 habitants est composée de deux ou plusieurs sections bien distinctes, le Roi peut, sur la proposition du conseil communal, la députation permanente entendue, décider que l'indemnité de résidence à accorder aux instituteurs d'une ou plusieurs de ces sections sera fixée d'après la population de la section dans laquelle est établie l'école.

N'ont pas droit à l'indemnité de résidence, les instituteurs et les institutrices qui ont la jouissance d'un logement scolaire.

Lorsque le mari et la femme sont attachés à une école de la même commune, ils ne peuvent prétendre

De gemeenteraad stelt de wedde van de gemeentelijke onderwijzers vast, welke noodzakelijk zal bestaan uit :

1° Eene aanvangswedde van 1,200 frank voor de onderwijzers en van 1,100 frank voor de onderwijzeressen.

2° Eene als volgt bepaalde vergoeding wegens verblijf :

In de gemeenten met 5,000 inwoners en minder, 150 frank ;

In de gemeenten met 5,001 tot 40,000 inwoners, 200 frank ;

In de gemeenten met 40,001 tot 100,000 inwoners, 300 frank ;

In de gemeenten met meer dan 100,000 inwoners, 400 frank.

Die vergoeding wordt op het dubbel gebracht.

a) voor de gehuwde onderwijzers ;

b) voor de onderwijzers en onderwijzeressen die schoolhoofden zijn.

De gemeenten worden gerangschikt naar het cijfer der bevolking, vastgesteld door de laatste tienjaarlijksche volksopstelling.

Wanneer eene gemeente van meer dan 5,000 inwoners uit twee of meer wel onderscheiden wijken bestaat, mag de Koning, op voorstel van den gemeenteraad, de Bestendige Deputatie gehoord, beslissen dat de vergoeding wegens verblijf te verleenen aan de onderwijzers van een of meer dezer wijken, zal worden vastgesteld naar de bevolking der wijk waar de school gelegen is. Hebben geene aanspraak op de vergoeding wegens verblijf de onderwijzers en onderwijzeressen die woning in de school genieten.

Waar man en vrouw op eene school van dezelfde gemeente werkzaam zijn, kunnen zij maar aan-

qu'à un seul logement ou à une seule indemnité de résidence.

Les qualifications de sous-instituteur et de sous-institutrice sont supprimées.

ART. 15.

L'art. 14, § 1 à 4, de la loi organique est remplacé par la disposition suivante :

A. — Le traitement des membres du personnel enseignant des écoles adoptées est à la charge des communes.

B. Le traitement des membres du personnel enseignant des écoles adoptables est à la charge des directions de ces écoles.

C. — Sauf la réserve formulée à l'alinéa D ci-après, ce traitement ne peut, si les agents sont diplômés ou dispensés de l'examen, être inférieur aux taux résultant des articles 13 et 15.

D. — Le traitement des agents non mariés et vivant en commun qui exercent leurs fonctions dans les écoles adoptées et adoptables est réglé par les conventions librement débattues entre les directions de ces écoles et ces instituteurs.

Toutefois, lorsque ces instituteurs sont diplômés ou dispensés, l'État accordera aux communes et aux directeurs d'écoles adoptables le subside de 50 francs par période biennale ou triennale d'années de services prévus à l'art. 15, litt. F.

spraak maken op eene enkele woning of op eene enkele vergoeding wegens verblijf.

De benamingen hulponderwijzer en hulponderwijzeres zijn afgeschaft.

ART. 15.

Leden 1 tot 4 van artikel 14 der regelingswet worden door navolgende bepaling vervangen :

A. — Wedde der leden van het leerpersoneel deraangenomen scholen valt ten laste van de gemeenten.

B. — Wedde der leden van het leerpersoneel der aanneembare scholen valt ten laste van de besturen dier scholen.

C. — Onder beding van het in onderstaand lid D gemaakte voorbehoud, mag die wedde, zoo de bedienden gediplomeerd zijn of van het examen ontslagen, niet beneden het uit de artikelen 13 en 15 voortvloeiende bedrag blijven.

D. — De wedde van de ongehuwde en in gemeenschap levende bedienden, die hun ambt waarnemen in de aangenomen en aanneembare scholen, wordt geregeld door de vrijelijk tusschen de besturen dier scholen en die onderwijzers besproken overeenkomsten.

Wanneer echter die onderwijzers gediplomeerd zijn of van het examen ontslagen, zal de Staat aan de gemeenten en aan de besturen van aanneembare scholen de onder artikel 15 litt. F voorziene toelagen van 50 frank per twee- of driejarig tijdvak verleen.

ART. 16.

Il est ajouté à la loi organique, un article 14bis ainsi conçu :

A l'effet de permettre aux communes où le produit d'un centime additionnel au principal des contributions directes ne dépasse pas 500 francs, et aux directions d'écoles adoptables, de payer les minima de traitement mis respectivement à leur charge par les articles 15-A.B.C., il sera accordé :

A. — Aux communes où le produit d'un centime additionnel dépasse 250 francs, un subside complémentaire de 200 francs par classe desservie par un instituteur, et un subside de 100 francs par classe desservie par une institutrice.

B. — Aux communes où le produit d'un centime additionnel ne dépasse pas 250 francs, un subside complémentaire de 500 francs par classe desservie par un instituteur et un subside de 200 francs par classe desservie par une institutrice.

C. — Aux directions d'écoles adoptables, un subside complémentaire de 600 francs par classe desservie par un instituteur et de 500 francs par classe desservie par une institutrice.

ART. 17.

L'art. 8, § 6, de la loi organique est complété comme suit :

Cependant, il s'en sera, le cas échéant, réduit du montant des subsides prévus à l'art. 14bis A et B ci-après, avec lesquels ils ne peuvent se cumuler.

ART. 16.

Aan de regelingswet wordt een aldus luidend artikel 14bis toegevoegd :

Ten einde de gemeenten voor dewelke de opbrengst van een opcentiem op de hoofdsom der rechtstreeksche belastingen niet boven de 500 frank gaat, en de besturen der aanneembare scholen in staat te stellen om de bij de artikelen 15 A, B, C, te hunnen laste gelegen minima-jaarwedde te betalen, wordt verleend :

A. — Aan de gemeenten voor dewelke de opbrengst van een opcentiem meer dan 250 frank bedraagt, eene aanvullende toelage van 200 frank per klasse door een onderwijzer bediend, en eene toelage van 100 frank per klasse door eene onderwijzeres bediend.

B. — Aan de gemeenten voor dewelke de opbrengst van een opcentiem niet meer dan 250 frank bedraagt, eene aanvullende toelage van 500 frank per klasse door een onderwijzer bediend en eene toelage van 200 frank per klasse door eene onderwijzeres bediend.

C. — Aan de besturen van aanneembare scholen, eene aanvullende toelage van 600 frank per klasse door een onderwijzer bediend en van 500 frank per klasse door eene onderwijzeres bediend.

ART. 17.

Artikel 8, lid 6, van de regelingswet wordt als volgt aangevuld :

Zij zullen desgevallend verminderd worden met het bedrag van de in hooger bedoeld artikel 14 bis A en B voorziene toelage, waarbij zij niet kunnen gevoegd.

ART. 18.

L'art. 15 de la loi organique est remplacé par la disposition suivante :

A. — L'instituteur a droit à une augmentation de 100 francs à l'expiration de chaque période de deux années de bons services, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 1500 francs le minimum légal prévu à l'article précédent.

L'institutrice a droit à une augmentation de 100 francs à l'expiration de chaque période de trois années de bons services jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 1000 francs le minimum légal prévu à l'article précédent.

B. — Dans la supputation des années de services seront compris tous les services rendus même à titre temporaire, dans les écoles primaires communales, adoptées et adoptables, en qualité d'instituteur, d'institutrice, de sous-instituteur et de sous-institutrice.

Il en sera de même des services rendus avant la mise en vigueur de la loi du 15 septembre 1893, dans une école primaire privée non subsidiée, mais organisée conformément à la loi.

Seront pareillement compris dans la supputation des années de services, les services rendus postérieurement à l'obtention du diplôme d'instituteur primaire, dans les écoles gardiennes inspectées, dans les écoles de bienfaisance dépendant du ministère de la justice, dans les écoles normales de l'Etat ou agréées, dans les écoles primaires payantes et dans les classes préparatoires d'un établissement d'enseignement moyen, public ou privé.

ART. 18.

Artikel 15 van de regelingwet wordt door navolgende bepaling vervangen :

A. — De onderwijzer heeft aanspraak op 100 frank verhooging na verloop van elk tweejarig tijdvak goede diensten, tot bedrag van de noodige som om het in vorig artikel voorziene wettelijk minimum met 1500 frank te vermeerderen.

De onderwijzeres heeft aanspraak op 100 frank verhooging na verloop van elk driejarig tijdvak goede diensten, tot bedrag van de noodige som om het in vorig artikel voorziene wettelijk minimum met 1000 frank te vermeerderen.

B. — Bij de berekening der dienstjaren komen in aanmerking al de diensten, zelfs te tijdelijken titel, in de gemeentelijke, aangenomen lagere scholen bewezen als onderwijzer, onderwijzeres, hulponderwijzer en hulponderwijzeres.

Dit is ook het geval met de, voor het inwerking treden van de wet van 15 September 1893, in eene niet ondersteunde doch overeenkomstig de wet ingerichte private lagere school, bewezen diensten.

Zullen eveneens medetellen bij de berekening der dienstjaren, de diensten na bekoning van het diploma van lager onderwijzer bewezen, in de onder toezicht staande bewaarscholen, in de van het ministerie van Justicie afhangende welddigheidscholen, in de Staats-of aangenomen normaalscholen, in de niet kosteloze lagere scholen en in de voorbereidende klassen eener openbare of private middelbare onderwijsinrichting.

C. Sur la proposition du conseil communal, après avoir pris l'avis de l'inspection et celui de la députation permanente et avoir entendu l'instituteur dans ses explications, le ministre compétent peut, par décision motivée, déclarer, pour des motifs d'ordre professionnel, qu'il n'y a pas lieu d'accorder à un instituteur l'augmentation périodique.

L'instituteur qui aura été frappé d'une peine disciplinaire plus grave que celle que le conseil communal peut prononcer sans l'approbation de la députation permanente, sera privé de l'augmentation se rapportant à la période pendant laquelle la peine a été infligée.

Le ministre compétent pourra, dans l'un et l'autre cas, relever l'instituteur de la déchéance encourue, après avoir entendu le conseil communal et la députation permanente.

D. — Les augmentations facultatives de traitement allouées par anticipation peuvent être déduites des augmentations obligatoires subséquentes.

E. — Les traitements actuels des instituteurs comme ceux qui leur seront accordés ultérieurement, ne pourront subir aucune réduction pendant la durée des fonctions des titulaires dans la même commune.

F. — Dans les communes où le produit d'un centime additionnel au principal des contributions directes ne dépasse pas 100 francs et dans les écoles adoptables, l'Etat supportera les trois quarts des augmentations périodiques obligatoires ; il en supportera la moitié dans les autres communes.

C. — Op de voordracht van den gemeenteraad kan de bevoegde minister, na inwinning van het advies van het toezicht en van bestendige deputatie en de onderwijzer in zijne uitleggingen gehoord, bij met redenen omkleede beslissing, verklaren dat, wegens gronden van beroepsaard, er geene aanleiding bestaat om eenen onderwijzer de geregelde verhooging te verleen.

De onderwijzer, die met eene zwaardere tuchtstraf dan deze welke de gemeenteraad zonder goedkeuring van wege de Bestendige Deputatie mag uitspreken gestraft werd, zal beroofd worden van de met het tijdvak waarin de straf werd opgelegd overeenkomende verhooging.

In een en ander geval, kan de minister den onderwijzer van het beloopte verval ontheffen, den gemeenteraad en de Bestendige Deputatie gehoord.

D. — De bij vervroeging verleende onverplichte weddeverhoogingen kunnen van de verplichte latere verhoogingen afgetrokken worden.

E. — De huidige wedden van de onderwijzers en die welke hun later zal toegekend worden, mag hoegenaamd niet verminderd worden, zoolang de titelvoerders hun ambt in dezelfde gemeente waarnemen.

F. — In de gemeenten voor welke een opeentien niet meer dan 100 frank opbrengt, en in de aanneembare scholen zal de Staat de drie vierden van de verplichte geregelde verhoogingen dragen ; hij zal er de helft van dragen in de andere gemeenten.

ART. 19.

Une indemnité de direction, à concurrence des trois quarts à charge de l'Etat, calculée à raison de 50 francs par classe, est attribuée aux chefs d'école titulaires d'une classe.

Cette indemnité ne pourra dépasser 500 francs.

ART. 20.

Une indemnité spéciale, à charge de l'Etat, est accordée aux instituteurs et aux institutrices qui, outre le diplôme ordinaire, seront porteurs d'un certificat spécial d'aptitude aux fonctions de chef d'école ou de capacité pour l'enseignement de certaines branches à déterminer par arrêté ministériel.

Cette indemnité, dont le taux sera fixé par arrêté royal, ne pourra dépasser un maximum de 100 francs.

ART. 21.

Des bourses spéciales d'études, à charge de l'Etat, pourront être accordées à partir de leur 14^e année, aux enfants d'instituteurs qui fréquentent ou qui se disposent à fréquenter les écoles normales de l'Etat ou les écoles normales agréées.

TITRE V.

Gratuité de l'enseignement.

ART. 22.

L'article 5 de la loi du 20 septembre 1884-15 septembre 1895 est remplacé par la disposition suivante :

ART. 19.

Eene bestuursvergoeding tegen 50 frank per klasse berekend en welke tot bedrag van $\frac{3}{4}$ ten laste van den Staat valt, wordt toegekend aan de schoolhoofden die met eene klasse belast zijn.

Deze vergoeding mag de 300 frank niet te boven gaan.

ART. 20.

Eene bijzondere ten laste van den Staat vallende vergoeding wordt verleend aan de onderwijzers en de onderwijzeressen die benevens hun gewoon diploma houder zijn van een bijzonder getuigschrift van geschiktheid tot het ambt van schoolhoofd of van bekwaamheid voor het onderwijs in sommige bij ministerieel besluit te bepalen vakken.

Deze vergoeding, waarvan het bedrag bij koninklijk besluit zal vastgesteld worden, mag niet boven de 100 frank gaan.

ART. 21.

Bijzondere, ten laste van den Staat vallende studiebeurzen, kunnen te rekenen van hun 14^e jaar, verleend worden aan onderwijzerskinderen die de Staatsnormaalscholen of de aangenomen normaalscholen bezoeken of voornemens zijn te bezoeken.

TITEL IV.

Kosteloosheid van het onderwijs.

ART. 22.

Artikel 5 van de wet van 20 September 1884-15 September 1895 wordt door de navolgende bepaling vervangen :

L'instruction primaire est gratuite pour les enfants âgés de 6 à 14 ans, dans les écoles communales, adoptées et adoptables.

Toutefois, là où il est pourvu aux nécessités de l'enseignement gratuit par un nombre suffisant d'écoles ou de classes gratuites, des enfants payants peuvent être admis dans un certain nombre de classes ou d'écoles.

La commune veille à ce que tous les enfants qui ne fréquentent pas les écoles privées puissent recevoir l'enseignement soit dans une école communale, soit dans une école adoptée.

La gratuité comporte la fourniture des objets classiques aux enfants appartenant à des familles qui ne sont pas dans l'aisance.

ART. 23.

L'article 7, § 2. de la loi du 20 septembre 1884-15 septembre 1893, relatif à l'intervention des provinces dans les frais de l'instruction primaire, est remplacé par la disposition qui suit :

La dépense résultant de la délivrance gratuite des fournitures classiques est mise à la charge des provinces, qui en remboursent le montant aux communes et aux directions d'écoles adoptables, sur états certifiés exacts par l'inspection scolaire.

La dépense sujette à remboursement ne peut dépasser par an 2 francs par garçon, ni 3 francs par fille.

ART. 24.

L'article 76 de la loi communale

Het lager onderwijs is kosteloos voor de kinderen van 6 tot 14 jaar, in de gemeentelijke, aangenomen en aanneembare scholen.

Evenwel, daar waar in de behoeften van het kosteloos onderwijs door een voldoende getal kosteloze scholen of klassen voorzien is, kunnen betalende kinderen opgenomen worden in een zeker getal klassen of scholen.

De gemeente zorgt er voor dat al de kinderen die de private scholen niet bezoeken onderwijs kunnen genieten hetzij in eene gemeenteschool, hetzij in eene aangenomen school.

De kosteloosheid gaat gepaard met de verstrekking der schoolbehoeften aan de kinderen uit niet goede gezinnen.

ART. 23.

Artikel 7. § 2. der wet van 20 September 1884-15 September 1893 rakende de bijdrage der provinciën tot de kosten van het lager onderwijs wordt door de navolgende bepaling vervangen :

De uit de kosteloze verstrekking der schoolbehoeften voortvloeiende uitgave wordt ten laste gelegd van de provinciën die er het bedrag aan de gemeenten en de besturen van aanneembare scholen zullen terugbetalen, op door het schooltoezicht echt en waarachtig verklaarde staten.

De voor terugbetaling vatbare uitgave mag de 2 frank niet te boven gaan per jongen, noch de 3 frank per meisje.

ART. 24.

Artikel 76 van de gemeentewet

et l'article 86 de la loi provinciale sont complétés comme suit :

Les délibérations des conseils provinciaux et communaux relatives à l'organisation de réfectoires scolaires, de colonies scolaires, de distributions d'aliments ou de vêtements aux enfants des écoles, de subsides pour ces œuvres, sont soumises à l'approbation du Roi.

Le Roi veille à ce qu'il ne soit fait, entre les enfants appelés à bénéficier de ces délibérations, aucune distinction suivant la catégorie d'écoles qu'ils fréquentent.

TITRE V.

Dispositions diverses.

ART. 23.

Le § 2 de l'article 1^{er} de la loi organique est rédigé comme suit :

La commune peut adopter une ou plusieurs écoles privées; dans ce cas, le Roi, après avoir pris l'avis de la Députation permanente, peut dispenser la commune d'établir ou de maintenir une école communale; cette dispense ne peut être accordée si un nombre de *chefs de famille ayant ensemble au moins vingt enfants d'âge scolaire*, réclament la création ou le maintien de l'école pour l'instruction de leurs enfants et si la Députation permanente émet un avis conforme à leur demande.

ART. 26.

L'article 2 de la loi organique est complété par un alinéa final conçu comme suit :

en artikel 86 van de provinciewet worden als volgt aangevuld :

De beraadslagingen der provincie- en gemeenteraden rakende het inrichten van schoolrefters, schoolkoloniën, uitdeelingen van voedsel of kledingstukken aan de schoolkinderen, van toelagen voor die werken, worden aan 's Konings goedkeuring onderworpen.

De Koning zorgt er voor dat tusschen de kinderen die het voordeel dier beraadslagingen moeten genieten, geen onderscheid gemaakt worde volgens het soort school dat ze bezoeken.

TITEL V.

Bepalingen van allerlei aard.

ART. 25.

Lid 2 van artikel 1 van de regeringswet wordt als volgt opgesteld :

De gemeente kan eene of meer private scholen aannemen; in zulk geval kan de Koning na inwinning van het advies der Bestendige Deputatie de gemeente ontheffen van het inrichten of het handhaven van eene gemeenteschool; gemelde ontheffing kan niet verleend zoo een getal *gezinshoofden met te zamen ten minste twintig kinderen in de schooljaren*, de inrichting of de handhaving van de school voor het onderricht hunner kinderen aanvragen, en zoo de Bestendige Deputatie eensluidend uitspraak doet over hunne aanvraag.

ART. 26.

Artikel 2 van de regeringswet wordt aangevuld door een aldus luidend slotlid :

Là où l'importance de la population le permet, les communes sont tenues d'organiser des classes pour enfants faiblement doués ou arriérés ou pour enfants anormaux.

ART. 27.

Les alinéas 2 et 3 de l'article 18 de la loi organique de l'instruction primaire sont remplacés par la disposition suivante :

Le conseil communal fixe le taux de l'indemnité à payer à l'intérimaire, d'après les bases admises pour les instituteurs pourvus d'une nomination définitive; elle est calculée d'après le nombre de jours pendant lesquels l'intérimaire a exercé ses fonctions comparé au nombre de jours pendant lesquels l'école est ouverte au cours d'une année.

La dépense résultant de l'intérim est supportée par l'Etat, la commune, la province et le titulaire malade dans les proportions suivantes : $\frac{2}{5}$ à charge de l'Etat, $\frac{2}{5}$ à charge de la commune, $\frac{1}{10}$ à charge de la province et $\frac{1}{10}$ à charge du titulaire.

La dépense résultant de l'intérim dans les écoles adoptables est supportée dans la proportion réglée par l'article 8 de la loi du 18 mai 1912.

ART. 28.

L'article 19, n° 2, de la loi du 20 septembre 1884-15 septembre 1895 est modifié comme suit :

Daar waar de aanzienlijkheid der bevolking zulks toelaat, zijn de gemeenten er toe gehouden klassen voor zwak begaafde of achterlijke kinderen en voor abnormale kinderen in te richten.

ART. 27.

De leden 2 en 3 van artikel 18 der wet tot regeling van het lager onderwijs worden door navolgende bepaling vervangen :

Het bedrag van de door waarnemende onderwijzer te betalen vergoeding wordt door den gemeenteraad bepaald volgens de voorgoed aangestelde onderwijzers aangenomen grondslagen; zij wordt berekend naar het getal dagen gedurende dewelke de waarnemende onderwijzer zijn ambt vervuld heeft vergeleken bij het getal dagen gedurende dewelke de school in den loop van het jaar open is.

De uit tijdelijke waarneming voortvloeiende uitgave wordt door den Staat, de gemeente, de provincie en den zieken titelvoerder in navolgende verhouding gedragen : $\frac{2}{5}$ ten laste van den Staat, $\frac{2}{5}$ ten laste van de gemeente, $\frac{1}{10}$ ten laste van de provincie en $\frac{1}{10}$ ten laste van den titelvoerder.

De uit tijdelijke waarneming in de aanneembare scholen voortvloeiende uitgave wordt door den Staat gedragen in de bij artikel 8 van de wet van 18 Mei 1912 bepaalde verhouding.

ART. 28.

Artikel 19, n° 2, van de wet van 20 September 1884-15 September 1895 wordt als volgt gewijzigd :

2° Sous réserve des situations acquises avant la fin de la présente année scolaire (1912-1913), les membres du personnel enseignant devront être Belges.

Ils devront être diplômés ou avoir subi l'examen dont il est fait mention à l'article 9.

Sont dispensés de l'examen, les agents qui étaient en fonctions avant la mise en vigueur de la loi du 15 septembre 1893 et qui n'ont pas interrompu leurs services scolaires depuis cette époque.

Dispense du diplôme ou de l'examen peut être accordée, par arrêté ministériel, sur l'avis de l'inspection scolaire, en faveur des instituteurs âgés de plus de 30 ans et en fonctions depuis plus de cinq ans lors de la mise en vigueur de la présente loi.

Il est accordé aux instituteurs non diplômés, en fonctions dans les écoles adoptées ou adoptables à la date du 1^{er} juin 1913, et qui ne bénéficient pas des dispenses prévues ci-dessus, un délai de cinq ans, à partir de la promulgation de la présente loi, pour acquérir le titre requis.

4° Le programme d'enseignement comprendra les matières énumérées à l'article 4.

Le n° 6 de l'article 19 est supprimé.

ART. 29.

L'article 27, § 2, de la loi du 20 septembre 1884-15 septembre 1893 est rédigé comme suit :

L'article 1^{er} de la loi du 13 juin 1881 est modifié en ce sens que le nombre des athénées et collèges royaux ne pourra dépasser vingt-

2° Onder voorbehoud van de voor het einde van dit schooljaar (1912-1913) verworven toestanden, moeten de leden van het leerpersoneel Belgisch zijn.

Zij dienen gediplomeerd te wezen of het onder artikel 9 vermelde examen afgelegd te hebben.

Zijn vrij gesteld van het examen de bedienden die voor het inwerking treden van de wet 15 September 1893 in dienst waren en die sinds dat tijdstip onafgebroken schooldienst gedaan hebben.

Vrijstelling van het diploma of van het examen, kan, bij ministerieel besluit, op advies van het schooltoezicht toegestaan ten behoeve van onderwijzers boven de 50 jaar die bij het in werking treden van deze wet sedert meer dan vijf jaar in dienst zijn.

Aan de op den datum van 1 Juni 1901 op de aangenomen of aanneembare scholen in dienst zijnde niet gediplomeerde onderwijzers die het voordeel van hooger bedoelde vrijstellingen niet genieten, wordt vijf jaaruitstel verleend, met ingang van de afkondiging dezer wet, om den vereischten titel te verwerven.

4° Het leerplan zal de onder artikel 4 opgesomde vakken omvatten.

N° 6 van artikel 19 vervalt.

ART. 29.

Artikel 27, § 2, van de wet van 20 September 1884-15 September 1893 wordt als volgt opgesteld :

Artikel 1 der wet van 13 Juni 1881 wordt in dezen zin gewijzigd dat het getal koninklijke athenaeums en colleges de vier-en-twintig, het

quatre, le nombre des écoles moyennes pour garçons, cent, le nombre des écoles moyennes pour filles, cinquante.

ART. 50.

L'article 27, § 5, de la loi du 1^{er} juin 1850 est rédigé comme suit :

Le Gouvernement pourra, si l'utilité en est reconnue, prolonger la durée des études des écoles moyennes, créer d'autres cours ou modifier les cours ci-dessus indiqués, suivant les besoins des localités.

ART. 51.

Toute commune est tenue d'établir un service gratuit d'inspection médicale scolaire, comprenant un examen des élèves au moment de leur entrée à l'école et au moins une visite mensuelle.

Ce service s'étend à toutes les écoles soumises au régime de la présente loi.

Les médecins-inspecteurs des écoles communales sont nommés par le conseil communal; les médecins-inspecteurs des écoles adoptées et adoptables sont nommés par la direction de ces établissements et agréés par le collège échevinal.

A la suite de chaque visite, le médecin-inspecteur adresse au bourgmestre un rapport dont copie est transmise à l'inspecteur d'hygiène et à l'inspecteur de l'enseignement du ressort.

getal middelbare jongensscholen de honderd, het getal middelbare meisjescholen de vijftig niet mag te boven gaan.

ART. 50.

Artikel 27, § 5, der wet van 1 Juni 1850 wordt als volgt opgesteld :

De Regeering kan, indien zulks nuttig blijkt, den studietijd op de middelbare scholen verlengen, andere leergangen inrichten of de hooger aangegeven leergangen wijzigen, volgens de plaatselijke behoeften.

ART. 51.

Alle gemeente is er toe gehouden eenen kosteloozen medischenschol-toezichtsdienst in te richten, bestaande uit een onderzoek der leerlingen bij de opneming uit de school en ten minste een onderzoek per maand.

Deze dienst strekt zich uit over al de onder het beheer dezer wet staande scholen.

De algemeene voorwaarden waaronder dit toezicht zal gebeuren, wordt bij koninklijk besluit geregeld.

De medische opzieners van de gemeentescholen worden door den gemeenteraad aangesteld ;

De medische opzieners van de aangenomen en aanneembare scholen worden door het bestuur dier scholen aangesteld en door het schepencollege aangenomen.

Na elk onderzoek richt de medische opziener tot den burgemeester een verslag waarvan een afschrift wordt gezonden aan het gezondheidstoezicht en aan den opziener van het onderwijs in het gebied.

Un arrêté royal réglera les conditions générales dans lesquelles s'exercera cette inspection.

ART. 32.

Le Gouvernement est autorisé à instituer un ou plusieurs conseils d'appel dont l'organisation et la compétence, en matière disciplinaire, seront réglés par arrêté royal.

ART. 33.

Les dispositions qui font l'objet des articles 1 à 11 entreront en vigueur à partir de l'année scolaire 1914-1915 inclusivement; les autres dispositions entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1914.

Donné à Ostende, le 19 juin 1913.

ART. 32.

De Regeering is gemachtigd tot instelling van een of meer beroepsraden waarvan inrichting en bevoegdheid in zaken tucht bij koninklijk besluit geregeld wordt.

ART. 33.

De bepalingen vervat in de artikelen 1 tot 11 treden in voege met ingang van het schooljaar 1914-1915; de verdere bepalingen treden in werking op 1^o Januari 1914.

Gegeven te Oostende, den 19 juni 1913.

ALBERT.

Par le Roi :
*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

Van 's Konings wege :
*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten.*

P. POULLET

(76)

BIJLAGEN.

BESLUIT van den 19^{den} November 1900, tot vaststelling van regelen, waarnaar de gemeenteraad bevoegd is aan schoolgaande kinderen, ter bevordering van het schoolbezoek, voeding en kleeding te verstrekken of met dat doel subsidie te verleen.

ART. 1.

Van de bevoegdheid, den gemeenteraad toegekend bij artikel 33 der Leerplichtwet, mag slechts gebruik worden gemaakt met inachtneming van de regelen in de volgende artikelen vermeld.

ART. 2.

Op de goedgekeurde gemeentebegroting moet een post zijn uitgetrokken voor het doel, omschreven in artikel 33 der Leerplichtwet.

Die post moet zóó zijn omschreven, dat daaruit duidelijk blijkt, of het bedrag bestemd is, om rechtstreeks van gemeentewege aan schoolgaande kinderen voedsel en kleeding te verstrekken, dan wel of dat bedrag bestemd is, om subsidie te verleen. Indien door den gemeenteraad zoowel rechtstreeksche verstrekking als subsidieering wordt bedoeld, dan zijn twee afzonderlijke posten in de begroting uit te trekken.

ART. 3.

In de toelichting van het besluit, waarbij een post voor het doel, omschreven in artikel 33 der Leerplichtwet op de begroting wordt uitgetrokken, worden uitdrukkelijk aangegeven alle scholen, waarvan kinderen voor het ontvangen van kleeding en voeding in aanmerking kunnen komen.

Dat besluit wordt niet genomen, dan nadat alle hoofden van scholen en besturen van scholen, na ingewonnen bericht van de schoolhoofden in de gelegenheid zijn gesteld verslag uit te brengen aangaande de behoefte, die er voor kinderen van hunne school bestaat, om voeding en kleeding te ontvangen.

ART. 4.

Bij de inzending ter goedkeuring aan Gedeputeerde Staten van het in het vorige artikel bedoelde besluit, worden overgelegd, behalve de toelichting, de verslagen en berichten van de hoofden der scholen en schoolbesturen in dat artikel vermeld.

Indien schoolbesturen op aanvraag geweigerd hebben een verslag uit te brengen, wordt daarvan afzonderlijk melding gemaakt.

ART. 5.

De gemeenteraad is verplicht aan Gedeputeerde Staten mede te deelen, op welke wijze zal worden voldaan aan het voorschrift van het tweede lid van artikel 55 der Leerplichtwet, dat kinderen, die openbare, en kinderen, die bijzondere scholen bezoeken, op gelijken voet worden behandeld.

ART. 6.

Voeding en kleeding wordt alleen verstrekt aan kinderen, die uit hoofde van gebrek aan voeding of kleeding niet of niet trouw ter school komen of van wie het te verwachten is, dat zij zonder verstrekking van voeding of kleeding niet geregeld de school zullen blijven bezoeken.

Verstrekking van voeding en kleeding mag niet anders dan rechtstreeks aan de kinderen zelven plaats vinden.

ART. 7.

Voor kleeding van één en hetzelfde kind mag niet meer besteed worden dan 10 frank per jaar.

ART. 8.

Verstrekking van voedsel zal zooveel mogelijk plaats hebben buiten de gewone schoollokalen.

ART. 9.

Subsidiën, als bedoeld in artikel 55, eerste lid, der Leerplichtwet worden alleen verleend aan vereenigingen of commissiën, die zich het verstrekken van voeding en kleeding aan kinderen ter bevordering van schoolbezoek ten doel stellen, en aan schoolbesturen.

ART. 10.

Wordt aan eene vereeniging, commissie of schoolbestuur subsidie verleend voor het doel omschreven in artikel 55 der Leerplichtwet, dan geschiedt dit onder de volgende voorwaarden :

1° Dat aan het einde van het jaar aan den raad rekening zal worden gedaan van de wijze, waarop het geld, waarover de vereeniging, de commissie of het schoolbestuur ten behoeve van het verstrekken van voeding en kleeding aan de schoolgaande kinderen beschikt, is besteed ;

2° Dat de vereeniging, de commissie of het schoolbestuur zich verbindt niet af te wijken van de regelen, genoemd in artikelen 6, 5 en 8 van dit besluit ;

Alles onverminderd de bevoegdheid van den gemeenteraad om aan deze ook nog andere voorwaarden toe te voegen.

ART. 11.

De gemeenteraad is verplicht binnen twee manden na het verstrijken van het dienstjaar aan Gedeputeerde Staten verslag uit te brengen aangaande de wijze, waarop het op de gemeentebegroting toegestane bedrag voor het in artikel 58 der Leerplichtwet omschreven doel is besteed.

Dat verslag wordt door den raad in afschrift medegedeeld aan den districts-schoolopziener.

ART. 12.

Dit besluit treedt in werking op in het artikel 38 der Leerplichtwet bedoelde tijdstip.

Onze Minister van Binnenlandsche Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit, hetwelk in het *Staatsblad* zal worden geplaatst en waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

TABEL I.

LEERPERSONEEL

(Toestand op

JAARTALLEN.	A. — GEMEENTE SCHOLEN (allen gediplomeerd).							MAN	
	MANNEN.		VROUWEN.		TOTAAL.		ALGEMEEN TOTAAL	Gediplomeerden.	
	Wereldlijke personen.	Geestelijke personen.	Wereldlijke personen.	Geestelijke personen.	Wereldlijke personen.	Geestelijke personen.		Wereldlijke personen.	Geestelijke personen.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1900	6,342	—	5,821	251	9,963	254	10,217	717	94
1901	6,456	1	5,703	274	10,159	273	10,414	732	98
1902	6,525	1	5,779	280	10,504	281	10,585	736	107
1903	6,587	5	5,869	507	10,456	510	10,776	745	114
1904	6,681	5	5,941	525	10,622	526	10,918	769	125
1905	6,782	4	5,985	547	10,767	551	11,118	784	150
1906	6,901	4	4,056	575	10,957	577	11,554	788	141
1907	7,005	5	4,151	590	11,154	595	11,549	801	151
1908	7,152	7	4,229	408	11,561	415	11,776	808	166
1909	7,217	8	4,559	455	11,556	441	11,997	828	174
1910	7,508	10	4,569	452	11,677	442	12,119	850	185
1911	7,592	11	4,477	444	11,869	455	12,524	881	199

AANMERKING. — Wat betreft de bestuurders en bestuursters, die geene klasse geven, en de plaatsvervangers en de overigens tamelijk gering getal van die bedienden in de aangenomen en de aanneembare scholen werd gesplitst: eene helft werd het gezamenlijk cijfer bij het getal wereldlijke personen gevoegd.

DER LAGERE SCHOLEN.

31 December.)

B. — AANGENOMEN SCHOLEN.

MEN.		VROUWEN.				TOTAAL.					
Niet gediplomeerden.		Gediplomeerden.		Niet gediplomeerden.		Gediplomeerden.		Niet gediplomeerden.		ALGEMEEN	
Wereldlijke personen.	Geestelijke personen.	Wereldlijke personen.	Geestelijke personen.	Wereldlijke personen.	Geestelijke personen.	Wereldlijke personen.	Geestelijke personen.	Wereldlijke personen.	Geestelijke personen.	TOTAAL.	
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	
56	60	283	1,261	59	838	1,002	1,335	93	898	3,530	
58	66	290	1,328	37	863	1,022	1,426	95	951	3,474	
37	68	305	1,592	33	908	1,041	1,499	90	976	3,606	
58	69	312	1,451	32	927	1,037	1,563	90	996	3,708	
55	77	317	1,527	33	964	1,088	1,650	90	1,041	3,867	
32	81	315	1,574	31	986	1,087	1,704	83	1,067	3,931	
50	85	349	1,629	32	1,060	1,157	1,770	82	1,145	4,134	
50	84	331	1,672	33	1,103	1,152	1,825	85	1,189	4,247	
54	85	354	1,750	36	1,148	1,162	1,916	90	1,235	4,401	
48	95	377	1,810	35	1,187	1,205	1,984	83	1,230	4,532	
46	96	382	1,877	36	1,231	1,252	2,062	82	1,327	4,705	
44	104	409	1,935	37	1,246	1,290	2,154	81	1,530	4,855	

plaatsvervangsters, wordt in de statistieken geen onderscheid gemaakt tusschen wereldlijke en geestelijke personen. Het werd bij het getal wereldlijke personen en de andere helft bij het getal geestelijke personen gevoegd; voor de gemeentescholen

LEERPERSONEEL

(Toestand op

JAAREN.	C. — AANNEEMBARE SCHOLEN.												
	MANNEN.				VROUWEN.				TOTAAL.				ALGEMEEN TOTAAL.
	Gediplo-meerden.		Niet gediplo-meerden.		Gediplomeerden.		Niet gediplo-meerden.		Gediplomeerden.		Niet gediplomeerden.		
	Wereldlijke personen.	Geestelijke personen.	Wereldlijke personen.	Geestelijke personen.	Wereldlijke personen.	Geestelijke personen.	Wereldlijke personen.	Geestelijke personen.	Wereldlijke personen.	Geestelijke personen.	Wereldlijke personen.	Geestelijke personen.	
	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
21 bis.	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
1900	455	257	66	152	478	1,005	60	630	908	1,240	126	701	3,065
1901	426	251	65	151	491	1,072	64	681	917	1,325	129	812	3,181
1902	420	269	60	158	525	1,151	67	722	945	1,400	127	860	3,550
1903	422	205	58	149	525	1,212	58	748	945	1,505	116	897	3,405
1904	426	314	54	152	549	1,257	67	765	975	1,571	121	915	3,582
1905	454	552	51	158	595	1,502	71	785	1,020	1,654	122	945	3,728
1906	452	558	41	176	617	1,556	67	791	1,069	1,694	108	967	3,858
1907	478	570	40	174	628	1,409	75	812	1,106	1,779	115	986	3,984
1908	496	595	44	186	677	1,449	74	858	1,175	1,842	118	1,024	4,157
1909	526	411	50	205	704	1,494	79	849	1,250	1,905	129	1,052	4,316
1910	578	424	69	208	772	1,504	86	850	1,550	1,928	153	1,058	4,401
1911	605	425	75	219	825	1,495	87	877	1,428	1,920	160	1,096	4,604

AANMERKING. — Wat betreft de bestuurders en bestuursters, die geene klasse geven, en de plaatsvervangers en de overigen tamelijk gering getal van die bedienden in de aangenomen en de aanneembare scholen werd gesplitst: eene helft werd het gezamenlijk cijfer bij het getal wereldlijke personen gevoegd.

DER LAGERE SCHOLEN (vervolg).

31 December).

D. — SCHOLEN VAN DE DRIE REEKEN TE ZAMEN.												
MANNEN.				VROUWEN.				TOTAAL.				ALGEMEEN TOTAAL.
Gediplomeerden.		Niet gediplomeerden.		Gediplomeerden.		Niet gediplomeerden.		Gediplomeerden.		Niet gediplomeerden.		
Wereldlijke personen.	Geestelijke personen.	Wereldlijke personen.	Geestelijke personen.	Wereldlijke personen.	Geestelijke personen.	Wereldlijke personen.	Geestelijke personen.	Wereldlijke personen.	Geestelijke personen.	Wereldlijke personen.	Geestelijke personen.	
35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	
7,492	531	122	192	4,381	2,518	99	1,497	11,875	2,849	221	1,689	16,652
7,594	350	123	197	4,484	2,674	101	1,546	12,078	3,024	224	1,745	17,069
7,681	377	117	206	4,607	2,805	100	1,630	12,288	3,180	217	1,856	17,521
7,754	410	116	218	4,704	2,970	90	1,675	12,458	3,380	206	1,895	17,957
7,876	440	109	229	4,807	3,107	102	1,727	12,685	3,547	211	1,956	18,597
8,000	466	105	259	4,895	3,225	102	1,771	12,895	3,689	205	2,010	18,797
8,141	505	91	261	5,022	3,558	99	1,831	15,165	3,841	190	2,112	19,506
8,282	526	90	288	5,150	3,471	106	1,917	15,412	3,997	196	2,175	19,780
8,456	566	98	271	5,260	3,607	110	1,986	15,696	4,175	208	2,257	20,554
8,571	595	98	296	5,420	3,757	114	2,056	15,991	4,550	212	2,352	20,865
8,756	619	115	304	5,535	3,815	122	2,081	14,259	4,452	237	2,585	21,515
8,878	635	117	325	5,709	3,874	124	2,125	14,587	4,509	241	2,446	21,785

plaatsvervangsters, wordt in de statistieken geen onderscheid gemaakt tusschen wereldlijke en geestelijke personen. Het werd bij het getal wereldlijke personen en de andere helft bij het getal geestelijke personen gevoegd; voor de gemeentescholen

GETAL KLASSEN IN DE LAGERE SCHOLEN.

(Toestand op 31 December.)

TABEL II^a

Jaartallen.	A. — Gemeentescholen.				B. — Aangenomen scholen.				C. — Aanneembare scholen.				D. — Samenvatting.			
	Jongensklassen.	Meisjesklassen.	Feitelijk gemengde klassen.	Totaal.	Jongensklassen.	Meisjesklassen.	Feitelijk gemengde klassen.	Totaal.	Jongensklassen.	Meisjesklassen.	Feitelijk gemengde klassen.	Totaal.	Jongensklassen.	Meisjesklassen.	Feitelijk gemengde klassen.	Totaal.
1902 . . .	5,351	3,464	1,468	10,283	1,089	1,957	486	3,532	1,018	1,677	499	3,194	7,458	7,098	2,453	17,009
1903 . . .	5,473	3,540	1,456	10,469	1,140	1,988	499	3,627	1,073	1,745	503	3,321	7,636	7,273	2,458	17,417
1904 . . .	5,618	3,584	1,436	10,638	1,218	2,053	511	3,782	1,121	1,829	479	3,429	7,957	7,466	2,426	17,849
1905 . . .	5,709	3,653	1,438	10,800	1,296	2,068	505	3,869	1,197	1,881	480	3,558	8,202	7,602	2,423	18,227
1906 . . .	5,993	3,737	1,275	11,005	1,315	2,218	514	4,047	1,222	1,963	477	3,662	8,530	7,918	2,266	18,714
1907 . . .	5,998	3,804	1,418	11,220	1,385	2,262	517	4,164	1,280	2,057	475	3,812	8,663	8,123	2,410	19,196
1908 . . .	6,166	3,897	1,386	11,449	1,443	2,348	516	4,307	1,342	2,108	501	3,951	8,951	8,353	2,403	19,707
1909 . . .	6,289	3,975	1,376	11,640	1,511	2,395	535	4,441	1,413	2,194	505	4,112	9,213	8,564	2,416	20,193
1910 . . .	6,381	4,036	1,348	11,765	1,518	2,520	549	4,587	1,480	2,272	527	4,279	9,379	8,828	2,424	20,631
1911 . . .	6,517	4,128	1,316	11,961	1,583	2,589	555	4,727	1,521	2,344	528	4,393	9,621	9,061	2,399	21,081

TABEL III.

INDEELING DER BEDIENDEN MET HET OOG OP HET HUWELIJK.

GEMEENTEN.	GEMEENTESCHOLEN (1).				AANGENOMEN SCHOLEN (1).				AANNEEMBARE SCHOLEN.				SAMENVATTING.				ALGEMEEN TOTAAL.	
	Mannen		Vrouwen		Mannen		Vrouwen		Mannen		Vrouwen		Mannen		Vrouwen			
	gehuwd.	on-gehuwd.	gehuwd.	on-gehuwd.	gehuwd.	on-gehuwd.	gehuwd.	on-gehuwd.	gehuwd.	on-gehuwd.	gehuwd.	on-gehuwd.	gehuwd.	on-gehuwd.	gehuwd.	on-gehuwd.		
A. — Schoolhoofden.																		
1 ^{ste} reeks	75	6	46	38	»	»	»	»	26	4	»	24	101	10	46	62	147	72
2 ^e —	61	1	34	15	5	1	»	»	10	4	1	10	76	6	35	25	111	31
3 ^e —	489	35	177	130	85	19	5	18	40	16	2	27	614	70	184	175	798	245
4 ^e —	2,114	420	423	360	198	39	7	53	39	36	6	65	2,351	495	436	478	2,787	973
Totalen.	2,739	462	680	543	288	59	12	71	115	60	9	126	3,142	581	701	740	3,843	1,321
B. — Onderwijzers en onderwijzeressen.																		
1 ^{ste} reeks	557	263	471	527	»	»	»	»	92	106	22	255	649	369	493	782	1,142	1,151
2 ^e —	439	179	297	277	20	23	7	15	15	46	2	71	474	248	306	363	780	611
3 ^e —	914	633	487	640	115	210	»	155	27	107	12	215	1,056	950	499	1,010	1,535	1,960
4 ^e —	601	574	204	270	65	94	2	99	6	28	5	108	672	696	211	477	883	1,173
Totalen.	2,511	1,649	1,459	1,714	200	327	9	269	140	287	41	649	2,851	2,263	1,509	2,632	4,360	4,895
C. — Schoolhoofden en onderwijzeressen te zamen.																		
1 ^{ste} reeks	632	269	517	565	»	»	»	»	118	110	22	279	750	379	539	844	1,289	1,223
2 ^e —	500	180	331	292	25	24	7	15	25	50	3	81	550	254	341	388	891	642
3 ^e —	1,403	668	664	770	200	220	5	173	67	123	14	242	1,670	1,020	683	1,185	2,353	2,205
4 ^e —	2,715	994	627	630	263	433	9	452	45	64	11	173	3,023	1,191	647	955	3,670	2,146
Totalen.	5,250	2,111	2,139	2,257	488	886	21	340	255	347	50	775	5,993	2,844	2,210	3,372	8,203	6,216

(1) De statistieken betreffen enkel de wereldlijke en gediplomeerde bedienden.

In de aangenomen scholen omvat het wereldlijk niet-gediplomeerd personeel 32 gehuwde en 46 ongehuwde bedienden.

In de aanneembare scholen omvat het niet-gediplomeerd wereldlijk personeel 25 gehuwde en 113 ongehuwde bedienden.

Aanmerking. — De gegevens dezer tabel werden vastgesteld volgens de dienststaten, welke werden gebezigd tot het verdeelen van de 4 miljoen (bijwedden). Vandaar een klein verschil tusschen het hooger vermeld aantal bedienden en het aantal, door de gewone statistieken aangegeven.

STAATSTOELAGEN.

Vergelijking tusschen de vroegere toelagen (stelsel van de bestaande wet) en de nieuwe toelagen (stelsel van het ontwerp).

TABEL IV.

I. — GEMEENTELIJKE EN AANGENOMEN SCHOLEN.

	Huidige toelagen (dienstjaar 1911).				Toelagen volgens het ontwerp (berekend naar den toestand in 1911).					Vermeerdering.	Ter herinnering. — Aandeel in de 4 miljoen.
	Regelling van artikel 8 der wet.	Aanvulling.	Geregelde verhoogen.	Totaal.	Reglementaire toelage van artikel 8. (1)	Aanvullende toelage.	Geregelde verhoogen.	Bestuurs- vergoedingen.	Totaal.		
Eigenlijke gemeente- scholen.	6,970,607	739,915	1,559,921	9,270,443	6,970,607	1,804,339	4,435,920	329,025	13,539,886	4,289,443	3,147,640
Aangenomen scholen (door wereldlijk personeel bediend).	774,544	31,176	137,823	943,543	774,544	205,028	364,640	38,700	1,382,912	439,369	324,850
Aangenomen scholen (door gerstelijk personeel bediend).	1,975,893	57,073	„	2,032,966	1,975,893	57,073(1)	547,250	98,250	2,678,466	645,500	„
Totaal. . .	9,721,044	828,164	1,897,744	12,246,952	9,721,044	2,066,435	5,347,810	465,975	17,601,264	5,354,312	3,472,490

(1) Geene wijziging.

II. — AANNEEMBARE SCHOLEN.

	Huidige toelagen.					Toelagen volgens het ontwerp (berekend naar den toestand in 1911).						Vermeerdering.
	Reglement. Art. 8.	Aandeel in het vergoedings- miljoen bestemd voor de verbeteringen.	Aandeel in de 4 miljoen.	Aandeel in de aanvullende toe- lage voor onder- houd der school- lokalen en meubelen.	Totaal.	Huidige reglementaire toelage (1).	Aanvullende toelage.	Geregelde verhooging.	Bestuurs- vergoeding.	Toelage voor onderhoud der schoollokalen en -meubelen.	Totaal.	
Klas-en bediend door we eldlijk personeel.	912,080	385,500	413,650	175,076	1,894,908	912,680	773,700	524,225	21 000	175,076	2,204,681	19,775
Klassen bediend door ordesgeeste- lijken.	1,718,348	138,360	—	505,763	2,159,471	1,718,348	—	515,400	77,250	505,763	2,644,761	485,290
Totaal.	2,621,028	523,860	413,650	478,839	4,044,377	2,621,028	773,700	867,625	98,250	478,839	4,849,442	805,063 (2)

(1) Geene wijziging.

(2) Bovendien worden de schoolbehoeften, die wezenlijk werden verstrekt aan de kinderen, uit niet gegoede gezinnen, door de Provinciën, aan de aanneembare scholen terugbetaald, zulks ten beloope eener gemiddelde somme van ten hoogste fr. 2.50 of tezamen 583,916 frank.

BESCHIKKINGEN DER REGELINGSWET VAN 20 SEPTEMBER 1884-
15 SEPTEMBER 1895 WARAAAN VERANDERING TOEGEBRACHT.

Huidige tekst.

Nieuwe tekst.

ART. 1.

Er is in elke gemeente ten minste ééne gemeenteschool gevestigd in een betaamelijk lokaal.

De gemeente mag ééne of meer vrije scholen aannemen; in dit geval, kan de Koning, na de Bestendige deputatie gehoord te hebben, de gemeente van de verplichting ontlasten eene gemeenteschool te stichten of te behouden; deze ontlasting kan niet geschieden, wanneer twintig hoofden van huisgezinnen, kinderen hebbende die de schooljaren hebben bereikt, de stichting of het behoud der school wiagen voor het onderwijs hunner kinderen, en wanneer de Bestendige deputatie een voor hunne vraag gunstig advies uitbrengt.

De aanneming kan door de gemeente worden toegestaan voor eenen duur van ten hoogste tien jaar. Zij zal eindigen vóór dien tijd in geval van overlijden, aftreding of afstelling van den titelvoerder op wiens naam de aanneming werd toegestaan. Zij kan altijd hernieuwd worden.

Wanneer geene overeenkomst den duur der aanneming heeft bepaald, kan het verval der aanneming niet worden uitgesproken in den loop van een schooljaar, noch zonder eene voorafgaande verwittiging van een jaar.

Twee of meer gemeenten kunnen, desnoods, van den Koning toelating verkrijgen om gezamenlijk eene school te stichten en te onderhouden.

(Zoals hiernevens.)

Dé gemeente kan eene of meer private scholen aannemen; in zulk geval kan de Koning, na inwinning van het advies der Bestendige Deputatie, de gemeente ontheffen van het inrichten of het handhaven van eene gemeenteschool; gemelde ontheffing kan niet verleend zoo een getal gezinshoofden met te zamen ten minste twintig kinderen in de schooljaren, de inrichting of de handhaving van de school voor het onderricht hunner kinderen aanvragen en zoo de Bestendige Deputatie eensluidend uitspraak doet over hunne aanvraag.

(Zooals hiernevens.)

(Zooals hiernevens.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 2.

De lagere gemeentescholen worden door de gemeenten beheerd.

De gemeenteraad bepaalt, volgens de noodwendigheden der plaats, het getal van die scholen en dat der onderwijzers.

De beslissingen der gemeenteraden, houdende afschaffing van eene lagere gemeenteschool of van een of meer plaatsen van lagere onderwijzer, zijn nochtans onderworpen aan het advies der Bestendige Deputatie en aan de goedkeuring des Konings.

Het koninklijk besluit dat de afschaffing toelaat of weigert, is met redenen omkleed en wordt in den *Moniteur* opgenomen.

De raad regelt alles wat de stichting en de inrichting der bewaarscholen en der scholen van volwassenen betreft.

ART. 5.

De gemeente zorgt dat al de kinderen, die op het kosteloos onderwijs recht hebben en geene bijzondere scholen volgen, het onderwijs kunnen ontvangen, hetzij in eene gemeenteschool, hetzij in eene aangenomen school.

Hebben recht op het kosteloos onderwijs voor hunne kinderen :

Zij die in hoofdsom en in opcentimes ten voordeele van den Staat betalen : in de gemeenten van beneden de 5,000 inwoners, min dan 10 frank ; in die van 5,000 tot 20,000 inwoners, min dan 15 frank ; in die van meer dan 20,000 inwoners, min dan 30 frank personeele belasting.

De gemeenten, evenals de hoofden der aangenomen scholen en der aanneembare scholen, hebben het vermogen het lager

ART. 2.

(Zooals hiernevens).

(Zooals hiernevens).

(Zooals hiernevens).

(Zooals hiernevens).

(Zooals hiernevens).

Daar waar de aanzienlijkheid der bevolking zulks toelaat, zijn de gemeenten er toe gehouden klassen voor zwakbegaaide of achterlijke kinderen en voor abnormale kinderen in te richten.

ART. 3.

Het lager onderwijs is kosteloos voor de kinderen van 6 tot 14 jaar, in de gemeentelijke, aangenomen en aanneembare scholen.

Evenwel, daar waar in de behoeften van het kosteloos onderwijs door een voldoende getal kosteloze scholen of klassen voorzien is, kunnen betalende kinderen opgenomen worden in een zeker getal klassen of scholen.

De gemeente zorgt er voor dat al de kinderen, die de private scholen niet bezoeken, onderwijs kunnen genieten hetzij in eene gemeenteschool, hetzij in eene aangenomen school.

De kosteloosheid gaat gepaard met de verstrekking der schoolbehoeften aan de kinderen uit niet gegoede gezinnen.

onderwijs kosteloos te verleenen aan andere leerlingen dan degene welke, krachtens de huidige wet, er recht op hebben.

De Bestendige Deputatie, na het advies van het weldadigheidsbureau en van den gemeenteraad te hebben ingewonnen, bepaalt, behoudens beroep bij den Koning, het aandeel dat ten laste valt van gezegd bureau in de schoolkosten der kinderen welke op kosteloos onderwijs recht hebben; het aandeel van het weldadigheidsbureau wordt in dezes budget aangeschreven en moet worden verdeeld onder de gemeentescholen, de aangenomen scholen en de aanneembare scholen, in evenredigheid van het getal op kosteloos onderwijs rechthebbende kinderen, die deze regelmatig bijwonen.

AUT. 4.

Het lager onderwijs bevat noodzakelijk het onderricht van den godsdienst en van de zedenleer, het lezen, het schrijven, de grondbeginselen der rekenkunde, het wettig stelsel van maten en gewichten, de grondbeginselen der Fransche, Vlaamsche of Duitsche taal, volgens de noodwendigheden der plaatsen, de aardrijkskunde, de geschiedenis van België, de grondbeginselen der teekenkunst, de begrippen van gezondheidsleer, den zang en de gymnastiek. Het bevat daarenboven, voor de meisjes, het naaldenwerk en, voor de jongens, in de landelijke gemeenten, begrippen over den landbouw.

Het staat den gemeenten vrij aan dit programma de mogelijkheid en de nuttig erkende uitbreidingen te geven.

(Zooals hiernevens.)

Het omvat, daarenboven, voor de meisjes, het naaldenwerk, *de huishoudkunde en de huishoudwerken*, en, voor de jongens, begrippen van landbouw in de landelijke gemeenten en *begrippen van natuurlijke wetenschappen in andere gemeenten*.

Dit leerplan zal trapsgewijze aangevuld worden door het onderwijs in vakken met practische strekking, welke een aanvullenden studiegraad zullen uitmaken als voorbereiding tot de technische vorming en de beroepsvorming der jonge lieden.

De bedienaars der verschillende eerediensten worden uitgenoodigd om, in de lagere scholen, die aan het beheer dezer wet onderworpen zijn, het onderricht van den godsdienst en van de zedenleer te geven of, onder hunne bewaking, te doen geven, hetzij door den onderwijzer indien hij hierin toestemt, hetzij door eenen persoon, door den gemeenteraad aangenomen.

Het eerste of het laatste half uur der voormiddag- of der namiddagschool wordt elken dag gewijd aan dit onderricht.

Worden ontslagen dit bij te wonen de kinderen wier ouders het opzettelijk vragen in de volgende bewoordingen : «De ondergeteekende..., gebruik makende van het recht dat artikel 4 der wet op het lager onderwijs hem toekent, verklaart dat zijn kind den leergang van godsdienst en zedenleer niet moet volgen. »

ART. 7.

De kosten van het lager onderwijs in gemeentescholen en die, welke voortvloeien uit de aanneming van bijzondere scholen, zijn ten laste der gemeenten.

De groote lijnen van het leerplan van den 4^{en} graad worden bij Koninklijk besluit vastgesteld. Zij worden aan de plaatselijke behoeften aangepast door bijzondere reglementen welke de gemeenten en de besturen van aanneembare en aangenomen scholen mogen uitvaardigen.

(Zooals hiernevens.)

(Zooals hiernevens.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 4^{bis}

De 4^e graad of de onder vorenstaand artikel voorziene leergangen voor voortgezet onderwijs met beroepsstrekking, zullen binnen den tijd van 5 jaar, te rekenen van de afkondiging van deze wet, in al de gemeenten des Rijks ingericht worden.

Desnoods mag het halvetijd-stelsel worden ingevoerd. Insgelijks kunnen, in geval van noodzakelijkheid, twee of meer gemeenten, bij Koninklijk besluit er toe gemachtigd worden gezamenlijk den aanvullenden graad in te richten.

ART 7.

(Zooals hiernevens.)

De provincie komt tusschen bij middel van toelagen, voor eene som, die niet minder zijn mag dan de opbrengst van twee opcentiemen bij de hoofdsom der rechtstreeksche belastingen, en die uitsluitend moet besteed worden aan den gewonen dienst der gemeentescholen en der aangenomen scholen.

Niet ééne gemeente kan, voor het lager onderwijs, toelagen van den Staat noch van de provincie bekomen, dan indien zij aan dit onderwijs eene som besteedt, die ten minste gelijk staat met de opbrengst van vier opcentiemen bij de hoofdsom der rechtstreeksche belastingen, en zij de tegenwoordige wet in alle punten uitvoert.

Al de sommen, waarover de gemeente voor het lager onderwijs beschikt, maken een bijzonder fonds uit, dat voor geen anderen dienst mag gebruikt worden.

ART. 8.

Te beginnen met het dienstjaar 1896, zal een krediet, jaarlijks door de wetgeving gestemd voor den gewonen dienst van het lager onderwijs, verdeeld worden onder de gemeentescholen, de aangenomen scholen en de bijzondere niet aangenomen scholen, welke de wettelijke voorwaarden ter aanneming vereenigen. De regels van verdeeling zullen dezelfde zijn voor de drie reeksen scholen.

Nochtans zullen de bijzondere niet aangenomen scholen niet gehouden zijn het onderricht van godsdienst en zedenleer in hun programma te schrijven, om

» De uit de kosteloze verstrekking der schoolbehoeften voortvloeiende uitgave wordt ten lastegelegd van de provinciën die het bedrag ervan aan de gemeenten en de besturen van aanneembare scholen zullen terugbetalen, op door het schooltoezicht echt en waarachtig verklaarde staten.

» De voor terugbetaling vatbare uitgave mag de 2 frank niet te boven gaan per jongen, noch de 3 frank per meisje. (Zooals hiernevens.)

(Zooals hiernevens.)

(Zooals hiernevens.)

(Zooals hiernevens.)

recht te hebben op de toelagen van den Staat.

Een koninklijk besluit zal het minimum bepalen van het getal der kosteloos toegelaten leerlingen, dat de school moet tellen om toelagen te kunnen ontvangen; het zal het bedrag der toelage vaststellen alsmede de regels van verdeling, welke noodig zullen geacht worden

Aanvullende toelagen, aan te schrijven op een tweede jaarlijks door de wetgeving gestemd krediet, zullen verleend worden aan de gemeenten, om aan elk hunner eene algeheele Staatstoelage te verzekeren, die ten minste gelijk zij aan het gemiddeld bedrag der toelagen, welke de gemeente, voor den gewonen dienst der lagere scholen, op de gelden der openbare schatkist heeft ontvangen, gedurende de vijf jaren 1891 tot 1895.

Nochtans mag de vergunning van aanvullende toelagen niet tot uitslag hebben, het beloop der tusschenkomst van den Staat in de kosten van den gewonen dienst der lagere gemeentescholen en aangenomen scholen, te brengen tot eene hoogere som dan het dubbel der zuivere gemeentetoelage, noch deze laatste te doen dalen beneden de opbrengst van vier opcentiemen bij de hoofdsom der rechtstreeksche belastingen, noch beneden het gemiddeld bedrag dat zij gedurende hoogervermeld vijfjarig tijdvak bereikte.

De aanvullende toelagen, verleend bij de eerste toepassing der huidige beschikkingen, zullen, voor de latere dienstjaren, niet worden gewijzigd dan in uitvoering van de beperkende bepalingen der voorgaande alinea van dit artikel.

Aanvullende toelagen zullen worden verleend aan de van ambstwege aangenomen scholen, wier aanneming door de Regeering vervalt, krachtens de huidige

(Zooals hiernevens)

(Zooals hiernevens)

(Zooals hiernevens)

De aanvullende toelagen, verleend bij de eerste toepassing der huidige beschikkingen, zullen, voor de latere dienstjaren, niet worden gewijzigd dan in uitvoering van de beperkende bepalingen der voorgaande alinea van dit artikel.

Zij zullen desgevallend verminderd worden met het bedrag van de in hooger bedoeld artikel 14bis A en B voorziene toelage, waarbij zij niet kunnen gevoegd.

(Zooals hiernevens)

wet, op voorwaarde nochtans dat zij hunne tegenwoordige belangrijkheid behouden. Het bedrag der aanvullende toelage zal derwijze worden berekend, dat aan elk dezer scholen eene algeheele Staatstoelage verzekerd zij gelijk aan degene, door haar gedurende het jaar 1895 genoten.

Er zal enkel mogen afgeweken worden van de algemeene regels, betreffende de verdeeling der Staatstoelagen, om reden van gansch uitzonderlijke omstandigheden en krachtens een koninklijk besluit, met redenen omkleed en in den *Moniteur* opgenomen.

Ieder jaar wordt, bij het voorstel van begrooting, eene omstandige tabel gevoegd van het gebruik der gelden, verleend voor het lager onderwijs, zoowel door den Staat als door de provinciën en de gemeenten, gedurende het laatste dienstjaar waarvan de rekeningen vastgesteld zijn.

ART. 15.

De gemeenteraad stelt de jaarwedde der gemeenteonderwijzers vast; deze jaarwedde, bijwinsten inbegrepen, mag niet beneden de som zijn, die in de volgende tabel voor elke reeks gemeenten aangeduid is :

	Onderwijzers.	Onderwijzeressen.	Hulp-Onderwijzers.	Hulp-Onderwijzeressen.
3 ^e reeks. — Gemeenten van 1,500 inwoners en minder fr.	1,200	1,200	1,000	1,000
4 ^e reeks. — Gemeenten van 1,501 tot 10,000 inwoners.	1,400	1,500	1,100	1,100
5 ^e reeks. — Gemeenten van 10,001 tot 40,000 inwoners.	1,600	1,400	1,200	1,100
2 ^e reeks. — Gemeenten van 40,001 tot 100,000 inwoners.	1,800	1,600	1,500	1,200
1 ^e reeks. — Gemeenten van meer dan 100,000 inwoners.	2,400	2,200	1,400	1,200

(Zooals hiernevens.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 15.

De gemeenteraad stelt de wedde van de gemeentelijke onderwijzers vast, welke noodzakelijk zal bestaan uit :

1^o Eene aanvangswedde van 1,200 fr. voor de onderwijzers en van 1,100 frank voor de onderwijzeressen.

2^o Eene als volgt bepaalde vergoeding wegens verblijf :

In de gemeenten met 5,000 inwoners en minder, 150 frank ;

In de gemeenten met 5,001 inwoners tot 40,000 inwoners, 200 frank ;

In de gemeenten met 40,001 tot 100,000 inwoners, 500 frank ;

In de gemeenten met meer dan 100,000 inwoners, 400 frank.

Die vergoeding wordt op het dubbel gebracht :

a) Voor de gehuwde onderwijzers ;

b) Voor de onderwijzers en onderwijzeressen (die schoolhoofden zijn).

De gemeenten worden gerangschikt naar het cijfer der bevolking, vastgesteld door de laatste tienjaarlijkse volkstelling.

Wanneer eene gemeente van meer dan 1,500 inwoners uit twee of meer wel onderscheiden wijken bestaat, mag de Koning, op voorstel van den gemeenteraad, de Bestendige Deputatie gehoord, beslissen dat de jaarwedde, te verleenen aan de onderwijzers van een of meer dezer wijken, zal worden vastgesteld naar de bevolking der wijk waar de school gelegen is.

Alle jaarwedde, die thans het hierboven aangeduid wettelijk minimum niet bereikt, zal worden verhoogd tot dit bedrag, te rekenen van 1 Januari 1896.

De onderwijzer heeft recht op huisvesting of op eene vergoeding voor huisvesting. Deze vergoeding is vastgesteld op de hierna aangeduide som, voor elke der reeksen gemeenten, door de eerste alinea van dit artikel vastgesteld :

5 ^e reeks		200 frank.
4 ^e —		500 —
3 ^e —		400 —
2 ^e —		600 —
1 ^e —		800 —

Wanneer de man en de vrouw in dezelfde gemeente schoolhoofden zijn, mogen zij slechts op eene enkele huisvesting of op eene enkele vergoeding voor huisvesting aanspraak maken.

De huidige jaarwedden der onderwijzers, evenals degene, welke hun later zullen worden verleend, mogen geene vermindering ondergaan zoolang dat de titelvoerenden in dezelfde gemeente in bediening zijn.

ART. 14.

De jaarwedde der leden van het onderwijzend personeel deraangenomen lagere scholen is ten laste der gemeenten ; deze jaarwedde mag, indien zij gediplomeerd zijn of van het examen ontslagen, niet minder zijn dan de som, voor elke reeks

(Zooals hiernevens.)

Wanneer eene gemeente van meer dan 5,000 inwoners uit twee of meer onderscheiden wijken bestaat, mag de Koning, op voorstel van den gemeenteraad, beslissen dat de vergoeding voor huisvesting, te verleenen aan de onderwijzers van een of meer dezer wijken zal, worden vastgesteld naar de bevolking der wijk waar de school gelegen is.

Hebben geene aanspraak op de vergoeding wegens verblijf, de onderwijzers en onderwijzeressen die woning in de school genieten.

Waar man en vrouw op eene school van dezelfde gemeente werkzaam zijn, kunnen zij maar aanspraak maken op eene enkele woning of op eene enkele vergoeding wegens verblijf.

(Cf. art. 13, E. hierna).

De benaming hulponderwijzer en hulponderwijzeres zijn afgeschaft.

ART. 14.

A. — *Wedde en weddeverhoogingen der leden van het leerpersoneel der aangenomen scholen vallen ten laste van de gemeenten.*

B. — *Wedde en weddeverhoogingen der leden van het leerpersoneel der aan-*

gemeenten aangeduid in de tabel welke onder artikel 13 staat.

Artikel 13, bepalende de vermeerderingen van jaarwedde waarop de gemeenteleraars recht hebben, is toepasselijk op het personeel der aangenomen scholen, gediplomeerd of van het examen ontslagen.

Ontslag van deze verplichting kan worden toegestaan voor een tijdsbestek van vijf jaar, door een koninklijk besluit, dat in den *Moniteur* zal opgenomen worden. Deze vrijstelling is vernieuwbaar.

Het bedrag der jaarwedde, voortvloeiende uit de artikels 13 en 15, is niet toepasselijk op de onderwijzers van een geestelijk genootschap.

De gemeente is gehouden jaarlijks aan alle aangenomen school een voldoende som te verleen tot betaling van het schoolgeloof van de kinderen, die op het kosteloos onderwijs recht hebben en in die school toegelaten zijn.

neembare scholen vallen ten laste van de besturen dier scholen.

C. — Onder beding van het in onderstaand lid D gemaakte voorbehoud, mogen die wedden en weddeverhoogingen, zoo de bedienden gediplomeerd zijn of van het examen ontslagen, niet beneden het uit de artikelen 13 en 15 voortvloeiende bedrag blijven.

D. — De wedden en weddeverhoogingen van de ongehuwde en in gemeenschap levende bedienden, die hun ambt waarnemen in de aangenomen en aanneembare scholen, worden geregeld door de vrijelijk tusschen de besturen dier scholen en die onderwijzers besproken overeenkomsten.

Wanneer echter die onderwijzers gediplomeerd zijn of van het examen ontslagen, zal de Staat aan de gemeenten en aan de besturen van aanneembare scholen de onder artikel 13 litt. F voorziene toelagen van 30 frank per twee- of driejarig tijdvak verleen.

(Zooals hiernevens.)

ART. 14bis (nieuw).

Ten einde de gemeenten, voor dewelke de opbrengst van een opcentiem op de hoofdsom der rechtstreeksche belastingen niet boven de 500 frank gaat, en de besturen der aanneembare scholen in staat te stellen om de bij de artikelen 13 A, B, C, te hunnen laste gelegde minima-jaarwedde te betalen, wordt verleend :

A. — Aan de gemeenten, voor dewelke de opbrengst van een opcentiem meer dan 250 en minder dan 500 frank bedraagt, eene aanvullende toelage van 200 frank per klasse door een onderwijzer bediend

ART. 13 (1).

De onderwijzer heeft recht op eene vermeerdering van 100 frank na verloop van elk tijdvak van vier jaren goeden dienst, tot beloop van de noodige som ter verhooging van 600 frank boven het wettelijk minimum van jaarwedde, verbonden aan de reeks waartoe de school behoort waar hij zijne bediening uitoefent.

en eene toelage van 100 frank per klasse door eene onderwijzeres bediend.

B. — Aan de gemeenten voor dewelke de opbrengst van een opcentiem niet meer dan 250 frank bedraagt, eene aanvullende toelage van 500 frank per klasse door een onderwijzer bediend en eene toelage van 200 frank per klasse door eene onderwijzeres bediend.

C. — Aan de besturen van aanneembare scholen, eene aanvullende toelage van 600 frank per klasse door een onderwijzer bediend en van 500 frank per klasse door eene onderwijzeres bediend.

ART. 15.

A. — De onderwijzer heeft aanspraak op 100 frank verhooging na verloop van elk tweejarig tijdvak goede diensten, tot bedrag van de noodige som om het in vorig artikel voorziene wettelijk minimum met 1,500 frank te vermeerderen.

De onderwijzeres heeft aanspraak op 100 frank verhooging na verloop van elk driejarig tijdvak goede diensten, tot bedrag van de noodige som om het in vorig artikel voorziene wettelijk minimum met 1,000 frank te vermeerderen.

B. — Bij de berekening der dienstjaren komen in aanmerking al de diensten, zelfs te tijdelijken titel, in de gemeentelijke en aangenomen lagere scholen bewezen als onderwijzer, onderwijzeres, hulponderwijzer en hulponderwijzeres.

Dit is ook het geval met de, vóór het in werking treden van de wet van 15 September 1893, in eene niet ondersteunde doch overeenkomstig de wet ingericht private lagere school, bewezen diensten.

Zullen eveneens medetellen bij de berekening der dienstjaren, de diensten na bekoming van het diploma van lager onderwijzer bewezen, in de onder toezicht staande bewaarscholen, in de van het Ministerie van Justitie afhangende weldadigheidsscholen, in de Staats- of aange-

Op voorstel van den gemeenteraad, na het advies van den opziener en van de Bestendige Deputatie ingewonnen en den onderwijzer in zijne uitleggingen gehoord te hebben, kan de Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs, bij met redenen omkleede beslissing, verklaren, dat er geene reden bestaat om aan zekeren onderwijzer de vierjaarlijksche vermeerdering te verleenen.

Het eerste vierjaarlijksche tijdvak zal aanvangen den 1^o Januari 1892 voor de onderwijzers, bepaald vóór deze dagteekening benoemd; vóór de anderen zal het beginnen den 1^o Januari van het jaar dat volgt op de dagteekening hunner bepaalde benoeming. De onderwijzer die, op den 1^o Januari 1896, ten minste tien jaren dienst telt zal, te beginnen met dezen dag,

nomen normaalscholen, in de niet kosteloze lagere scholen en in de voorbereidende klassen eener openbare of private middelbare onderwijsinrichting.

C. — Op de voordracht van den gemeenteraad kan de bevoegde minister, na inwinning van het advies van het toezicht en van de Bestendige Deputatie, en den onderwijzer in zijne uitleggingen gehoord, bij met redenen omkleede beslissing, verklaren dat, *wegens gronden van beroeps-aard*, er geene aanleiding bestaat om eenen onderwijzer de *geregelde verhooging* te verleenen.

eene jaarweddeverhooging van 200 frank genieten, onverminderd de toepassing van de beschikkingen der tweede, vierde en vijfde alinea's van dit artikel.

De niet verplichte jaarweddeverhoogingen, bij voorbaat aan den onderwijzer verleend, mogen van de latere verplichte verhoogingen afgeteld worden.

De onderwijzer, getroffen met eene tuchtstraf, zwaarder dan degene, welke de gemeenteraad zonder goedkeuring der Bestendige Deputatie mag uitspreken, zal de verhooging niet krijgen, verbonden aan het vierjarig tijdvak, waarin de straf werd opgelegd. Op voorstel van den gemeenteraad, de Bestendige Deputatie gehoord, mag nochtans de Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs den onderwijzer van de toepassing van dezen maatregel ontslaan.

In de gemeenten waar de opbrengst van een opcentien op de hoofdsom der rechtstreeksche belasting geen 100 frank te boven gaat, zal de Staat de twee derden der verplichte geregelde verhoogingen dragen; in de andere gemeenten zal hij voor de helft tusschenkomen.

Wanneer ten gevolge der afnemings van de bevolking der gemeente, eene school tot eene lagere reeks overgaat, heeft deze verandering slechts uitwyskel ten opzichte van het personeel dat, na de nieuwe rangschikking, benoemd wordt. De vroeger aan de school gehechte onderwijzers behouden de jaarwedden en de rechten op verhooging welke zij verworven hebben, krachtens de eerste alinea van artikel 15 en dit artikel.

Wanneer eene school tot eene hogere reeks overgaat, hebben de

De onderwijzer, die met eene zwaardere tuchtstraf dan deze welke de gemeenteraad zonder goedkeuring vanwege de Bestendige Deputatie mag uitspreken gestraft werd, zal beroofd worden van de met *het tijdvak waarin de straf werd opgelegd* overeenkomende verhooging.

In een en ander geval, kan de Minister den onderwijzer van het beloopte verval ontheffen, den gemeenteraad en de Bestendige Deputatie gehoord.

D. — De bij vervroeging verleende onverplichte weddeverhoogingen kunnen van de verplichte latere verhoogingen afgetrokken worden.

E. — De huidige wedde van de onderwijzers en die welke hun later zal toegekend worden, mag hoegenaamd niet verminderd worden, zoolang de titelvoerders hun ambt in dezelfde gemeente waarnemen.

F. In de gemeenten voor dewelke een opcentiem niet meer dan 100 frank opbrengt, en in de aanneembare scholen zal de Staat de drie vierden van de verplichte geregelde verhoogingen dragen; hij zal er de helft van dragen in de andere gemeenten.

onderwijzers maar recht op het minimum van jaarwedde der nieuwe reeks, indien dit minimum het inkomen, dat zij in den laatsten tijd genoten, bereikt of overtreft.

Dezelfde regels worden toegepast telkenmale een onderwijzer tot eene nieuwe bediening in het lager gemeenteeonderwijs wordt beroepen.

ART. 15bis (nieuw).

Eene bestuursvergoeding tegen 50 frank per klasse berekend en welke tot bedrag van 3/4 ten laste van den Staat valt, wordt toegekend aan de schoolhoofden die met eene klasse belast zijn.

Deze vergoeding mag de 300 frank niet te boven gaan.

ART. 15ter (nieuw).

Eene bijzondere ten laste van den Staat vallende vergoeding wordt verleend aan de onderwijzers en onderwijzeressen die benevens hun gewoon diploma, houder zijn van een bijzonder getuigschrift van geschiktheid tot het ambt van schoolhoofd of van bekwaamheid voor het onderwijs in sommige bij ministerieel besluit te bepalen vakken.

Deze vergoeding, waarvan het bedrag bij Koninklijk besluit zal vastgesteld worden, mag niet boven de 100 frank gaan.

ART. 15quater (nieuw).

Bijzondere, ten laste van den Staat vallende studiebeurzen, kunnen te rekenen van hun 14^e jaar, verleend worden aan onderwijzerskinderen die de Staatsnormaalscholen of de aangenomen normaalscholen bezoeken of voornemens zijn te bezoeken.

ART. 18.

In geval van ziekte van een lid van het onderwyzend personeel der lagere gemeentescholen, dat niet in den toestand van beschikbaarheid gesteld is, duidt het schepencollege, om dezen bediende, tijdens den duur van zijn verlof, te vervangen, een tijdelijken onderwijzer aan, onder de gediplomeerde onderwijzers gekozen.

De gemeenteraad bepaalt het bedrag der vergoeding, aan den tijdelijken onderwijzer te betalen. Deze vergoeding mag, per jaar, niet minder bedragen dan 1,000 frank voor de hulponderwijzers en dan 1,200 frank voor de onderwijzers; zij wordt berekend naar het getal dagen, dat de tijdelijke onderwijzer zijne bediening heeft uitgeoefend, en maandelijks betaald.

De uitgaaf voor deze tijdelijke bediening wordt gedragen door den Staat, de gemeente en den zieken onderwijzer in de volgende evenredigheid : twee vijfden ten laste van den Staat, twee vijfden ten laste der gemeente en een vijfde ten laste van den zieken onderwijzer.

Deze tusschenkomst zal dezelfde zijn in geval van ziekte van een gediplomeerden onderwijzer, die in de aangenomen scholen onderricht geeft.

ART. 19.

Geene enkele vrije lagere school kan worden aangenomen, indien zij zich niet onderwerpt aan de volgende voorwaarden :

1° De school moet in een behoorlijk lokaal gevestigd zijn;

ART. 18. (Zoals hiernevens.)

Het bedrag van de door waarnemende onderwijzers te betalen vergoeding wordt door den gemeenteraad bepaald volgens de voor de voorgoed aangestelde onderwijzers aangenomen grondslagen; het wordt berekend naar het getal dagen gedurende dewelke de waarnemende onderwijzer zijn ambt vervuld heeft vergeleken bij het getal dagen gedurende dewelke de school in den loop van het jaar open is.

De uit tijdelijke waarneming voortvloeiende uitgave wordt door den Staat, de gemeente, de provincie en den zieken titelvoerder in navolgende verhouding gedragen : $\frac{2}{3}$ ten laste van den Staat, $\frac{2}{3}$ ten laste van de gemeente, $\frac{1}{10}$ ten laste van de provincie en $\frac{1}{10}$ ten laste van den titelvoerder.

(Zoals hiernevens.)

De uit tijdelijke waarneming in de aanneembare scholen voortvloeiende uitgave wordt door den Staat gedragen in de bij art. 7 § 4 van de wet van 18 Mei 1912 bepaalde verhouding.

ART. 19.

(Zoals hiernevens.)

(Zoals hiernevens.)

2^o De leden van het onderwijzend personeel moeten ten minste voor de helft gediplomeerd zijn, of het examen hebben afgelegd, waarvan gesproken wordt in artikel 9.

Als overgangsmaatregel, zal de Minister, gedurende twee jaar na den dag der afkondiging der wet van 13 September 1895, van deze voorwaarden kunnen ontslaan :

1^o Degenen die, gedurende ten minste tien jaar, lager onderwijs gegeven hebben ;

2^o Degenen die, drager van een getuigschrift van humaniora, gedurende ten minste vijf jaar, lager onderwijs gegeven hebben.

Zijn ontslagen van het examen degenen die, vóór de wet van 20 September 1884, het bestuur gehad hebben van eene gemeenteschool of van eene aangenomen school ;

5^o Indien het onderwijs in den godsdienst deeluitmaakt van het programma, zal dit onderwijs gegeven worden in het begin of op het einde der schooluren. De kinderen, wier ouders het zullen vragen, zijn niet verplicht dit onderwijsbij te wonen ;

4^o Het programma van het onderwijs zal de stoffen bevatten, in § 1 van artikel 4 opgesomd ;

5^o De aangenomen school moet onderworpen zijn aan het beheer van toezicht, door den Staat, krachtens de tegenwoordige wet ingericht ;

6^o Zij moet de kinderen aanvaarden die op kosteloos onderwijs recht hebben zonder andere vergoeding

2^o Onder voorbehoud van de voor het einde van dit schooljaar (1912-1913) verworven toestanden, moeten de leden van het leerpersoneel Belgen zijn.

Zij dienen gediplomeerd te wezen of het onder artikel 9 vermelde examen afgelegd te hebben.

Zijn vrijgesteld van het examen, de bedienden die vóór het in werking treden van de wet van 13 September 1895 in dienst waren en die sinds dat tijdstip onafgebroken schooldienst gedaan hebben.

Vrijstelling van het diploma of van het examen, kan, bij ministerieel besluit, op advies van het schooltoezicht toegestaan ten behoeve van onderwijzers, boven de 50 jaar, die bij het in werking treden van deze wet sedert meer dan vijf jaar in dienst zijn.

Aan de op den datum van 1 Juni 1915 op de aangenomen of aanneembare scholen in dienst zijnde niet gediplomeerde onderwijzers die het voordeel van hooger bedoelde vrijstellingen niet genieten, wordt vijf jaar uitstel verleend, met ingang van de afkondiging dezer wet, om dem vereischten titel te verwerven.

(Zooals hiernevens.)

Het programma van het onderwijs zal de vakken omvatten onder artikelen 4 en 4^{bis} opgesomd.

(Zooals hiernevens.)

(Dit nummer wordt overbodig, tengevolge van het nieuw artikel 3.)

te mogen eischen dan degene, voorzien bij artikel 5;

7^o Het getal der schooluren zal niet minder mogen zijn dan twintig per week, buiten den tijd, die opzettelijk gewijd is aan het onderwijs van den godsdienst en van de zedeleer; de aan het naaldenwerk bestede tijd afgetrokken, zal dit getal niet minder mogen zijn dan zestien.

Eene tafel, het gebruik van den tijd aanduidende, zal in de school aangeplakt worden.

Geene enkele vrije lagere school zal toelagen kunnen genieten van den Staat, van de provincie of van de gemeente, indien zij de voorwaarden niet vereenigt, die door het tegenwoordig artikel voor de aanneming vereischt worden.

De inbreuken op de wettelijke bepalingen worden door de opzieners ter kennis van het Staatsbestuur gebracht; het is insgelijks zóó, voor de andere misbruiken, die in eene school zouden bestatigd worden.

Indien de overheid, die de school bestuurt, weigert zich aan de wet te onderwerpen of de misbruiken te weren, worden de toelagen van de gemeente, de provincie en den Staat ingetrokken door op beweeggronden gesteund koninklijk besluit, dat in den *Moniteur* zal verschijnen.

ART. 27.

De wet van 1 Juli 1879 is afgeschaft; zijn insgelijks afgeschaft de artikelen 2, 3, 4 en de laatste paragraaf van artikel 1 der wet van 28 December 1885; de artikelen 121 en 147 der gemeentewet worden hersteld, zooals de tekst ervan is vastgesteld door de wet van 7 Mei 1877.

(Zooals hiernevens.)

(Zooals hiernevens.)

(Zooals hiernevens.)

(Zooals hiernevens.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 27.

(Zooals hiernevens.)

Artikel 1 der wet van 15 Juni 1881 wordt gewijzigd in dezen zin, dat de Koninklijke athenaeums en colleges het getal twintig, de middelbare scholen voor jongens, het getal honderd, en de middelbare scholen voor meisjes, het getal vijftig niet mogen te boven gaan.

Art. 1 der wet van 15 Juni 1881 wordt in dezen zin gewijzigd dat het getal Koninklijke athenaeums *en colleges* de *vier-en-twintig*, het getal middelbare jongenscholen de honderd, het getal meisjesscholen de vijftig niet mag te boven gaan.